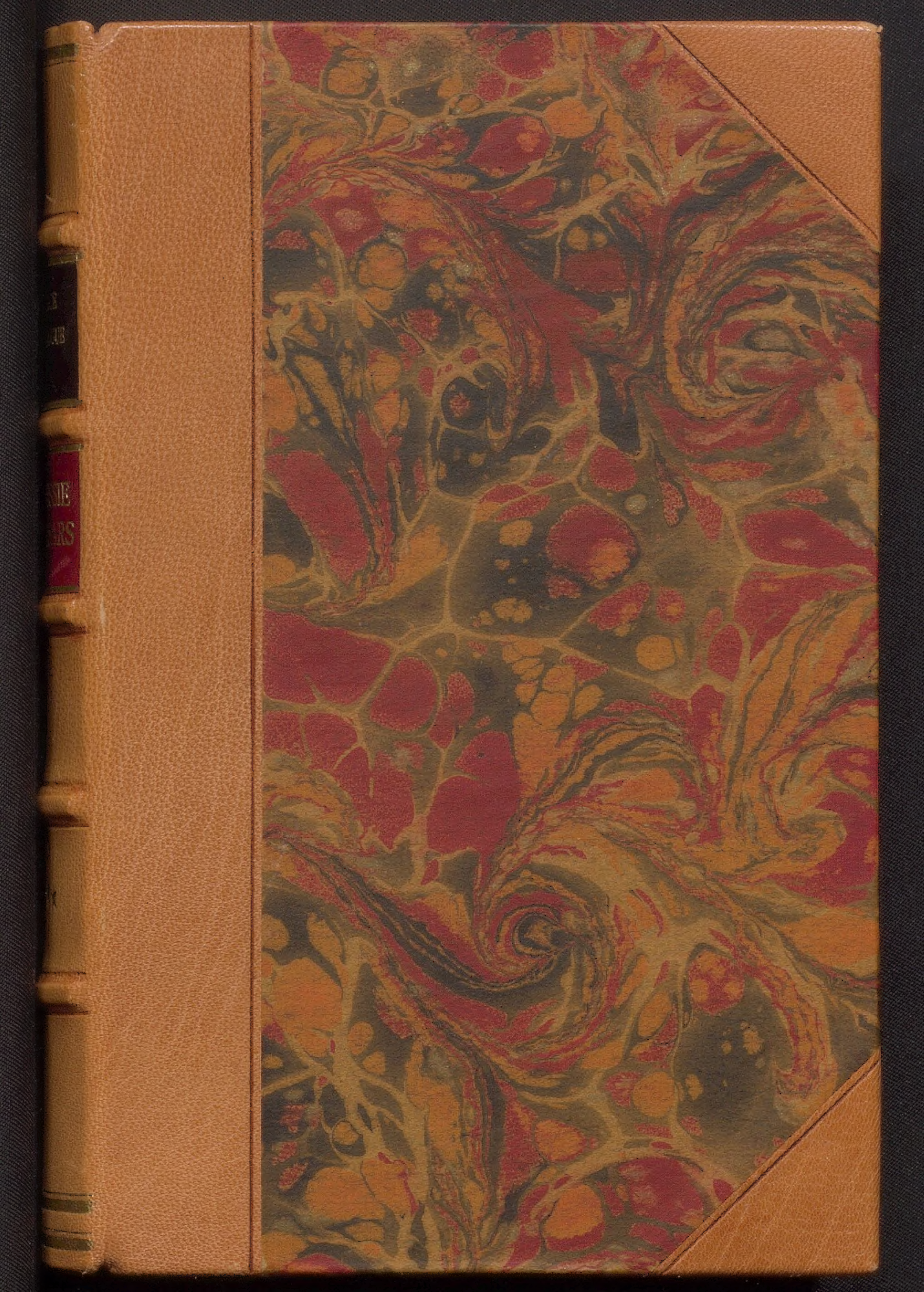
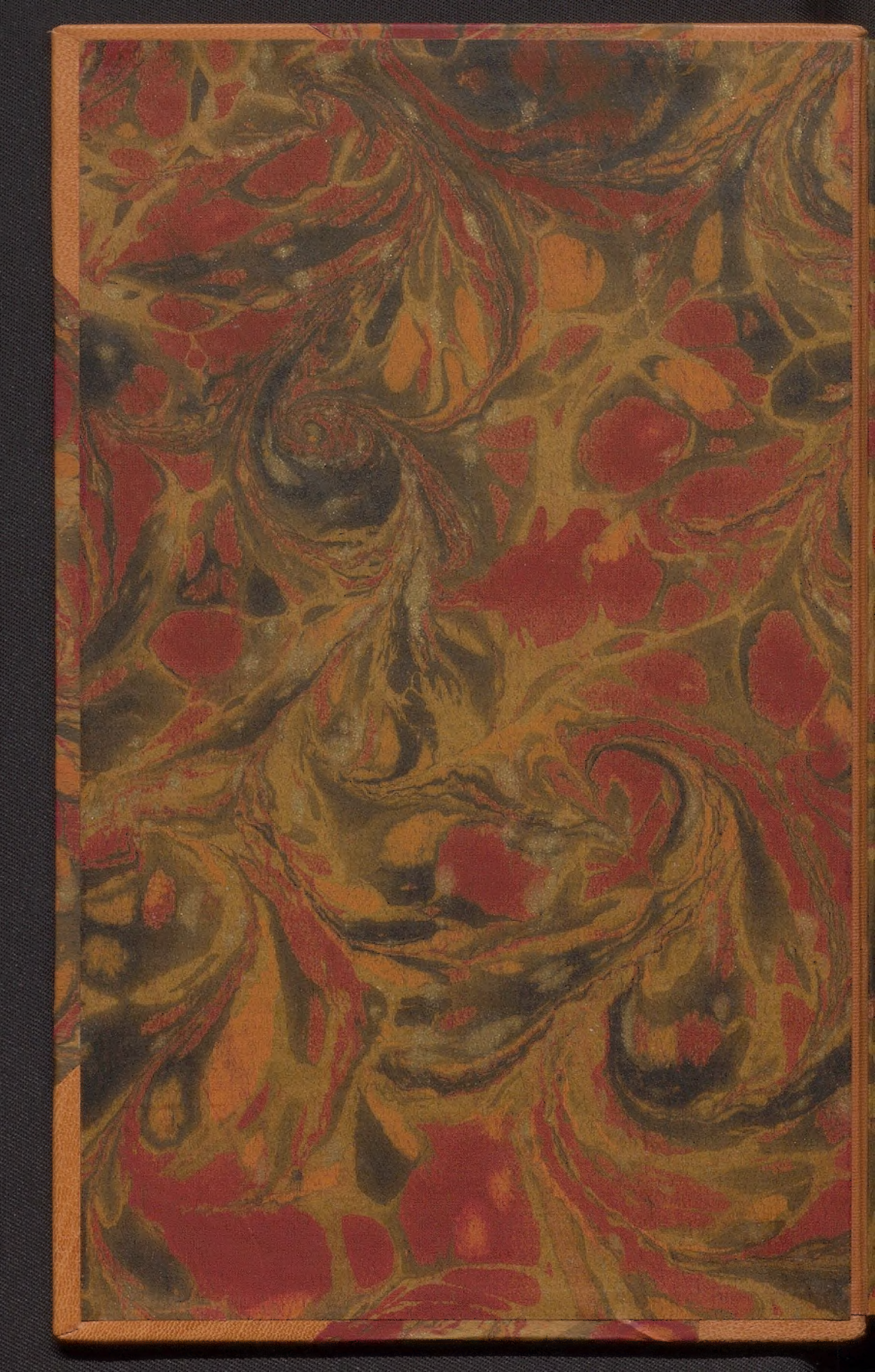
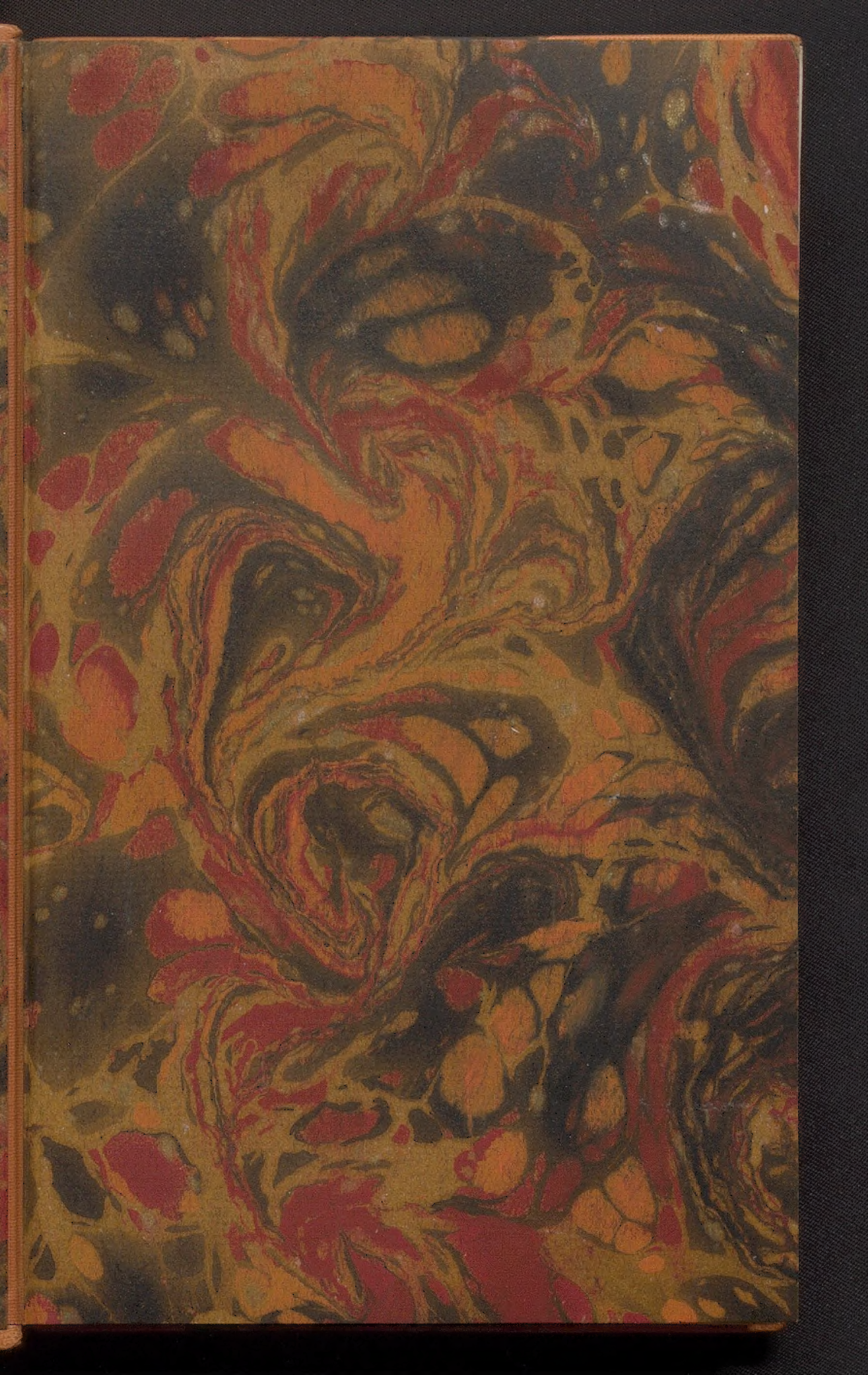






MAURICE PALÉOLOGUE
AMBASSADEUR DE FRANCE

LA RUSSIE DES TSARS

PENDANT LA GRANDE GUERRE

***

19 Août 1916 - 17 mai 1917

Aquarelles de G. LOUKOMSKY



PARIS
LIBRAIRIE PLON
PLON-NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
8, RUE GARANCIÈRE - 6e



Il a été tiré de cet ouvrage :

50 *exemplaires sur papier de Hollande Van Gelder,*
2 100 *exemplaires sur papier alfa.*

Il a été tiré, en outre, 100 *exemplaires sur papier alfa, non mis dans le commerce.*

LA RUSSIE DES TSARS

Præterit hujus mundi figura.
« La figure de ce monde passe. »

(SAINT PAUL, *Cor.*, I.)



Ce volume a été déposé au ministère de l'intérieur en 1922.

MAURICE PALÉOLOGUE
AMBASSADEUR DE FRANCE

LA

RUSSIE DES TSARS

PENDANT

LA GRANDE GUERRE

* * *

19 Août 1916 - 17 Mai 1917

Aquarelles de G. LOUKOMSKY



PARIS
LIBRAIRIE PLON
PLON-NOURRIT ET C^ie^, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
8, RUE GARANCIÈRE — 6^e^

—

LA RUSSIE DES TSARS
PENDANT LA GRANDE GUERRE

CHAPITRE PREMIER

19 AOUT-18 SEPTEMBRE 1916

La camarilla de l'impératrice ; orientation qu'elle s'efforce d'imprimer à la diplomatie russe. — L'armée de Salonique accroche les Bulgares sur le front de Macédoine, afin de couvrir la mobilisation de l'armée roumaine. — Éducation politique de Nicolas II : « L'empereur restera toujours l'élève de Pobédonostzew !... » — Succès de l'armée russe dans la Haute-Arménie. — L'impératrice et Sturmer ; il la traite en régente. — Épuisement des forces russes sur le front de Galicie. — Un des régiments russes expédiés en France se mutine à Marseille. — Arrestation de Manouïlow, chef du secrétariat de Sturmer. — L'ennui, mal chronique de la société russe. — Influence de la question juive sur les rapports de la Russie et de l'Amérique. — Situation périlleuse de la Roumanie ; combat de Tourtoukaï ; invasion de la Dobroudja ; l'état-major russe étudie la possibilité d'expédier une armée de secours dans la région danubienne. Le plan stratégique du maréchal Hindenburg. — Raspoutine et Sturmer ; leurs conciliabules à la forteresse des Saints-Pierre-et-Paul. — La notion du temps et de l'espace chez les Russes.

Samedi, 19 août 1916.

J'ai causé, ces derniers jours, avec beaucoup de personnes et de tous les camps. Si je résume leurs confidences et, plus encore peut-être, leurs réticences, j'arrive aux conclusions suivantes.

En dehors et à l'insu de l'empereur, la camarilla de l'impératrice s'efforce d'imprimer à la diplomatie russe une orientation nouvelle, je veux dire de préparer une réconciliation avec l'Allemagne. La raison prédominante est la crainte que le parti réactionnaire éprouve à voir la Russie entretenir un commerce si intime et si prolongé avec les puissances démocratiques de l'Occident ; j'ai noté, plusieurs fois déjà, cette considération. Il y a ensuite la communauté d'intérêts industriels et commerciaux qui existait avant la guerre entre l'Allemagne et la Russie et qu'on est impatient de rétablir. Il y a enfin le médiocre résultat que l'offensive des armées russes a obtenu récemment sur la Dvina, et qui prouve que la résistance militaire de l'Allemagne est bien loin d'être épuisée. En revanche, les succès remportés en Galicie et en Arménie ont accrédité l'idée que les profits de la guerre doivent être recherchés du côté de l'Autriche et de la Turquie plutôt que de l'Allemagne...

***

Dimanche, 20 août 1916.

L'armée de Salonique, commandée par le général Sarrail et qui ne compte pas moins de 400 000 hommes, doit prendre aujourd'hui l'offensive, entre le Vardar et la Strouma, au nord-ouest de Sérès. Conformément à l'article 3 de la convention militaire de Bucarest, elle va s'efforcer d'accrocher les Bulgares sur le front de Macédoine, afin de couvrir la mobilisation et la concentration de l'armée roumaine.

***

Mardi, 22 août 1916.

L'ancien ministre de l'Agriculture, Krivoschéïne, qui est certainement l'esprit le plus ouvert et le plus distingué parmi les impérialistes libéraux, me parlait naguère de

la résistance obstinée, invincible, à laquelle on se heurte chez l'empereur, lorsqu'on lui conseille de faire évoluer le tsarisme vers la monarchie parlementaire ; il terminait par ce propos découragé :

— L'empereur restera toujours l'élève de Pobédonostzew !

C'est en effet au célèbre procureur suprême du Saint-Synode, ami et collaborateur intime d'Alexandre III, que Nicolas II doit toute son éducation morale et politique. Juriste éminent, théologien érudit, champion fanatique de l'autocratisme orthodoxe, Pobédonostzew apportait à la défense de ses doctrines réactionnaires une foi ardente, un patriotisme exalté, une conscience haute et inflexible, une vaste culture, une rare puissance de dialectique, enfin, ce qui semble contradictoire, une simplicité parfaite, un grand charme de manières et de conversation. Absolutisme, nationalisme, orthodoxie, tout son programme se résumait dans ces trois points et il en poursuivait l'application avec une rigueur outrancière, avec un mépris souverain des réalités qui lui faisaient obstacle. Conséquemment, il maudissait « l'esprit nouveau, » les principes démocratiques, l'athéisme occidental. Son action opiniâtre et quotidienne laissa, dans le cerveau malléable de Nicolas II, une empreinte indélébile.

En 1896, à l'époque même où il achevait l'instruction politique de son jeune souverain, Pobédonostzew publia un volume de *Pensées*. Je viens de le lire ; j'en extrais ces réflexions qui sont suggestives :

« Un des principes politiques les plus faux est le principe de la souveraineté populaire, l'idée, malheureusement répandue depuis la Révolution française, que tout pouvoir vient du peuple et a sa source dans la volonté nationale... Le plus grand des maux du régime constitutionnel est la formation des ministères selon la méthode parlementaire, fondée sur l'importance numérique des partis... On ne peut séparer le corps de l'esprit. Le corps

et l'esprit vivent d'une vie unique et inséparable... L'État athée n'est qu'une utopie, car l'athéisme est la négation même de l'État. La religion est la force spirituelle qui crée le droit. C'est pourquoi les pires ennemis de l'ordre public ne manquent jamais de proclamer que la religion est une affaire personnelle et privée... La facilité avec laquelle on se laisse séduire par les lieux communs de la souveraineté populaire et de la liberté individuelle aboutit à la démoralisation générale et à l'affaiblissement du sens politique. La France nous offre aujourd'hui un exemple frappant de cette démoralisation et de cet affaiblissement ; la contagion gagne déjà l'Angleterre... »

***

Jeudi, 24 août 1916.

L'offensive générale, que l'armée de Salonique se disposait à engager le 20 août, a été devancée, le 18, par une audacieuse attaque des Bulgares. Leur effort s'est porté principalement sur les deux extrémités de notre ligne, c'est-à-dire dans la région de Doiran, à l'est du Vardar, et dans la Macédoine occidentale, au sud de Monastir. Les Serbes, qui occupent ce dernier secteur, ont reçu un choc si rude qu'ils ont dû se replier à une trentaine de kilomètres, perdant ainsi les villes de Florina et de Koritza, dont l'ennemi s'est aussitôt emparé.

Cette nouvelle a provoqué une vive inquiétude à Bucarest.

***

Dimanche, 27 août 1916.

L'armée russe développe brillamment ses opérations dans la Haute-Arménie. Elle vient d'occuper Mouch, à l'ouest du lac de Van. Les Turcs battent en retraite de Bitlis sur Mossoul.

***

Lundi, 28 août 1916.

Hier, l'Italie a déclaré la guerre à l'Allemagne, consommant ainsi sa rupture avec le germanisme, et la Roumanie a déclaré la guerre à l'Autriche-Hongrie.

***

Mardi, 29 août 1916.

L'ancien président du Conseil, Kokovtsow, étant de passage à Pétrograd, je vais le voir cet après-midi.

Je le trouve plus pessimiste que jamais. Le renvoi de Sazonow et du général Biélaïew l'inquiète au plus haut point.

— L'impératrice, me dit-il, est désormais toute-puissante. Sturmer, qui est un incapable et un vaniteux, mais qui a de l'astuce et même de la finesse quand ses intérêts personnels sont en jeu, a fort bien su la prendre. Il va régulièrement au rapport chez elle ; il l'informe de tout ; il la consulte sur tout ; il la traite en régente ; il l'entretient dans l'idée que l'empereur, ayant reçu ses pouvoirs de Dieu, n'a de compte à rendre qu'à Dieu seul et que, par suite, quiconque se permet de contredire la volonté impériale est sacrilège. Vous jugez si un pareil langage a de la prise sur le cerveau d'une mystique !... C'est ainsi que Khvostow, Krivoschéïne, le général Polivanow, Samarine, Sazonow, le général Biélaïew et moi, nous sommes considérés aujourd'hui comme des révolutionnaires, des traîtres, des impies !

— Et vous ne voyez aucun remède à cette situation?

— Aucun !... C'est une situation tragique.

— Tragique?... Le mot n'est-il pas excessif?

— Non. Croyez-moi ! C'est une situation tragique. Égoïstement, je me félicite de n'être plus ministre, de n'avoir aucune responsabilité dans la catastrophe qui se prépare. Mais, comme citoyen, je pleure sur mon pays.

Des larmes lui montent aux yeux. Pour se ressaisir, il parcourt deux ou trois fois la longueur de son cabinet. Puis, il me parle de l'empereur, sans amertume, sans récrimination, mais avec une profonde tristesse :

— L'empereur est judicieux, modéré, travailleur. Ses idées sont le plus souvent sages. Il a un sentiment élevé de son rôle et la pleine conscience de ses devoirs. Mais son instruction est insuffisante et la grandeur des problèmes qu'il a mission de résoudre dépasse trop souvent la portée de son intelligence. Il ne connaît ni les hommes, ni les affaires, ni la vie. Sa méfiance de soi-même et des autres le met en garde contre toutes les supériorités. Aussi n'admet-il autour de lui que des nullités. Enfin, il est très pieux, d'une piété étroite et superstitieuse, qui le rend très jaloux de son autorité souveraine, puisqu'elle lui vient de Dieu.

Nous reparlons de l'impératrice :

— Je proteste, dit-il, de toutes mes forces contre les infâmes rumeurs qu'on fait courir sur elle, à propos de Raspoutine. C'est une femme très noble et très pure. Mais c'est une malade, une névrosée, une hallucinée, qui finira dans les délires du mysticisme et de la mélancolie... Je n'oublierai jamais les étranges propos qu'elle m'a tenus, en septembre 1911, lorsque j'ai remplacé le malheureux Stolypine (1) à la présidence du Conseil. Comme je lui exposais la difficulté de ma tâche et que je citais l'exemple de mon prédécesseur,

(1) Assassiné à Kiew, le 14 septembre 1911 ; il était le beau-frère de M. Sazonow.

elle m'a arrêté net : « Wladimir-Nicolaïéwitch, ne me parlez plus de cet homme. Il est mort, parce que la Providence avait décidé qu'il disparaîtrait ce jour-là. C'est donc fini de lui ; ne m'en parlez plus jamais. » Elle s'est d'ailleurs refusée à aller prier sur son cercueil et l'empereur n'a pas daigné assister aux obsèques, parce que Stolypine, tout dévoué qu'il fût aux souverains, dévoué jusqu'à la mort, avait osé leur dire que l'édifice social avait besoin d'être un peu réformé !...



Mercredi, 30 août 1916.

Par de vigoureuses attaques dans la région de la Moglénitza et dans le massif de Bélès, l'armée de Salonique a enfin réussi à accrocher les Bulgares sur le front de Macédoine. En leur enlevant ainsi toute liberté de manœuvre vers le nord, elle s'est pleinement acquittée de la tâche, très rude, que lui imposait la convention militaire du 17 août.



Jeudi, 31 août 1916.

Depuis le Stokhod jusqu'aux Carpathes, c'est-à-dire sur un front de 320 kilomètres, les armées russes poursuivent leur progression.

Mais elles n'avancent plus que très lentement, ce qui s'explique par la fatigue des hommes et des chevaux par la difficulté croissante des communications à l'arrière, par l'usure de l'artillerie, enfin par la nécessité de ménager les munitions.

Ainsi, la Roumanie entre dans la guerre au moment où l'offensive russe est à bout de souffle.



Vendredi, 1er septembre 1916.

Au grand-quartier général et au ministère de la Guerre, on est fort humilié.

La 2e brigade russe, arrivée dernièrement en France et qui allait s'embarquer pour Salonique, s'est mutinée à Marseille ; le colonel a été assassiné, plusieurs officiers blessés. Il a fallu le concours énergique des troupes françaises pour rétablir l'ordre. La répression a été sévère : une vingtaine d'hommes ont été passés par les armes.

Je me rappelle ce que Sazonow me disait, au mois de décembre dernier, pour justifier son opposition aux demandes de Doumer : « Le soldat russe dépaysé ne vaut rien ; il se démoralise immédiatement. »



Samedi, 2 septembre 1916.

Le forban policier, Manouïlow, dont Sturmer a fait le chef de son secrétariat, vient d'être arrêté ; il serait inculpé de chantage à l'égard d'une banque, ce qui est prouvé d'avance ; car l'escroquerie est son gagne-pain normal, le plus habituel comme le plus véniel de ses péchés.

L'incident ne vaudrait pas d'être noté, si l'arrestation n'avait été décidée par le ministre de l'intérieur, Alexandre Khvostow, et opérée à l'insu de Sturmer. Il y a donc quelque dessous, plus ou moins scandaleux, qui apparaîtra bientôt.



Dimanche, 3 septembre 1916.

En Galicie, les Russes progressent vers Kalicz.

Au nord des Alpes transylvaniennes, les Roumains s'emparent de Brasso. Dans la région supérieure du Séreth

moldave, ils opèrent en liaison avec les Russes et franchissent les Carpathes.

Du côté de Salonique, l'armée du général Sarrail continue de harceler les Bulgares.

Sur la Somme, reprise énergique de l'offensive anglo-française.

***

Lundi, 4 septembre 1916.

A l'heure du thé, chez Mme S..., nous parlons de l'ennui, qui est le mal chronique de la société russe.

Debout, haute et souple, les mains croisées derrière le dos, comme elle se tient d'habitude, la jolie princesse D... nous écoute en silence. Un regard sceptique et rêveur brille au fond de ses yeux fauves. Soudain, elle laisse tomber négligemment ces mots :

— C'est curieux. Vous autres hommes, quand l'ennui vous prend, il vous abat, il vous fauche les jambes ; vous n'êtes plus bons à rien ; on s'éreinte à vous remonter. Nous autres femmes, au contraire, l'ennui nous réveille, nous fouette, nous donne envie de faire toutes les sottises imaginables, toutes les folies possibles. Et c'est encore plus difficile de nous retenir que de vous remonter.

L'observation est juste. Généralement, les hommes s'ennuient, par fatigue, par satiété, pour avoir abusé des plaisirs, de l'alcool, du jeu, tandis que, chez les femmes, l'ennui est le plus souvent provoqué par la monotonie de leur existence, par leur insatiable besoin d'émotions, par les appels secrets de leur cœur et de leurs sens. D'où la dépression des uns et l'excitation des autres.

***

Mardi, 5 septembre 1916.

Conversation avec Nératow, au sujet de l'Amérique. Nous déplorons qu'une partie si importante du peuple américain se refuse encore à comprendre la signification

universelle du conflit qui déchire l'Europe et de quel côté est la justice. Voilà plus d'un an qu'un torpilleur allemand a coulé la *Lusitania;* voilà plus d'un an que la grande revue de New-York, *The Nation*, écrivait : « Le torpillage de la *Lusitania* est un acte dont eût rougi Attila, dont un Turc aurait honte et qui eût arraché des excuses à un pirate barbaresque. Toutes les lois divines et humaines ont été violées par ces bandits... »

Et la conscience américaine hésite encore à se prononcer !

Je dis à Nératow :

— La Russie pourrait faire beaucoup pour lever les dernières hésitations du public américain et le jeter définitivement dans notre cause.

— Que pourrions-nous faire?... Je ne vois pas?

— Il vous suffirait d'atténuer un peu votre législation sur les Juifs ; l'effet serait considérable en Amérique.

Nératow se récrie :

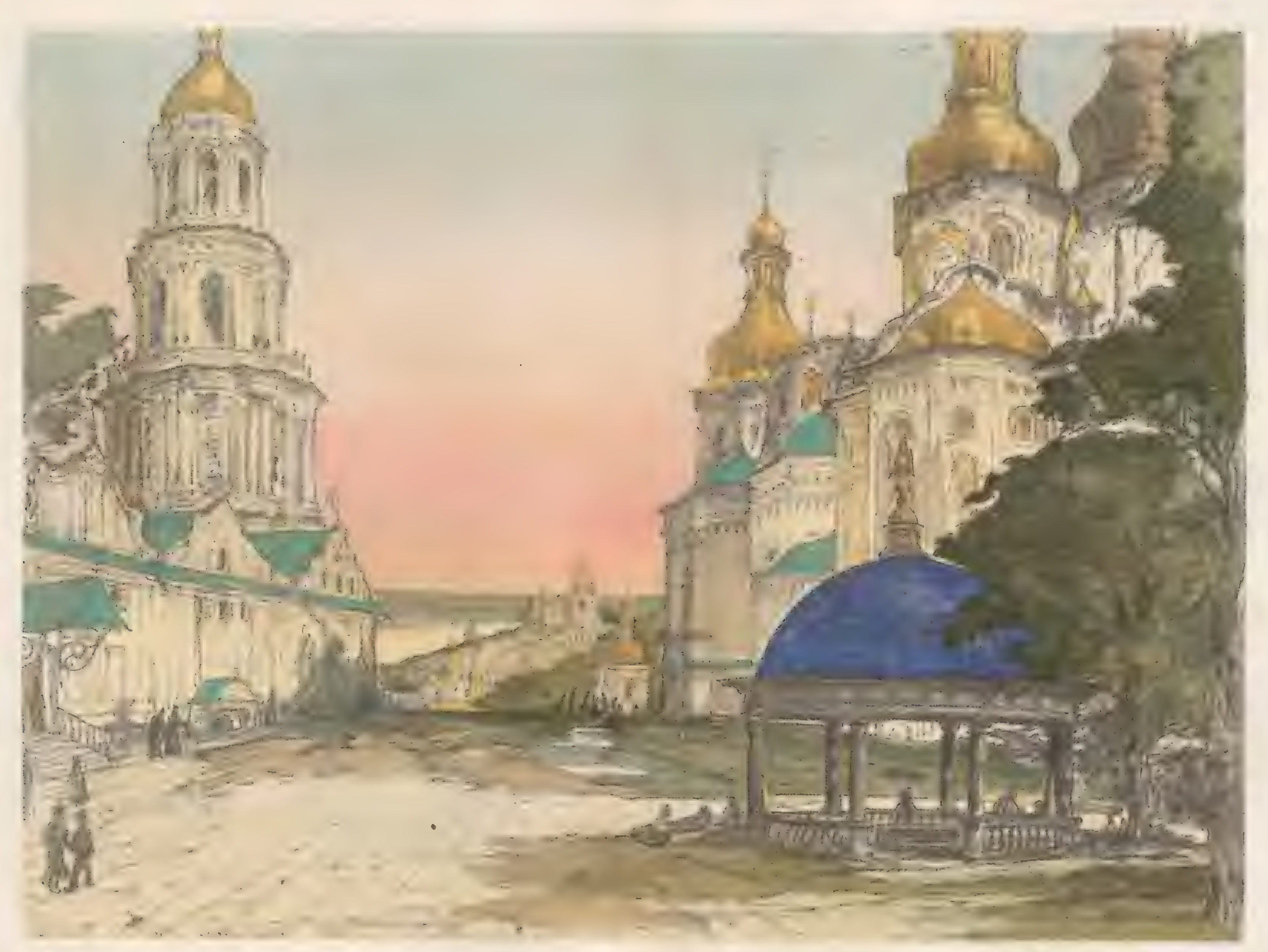
— Toucher à la question juive, pendant la guerre !... C'est impossible... On aurait tout le pays contre soi. Et cela ferait à l'Alliance un tort énorme ; car soyez sûr que nos partis d'extrême droite accuseraient aussitôt la France et l'Angleterre d'avoir appuyé secrètement les réclamations des Juifs.

Nous revenons aux affaires courantes.

La question juive pèse lourdement sur les rapports de la Russie et des États-Unis ; j'en ai causé maintes fois avec mon collègue d'Amérique, Marye, prédécesseur de Francis.

Les Israélites russes se comptent par centaines de mille à New-York, Chicago, Philadelphie et Boston (1). Actifs

(1) Le nombre total des Israélites répartis sur le globe est évalué à 12 500 000, dont 5 300 000 en Russie et 2 200 000 aux États-Unis. En dehors de ces deux pays, les grandes agglomérations de Juifs se trouvent en Autriche-Hongrie (2 250 000), en Allemagne (615 000), en Turquie (485 000), en Angleterre (445 000), en France (345 000), en Roumanie (260 000) et en Hollande (115 000).



Aquarelle de G. Loukomsky — *Kiew. — La Lavra*

et intelligents, riches et influents, ils entretiennent aux États-Unis l'exécration du tsarisme. Le régime de rigueur, inauguré en 1791 par Catherine II, confirmé et aggravé en 1882 par les fameuses « lois Ignatiew », apparaît aux Américains comme une des plus révoltantes iniquités qu'ait enregistrées l'histoire des sociétés humaines. Je me figure en effet ce qu'un libre *Yankee*, élevé dans la superstition de l'idéal démocratique, dans la passion et le respect de l'initiative individuelle, doit penser à l'idée que plus de cinq millions d'êtres humains, par le fait seul de leurs croyances religieuses, sont confinés dans une étroite région où leur affluence même les condamne à la misère ; qu'ils ne peuvent ni posséder, ni cultiver la terre ; qu'ils sont exclus de tout droit public ; que les moindres actes de leur vie extérieure sont soumis à l'arbitraire de la police ; enfin, qu'ils sentent continuellement peser sur eux la menace du massacre périodique.

Mon collègue américain, Marye, me disait un jour :

— Ce qui nous choque le plus dans la condition des Juifs en Russie, c'est qu'ils sont persécutés uniquement à cause de leur foi. Le reproche de la race et le grief économique ne sont que des prétextes. La preuve est qu'il suffit à un Juif d'abjurer le judaïsme et de se convertir à l'orthodoxie pour être immédiatement assimilé à tous les Russes.

En 1904, les *pogroms* de Kichinew provoquèrent aux États-Unis une telle indignation que le président Roosevelt crut devoir élever une protestation solennelle, dont la société russe lui garde aujourd'hui encore un vif ressentiment : « Il se commet parfois, déclarait-il, des crimes si monstrueux que nous nous demandons alors si notre devoir exprès n'est pas de témoigner notre réprobation aux oppresseurs et notre sympathie aux victimes. Nous ne pouvons certes intervenir que dans des cas extrêmement graves. Mais, dans ces cas extrêmes, notre intervention est légitime. Le peuple américain

se doit donc à lui-même d'exprimer son horreur quand il apprend des massacres aussi horribles que ceux de Kichinew... »

***

Jeudi, 7 septembre 1916.

La faute, que Bratiano a commise en désavouant la convention Rudéanu et que ses alliés ont partagée en acceptant ce désaveu, commence à porter ses conséquences.

Tandis que les troupes roumaines s'avancent au delà des Carpathes, occupant Brasso, Hermannstadt et Orsova, les Austro-Bulgares pénètrent dans la Dobroudja et s'approchent de Silistrie. Une division roumaine, aventurée sur la rive droite du Danube, aux environs de Tourtoukaï, a même subi un grave échec. Cernée par quatre divisions germano-bulgares, elle s'est laissé enlever une douzaine de mille hommes et deux cents canons.

Sous le coup de la nouvelle, on s'est affolé à Bucarest ; l'émotion a été d'autant plus forte que, depuis trois jours, la ville est constamment bombardée par les avions ennemis.

***

Vendredi, 8 septembre 1916.

Le général Joffre, justement inquiet du péril qui menace la Roumanie, réclame l'envoi immédiat de 200 000 Russes dans la Dobroudja.

Je soutiens énergiquement sa demande auprès de Sturmer, en lui démontrant que toute la politique de l'Alliance et l'issue même de la guerre sont en jeu. Il me répond :

— Lors de mon récent voyage à Mohilew, j'ai examiné

avec le général Alexéïew s'il n'y aurait pas moyen d'intensifier notre action contre la Bulgarie. Le général ne méconnaît certes pas l'énorme avantage que nous aurions à rétablir promptement nos communications avec Salonique. Mais il m'a affirmé que les ressources lui manquent. Le problème en effet n'est pas simplement d'expédier 200 000 hommes dans la Dobroudja ; c'est de constituer ces 200 000 hommes en corps d'armée, avec les officiers, les chevaux, l'artillerie et tous les services accessoires. Cela représenterait cinq corps d'armée ; nous ne les avons pas en réserve ; il faudrait donc les prélever sur le front. Et vous savez qu'il n'y a pas un point de notre ligne où l'on ne se batte actuellement. Le général Alexéïew poursuit ses opérations avec d'autant plus de vigueur que la mauvaise saison approche. Je doute donc qu'il accepte de proposer à Sa Majesté l'envoi d'une armée au sud du Danube. Réfléchissez d'ailleurs au temps qu'il faudrait pour organiser et transporter cette armée. Six semaines, au moins !... Ne serait-ce pas une lourde faute de neutraliser ainsi 200 000 hommes pendant un si long temps?

— Et l'empereur?... Lui en avez-vous parlé?

— L'empereur approuve tout à fait le général Alexéïew.

— La question est assez grave pour mériter un nouvel examen. Je vous prie donc d'insister auprès de Sa Majesté en Lui faisant connaître mes arguments.

— Je rendrai compte aujourd'hui même de notre conversation à Sa Majesté.

* * *

Samedi, 9 septembre 1916.

Un financier russe, d'origine danoise, qui est en rapports suivis avec la Suède et qui, par cette voie, est toujours bien renseigné sur l'opinion allemande, me dit :

— Depuis quelques semaines, l'Allemagne traverse

une crise générale de lassitude et d'appréhension. Personne ne croit plus à la victoire foudroyante qui donnera la paix triomphale. Seuls, les outranciers du pangermanisme affectent d'y croire encore. La résistance insurmontable des Français à Verdun et l'avance des Russes en Galicie ont causé une déception profonde, qui ne s'atténue pas. On commence aussi à répéter que la guerre sousmarine est une erreur et une sottise, qu'elle n'empêche nullement la France et l'Angleterre de se ravitailler, qu'elle expose les puissances germaniques à voir les États-Unis se déclarer bientôt contre elle, etc. Enfin le malaise économique augmente et les émeutes, causées par les restrictions alimentaires, se multiplient, surtout dans l'Allemagne du Nord... Pour enrayer cette crise de pessimisme, le kaiser vient de nommer le maréchal Hindenburg chef d'état-major général, en remplacement du général Falkenhayn. Cette nomination a déjà relevé un peu les courages. Désormais, tous les espoirs du peuple allemand se concentrent sur le sauveur de la Prusse orientale, le vainqueur de Tannenberg. La presse officieuse exalte, en termes dithyrambiques, la noblesse de son caractère, la grandeur de ses conceptions, la géniale virtuosité de ses manœuvres ; elle ne craint pas de l'égaler à Moltke, de le comparer au grand Frédéric. On présume qu'il voudra justifier sans retard cette confiance enthousiaste. Comme aucune victoire n'est possible actuellement ni sur le front russe ni sur le front occidental, on suppose qu'il cherchera son coup d'éclat en Roumanie.



Mardi, 12 septembre 1916.

La princesse Paleÿ m'a invité à dîner ce soir avec la grande-duchesse Marie-Pavlowna.

La réunion est tout intime : je suis d'autant plus à

l'aise pour causer avec la grande-duchesse, que je n'ai pas revue depuis la disgrâce de Sazonow.

Nous reprenons notre conversation au point où nous l'avions laissée et nous mesurons le chemin parcouru. Nos renseignements concordent : l'impératrice s'immisce de plus en plus dans la politique générale ; l'empereur lui résiste de moins en moins.

— Ainsi, me dit la grande-duchesse, l'empereur déteste Sturmer ; il le sait incapable et malhonnête ; il devine son jeu auprès de l'impératrice et il en est impatient, car il n'est pas moins jaloux de son autorité vis-à-vis de l'impératrice que vis-à-vis de tout autre. Mais il n'a pas eu le courage de soutenir Sazonow et il s'est laissé imposer Sturmer.

— Il n'a donc personne auprès de lui pour l'éclairer?

— Personne... Vous connaissez son entourage !... C'est encore le vieux Fréederickz qui lui parle avec le plus de franchise. Mais il n'a aucune autorité... Puis, ne croyez pas que l'empereur ait tant besoin d'être éclairé. Il sait très bien ce qu'il fait ; il a pleinement conscience de ses erreurs et de ses fautes. Son jugement est presque toujours droit. Aussi je suis sûre que, à l'heure actuelle, il se reproche amèrement le renvoi de Sazonow.

— Alors, pourquoi les commet-il, ces erreurs et ces fautes? Car, en fin de compte, les conséquences retombent directement sur lui.

— Parce qu'il est faible ! Parce qu'il n'a pas l'énergie de résister aux exigences et aux scènes de l'impératrice !... Et puis, pour une autre raison encore et bien plus grave celle-là : c'est qu'il est fataliste. Quand les choses vont mal, au lieu de réagir, il se répète que Dieu l'a voulu ainsi et il s'abandonne à Dieu !... Je l'ai déjà vu dans cet état d'esprit, après les désastres de Mandchourie et pendant les troubles de 1905.

— Mais, actuellement, est-il dans cet état d'esprit?

— Je crains qu'il n'en soit pas loin ; je sais qu'il est triste,

qu'il s'inquiète de voir la guerre se prolonger sans résultat.

— Le croyez-vous capable de renoncer à la lutte et de faire la paix?

— Non, jamais ; du moins tant qu'il y aura un soldat ennemi sur le territoire russe. Il en a fait le serment devant Dieu et il sait que, s'il y manquait, il compromettrait son salut éternel. Enfin, il a un haut sentiment de l'honneur et il ne trahira pas ses alliés ; là-dessus, il sera toujours inébranlable. Je crois vous l'avoir déjà dit : plutôt que de signer une paix honteuse, une paix de trahison, il irait jusqu'à la mort...

***

Mercredi, 13 septembre 1916.

Le général Janin me rend compte d'un entretien qu'il a eu avant-hier avec l'empereur, à Mohilew, et qui malheureusement me confirme ce que Sturmer me disait il y a cinq jours.

L'empereur lui a déclaré qu'il n'est pas en état d'expédier 200 000 hommes dans la Dobroudja ; il a allégué que les armées de Galicie et d'Asie ont subi de très lourdes pertes ces dernières semaines, et qu'il est obligé de leur envoyer tous les renforts disponibles. En terminant, il a demandé au général Janin de télégraphier au général Joffre qu'il le prie instamment de prescrire au général Sarrail une action plus énergique. L'empereur a répété : « C'est une prière que j'adresse au général Joffre. »

***

Jeudi, 14 septembre 1916.

Depuis quelque temps, le bruit courait que Raspoutine et Sturmer ne s'accordaient plus : on ne les rencontrait plus ensemble ; ils n'allaient plus l'un chez l'autre.

Pourtant, ils se voient et confèrent quotidiennement. Leurs conciliabules ont lieu le soir, à l'endroit le plus secret de Pétrograd, à la forteresse des Saints-Pierre-et-Paul.

La Bastille des Romanow a comme gouverneur le général Nikitine, dont la fille est parmi les plus ferventes dévotes du *staretz*. C'est par elle que s'échangent les messages entre Sturmer et Grichka ; c'est elle qui va chercher Raspoutine en ville et qui l'amène dans sa voiture à la Forteresse ; c'est dans la maison du gouverneur, c'est dans la chambre même de Mlle Nikitine que se rejoignent les deux complices.

Pourquoi s'enveloppent-ils d'un pareil mystère? Pourquoi ont-ils choisi ce lieu caché? Pourquoi ne se réunissent-ils qu'à la tombée de la nuit? Peut-être, sentant la haine universelle peser sur eux, veulent-ils cacher au public l'intimité de leurs relations. Peut-être craignent-ils que la bombe d'un anarchiste ne vienne troubler leurs entrevues.

Mais, de tous les spectacles tragiques dont la terrible prison d'État conserve le souvenir, en est-il un plus sinistre que les rencontres nocturnes de ces deux scélérats qui perdent la Russie?

*
* *

Vendredi, 15 septembre 1916.

Que les Russes n'aient pas une vision précise de l'*espace* et qu'ils se contentent généralement d'estimations vagues, de chiffres approximatifs, j'ai eu déjà plusieurs occasions de l'indiquer dans ce journal. Mais leur notion du *temps* n'est pas moins confuse. J'en suis frappé une fois de plus aujourd'hui, tandis que j'assiste, chez Sturmer, à une conférence administrative et militaire où l'on examine les moyens de secourir la Roumanie. Dans le programme de transports qu'on nous expose, la plu-

part des dates sont incertaines, les délais insuffisants ou excessifs, les concordances problématiques; nous discutons dans le brouillard. Naturellement, cette inaptitude à concevoir les relations temporelles des faits est encore plus sensible chez les illettrés, qui sont la masse. Et toute la vie économique du peuple russe en est ralentie.

Le phénomène s'explique d'ailleurs assez facilement, si l'on admet que la représentation exacte du temps n'est autre chose qu'un ordre de succession introduit dans nos souvenirs et dans nos projets, une organisation de nos images intérieures par rapport à un point de repère qui est notre état présent. Or, le plus souvent, chez les Russes, ce point de repère est vacillant ou voilé, parce que leur perception de la réalité n'est jamais très distincte, parce qu'ils ne circonscrivent pas nettement leurs sensations et leurs idées, parce que leur faculté d'attention est faible, enfin parce que leurs raisonnements et leurs calculs sont presque toujours mêlés de rêve.



Samedi, 16 septembre 1916.

Sous la pression croissante des Bulgares, les Roumains évacuent progressivement la Dobroudja. Et, chaque jour, chaque nuit, les avions autrichiens, partant de Roustchouk, bombardent Bucarest.

Du jour où la convention Rudéanu a été désavouée, ces malheurs étaient faciles à prévoir. Le gouvernement roumain paie cher l'erreur qu'il a commise en dirigeant tout son effort militaire sur la Transylvanie, en se laissant leurrer par quelques vagues paroles venues de Sophia, en s'imaginant surtout que les Bulgares pouvaient avoir renoncé à venger par les armes leur désastre et leur humiliation de 1913.



Dimanche, 17 septembre 1916.

Ce soir, au théâtre Marie, on représente *Sylvia* et *le Nénuphar*. Dans les deux œuvres, le premier rôle est tenu par la Karsavina.

La salle somptueuse, aux draperies d'azur blasonnées d'or, est comble : c'est la réouverture de la saison hivernale, la reprise des ballets où l'imagination russe se délecte à suivre, au travers de la musique, le jeu des formes fuyantes et des mouvements rythmés. Depuis les fauteuils du parterre jusqu'au dernier rang des galeries supérieures, je n'aperçois que des visages clairs et souriants. Aux entr'actes, les loges s'animent de conversations légères qui égaient les yeux brillants des femmes. Les pensées importunes de l'heure présente, les images sinistres de la guerre, les perspectives sombres de l'avenir se sont dissipées, comme par enchantement, aux premiers sons de l'orchestre. Un rêve agréable flotte dans tous les regards.

L'auteur des *Confessions d'un mangeur d'opium*, Thomas de Quincey, raconte que la drogue opiacée lui procurait souvent l'illusion de la musique. Inversement, les Russes demandent à la musique les effets de l'opium.



Lundi, 18 septembre 1916.

L'armée de Salonique a repris l'offensive sur tout le front de Macédoine. Repoussés dans la région de Florina, les Bulgares se replient vers Monastir.

CHAPITRE II

19 SEPTEMBRE-26 OCTOBRE 1916

Présages d'hiver. L'église du Sauveur-sur-les-Eaux. — Reproche d'insensibilité qu'on adresse communément à l'empereur. — Effort général des Alliés pour soulager la Roumanie. — L'instruction publique en Russie : les écoles primaires. Ignorance des masses rurales ; contraste avec le brillant développement des sciences, des lettres et des arts. — Crise politique à Athènes ; départ de Vénizélos pour la Crète. — Visite du prince Kanin à Pétrograd ; réflexion d'un *moujik*. — Encore un nouveau ministre de l'Intérieur : Protopopow ; ses relations avec Raspoutine. — La « trahison » de Sturmer ; intrigues qui s'ourdissent autour de lui. — Activité clandestine des chefs socialistes. — Défaites successives de l'armée roumaine ; gravité de la situation. Le général Berthelot, qui va commander la mission française en Roumanie, traverse Pétrograd. — Mon collègue du Japon, le vicomte Motono, est nommé ministre des Affaires étrangères ; sa haute intelligence des problèmes asiatiques et européens. — Le ministre des Voies de communication, Trépow, prend courageusement parti contre Sturmer ; sa confiance dans l'empereur. — Les agents de l'Allemagne à Pétrograd ; les dîners du financier Manus. — Prise de Constantza par les Austro-Bulgares ; les Roumains évacuent la Dobroudja.

Mardi, 19 septembre 1916.

L'hiver s'annonce déjà. Sous le ciel fauve, une pluie ente, invisible et glaciale, fait flotter dans l'air comme une vapeur de neige. Dès quatre heures, le jour tombe. Terminant ma promenade vers cette heure-là, je passe devant la petite église du Sauveur-sur-les-Eaux, qui s'élève

au bord de la Néwa, près de l'Arsenal. J'arrête ma voiture et je descends pour visiter ce poétique sanctuaire, où je ne suis pas venu depuis le début de la guerre.

C'est une des rares églises de Pétrograd où n'ait pas sévi le style conventionnel et fastueux de l'architecture italo-germanique ; c'est peut-être la seule où l'on respire une atmosphère de recueillement, un parfum mystique. Construite en 1910, à la mémoire des 12 000 marins morts pendant la guerre contre le Japon, elle reproduit un exemplaire exquis de l'art moscovite au douzième siècle, l'église de Bogolioubowo, près de Wladimir.

A l'extérieur, des lignes simples, concises, avec des arcs romans et une svelte coupole. A l'intérieur, dans une pénombre chaude, les parois nues ont, pour seul ornement, des plaques de bronze, où sont gravés les noms de tous les navires, de tous les officiers, de tous les matelots, qui ont péri à Port-Arthur, à Wladivostock, à Tsoushima. Je ne connais rien de plus émouvant que ce nécrologe, dans sa sévérité... Mais l'émotion se transpose et touche au sublime, quand le regard se tourne vers l'iconostase. Au fond de l'abside obscure, un Christ d'une taille surhumaine plane et rayonne dans une buée d'or, au-dessus des flots sombres. Par la majesté de l'attitude, par l'ampleur du geste, par l'infinie commisération qui s'épanche des yeux, l'image rappelle les plus belles mosaïques byzantines.

Quand je suis venu ici la première fois, au début de 1914, je n'avais pas compris tout le symbolisme pathétique de cette effigie sainte. Aujourd'hui, elle m'apparaît d'une grandeur et d'une éloquence prodigieuses, comme si elle traduisait la vision suprême qui soutint, qui apaisa, qui enchanta des milliers et des milliers d'agonies pendant cette guerre.

Par un rapprochement naturel, je me souviens de ce que Raspoutine disait un jour à l'impératrice qui pleurait en apprenant les pertes énormes d'une grande ba-

taille : « Console-toi ! Lorsqu'un *moujik* meurt pour son tsar et sa patrie, une lampe de plus s'allume aussitôt devant le trône de Dieu. »

***

Mercredi, 20 septembre 1916.

Sur tout le front circulaire de la Roumanie, se dessine et s'exécute le plan d'Hindenburg. En Dobroudja et le long du Danube, dans la région d'Orsova et dans les défilés des Carpathes, les forces allemandes, autrichiennes, bulgares et turques exercent une pression convergente et continue, sous laquelle les Roumains fléchissent de toutes parts.

***

Jeudi, 21 septembre 1916.

J'entends souvent reprocher à l'empereur son indifférence et son égoïsme. On l'accuse de s'être toujours montré insensible, non seulement aux malheurs de ses parents, de ses amis et de ses plus dévoués serviteurs, mais encore aux épreuves de son peuple. Et l'on cite plusieurs circonstances mémorables où il a témoigné, en effet, une étonnante impassibilité.

La première fois, ce fut pendant les cérémonies de son couronnement, à Moscou, le 18 mai 1896. Une fête populaire avait été organisée au champ Khodinsky, près du parc Pétrowsky. Mais la police avait si mal pris ses mesures que des remous violents se formèrent dans la foule. Soudain, par l'effet d'une panique, ce fut un écrasement général ; il y eut 4 000 victimes, dont 2 000 morts. Quand Nicolas II apprit la catastrophe, il n'en marqua aucune émotion et ne consentit même pas à décommander un bal préparé pour le soir.

Neuf ans plus tard, le 14 mai 1905, la flotte de l'amiral Rojdestwensky était entièrement détruite à Tsoushima : tout l'avenir de la Russie en Extrême-Orient sombrait avec elle. L'empereur allait faire sa partie de tennis, lorsqu'on lui remit le télégramme annonçant le désastre. Il dit simplement : « Quel affreux malheur ! » Et, sans un mot de plus, il se fit donner sa raquette.

On l'a vu apprendre, avec la même sérénité, l'assassinat de son ministre de l'Intérieur Plehve en 1904, de son oncle le grand-duc Serge en 1905, de son président du Conseil Stolypine en 1911.

Enfin, la manière expéditive et sournoise, dont il a congédié récemment son intime collaborateur, le prince Orlow, ne laisse pas non plus de révéler en lui un fond de sécheresse, une âme peu accessible aux impulsions généreuses de la reconnaissance et de l'amitié.

Ayant énuméré devant moi tous ces faits, la vieille princesse D..., qui connaît l'empereur depuis l'enfance, conclut sévèrement :

— Nicolas-Alexandrowitch n'a pas le moindre cœur.

J'objecte qu'il se montre pourtant capable de tendresse dans sa famille directe ; il est certainement très attaché à l'impératrice, il adore ses filles et il idolâtre son fils. On ne saurait donc lui refuser les instincts affectueux. J'imagine plutôt que la situation surhumaine où il est placé a modifié peu à peu toutes ses relations de sentiment avec les autres hommes, et que son indifférence est aussi un effet de son fatalisme.



Vendredi, 22 septembre 1916.

La fortune politique de Sturmer serait-elle en péril?

On m'affirme, d'après des indices plausibles, que son ennemi acharné, le ministre de l'Intérieur, Khvostow, l'a ruiné dans l'esprit de l'empereur, en révélant à Sa

Majesté les dessous de l'affaire Manouïlow et en l'effrayant par la perspective du scandale imminent. Quels sont ces dessous? On l'ignore ; mais il n'est pas douteux qu'il y ait un ou plusieurs cadavres entre Sturmer et le directeur de son secrétariat.

On prétend même que le successeur de Sturmer à la présidence du Conseil est déjà secrètement désigné. Ce serait le ministre actuel des Voies de communication, Alexandre-Féodorowitch Trépow. Je n'aurais qu'à me féliciter de ce choix : Trépow est aussi honnête, intelligent et laborieux qu'énergique et patriote.

Je dîne ce soir au restaurant Donon, avec Kokovtsow et Poutilow. L'ancien président du Conseil et le richissime banquier rivalisent de pessimisme ; chacun dépasse l'autre.

Kokovtsow déclare :

— Nous allons à la révolution.

Poutilow reprend :

— Nous allons à l'anarchie.

Pour préciser, il ajoute :

— Le Russe n'est pas révolutionnaire ; il est anarchiste. Et c'est très différent. Le révolutionnaire a la volonté de reconstruire ; l'anarchiste ne pense qu'à détruire.

***

Samedi, 23 septembre 1916.

Afin de soulager la Roumanie, les Alliés attaquent sur tous les fronts.

En Artois et en Picardie, les Anglais et les Français emportent d'assaut une longue ligne de tranchées allemandes. Dans la région de l'Isonzo, les Italiens accentuent leur offensive à l'est de Goritz. En Macédoine, les Anglais traversent la Strouma, tandis que les Français et les

Serbes, après s'être emparés de Florina, repoussent impétueusement les Bulgares dans la direction de Monastir. En Volhynie, depuis les marais de Pinsk jusqu'au sud de Loutzk, les Russes harcèlent les Austro-Allemands. En Galicie, ils avancent vers Lemberg et au sud-ouest de Kalicz. Enfin, dans les Carpathes de Bukovine, ils enlèvent plusieurs positions ennemies au nord de Dorna-Vatra.

***

Dimanche, 24 septembre 1916.

Une erreur aussi répandue en France qu'en Angleterre et dont l'écho me revient à chaque instant, est que le tsarisme résoudrait aisément ses difficultés intérieures s'il renonçait à ses principes surannés pour s'engager avec hardiesse dans la voie des réformes démocratiques. On verrait aussitôt apparaître tout ce qu'il y a d'énergies latentes et de vertus insoupçonnées dans le peuple russe. Patriotisme, intelligence, moralité, force de caractère, esprit d'initiative et d'organisation, idéalisme pratique, sentiment généreux du devoir social, national et humain, ce serait une éclosion prodigieuse. Les Alliés occidentaux devraient donc faire pression sur l'empereur Nicolas pour le déterminer aux innovations nécessaires. Du même coup, l'Alliance décuplerait de valeur efficace.

Le récent voyage des députés « cadets » à Londres et à Paris n'a pas peu contribué à y propager ces idées. Ils ont même ajouté un reproche à mon égard — le reproche de ne pas fréquenter assez les milieux libéraux, de ne pas leur témoigner assez ouvertement ma sympathie, enfin, de ne pas mettre à profit mes relations amicales avec l'empereur pour le convertir au parlementarisme.

Je me suis souvent déjà expliqué dans ce Journal au sujet de la réserve que j'ai cru devoir m'imposer envers les partis libéraux. Quels que soient les défauts

du tsarisme, il est la charpente maîtresse de la Russie, la base et l'armature de la société russe, le lien unique de tous les territoires et de tous les peuples disparates que dix siècles d'histoire ont peu à peu groupés sous le sceptre des Romanow. Tant que dure la guerre, les Alliés doivent donc le soutenir à tout prix. J'ai maintes fois développé cette opinion.

Mais je vais plus loin : je suis convaincu que, avant un temps très long, une ou deux générations, peut-être, les maux intérieurs dont souffre la Russie ne comporteront qu'une médication palliative, partielle et prudemment graduée. La raison majeure en est l'ignorance radicale où végète la masse du peuple russe.

C'est là surtout que réside la faiblesse de la Russie ; c'est de là principalement que vient son inaptitude au progrès politique. Dans cet empire illimité, on ne compte pas plus de cent vingt mille écoles primaires, pour cent quatre-vingts millions d'habitants. Et quelles écoles, quels professeurs ! En règle générale, l'enseignement est confié au pope de la paroisse, qui est le plus souvent un pauvre hère, paresseux et méprisé. La lecture, l'écriture et le calcul ne figurent dans son programme qu'après les prières, le catéchisme l'histoire sainte et le chant liturgique. Toute l'instruction du peuple est ainsi, plus ou moins directement, sous la main du clergé. Le Saint-Synode rappelait naguère encore à ses prêtres que les écoles doivent se maintenir « en intime union avec l'Église, dans la stricte observance de la foi orthodoxe » et que l'éducation religieuse des enfants doit être « le premier souci des maîtres ». Le fonctionnement du système est des plus défectueux. Dans beaucoup de régions, les écoles sont peu fréquentées ou même restent vides, tantôt à cause de la distance, de la neige, du froid, tantôt parce que le matériel scolaire et les livres manquent, tantôt parce que les *moujiks* se sont brouillés avec le pope et l'ont rossé trop rudement.

La grande Catherine, l'impératrice philosophe, l'amie de Voltaire et de Diderot, s'est donné, entre autres gloires, celle de fonder l'instruction publique en Russie. Une vingtaine d'écoles supérieures, une centaine d'écoles primaires furent créées sous son règne. Elle se jeta dans cette entreprise avec son enthousiasme habituel, sans oublier toutefois ses principes de gouvernement, dont s'inspirent encore ses successeurs. Un jour, comme le gouverneur de Moscou se plaignait de l'indifférence que ses administrés témoignaient aux nouveaux établissements, la tsarine lui répondit : « Vous vous plaignez de ce que les Russes ne cherchent point à s'instruire. Ce n'est pas pour eux que j'institue des écoles ; c'est pour l'Europe, où il faut conserver notre rang dans l'opinion. Du jour où nos paysans auraient le désir de s'instruire, ni vous ni moi nous ne resterions à nos places. »



Lundi, 25 septembre 1916.

Réfléchissant à ce que j'écrivais hier sur l'ignorance générale du peuple russe, je me plais, par contraste, à dresser la liste de tous les hommes éminents qui, dans le domaine de la science, de la pensée, de la littérature, de l'art, sont actuellement l'honneur de la Russie ; autant la masse est inculte et arriérée, autant l'élite est brillante, active, féconde et forte. Je connais peu de pays qui puissent fournir un si beau contingent d'esprits supérieurs, d'intelligences libres, lumineuses et pénétrantes, de talents originaux, séduisants et vigoureux.

Dans tous les ateliers du travail scientifique, règne une vive émulation. Nulle part ailleurs, la science expérimentale et positive n'est plus dignement représentée, puisqu'elle est pratiquée par des biologistes comme

Pavlow et Metchnikow, par des chimistes comme Mendeléïew, par des physiciens comme Lébédew, par des géologues comme Karpinsky, par des mathématiciens comme Liapounow, Wassiliew et Krylow ; je me risque même à dire que Pavlow et Mendéléïew m'apparaissent aussi grands que Claude Bernard et Lavoisier.

Les historiens, les archéologues et les ethnographes forment également une solide phalange d'investigateurs érudits et sagaces. Qu'il me suffise de nommer : pour l'histoire, Klioutchewsky, Milioukow, Platonow et Rostovtsew ; pour l'archéologie, Wessélowsky et Kondakow ; pour l'ethnographie, Moguilansky. Avec la même rigueur de méthode, avec la même finesse d'analyse et d'intuition, quelques équipes de linguistes poursuivent, depuis quelques années, une œuvre excellente : les professeurs Chakhmotow et Zélinsky vont de pair avec les meilleurs maîtres étrangers.

La faculté philosophique ne s'est jamais beaucoup développée dans l'empire des tsars, pas plus qu'elle ne pouvait se développer dans l'État pontifical, à l'époque du pouvoir temporel : quand le dogmatisme théologique gouverne une société, les philosophes en éprouvent nécessairement de la gêne. La spéculation métaphysique est néanmoins assez cultivée dans les milieux intellectuels de Pétrograd et de Moscou ; elle a pour principaux adeptes Lopatine, Berdiaew et le prince Serge Troubetzkoï, disciple et continuateur du grand idéaliste Wladimir Soloview.

Quant à la littérature d'imagination, si elle porte encore le deuil de Tolstoï et de Dostoïewsky, elle témoigne dans tous les genres une vitalité qui autorise les plus beaux espoirs. Dans la plantureuse production de ces dix dernières années, on pourrait extraire une trentaine d'œuvres, romans ou drames, remarquables par la sobre beauté de la forme, par la précision de la facture, par le souci de la vérité morale ou pittoresque, par la divina-

tion psychologique, par le relief des caractères, par la saveur corrosive du pessimisme, par le sens aigu de la vie fiévreuse ou déprimée, insatiable ou résignée, par l'émouvante obsession de la folie, de la souffrance ou de la mort, enfin par la claire et tragique vision des problèmes sociaux. Plusieurs des écrivains qui ont ainsi marqué depuis 1905 ont déjà disparu; mais, pour juger l'évolution du mouvement littéraire en Russie, la réunion de talents aussi variés que ceux de Gorky, d'Andréïew, de Korolenko, de Véressaïew, de Mérejkowsky, de Mme Hippius, d'Artzibachew, de Kouprine, de Kamensky, de Sologhoub, de Kouzmine, d'Ivanow, de Bounine, de Tchirykow, de Goumilew, de Broussow, constitue assurément un symptôme des plus favorables.

Même vitalité dans la peinture, où les tendances réalistes et nationales s'affirment parfois si heureusement sous le pinceau de Répine, de Golovine, de Rœrich, de Somow, de Maliavine, de Vroubel, sans parler du puissant portraitiste Sérow, mort il y a quatre ans. Comment ne pas noter aussi les deux rénovateurs de la décoration théâtrale, ces prestigieux magiciens de l'illusion scénique, Alexandre Benois et Bakst?

En musique, l'ère glorieuse de Balakirew, de Moussorgsky, de Borodine et de Rimsky-Korsakow est close. Mais leurs épigônes, Glazounow, Skriabine, Stravinsky, Rachmaninow et le jeune Prokofiew continuent vaillamment la tradition magistrale, aussi attentifs à la prolonger qu'à l'enrichir et à l'amplifier. Par la richesse et la franchise de l'inspiration, par la grâce rêveuse et persuasive du dessin mélodique, par la fertilité de l'invention rythmique, par l'éclat du coloris orchestral, par la recherche audacieuse des complexités polyphoniques, la musique russe semble annoncer une très prochaine floraison.



Mardi, 26 septembre 1916.

La situation empire à Athènes : le duel du roi et de Vénizélos en est à la phase décisive.

Un journaliste russe, dont je connais les accointances avec Sturmer, vient me voir et me confie que « certaines personnes de la cour » envisagent sans déplaisir l'éventualité d'une crise dynastique en Grèce, et qu'elles fondent même quelque espoir sur le gouvernement français pour hâter cette crise « qui serait si favorable à la cause des Alliés ».

Je lui réponds, avec prudence, que les idées dont Briand s'inspire dans sa politique envers la Grèce n'impliquent nullement une crise dynastique et qu'il appartient au roi Constantin de réaliser lui-même le magnifique programme d'expansion nationale que les gouvernements alliés lui proposent. Il n'insiste pas.

Le jeu de Sturmer et des « personnes de la cour », dont ce journaliste est l'instrument, n'est pas difficile à pénétrer. Les partisans de l'autocratisme russe ne sauraient évidemment prêter la main au renversement d'un trône. Mais, si les événements de Grèce devaient aboutir à la proclamation d'une république, ne vaudrait-il pas mieux, se dit-on, couper court à la crise par une substitution de souverain?... Or, la famille impériale de Russie ne manque pas de candidats. Et, puisqu'un gouvernement autocratique ne saurait décemment se commettre dans une besogne aussi malpropre que la déchéance d'un roi, le gouvernement de la République française n'est-il pas tout désigné pour cette opération inavouable?

Le prince Kotohito Kanin, cousin du Mikado, arrivera demain à Pétrograd ; il vient rendre à l'empereur Nicolas la visite que le grand-duc Georges-Michaïlowitch a faite récemment à l'empereur Yoshihito.

Par ordre de la police, on dispose, dans les principales rues, des faisceaux de drapeaux russes et japonais.

Ces préparatifs inspirent aux *moujiks* de singulières réflexions. Mon attaché naval, le commandant Gallaud, me raconte en effet que, tout à l'heure, sur le Champ-de-Mars, son *isvochtchik* s'est retourné vers lui et, montrant les recrues qui faisaient l'exercice, il lui a demandé, d'un air narquois :

— Pourquoi leur apprend-on l'exercice?

— Mais pour se battre contre les Allemands.

— A quoi bon?... Moi qui te parle, j'ai fait en 1905 la campagne de Mandchourie ; j'ai même été blessé à Moukden. Eh bien ! tu vois qu'aujourd'hui on met des drapeaux à toutes les maisons et on dresse des arcs de triomphe sur la Perspective Newsky pour fêter ce prince japonais qui va venir... Dans quelques années, ce sera la même chose avec les Allemands. On les recevra aussi sous des arcs de triomphe... Alors, pourquoi faire tuer des milliers et des milliers d'hommes, puisque cela finira sûrement comme pour le Japon?



Mercredi, 27 septembre 1916.

Sturmer vient de passer trois jours à Mohilew, auprès de l'empereur.

Il a, me dit-on, très habilement plaidé sa cause. De l'affaire Manouïlow, il s'est dégagé tant bien que mal, affirmant n'avoir péché que par indulgence et ingénuité. Il a fait valoir enfin que la réunion de la Douma est proche, que les passions révolutionnaires fermentent et qu'il importe plus que jamais de ne pas affaiblir le gouvernement. Il en eût été pour ses frais d'éloquence, si l'impératrice ne l'eût soutenu de toute son opiniâtre énergie. Il est sauvé.

Je le revois aujourd'hui dans son cabinet ; il a l'air

placide et souriant. Je l'interroge d'abord sur les questions militaires.

— Le général Alexéïew se rend-il un compte exact de l'intérêt supérieur, prééminent, que le salut de la Roumanie représente pour notre cause commune?

— J'ai pu me convaincre que le général Alexéïew attache une très haute importance aux opérations dans la Dobroudja. Aussi, quatre divisions russes et une division serbe ont déjà franchi le Danube ; une deuxième division serbe sera expédiée bientôt. Mais c'est le maximum de ce que Sa Majesté l'autorise à faire dans cette région. Vous savez que, du côté de Kovel et de Stanislau, nous avons à lutter contre des forces énormes.

Il me confirme ce que mes officiers m'ont appris d'autre part, à savoir que les armées russes de Galicie ont subi, ces derniers temps, des pertes excessives, sans résultat appréciable. De Pinsk aux Carpathes, elles ont à combattre vingt-neuf divisions allemandes, quarante austro-hongroises et deux turques ; leur tâche est rendue extrêmement pénible par l'insuffisance de leurs ressources en artillerie lourde et en avions. Puis, nous parlons de la crise ministérielle qui vient d'éclater à Athènes et du mouvement nationaliste qui s'organise autour de Vénizélos.

Je n'ai pas encore eu le temps, me dit Sturmer, de lire tous les télégrammes arrivés cette nuit ; mais je peux, dès maintenant, vous confier que l'empereur s'est exprimé en termes très sévères sur le roi Constantin



Jeudi, 28 septembre 1916.

Coup de théâtre en Grèce. — Vénizélos et l'amiral Condouriotis se sont embarqués clandestinement pour la Crète, dont les insurgés se sont déclarés en faveur de

l'Entente ; des manifestations nationalistes parcourent les rues d'Athènes ; en même temps, des milliers d'officiers et de soldats se concentrent au Pirée, exigeant qu'on les transporte à Salonique, afin de s'engager dans l'armée du général Sarrail.

J'examine avec Sturmer les suites possibles de ces événements :

— Il dépend de nous, dis-je, que la situation tourne à notre avantage, pour peu que nous agissions avec promptitude et résolution.

— Assurément... Assurément...

Puis, avec hésitation, comme s'il cherchait ses mots, il reprend :

— Que ferons-nous, si le roi Constantin s'obstine dans sa résistance?

Et il me regarde bizarrement, d'un œil interrogateur et fuyant. Je feins de réfléchir. Il répète sa question :

— Que ferons-nous du roi Constantin?

Si ce n'est une insinuation, c'est du moins une amorce et qui se rattache visiblement à la pseudo-confidence du journaliste russe.

Je réponds, en termes évasifs, que les événements d'Athènes ne me sont pas encore assez exactement connus pour que je me risque à formuler un avis pratique ; j'ajoute :

— Je préfère d'ailleurs attendre que M. Briand m'ait instruit de ses vues ; mais je ne manquerai pas de lui faire connaître que, dans votre esprit, la crise actuelle met directement en cause le roi Constantin.

Nous passons ensuite à d'autres sujets : visite du prince Kanin, mauvaise tournure des opérations militaires dans la Dobroudja et dans les Alpes de Transylvanie, etc.

En me retirant, je remarque sur les panneaux du cabinet trois gravures qui n'y étaient pas la veille. L'une repré-

sente le congrès de Vienne, l'autre le congrès de Paris, la troisième le congrès de Berlin.

— Je vois, mon cher président, que vous vous êtes entouré d'images suggestives.

— Oui, vous savez que j'aime passionnément l'histoire. Je ne connais rien de plus instructif...

— Et de plus trompeur.

— Oh ! ne soyez pas sceptique ! On ne croit jamais assez !... Mais vous ne remarquez pas ce qu'il y a de plus intéressant.

— Je ne vois pas...

— Cette place vide !

— Eh bien?

— C'est la place que je réserve pour le tableau du prochain congrès, et qui s'appellera, si Dieu m'entend, le congrès de Moscou !

Il fait un signe de croix et ferme un instant les yeux, comme pour une courte oraison.

Je réponds simplement :

— Mais y aura-t-il un congrès? Ne sommes-nous pas convenus que nous imposerions nos conditions à l'Allemagne?

Poursuivant son idée, la figure extatique, il répète :

— Comme ce serait beau à Moscou !... Comme ce serait beau !... Dieu donne ! Dieu donne !

Il se voit déjà chancelier de l'empire, successeur des Nesselrode et des Gortchakow, inaugurant le congrès de la paix générale au Kremlin. La mesquinerie du personnage, sa sottise, son infatuation se révèlent là tout entières. Dans sa lourde tâche, une des plus lourdes qui aient jamais pesé sur les épaules d'un homme, il n'aperçoit qu'une occasion de gloriole... et de profits personnels.

Le soir, je retourne, en grand uniforme, au ministère des Affaires étrangères, où le président du Conseil offre un dîner de gala au prince Kanin.

Trop de lumières, trop de fleurs, trop d'argenterie et d'orfèvrerie, trop de mets, trop de valetaille, trop de musique ! C'est aussi assourdissant qu'éblouissant. Je me rappelle comme la maison avait meilleur ton sous le règne de Sazonow, comme le luxe officiel restait de bon goût.

La table est présidée par le grand-duc Georges-Michaïlowitch ; je suis assis à la gauche de Sturmer.

Pendant tout le dîner, nous ne parlons que de questions banales. Mais, au dessert, Sturmer me dit *ex abrupto* :

— Le congrès de Moscou !... Ne pensez-vous pas que ce serait une consécration superbe de l'alliance franco-russe? Un siècle après l'incendie, notre ville sainte verrait la Russie et la France proclamer la paix du monde !...

Et il développe complaisamment ce thème.

Je reprends :

— J'ignore tout à fait les vues de mon gouvernement sur le siège du prochain congrès, et je serais même surpris que, dans l'état de nos opérations militaires, M. Briand eût arrêté son esprit sur une éventualité aussi lointaine. Je ne souhaite pas, d'ailleurs, comme je vous le disais ce matin, qu'il y ait un congrès. Nous avons, selon moi, un intérêt majeur à régler entre Alliés toutes les conditions générales de la paix, afin de les imposer en bloc à nos ennemis. Une partie du travail est déjà faite ; nous sommes d'accord pour Constantinople, les Détroits, l'Asie Mineure, la Transylvanie, le littoral adriatique, etc. Le reste se fera en temps opportun... Mais, avant tout et par-dessus tout, pensons à vaincre. Notre devise devrait être : *Primum et ante omnia, vincere!...* A votre santé, mon cher président !

Au cours de la soirée, je m'entretiens avec le prince Kanin. Après m'avoir rappelé son long séjour en

France, à l'école de Saumur, il m'exprime combien la réception cordiale de l'empereur l'a touché et comme il a été agréablement impressionné par l'accueil de la foule. Nous parlons de la guerre ; j'observe qu'il se dérobe à toute considération précise, à tout jugement des situations et des faits. Sous ses formules froidement laudatives, je devine son mépris pour les vaincus de 1905, qui ont si mal profité de la leçon.



Vendredi, 29 septembre 1916.

La situation économique a beaucoup empiré, ces derniers temps. Le renchérissement de la vie est une cause de souffrance générale. Sur les articles de première nécessité, la majoration s'élève au triple par rapport au début de la guerre ; elle atteint même au quadruple pour le bois et les œufs, au quintuple pour le beurre et le savon. Les causes principales de cette situation sont malheureusement aussi profondes qu'évidentes : fermeture des marchés étrangers, encombrement des voies ferrées, désordre et improbité de l'administration.

Que sera-ce bientôt, quand il faudra compter en plus avec les rigueurs de l'hiver, avec l'épreuve du froid, plus cruelle encore que celle de la faim?



Samedi, 30 septembre 1916.

Une bataille opiniâtre se livre en Galicie, entre le Styr et la Zlota Lipa. Les Russes, qui ont pris l'offensive, essaient de s'ouvrir une brèche dans la région de Krasné et de Brzézany, à 50 kilomètres de Lemberg.

***

Dimanche, 1er octobre 1916.

Réception à l'ambassade du Japon, en l'honneur du prince Kanin. La soirée est des plus brillantes ; le grand-duc Georges, le grand-duc Serge, le grand-duc Cyrille, etc., y assistent.

Je félicite mon collègue Motono de son succès. Il me répond, avec sa finesse et son flegme habituels :

— Oui, c'est assez réussi... Quand je suis arrivé comme ambassadeur à Pétrograd, en 1908, on me parlait à peine, on ne m'invitait nulle part, et les grands-ducs affectaient de ne pas me connaître... Aujourd'hui, tout est changé. Le but que je m'étais donné est atteint : le Japon et la Russie sont liés d'une véritable amitié...

Tandis qu'on se presse au buffet, j'avise un haut fonctionnaire de la cour, E..., qui, m'ayant pris en amitié, ne manque jamais une occasion d'épancher dans mon cœur son nationalisme soupçonneux et intempérant. Je lui demande de ses nouvelles.

Sans avoir paru entendre ma question, il me désigne Sturmer, qui pérore à quelques pas de nous. Puis, le visage tragique, il me lance :

— Monsieur l'ambassadeur, comment vous et votre collègue d'Angleterre n'avez-vous pas déjà mis fin aux trahisons de cet homme?

Je le calme :

— C'est un sujet que je traiterai volontiers avec vous... mais ailleurs qu'ici. Venez donc déjeuner en tête-à-tête, jeudi.

— Je n'y manquerai certes pas.



Lundi, 2 octobre 1916.

La bataille, engagée entre le Styr et la Zlota Lipa, se poursuit avantageusement pour les Russes, qui ont défoncé les premières lignes de l'ennemi et lui ont fait 5 000 prisonniers.

Mais une contre-attaque puissante des Allemands se dessine à cent kilomètres au nord, dans la région de Loutzk.



Mardi, 3 octobre 1916.

Sturmer a réussi a faire sauter son mortel ennemi, le ministre de l'Intérieur, Alexandre Khvostow ; il n'a donc plus rien à craindre de l'affaire Manouïlow.

Le nouveau ministre de l'Intérieur est un des vice-présidents de la Douma, Protopopow. Jusqu'à ce jour, l'empereur n'a que très rarement choisi ses ministres dans la représentation nationale. Le choix de Protopopow ne présage cependant aucune évolution vers le parlementarisme. Loin de là.

Par ses opinions antérieures, Protopopow était classé comme un « octobriste », c'est-à-dire un libéral très modéré. Au mois de juin dernier, il a fait partie de la délégation parlementaire qui s'est rendue en Occident et, tant à Londres qu'à Paris, il s'est montré un fervent adepte de la guerre à outrance. Mais, au retour, pendant un arrêt à Stockholm, il s'est prêté à une étrange conversation avec un agent allemand, Warburg, et, quoique l'affaire soit restée assez obscure, il a indubitablement parlé en faveur de la paix.

Rentré à Pétrograd, il a lié partie avec Sturmer et

Raspoutine, qui l'ont aussitôt introduit auprès de l'impératrice. Sa faveur a été prompte. Il a été tout de suite initié aux conciliabules secrets de Tsarskoïé-Sélo ; il y avait droit pour sa maîtrise dans les sciences occultes, principalement dans la plus haute et la plus ténébreuse de toutes : la nécromancie. Je sais en outre, avec certitude, qu'il a eu jadis une maladie infectieuse, qu'il en a conservé des troubles nerveux et que, récemment, on a observé chez lui les prodromes de la paralysie générale. La politique intérieure de l'empire est donc en de bonnes mains !



Mercredi, 4 octobre 1916.

Le grand-duc Paul, dont c'est aujourd'hui la fête, m'a invité à dîner ce soir avec le grand-duc Cyrille, et sa femme la grande-duchesse Victoria, le grand-duc Boris, la grande-duchesse Marie-Pavlowna seconde, Mme Narischkine, la comtesse Kreutz, Dimitry Benckendorff, Savinsky, etc.

Il y a comme un voile de mélancolie sur tous les visages. Il faudrait être aveugle, en effet, pour ne pas voir les signes funestes qui s'accumulent à l'horizon.

La grande-duchesse Victoria me parle avec angoisse de sa sœur, la reine de Roumanie. Je n'ose la rassurer. Car c'est à grand'peine que les Roumains résistent encore sur les Carpathes et, pour peu qu'ils faiblissent, ce sera le désastre total.

— De grâce, me dit-elle, insistez pour qu'on envoie immédiatement des renforts là-bas !... D'après ce que m'écrit ma pauvre sœur, et vous savez comme elle est courageuse, il n'y a plus un instant à perdre : si la Roumanie n'est pas secourue sans retard, la catastrophe est certaine.

Je lui raconte mes instances quotidiennes auprès de Sturmer :

— Théoriquement, il souscrit à tout ce que je lui dis, à tout ce que je lui demande. En fait, il se retranche derrière le général Alexéïew, qui ne semble pas comprendre le danger de la situation. Et l'empereur ne voit que par les yeux du général Alexéïew.

— L'empereur est dans un état d'esprit déplorable !

Sans s'expliquer davantage, elle se lève brusquement et, sous le prétexte de prendre une cigarette, elle rejoint le groupe des dames.

J'entreprends alors et séparément le grand-duc Paul, le grand-duc Boris et le grand-duc Cyrille. Ils ont vu le tsar récemment ; ils vivent dans la familiarité de son entourage : ils sont donc bien placés pour me renseigner. Je me garde néanmoins de les interroger trop directement car ils se déroberaient... D'une façon incidente et comme sans y attacher d'importance, je fais intervenir les opinions du souverain ; j'allègue telle décision qu'il a prise, tel propos qu'il m'a tenu. Ils me répondent sans méfiance. Et leurs réponses, qu'ils n'ont pu concerter, ne me laissent aucun doute sur l'état moral de l'empereur. Dans son langage, rien n'est changé ; il affirme toujours sa volonté et sa certitude de vaincre. Mais, dans ses actes, dans sa physionomie, dans son attitude, dans tous les reflets de sa vie intérieure, on devine le découragement, l'apathie, la résignation.

***

Jeudi, 5 octobre 1916.

Le haut fonctionnaire de la cour, E..., vient déjeuner à l'ambassade. Pour le mettre tout à l'aise, je n'ai convié personne autre.

Tant que nous sommes à table, il se contient à cause

des domestiques. De retour au salon, il avale coup sur coup deux verres de fine champagne, s'en verse un troisième, allume un cigare et, le visage coloré, le front haut, il me demande hardiment :

— Monsieur l'ambassadeur, qu'attendez-vous, votre collègue d'Angleterre et vous, pour mettre fin à la trahison de M. Sturmer?

— Nous attendons de pouvoir formuler contre lui un grief précis... Officiellement, nous n'avons rien à lui reprocher ; ses paroles et ses actes sont d'une correction parfaite. A tout instant même, il nous déclare : « La guerre à outrance !... Pas de miséricorde pour l'Allemagne !... » Quant à ses pensées intimes et à ses manœuvres secrètes, nous n'avons que des impressions, des intuitions, qui nous permettent tout au plus d'esquisser des conjectures et des soupçons. Vous nous rendriez un service éminent, si vous pouviez nous citer un fait positif à l'appui de votre conviction.

— Je ne connais aucun fait positif. Mais la trahison est évidente. Ne la voyez-vous pas?

— Il ne suffit pas que je la voie ; il faut encore que je sois en mesure de la faire voir à mon gouvernement d'abord, à l'empereur ensuite... On ne s'engage pas dans une affaire aussi grave, sans même un commencement de preuve.

— Vous avez raison.

— Puisque nous en sommes réduits provisoirement aux hypothèses, dites-moi, je vous prie, comment vous vous représentez ce que vous appelez la trahison de Sturmer?

Il m'expose alors que Sturmer, Raspoutine, Dobrowolsky, Protopopow et consorts n'ont, par eux-mêmes, qu'une importance secondaire et subalterne, qu'ils sont de simples instruments aux mains d'un syndicat anonyme et peu nombreux, mais très puissant qui, par lassitude de la guerre, par crainte de la révolution, exige la paix.

— A la tête de ce syndicat, poursuit-il, vous trouverez naturellement la noblesse des provinces baltiques et toutes les principales charges de la cour. Ensuite, il y a le parti ultra-réactionnaire du Conseil de l'empire et de la Douma, puis Nos Seigneurs du Saint-Synode, enfin, tous ces messieurs de la haute finance et de la grande industrie. Par Sturmer et Raspoutine, ils tiennent l'impératrice, et, par l'impératrice, l'empereur.

— Oh ! ils ne tiennent pas encore l'empereur !... Et ils ne le tiendront jamais ! Je veux dire qu'ils ne l'amèneront jamais à se séparer de ses alliés.

— Alors, ils le feront assassiner ou ils le forceront à abdiquer.

— Abdiquer?... Vous voyez l'empereur abdiquant? Et en faveur de qui?

— En faveur de son fils, sous la régence de l'impératrice. Soyez sûr que c'est le plan de Sturmer, ou plutôt de ceux qui le mènent... Pour arriver à leurs fins, ces gens-là ne reculeront devant rien : ils sont capables de tout. Ils provoqueront des grèves, des émeutes, des *pogroms*, des crises de misère et de famine : ils créeront partout une telle gêne, un tel découragement, que la continuation de la guerre deviendra impossible. Vous ne les avez pas vus à l'œuvre, en 1905 !

Je résume tout ce qu'il vient de me dire, et je conclus :

— La première chose à faire est de démolir Sturmer. Je vais y travailler.

***

Samedi, 7 octobre 1916.

Entre le Styr et la Zlota Lipa, les Russes sont arrêtés par les ouvrages inexpugnables accumulés devant Lemberg. Ils sont, de plus, obligés de reporter leur effort principal à cent kilomètres au nord, dans la région de

Loutzk, où les Allemands les attaquent vigoureusement.

Depuis le début de leur vaste offensive, les armées du général Broussilow ont capturé 430 000 hommes, 650 canons et 2 700 mitrailleuses.

Mme G..., dont le mari occupe un poste important au ministère de l'Intérieur, est depuis nombre d'années l'Égérie de Sturmer. Intrigante et ambitieuse, elle a soutenu Boris-Wladimirowitch pendant toute sa carrière administrative. Depuis qu'elle a réussi à en faire, par la grâce de Raspoutine, un président du Conseil, les rêves de grandeur qu'elle forme pour lui n'ont plus de limite. Elle disait récemment à une de ses amies, en soulignant ses paroles avec une gravité mystérieuse, comme si elle confiait un secret d'État : « Vous assisterez bientôt à de grandes choses. Avant peu, notre chère patrie entrera dans la vraie voie du salut. *Boris-Wladimirowitch sera le Premier Ministre de Sa Majesté l'impératrice!...* »

***

Dimanche, 8 octobre 1916.

Une personne qui me renseigne assez exactement sur ce qui se dit et sur ce qui se fait dans les milieux avancés, me signale un travail très actif du parti social-démocrate et surtout de sa fraction extrême, les *bolcheviki*.

La prolongation de la guerre, l'incertitude de la victoire, les difficultés de la situation économique ont ranimé les espérances révolutionnaires. On se prépare à la lutte qu'on croit prochaine.

Les chefs du mouvement sont les trois députés « travaillistes » de la Douma, Tchéïdzé, Skobélew et Kérensky. Une influence très forte s'exerce aussi de l'étranger, celle de Lénine, qui est réfugié en Suisse.

Ce qui me frappe surtout dans le triumvirat de Pétro-

grad, c'est le caractère pratique de son activité. Les déceptions de 1905 ont porté leurs fruits. On ne cherche plus à s'entendre avec les « cadets », qui sont des bourgeois et ne comprendront jamais le prolétariat ; on ne se fait plus d'illusion sur le concours immédiat qu'on peut espérer des masses rurales et l'on se borne à leur promettre le partage des terres. Avant tout, on organise la « révolution armée ». C'est par un étroit contact entre les ouvriers et les soldats qu'on établira « la dictature révolutionnaire » ; c'est par l'union intime de l'usine et de la caserne qu'on remportera la victoire. Kérensky est l'âme de ce travail.



Lundi, 9 octobre 1916.

Le nouveau ministre de l'Intérieur, Protopopow, affirme des opinions et un programme ultra-réactionnaires. Il ne craindra pas, dit-il, d'affronter les forces de la révolution ; il les provoquera, au besoin, pour les briser d'un seul coup ; il se sent de taille à sauver le tsarisme et la Sainte-Russie orthodoxe : il les sauvera... Tels sont les propos qu'il tient devant ses intimes, avec une loquacité intarissable et des sourires pleins de suffisance. Pourtant, voilà quelques mois à peine, on le comptait parmi les libéraux modérés de la Douma. Ses amis d'alors, qui l'estimaient assez pour l'avoir élevé à la vice-présidence de l'assemblée, ne le reconnaissent plus.

La brusquerie de sa conversion s'explique, m'assure-t-on, par son état de santé : les altérations subites du caractère et l'exaltation des facultés imaginatives constituent des prodromes typiques de la paralysie générale. Ce qui est certain, d'autre part, et que je viens d'apprendre, c'est qu'il a été mis en rapports avec Raspoutine par son médecin, le thérapeute Badmaïew, ce charlatan mongol, qui applique à ses malades les artifices magiques et la

pharmacopée abracadabrante des sorciers thibétains. J'ai déjà noté l'alliance qui s'est nouée jadis, au chevet du petit césaréwitch, entre le médicastre spirite et le *staretz*.

Initié depuis longtemps aux doctrines occultes, Protopopow était un client prédestiné de Badmaïew. Celui-ci, qui machine sans cesse quelque intrigue, a tout de suite compris que le vice-président de la Douma serait une précieuse recrue pour la camarilla de l'impératrice. Au cours de ses opérations cabalistiques, il n'a pas eu de peine à prendre de l'ascendant sur cet esprit déséquilibré, sur ce cerveau avarié, où se trahissent déjà les signes précurseurs de la mégalomanie. Bientôt, il le présentait à Raspoutine. Le politicien névropathe et le thaumaturge mystique s'enchantèrent l'un l'autre. Quelques jours plus tard, Grigory désignait Protopopow à l'impératrice comme le sauveur que la Providence réservait à la Russie. Sturmer appuya servilement. Et l'empereur, une fois de plus, céda...

***

Mardi, 10 octobre 1916.

Sur toute la ligne, les Roumains reculent. Impéritie du haut-commandement, fatigue et découragement des troupes : les nouvelles sont détestables.

Fort heureusement, le général Berthelot, qui va diriger la mission militaire française en Roumanie, vient d'arriver à Pétrograd. J'ai de lui la meilleure impression. La finesse malicieuse du regard contraste avec la corpulence massive ; l'esprit est lucide et réfléchi, la parole simple et juste. Mais ce qui domine dans toute la personne, c'est la volonté, une volonté calme, souriante, inflexible.

Je le présente à Sturmer et nous délibérons aussitôt. Nératow et Buchanan assistent à l'entretien. Je reprends le thème, tant de fois développé, de l'importance capitale

que les opérations de la région danubienne présentent pour la Russie.

— Malgré les brillants succès du général Broussilow, votre offensive n'a pas justifié nos espérances. A moins d'un événement heureux qui, de jour en jour, est moins probable, tout le front russe, de Riga aux Carpathes, risque d'être bientôt bloqué, faute d'artillerie lourde et d'avions. Dans ces conditions, si nous laissons écraser la Roumanie, si Bucarest et Constantza tombent aux mains de l'ennemi, c'est la Russie qui en supportera principalement les conséquences, puisque Odessa sera dès lors menacé et que la route de Constantinople sera coupée. Devant une pareille perspective, le général Alexéïew ne pourrait-il donc prélever, sur l'effectif total de ses armées, la valeur de trois ou quatre corps à expédier au secours de la Roumanie? L'offensive de l'armée de Salonique est en bonne voie ; mais son effort sera stérile, si l'armée roumaine est mise hors de combat.

Le général Berthelot soutient la même thèse, avec des arguments précis et détaillés. Sir George Buchanan l'appuie également. Sturmer acquiesce, comme toujours... en réservant, comme toujours aussi, l'opinion du général Alexéïew.

***

Mercredi, 11 octobre 1916.

Mon collègue du Japon, le vicomte Motono, vient d'être nommé ministre des Affaires étrangères. De tous les Japonais que j'ai connus, c'est assurément l'esprit le plus libre, le plus instruit de la politique européenne, le plus ouvert à la pensée et à la culture européennes. Je perdrai en lui un collègue excellent, d'un commerce très sûr, et remarquablement informé.

Après l'avoir félicité, je l'interroge sur la direction qu'il se propose d'imprimer à la diplomatie japonaise.

— J'essaierai, me répond-il, d'appliquer les idées que je vous ai si souvent exprimées. Je voudrais tout d'abord rendre plus efficace notre coopération à la guerre. Ce sera la partie la plus difficile de mon rôle ; car notre opinion publique ne conçoit pas le caractère universel des problèmes qui se résolvent actuellement sur les champs de bataille d'Europe.

Cette déclaration n'a rien qui me surprenne. Il a toujours prêché en effet à son gouvernement une intervention plus active dans le conflit européen ; il s'est même efforcé d'obtenir que des corps d'armée japonais fussent expédiés en France ; il a prodigué enfin ses instances pour accroître et accélérer les envois d'armes et de munitions japonaises en Russie. Dans toutes les conjonctures, il s'est placé au point de vue le plus élevé de l'alliance.

Puis, je le questionne sur ses intentions à l'égard de la Chine. Il reprend :

— Que pourrais-je ajouter à ce que je vous ai déjà dit tant de fois? Vous savez d'avance tout ce que j'essaierai de faire... et tout ce que je me refuserai à faire.

Voici le résumé des opinions et des pronostics qu'il a maintes fois formulés devant moi au sujet de la Chine :

1° Quand le conflit actuel sera terminé, la question chinoise prendra peu à peu, dans la politique générale des puissances, la place que tenait la question d'Orient ;

2° A l'heure présente, il n'y a pas *une* question chinoise ; il y a *des* questions chinoises. Le problème n'est pas encore posé dans toute son ampleur. La succession de l'empire chinois n'est pas ouverte. Pendant un temps assez long, pendant une vingtaine d'années, peut-être davantage, les puissances ne pourront que tenir la Chine en observation ; elles devront se borner à lui appliquer des remèdes provisoires, à ne pratiquer envers elle, comme disent les médecins, qu'une médication symptomatique ;

3° Les puissances européennes doivent comprendre que le voisinage géographique, les affinités ethniques et les souvenirs historiques confèrent au Japon, non pas des prérogatives, mais des intérêts spéciaux en Chine. Par contre, le Japon doit comprendre que les solutions successives du problème chinois ne peuvent se réaliser qu'en Europe. Si la diplomatie japonaise réussit à se faire une haute conception de sa tâche, le Japon doit devenir l'agent de conciliation entre toutes les concurrences et tous les antagonismes, qui ont la Chine pour théâtre. Il doit donc renoncer à la politique des avantages exclusifs et faire œuvre de pondération dans le sens de ses intérêts.

Que deviendra ce programme de sagesse, quand il sera soumis à l'épreuve de la réalité? Motono ne sera-t-il pas inconsciemment repris par la mentalité japonaise, quand il aura quelque temps respiré l'air natal? C'est le secret de l'avenir.

Au moment de nous séparer, il me dit :

— Et la situation intérieure de la Russie? N'en êtes-vous pas inquiet?

— Inquiet, actuellement, non. Préoccupé, oui... D'après tous mes renseignements, les partis libéraux de la Douma sont résolus à ne relever aucune des provocations du gouvernement et à ajourner leurs revendications. Le danger ne viendra donc pas d'eux ; mais leur volonté peut être dominée par les événements. Une défaite militaire, une famine, une révolution de palais, voilà ce que je redoute surtout. Si l'un de ces trois événements se produit, c'est la catastrophe certaine.

Motono reste silencieux. Je reprends :

— Vous n'êtes pas de mon avis?

Nouveau silence. Sa figure se contracte dans une réflexion aiguë. Puis :

— Vous venez de traduire si exactement mon opinion, que je croyais m'entendre parler moi-même.

***

Vendredi, 13 octobre 1916.

Le ministre de Roumanie, Diamandy, que Bratiano avait gardé auprès de lui depuis deux mois, est rentré ce matin à Pétrograd, après un arrêt à la *Stavka.* Il vient me voir.

— L'empereur, me dit-il, m'a accueilli de la façon la plus cordiale et m'a promis de faire tout son possible pour sauver la Roumanie. J'ai été beaucoup moins satisfait de mes entretiens avec le général Alexéïew, qui semble ne pas comprendre l'effrayante gravité de la situation ou qui obéit peut-être à des arrière-pensées égoïstes, à la préoccupation exclusive de ses propres opérations. J'avais mission de lui demander l'envoi *immédiat* de trois corps d'armée dans la région située entre Dorna-Vatra et la vallée de l'Ojtuz ; ces trois corps franchiraient les Carpathes par Piatra et Palanka ; ils marcheraient droit vers l'ouest, c'est-à-dire vers Vasarhely et Klausenbourg. L'invasion de la Valachie par les Carpathes du sud en serait aussitôt arrêtée. Mais le général Alexéïew ne consent à envoyer que deux corps d'armée, qui devront opérer uniquement dans la vallée de la Bistritza, autour de Dorna-Vatra, en liaison avec l'armée du général Letchinsky. Et ces deux corps seront prélevés sur l'armée de Riga, de sorte qu'ils n'arriveront en Transylvanie que dans quinze ou vingt jours !... Malgré mes objurgations, je n'ai pu le convertir aux idées de l'état-major roumain.

Il me confie ensuite la douloureuse impression sous laquelle il a quitté son pays. L'ancienneté de notre amitié lui permet de s'épancher librement. Je lui représente avec force que les échecs militaires n'ont rien d'irréparable, mais que, si le gouvernement et le peuple roumains

ne se ressaisissent pas immédiatement, la Roumanie est perdue sans retour :

— Il faut, à tout prix, que votre pays se redresse et que vos ministres reprennent courage. Ils vont d'ailleurs recevoir, dans la personne du général Berthelot, un tonique merveilleux.

Nous parlons enfin des conditions dans lesquelles la Roumanie a déclaré la guerre à l'Autriche et je pose à Diamandy cette question, qui n'a plus d'ailleurs qu'un intérêt historique :

— Pourquoi M. Bratiano a-t-il désavoué, au dernier instant, la convention militaire que le colonel Rudéanu avait conclue, le 23 juillet, à Chantilly, avec les hauts-commandements français et britannique?

— Ce n'était pas une convention ; ce n'était qu'un projet, soumis à la ratification du gouvernement roumain.

— Si ce n'était qu'un projet, pourquoi M. Bratiano, après avoir connu et implicitement approuvé tous les travaux préparatoires de la convention, a-t-il autorisé le colonel Rudéanu à la signer? Du reste, ce qui suffirait à prouver que les hauts-commandements français et britannique considéraient vos engagements comme définitifs, c'est que l'armée de Salonique a reçu aussitôt l'ordre de se tenir prête à attaquer les Bulgares en Macédoine, pour faciliter l'offensive de votre armée au sud du Danube... Entre nous, le brusque désaveu de la convention Rudéanu n'a-t-il pas été motivé par des considérations exclusivement politiques? N'y a-t-il pas eu, à cette époque, des pourparlers secrets entre Bucarest et Sophia? Le tsar Ferdinand n'a-t-il pas fait croire à M. Bratiano qu'on pouvait s'assurer encore la neutralité des Bulgares?

— Non, je vous le répète : la convention Rudéanu n'était, dans la pensée de M. Bratiano, qu'un projet soumis à la ratification du gouvernement. La négociation principale, décisive, se poursuivait à Bucarest, entre le général Iliesco et le colonel Tatarinow. Or, ni l'un ni

l'autre n'ont jamais envisagé le plan d'une agression russo-roumaine au sud du Danube, ainsi qu'on l'avait stipulé à Chantilly. D'ailleurs, ce plan n'était-il pas fort dangereux? Aventurée sur le territoire bulgare, l'armée roumaine se serait trouvée dans la situation la plus critique, si les Allemands, ayant réussi à forcer les Carpathes, étaient venus lui couper la retraite le long du Danube... Quant aux pourparlers secrets entre Bucarest et Sophia, il est exact que M. Radoslavow a fait à M. Bratiano des ouvertures indirectes pour lui offrir la neutralité de la Bulgarie. Mais ces ouvertures, où il était facile de reconnaître l'astuce habituelle du tsar Ferdinand, ont à peine retenu l'attention du cabinet roumain et, personnellement, M. Bratiano n'a jamais cru que la Bulgarie resterait neutre.

— J'aurais mauvaise grâce à combattre plus longtemps votre thèse. L'histoire l'appréciera, quand elle aura toutes les pièces en main.

***

Samedi, 14 octobre 1916.

B... me cite un proverbe qui traduit, d'une manière assez pittoresque, l'impuissance des Russes à se discipliner spontanément pour un effort collectif :

« Lorsque trois Allemands sont réunis, ils forment aussitôt un *Verein* et nomment un président. Lorsque deux Russes sont réunis, ils forment aussitôt trois partis. »

***

Lundi, 16 octobre 1916.

Depuis quelques jours, une rumeur bizarre circulait à Pétrograd ; on affirmait, de toutes parts, que Sturmer avait enfin démontré à l'empereur la nécessité de ter-

miner la guerre en concluant, au besoin, une paix séparée. Plus de vingt personnes étaient venues m'interroger. Chacune avait reçu de moi la même réponse :

— Je n'attache à ces racontars aucune importance. Jamais l'empereur ne trahira ses alliés.

Je pensais néanmoins que la légende n'aurait pas rencontré un tel crédit sans la collusion de Sturmer et de sa bande.

Aujourd'hui, par ordre de l'empereur, l'agence télégraphique publie une note officielle qui dément catégoriquement « les bruits propagés par certains journaux sur la possibilité d'une paix séparée entre la Russie et l'Allemagne ».

***

Mardi, 17 octobre 1916.

J'offre à Motono un dîner d'adieu. Mes autres convives sont le président du Conseil et Mme Sturmer, le ministre des Voies de communication, Trépow, l'ambassadeur d'Italie, le ministre de Danemark, et Mme de Scavenius, le général Wolkow, la princesse Cantacuzène, M. et Mme Polovtsow, le prince et la princesse Obolensky, le général et la baronne Wrangell, la princesse Lucien Murat, qui va rejoindre son mari au Caucase, le vicomte d'Harcourt, qui se rend en Roumanie avec une mission de la Croix-Rouge française, etc., une trentaine de personnes.

Mme Sturmer est remarquablement appariée à son époux. C'est la même forme d'intelligence, la même qualité d'âme. Je lui prodigue mes grâces pour la faire parler. Elle me sert un long panégyrique de l'impératrice. Sous le flot des louanges et des obséquiosités, je reconstitue le travail artificieux par lequel Sturmer a capté la confiance de la souveraine. A cette pauvre névrosée, qui jusqu'ici se croyait en butte à la haine de tout son peuple,

il a persuadé qu'elle en est au contraire adorée :

— Il n'y a pas de jour, me dit Mme Sturmer, où l'impératrice ne reçoive des lettres, des télégrammes, qui lui sont adressés par des ouvriers, des paysans, des prêtres, des soldats, des blessés. Et tous ces humbles, qui sont la vraie voix du peuple russe, assurent Sa Majesté de leur ardent amour, de leur confiance infinie, et la supplient de sauver la Russie.

Elle ajoute naïvement :

— Lorsque mon mari était ministre de l'Intérieur, il en recevait chaque jour aussi, soit directement, soit par les gouverneurs de province. Et c'était pour lui une grande joie d'aller les porter à Sa Majesté l'impératrice.

— Cette joie est réservée maintenant à M. Protopopow.

— Oui, mais mon mari a cependant encore de très nombreuses occasions de constater à quel point Sa Majesté l'impératrice est vénérée et adorée dans le pays.

Feignant de m'apitoyer sur le lourd labeur qui incombe à son digne époux, je l'amène à me raconter l'emploi qu'il fait de son temps. Et je constate que toute son activité s'inspire de l'impératrice, aboutit à l'impératrice.

Pendant la soirée, j'interroge Trépow sur la crise économique qui sévit en Russie et qui énerve l'esprit public.

— Le problème de l'alimentation, me dit-il, est devenu en effet très préoccupant ; mais les partis d'opposition en abusent pour attaquer le gouvernement. Voici, en toute sincérité, quelle est la situation. D'abord, la crise est loin d'être générale ; elle n'atteint des proportions graves que dans les villes et dans quelques agglomérations rurales. Il est exact, toutefois, que, dans certaines villes, à Moscou, par exemple, le public se montre nerveux. D'autre part, les denrées ne manquent pas, sauf quelques produits qui nous venaient de l'étranger. Mais les moyens de transport sont insuffisants et la méthode de distribution est défectueuse. Des mesures énergiques vont être ordonnées. Je vous assure que, d'ici peu, la situation

s'améliorera ; j'espère même que, dans un mois au plus tard, le malaise actuel aura disparu.

Il ajoute sur un ton confidentiel :

— J'aimerais causer tranquillement avec vous, monsieur l'ambassadeur. Quand pourriez-vous me recevoir?

— C'est moi qui irai vous voir. Il vaut mieux que notre conversation ait lieu à votre ministère.

Jetant un coup d'œil sur Sturmer, il reprend :

— Oui, cela vaut mieux.

Nous prenons rendez-vous pour après-demain.

Je m'approche du baron Wrangell qui cause avec mon attaché militaire, le lieutenant-colonel Lavergne, et mon attaché naval, le capitaine de frégate Gallaud. Aide de camp du grand-duc Michel, frère de l'empereur, il leur confie les impressions qu'il rapporte de Galicie.

— Le front russe, dit-il, est désormais bloqué, d'un bout à l'autre. Ne comptez plus sur aucune offensive de notre côté. D'ailleurs, nous sommes impuissants contre les Allemands ; nous ne les vaincrons jamais.

***

Mercredi, 18 octobre 1916.

Faisant visite à Mme C..., je la trouve en conversation animée avec trois de ses amies.

Elles parlent d'une liaison amoureuse, — une liaison récente qui paraissait promise au plus bel avenir et qui vient d'être mystérieusement rompue ; elles s'ingénient toutes les quatre à découvrir les motifs de la rupture. Et l'énigme les passionne d'autant plus que les héros de ce roman sont d'une qualité peu commune ; mais elles ne trouvent rien.

Cependant, il faut conclure. Alors, une des visiteuses, la comtesse O..., jeune et jolie veuve, aux formes longues,

aux gestes contenus, au masque dur, aux yeux luisants et cernés, formule cet aphorisme :

— Nous autres femmes, nous cédons toujours trop vite. Aussitôt que l'homme nous possède, il a atteint son but ; nous ne l'intéressons plus ; c'est fini pour lui ; tandis que nous, en nous donnant, nous nous imaginons que notre bonheur ne fait que commencer... Aussi, tout le long de notre vie, nous cherchons l'amour, car nous ne pouvons croire que nos commencements n'aient jamais de suite.

Après quoi, elle se tait, le visage fermé, en appuyant à ses lèvres, d'un air machinal, la pendeloque de perles qui lui tombe du cou.

***

Jeudi, 19 octobre 1916.

Trépow me reçoit à deux heures et demie dans son cabinet du ministère des Voies de communication, qui prend jour sur les jardins Youssoupow.

Au sujet de la crise économique, il me répète, en précisant par des chiffres, ce qu'il me disait avant-hier soir à l'ambassade. Puis, avec cette franchise, parfois brutale, qui est un des traits de son caractère, il me parle de l'Alliance et des buts qu'elle s'est assignés. Il conclut :

— Nous sommes à une heure critique. Ce qui se décide actuellement entre le Danube et les Carpathes, c'est l'issue ou plutôt la durée de la guerre ; car l'issue de la guerre ne peut plus... ne doit plus être mise en doute. Tout récemment, j'ai fait mon rapport à l'empereur, qui m'a permis de lui parler librement et j'ai eu la satisfaction de le trouver d'accord avec moi sur la nécessité, non seulement de soutenir la Roumanie, mais encore d'attaquer à fond la Bulgarie, dès que l'armée roumaine sera un peu renforcée et aguerrie. C'est dans la péninsule balkanique et non ailleurs que nous pouvons espérer

obtenir, à bref délai, un résultat décisif. Sinon, la guerre se prolongera indéfiniment... et avec quels risques !

Je le félicite d'exprimer aussi résolument les idées que je soutiens depuis plus d'un mois devant Sturmer, et j'ajoute :

— Mais, puisque nous causons en toute confiance, je ne vous cacherai pas que je suis très mal impressionné, dans le sens contraire, par les rumeurs pessimistes qu'on propage de divers côtés. J'en suis d'autant plus affecté, que cette propagande est manifestement inspirée par des personnes d'une haute situation sociale ou politique.

— Vous faites allusion aux personnes qui réclament la fin de la guerre à tout prix et le retour de la Russie au système des alliances germaniques?... Laissez-moi d'abord vous dire que ces personnes sont folles. La paix sans la victoire, sans une victoire complète, c'est la révolution immédiate. Et ce sont ces mêmes personnes qui en seraient les premières victimes !... Mais il y a plus : il y a la volonté de l'empereur ; or, cette volonté est inébranlable ; aucune influence quelconque ne le fera céder. L'autre jour encore, il m'a répété qu'il ne pardonnera jamais à l'empereur Guillaume ses injures et ses perfidies ; qu'il se refusera à traiter de la paix avec les Hohenzollern ; qu'il poursuivra la guerre jusqu'à la destruction de l'hégémonie prussienne.

— Alors, pourquoi confie-t-il le pouvoir à M. Sturmer, à M. Protopopow, qui trahissent notoirement ses intentions?

— Parce qu'il est faible !... Mais il n'est pas moins entêté que faible. C'est bizarre ; c'est pourtant comme cela !

— Ce n'est pas bizarre. Les psychologues vous expliqueront que l'entêtement n'est qu'une forme de la faiblesse. Aussi, son obstination d'aujourd'hui ne me rassure qu'à moitié. Comme on connaît sa nature, on ne la heur-

tera pas de face ; on agira derrière lui et en dehors de lui. Un beau jour, on le mettra en présence de faits accomplis. Alors il cédera, ou, plus exactement, il s'abandonnera, il se résignera.

— Non, non !... J'ai confiance en mon souverain... Mais encore faut-il qu'on ait le courage de lui dire la vérité.

Notre conversation dure depuis plus d'une heure. Je me lève pour me retirer. Mais, avant de gagner la porte, je m'arrête une minute à la fenêtre, devant le décor des jardins Youssoupow, qui longent l'hôtel du ministre. Il fait déjà presque nuit et il neige ; on dirait que la nuit tombe avec la neige, dans une lente chute de flocons et de brumes.

Après un silence perplexe, Trépow se rapproche de moi. Puis, comme s'il venait de prendre soudain une résolution audacieuse, il me dit, sur un ton énergique et bref :

— Dans quelques jours, je reverrai l'empereur. M'autorisez-vous à lui rapporter notre entretien?

— Je ne vous y autorise pas seulement : je vous en prie.

— Et s'il me demande à quelles personnes vous avez fait allusion?

— Vous lui nommerez M. Sturmer et M. Protopopow ; vous pourrez ajouter que, si je n'ai officiellement aucun grief positif à formuler contre eux, je n'en suis pas moins convaincu qu'ils sont hostiles à l'Alliance, qu'ils la servent à contre-cœur et qu'ils se préparent à la trahir.

— Je le lui répéterai, mot pour mot... Vous comprenez combien tout ce que nous venons de dire est grave ! Puis-je compter que vous me garderez un secret absolu?

— Je vous le promets.

— Adieu !... Notre conversation aura peut-être de grandes conséquences !

— Cela dépend de vous... Adieu !...



Samedi, 21 octobre 1916.

Parmi tous les agents secrets que l'Allemagne entretient dans la société russe, je ne crois pas qu'elle en ait de plus actifs, de plus adroits, de plus opérants que le financier Manus.

De confession hébraïque, ayant obtenu par les moyens habituels l'autorisation de résider à Pétrograd, il s'est acquis, ces dernières années, une fortune considérable par le courtage et la spéculation. Le génie de sa race lui inspira de lier partie avec les plus farouches défenseurs du trône et de l'autel. C'est ainsi qu'il se subordonna servilement au vieux prince Mestchersky, le célèbre directeur du *Grajdanine*, l'intrépide champion de l'absolutisme orthodoxe. En même temps, ses discrètes et ingénieuses libéralités lui gagnaient peu à peu tout le clan de Raspoutine.

Depuis le début de la guerre, il mène campagne pour une prompte réconciliation de la Russie avec les puissances germaniques. On l'écoute beaucoup dans le monde de la finance et il s'est créé des attaches dans la plupart des journaux. Il est en relations constantes avec Stockholm... c'est-à-dire Berlin. Je le soupçonne fort d'être le principal distributeur des subsides allemands.

Il offre, chaque mercredi, un dîner à Raspoutine. L'amiral Nilow, aide de camp général de l'empereur et attaché à son service intime, est invité, par principe, en raison de sa magnifique tenue sous le vin. Un autre convive de fondation est l'ancien directeur du département de la Police, le redoutable Biéletzky, aujourd'hui sénateur, mais qui a gardé toute son influence à l'*Okhrana* et qui entretient, par Mme Wyroubow, des rapports constants avec l'impératrice. Naturellement, il y a aussi

quelques femmes agréables pour égayer le festin. Parmi les habituées, est une ravissante Géorgienne, Mme E..., souple, insinuante et enjôleuse comme une sirène. On boit toute la nuit ; Raspoutine est très vite soûl ; il bavarde alors intarissablement. Je ne doute pas qu'un récit détaillé de ces orgies soit expédié, le lendemain, à Berlin..., avec commentaires et précisions à l'appui.



Dimanche, 22 octobre 1916.

Le général Biélaïew, qui va représenter le haut-commandement russe en Roumanie, vient me faire ses adieux.

Il me confie que, outre les deux corps d'armée russes déjà expédiés en Moldavie et qui doivent essayer de pénétrer en Transylvanie par Palanka, un troisième corps partira le 7 novembre, pour la Valachie, où il opérera, de concert avec l'armée roumaine, entre le Danube et les Carpathes. Il est chargé de déclarer au roi Ferdinand que « l'empereur n'exclut pas la possibilité d'envoyer ultérieurement d'autres renforts. »

Je représente au général Biélaïew que cet envoi « ultérieur » me paraît d'une extrême urgence :

— Les opérations du théâtre balkanique prennent, de jour en jour, un caractère plus décisif... et dans quel sens ! La Dobroudja est perdue. Constantza va tomber. Tous les défilés des Alpes transylvaniennes sont forcés. L'hiver approche... Le moindre retard est irréparable.

Il en convient :

— J'ai insisté, de toutes mes forces, auprès de l'empereur et du général Alexéïew, pour qu'une armée de trois ou quatre corps soit dirigée, sans délai, sur Bucarest. Là, elle s'amalgamera avec l'armée roumaine. Nous aurions ainsi, au cœur de la Roumanie, une belle masse de manœuvre qui nous permettrait, non seulement de barrer

les passes des Carpathes, mais encore d'envahir la Bulgarie. L'empereur est acquis à cette idée ; il reconnaît la nécessité d'obtenir promptement un gros succès dans les Balkans. Mais le général Alexéïew ne consent pas à dégarnir le front russe ; il craint que les Allemands n'en profitent pour improviser une offensive du côté de Riga.

— Cependant, c'est l'empereur qui commande. Le général Alexéïew n'est que son conseiller technique, l'exécuteur de ses ordres !

— Oui, mais Sa Majesté se fait un grand scrupule d'imposer sa volonté au général Alexéïew.

J'interroge le général Biélaïew sur la disposition morale de l'empereur. Il me répond, avec une gêne visible :

— Sa Majesté est triste, absorbée. Par moments, lorsqu'on lui parle, elle a l'air de ne pas vous entendre... Je n'ai pas eu bonne impression.

En me quittant, il me rappelle toutes les graves confidences que nous avons échangées depuis le début de la guerre et il me remercie de l'accueil qu'il a toujours trouvé auprès de moi. Il termine par ces mots :

— Nous aurons encore des jours difficiles, très difficiles ..

***

Mardi, 24 octobre 1916.

Contrairement aux prévisions de Trépow, la situation économique, loin de s'améliorer, s'aggrave. D'après un de mes informateurs, qui a parcouru hier les quartiers industriels de la Galernaïa et de la Narwskaïa, le peuple souffre et devient mauvais. On accuse ouvertement les ministres d'entretenir la disette pour provoquer des émeutes et avoir ainsi un prétexte à sévir contre les organisations socialistes. Dans les usines, on se passe de main en main des brochures qui incitent les ouvriers à se mettre en grève et à réclamer la paix. D'où viennent

ces brochures? Personne ne le sait. Les uns prétendent qu'elles sont distribuées par des agents allemands, les autres par l'*Okhrana*. Partout, on répète que « cela ne peut durer ». Les *bolcheviki* ou « extrémistes » s'agitent, organisent des conciliabules dans les casernes, annoncent que « le grand jour du prolétariat est proche ».

Je demande à mon informateur, qui est intelligent, suffisamment honnête, et qui fréquente les milieux libéraux :

— Croyez-vous qu'on puisse raisonnablement attribuer à un Sturmer ou un Protopopow l'idée machiavélique d'entretenir la disette pour provoquer des émeutes et rendre impossible, par contre-coup, la continuation de la guerre?

Il me répond :

— Mais, monsieur l'ambassadeur, c'est toute l'histoire de la Russie !... Depuis Pierre le Grand et sa fameuse Chancellerie secrète, c'est toujours la police qui a suscité les mouvements populaires pour se donner ensuite la gloire de sauver le régime. Si la continuation de la guerre met le tsarisme en péril, soyez sûr que M. Sturmer et M. Protopopow recourront aux procédés classiques de l'*Okhrana*. Mais, cette fois, cela ne se passera pas comme en 1905...

***

Mercredi, 25 octobre 1916.

Avant-hier, les Austro-Bulgares ont pris Constantza. Nous ne perdons pas seulement la rive droite du Danube et la possibilité d'une offensive ultérieure vers les Balkans ; nous perdons encore le delta danubien et, par suite, la voie la plus directe entre la Russie méridionale et la Roumanie, entre Odessa et Galatz. L'approvisionnement des armées russe et roumaine deviendra bientôt un problème insoluble.

Diamandy vient me voir ; il est désespéré :

— Je m épuise en démarches pour obtenir qu'on envoie de nouveaux contingents russes. A l'état-major, on me déclare qu'on ne peut qu'en référer au général Alexéïew ; je sais ce que cela signifie. Quand je m'adresse à Sturmer, il se borne à lever les yeux au ciel, en me répétant : « Ayez confiance !... La Providence est grande et elle est si bonne !... si bonne !... »

— Cela prouve que Sturmer n'est pas janséniste ; car M. de Saint-Cyran aimait, au contraire, à répéter : « Dieu est terrible !... Dieu est terrible ! »

— Alors, que faire?

— Voyez l'empereur.

— C'est sérieusement que vous me donnez ce conseil?

— Hélas ! que pouvez-vous faire d'autre?...



Jeudi, 26 octobre 1916.

Les Roumains ont évacué toute la Dobroudja ; ils ont même dû abandonner à l'ennemi le fameux pont de Cernavoda, sur le Danube, où convergent les principales voies ferrées de Valachie et de Moldavie.

CHAPITRE III

27 OCTOBRE-22 NOVEMBRE 1916

Autorité croissante de l'impératrice dans le gouvernement de l'empire. Grèves à Pétrograd ; la troupe tire sur la police. — Fréquence des divorces dans la société russe ; altération des mœurs depuis *Anna Karénine*. — Une félonie du comte Witte, en 1914. — Les puissances germaniques proclament l'autonomie de la Pologne russe, sous une monarchie héréditaire. Indignation que cette nouvelle suscite à Pétrograd et à Moscou. — Politique réactionnaire de Protopopow ; souvenir des « Bandes noires ». — Réouverture de la Douma : déclaration du gouvernement ; les ministres quittent la salle des séances ; violent réquisitoire de Milioukow contre Sturmer ; manifestations diverses de l'opinion publique. — Fréquence des suicides en Russie ; symptôme de désintégration sociale. — Le mage Papus et les souverains russes : une scène de nécromancie à Tsarskoïé-Sélo, en 1905 ; présage de révolution. — Mort de l'empereur François-Joseph.

Vendredi, 27 octobre 1916.

Le grande-duchesse Marie-Pavlowna inaugure, cet après-midi, au coin du Champ-de-Mars et de la Moïka, une exposition d'appareils prothétiques pour les mutilés de la face. Elle m'a fait demander de l'y rejoindre.

Au dehors, le temps est d'une tristesse infinie. Le ciel, couleur d'ardoise et de plomb, ne laisse tamiser qu'une lueur éteinte, blême, décolorée, une lueur d'éclipse. Dans l'air, des flocons de neige tournoient lentement. Le sol de l'immense esplanade n'est plus qu'un marécage de boue gluante et de flaques saumâtres. A l'arrière-plan,

l'église expiatoire de la Résurrection s'enveloppe dans la brume, comme dans un voile de crêpe.

J'accompagne la grande-duchesse de salle en salle. Le jour blafard, qui filtre par les fenêtres, accentue encore l'aspect sinistre de cette exposition. Dans chaque vitrine, des photographies, des masques de plâtre, des figures de cire alternent avec les appareils pour en démontrer le mécanisme et l'emploi. Tous ces visages déchiquetés, arrachés, aveuglés, fracassés, désossés, ayant perdu parfois jusqu'à l'apparence humaine, composent un spectacle atroce qui n'a vraiment de nom dans aucune langue. L'imagination la plus délirante ne réussirait pas à concevoir un pareil musée d'épouvante. Goya lui-même n'a pu atteindre à ces visions de cauchemar ; les terribles eaux-fortes, où il s'est complu à nous représenter des scènes de massacre et de torture, pâlissent auprès de ces monstrueuses réalités.

A tout instant, la grande-duchesse exhale un soupir de pitié ou porte la main devant ses yeux. Quand nous avons terminé le parcours des galeries, elle va se reposer quelques minutes dans un salon réservé. Là, elle me fait asseoir près d'elle ; puis, affectant un air détaché, car on nous regarde, elle murmure :

— Ah ! mon cher ambassadeur, dites-moi, dites-moi vite quelque chose de réconfortant... J'avais déjà l'âme très noire, lorsque je suis entrée ici. Les atrocités que nous venons de voir ont achevé de me bouleverser. Oui, réconfortez-moi vite !

— Mais pourquoi aviez-vous l'âme si noire en venant ici?

— Parce que... parce que... Ai-je donc besoin de vous le dire?

Alors, rapidement, elle énumère les motifs de son inquiétude. Sur le front russe, l'offensive de Broussilow est arrêtée, sans aucun résultat décisif. En Roumanie, la catastrophe est inévitable, imminente. A l'intérieur de l'empire,



LE GÉNÉRAL BROUSSILOW
COMMANDANT LES ARMÉES DU SUD

la fatigue, le découragement, l'irritation croissent de jour en jour. L'hiver commence sous les plus sombres auspices.

Je la remonte par quelques variations sur mon thème habituel. Quoi qu'il advienne, dis-je, la France et l'Angleterre continueront de se battre jusqu'à la victoire intégrale. Et cette victoire ne peut plus leur échapper, car il est désormais établi que l'Allemagne est aussi incapable de les écraser que de prolonger indéfiniment la lutte. Si, par impossible, la Russie se séparait aujourd'hui de ses alliés, elle se trouverait le lendemain dans le camp des vaincus ; ce ne serait pas seulement pour elle une honte indélébile ; ce serait un suicide national. En terminant, je demande à la grande-duchesse :

— Pour être si inquiète, n'auriez-vous donc plus confiance dans l'empereur?

Surprise par la brusquerie de ma question, elle me fixe un instant avec des yeux hagards. Puis, elle répond à voix basse :

— L'empereur?... J'aurai toujours foi en lui. Mais il y a aussi l'impératrice?... Je les connais bien, tous les deux. Plus les événements iront mal et plus Alexandra-Féodorowna prendra d'influence, parce qu'elle a une volonté agissante, intervenante, harcelante. Lui, au contraire, n'a qu'une volonté négative. Quand il doute de lui-même, quand il se croit abandonné de Dieu, il ne réagit plus ; il ne sait que s'enfermer dans une obstination inerte et résignée... Voyez comme l'impératrice est déjà puissante aujourd'hui. Avant peu, c'est elle seule qui conduira la Russie !...

***

Samedi, 28 octobre 1916.

Réfléchissant à ma conversation d'hier avec la grande-duchesse Marie-Pavlowna, je me dis :

— En somme, et toute réserve faite quant aux aber-

rations mystiques, il y a chez l'impératrice un caractère plus trempé que chez l'empereur, une volonté plus tenace, un esprit plus vigoureux, des vertus plus actives, une âme plus militante et plus souveraine... Son idée de sauver la Russie en la ramenant aux traditions de l'absolutisme théocratique est une folie ; mais l'altiere opiniâtreté qu'elle y déploie ne manque pas de grandeur. Le rôle qu'elle s'est arrogé dans l'État est funeste : du moins le joue-t-elle en tsarine... Quand elle comparaîtra « dans cette terrible vallée de Josaphat », *v'ietoï oujassnoï doline Josaphata*, dont Raspoutine lui parle sans cesse, elle pourra invoquer non seulement l'irréprochable droiture de ses intentions, mais encore la parfaite conformité de ses actes avec les principes de droit divin sur lesquels est fondé l'autocratisme russe...



Mardi, 31 octobre 1916.

Depuis deux jours, toutes les usines de Pétrograd sont en grève. Les ouvriers ont quitté les ateliers, sans formuler aucun motif, sur un simple mot d'ordre venu d'un comité mystérieux.

Ce soir, dîner au ministère des Affaires étrangères en l'honneur de Motono.

A sept heures et demie, comme j'achève de m'habiller, on m'annonce que deux industriels français. Sicaut et Beaupied, demandent à me voir pour une affaire urgente. Représentants de la fabrique d'automobiles « Louis Renault », ils dirigent une grande usine dans le quartier de Viborg.

Je les reçois immédiatement ; ils me racontent :

— Vous savez, monsieur l'ambassadeur, que nous n'avons jamais eu qu'à nous louer de nos ouvriers, parce

qu'ils n'ont eu, eux-mêmes, qu'à se louer de nous. Aussi ont-ils refusé de participer à la grève générale... Cet après-midi, pendant que le travail battait son plein, une bande de grévistes, venant des usines Baranowsky, a assiégé notre maison, en hurlant : « A bas les Français ! Assez de la guerre ! » Nos ingénieurs et nos contremaîtres ont voulu parlementer. On leur a répondu à coups de pierres et à coups de revolver. Un ingénieur et trois contremaîtres français ont été grièvement blessés. La police qui, sur ces entrefaites, était accourue, a bientôt reconnu qu'elle n'était pas de force. Un peloton de gendarmes a réussi alors à traverser la foule et est allé chercher deux régiments d'infanterie, qui sont casernés tout près de là. Les deux régiments sont arrivés quelques minutes après ; mais, au lieu de dégager l'usine, ils ont tiré sur la police.

— Sur la police !

— Oui, monsieur l'ambassadeur ; vous pouvez venir voir sur nos murs la trace des feux de salve... Beaucoup de *gorodovoï* et de gendarmes sont tombés. Puis, ç'a été une grande bagarre... Enfin, nous avons entendu le galop des Cosaques ; il y en avait quatre régiments. Ils ont chargé les soldats d'infanterie et les ont ramenés à coups de lance jusqu'à la caserne. Maintenant, l'ordre est rétabli.

Je les remercie de m'avoir informé sans retard, ce qui me permettra de signaler l'incident, ce soir même, au président du Conseil.

Au ministère, la mise en scène n'est pas moins somptueuse et ostentatoire qu'elle ne l'était récemment pour le prince Kanin. Après avoir salué Mme Sturmer, j'attire à part le président du Conseil et je lui parle de ce qui vient de se passer devant l'usine Renault. Il essaie de me prouver que c'est un épisode sans importance ; il ajoute que le préfet de police lui en a déjà rendu compte par le téléphone et que toutes les mesures sont prises pour la protection de l'usine.

— Il n'en reste pas moins, dis-je, que la troupe a tiré sur la police. Et c'est cela qui est grave... très grave.

— Oui, c'est grave ; mais la répression sera sans pitié.

Je le laisse à ses invités, qui affluent.

Pour passer à table, nous traversons une forêt de palmiers ; il y en a tant et leur feuillage est si luxuriant qu'on se croirait dans la *jungle*.

Je prends place entre Mme Narischkine, grande-maîtresse de la cour, et lady Georgina Buchanan. L'excellente et sympathique douairière qu'est Mme Narischkine me raconte sa vie à Tsarskoïé-Sélo. « Dame d'honneur à portrait de LL. MM. les impératrices », « dame de l'ordre de Sainte-Catherine », « Haute-Excellence », elle porte ses soixante-quatorze ans avec une bonne grâce indulgente et affable, qui aime à s'épancher en souvenirs. Ce soir, elle est mélancolique.

— Ma charge de grande-maîtresse ne m'occupe guère. De temps à autre, une audience privée, une cérémonie intime, et c'est tout. Les Majestés vivent de plus en plus retirées. Quand l'empereur revient de la *Stavka*, il ne peut pas voir personne en dehors de ses heures de travail, et il s'enferme dans ses appartements particuliers. Quant à l'impératrice, elle est presque toujours souffrante... Il faut beaucoup la plaindre.

Elle me parle ensuite des nombreuses œuvres dont elle s'occupe personnellement, asiles de retraite, ambulances de guerre, écoles d'apprenties, patronages de détenues, etc.

— Vous voyez, poursuit-elle, que je ne reste pas inactive. Le soir, après dîner, je vais régulièrement chez mes vieux amis Benckendorff. Ils habitent, comme moi, le Grand-Palais, mais à l'autre extrémité. Nous nous entretenons un peu du présent et beaucoup du passé. Vers minuit, je les quitte. Pour gagner mon appartement, il faut que je traverse la file interminable des immenses

salons que vous connaissez. De loin en loin, brille une lampe électrique Un vieux domestique passe devant moi pour m'ouvrir les portes. C'est long, ce voyage, et ce n'est pas gai... Je me demande souvent si ces salons reverront jamais les splendeurs et les gloires d'autrefois !... Ah ! monsieur l'ambassadeur, que de choses sont en train de finir !... Et comme elles finissent mal !... Je ne devrais pas vous dire cela. Mais nous vous considérons tous comme un véritable ami et nous pensons tout haut devant vous.

Je la remercie de sa confiance et j'en profite pour lui affirmer que l'horizon s'éclairerait bien vite si l'empereur se tenait en plus étroite communion avec son peuple, s'il s'adressait plus directement à la conscience nationale. Elle me répond :

— C'est ce que nous lui disons quelquefois, timidement. Il nous écoute avec douceur... et il parle d'autre chose.

A l'exemple de son auguste maître, elle me parle aussi d'autre chose.

Incidemment, je prononce le nom de la belle Marie-Alexandrowna D..., ci-devant comtesse K..., qui, par l'élégante pureté de ses formes et le rythme onduleux de ses lignes, me fait toujours penser à la *Diane* de Houdon. Mme Narischkine me dit :

— Cette charmante femme a suivi la mode nouvelle, la mode générale. Elle a divorcé. Et pourquoi? Pour rien ! Serge-Alexandrowitch K... était parfait à son égard ; elle n'a jamais pu formuler contre lui aucun grief. Mais, un beau jour, elle s'est éprise ou elle a cru s'éprendre de D..., qui est si médiocre, si inférieur sous tous les rapports à Serge-Alexandrowitch, et, bien qu'elle ait deux filles de celui-ci, elle l'a quitté pour épouser l'autre... Je vous assure que, autrefois, on divorçait très rarement ; il fallait des motifs très graves, exceptionnels. Et la situation d'une femme divorcée était des plus pénibles.

— La fréquence des divorces est, en effet, une des choses qui m'ont le plus frappé ici. Je calculais, l'autre jour, que, dans mon groupe de société, plus de la moitié des ménages compte un ou deux époux divorcés... Avez-vous remarqué, madame, que l'aventure d'*Anna Karénine* ne se comprend plus aujourd'hui? Et pourtant, l'œuvre, je crois, ne date que de 1876! Aujourd'hui, Anna aurait immédiatement divorcé pour se remarier avec Wronsky, et le roman en serait resté là.

— C'est vrai !... Vous mesurez ainsi quelle plaie sociale est devenu le divorce.

— Mais le Saint-Synode n'en est-il pas grandement responsable? Car, enfin, c'est de lui et de lui seul que dépendent les divorces.

— Hélas ! le Saint-Synode lui-même n'est plus la grande autorité morale qu'il était jadis.

Je me retiens de citer à Mme Narischkine le mot de Sénèque sur les jeunes patriciennes de son temps : « Elles comptent leurs années, non par les consulats, mais par les mariages ; elles divorcent pour se marier et elles se marient pour divorcer. »

Enfin, le dîner s'achève. Nous sommes restés à table une heure et demie !

Au fumoir, j'entreprends Sturmer sur les grèves et les incidents de cet après-midi. Mais sa réception le rend si joyeux et si fier que je ne réussis pas à entamer son optimisme.

* * *

Mercredi, 1er novembre 1916.

Depuis cinq jours, l'armée de Salonique attaque inlassablement les Bulgares. L'opération principale se développe dans la boucle inférieure de la Cerna ; elle a pour objectif Monastir.

***

Jeudi, 2 novembre 1916.

Le vicomte Motono, qui est allé présenter ses lettres de rappel à l'empereur, me confie les impressions qu'il a rapportées de la *Stavka*.

— Je ne doute pas, me dit-il, que l'empereur ne soit résolu à poursuivre la guerre coûte que coûte. Il me l'a déclaré dans des termes et avec un accent qui auraient convaincu les plus sceptiques. J'écarte donc toute possibilité d'une paix séparée ou même prématurée... Mais j'ai constaté une fois de plus comme l'empereur est mal informé, comme il s'intéresse peu aux grandes affaires. Il ne semblait pas se douter que je suis appelé à diriger la politique extérieure de mon pays et qu'il y a une certaine connexité d'intérêts entre le Japon et la Russie. Il ne m'a pas dit un mot de la mission que je vais remplir ; il ne m'a pas posé une seule question. Très aimable, d'ailleurs. Mais il ne se serait pas exprimé en paroles plus banales et plus vagues si j'étais venu simplement lui annoncer que j'étais transféré à Washington ou à Madrid.

Je lui demande :

— Vous avez causé avec le général Alexéïew? Quelle opinion emporterez-vous de l'armée russe?

— Oui, j'ai causé longuement avec le général Alexéïew. Je ne lui ai rien dit des opérations en Roumanie ; j'aurais eu trop à lui dire. Et vous savez qu'il n'aime pas que les civils se mêlent de stratégie !... Je l'ai entretenu surtout des commandes faites à notre industrie. Quant à l'armée russe, il m'a dit spontanément qu'elle est en très bel état et qu'elle a un moral excellent, comme en témoigne d'ailleurs l'offensive de Broussilow. Les officiers japonais, qui sont en mission sur différents points du front, m'affirment également que la troupe a bon esprit et qu'elle

est bien entraînée. Mais ils prétendent aussi que l'instruction est très défectueuse. Les méthodes de combat sont restées à peu près ce qu'elles étaient au début de la guerre. La tactique de l'artillerie lourde et de l'aviation est particulièrement arriérée, naïve même. C'est à se demander si les pièces de gros calibre qu'on fabrique en France et en Angleterre pour le compte de la Russie, ne devraient pas être retenues sur le front occidental, où elles produiraient un résultat beaucoup plus utile. L'armée russe, telle qu'elle est, ne représente pas moins une masse compacte qui pèse d'un poids énorme sur nos ennemis.

— Donc, ce que nous pouvons espérer d'elle désormais, c'est plutôt un effet de masse qu'une action de choc?

— Oui, un effet de masse. Rien de plus.

— Et la situation intérieure?

— Mauvaise!... On est visiblement las de la guerre. Je ne crois pas cependant que le peuple russe accepterait une paix qui ne lui donnerait pas Constantinople...

Puis, comme nous n'aurons plus l'occasion de nous revoir, nous remontons le cours de nos souvenirs communs. Que de choses et quelles choses nous aurons vues ensemble! Que d'impressions nous avons échangées en paroles ou, parfois même, d'un simple regard!...

S'étant déjà levé pour partir, Motono me dit :

— Avant de nous séparer, mon cher ami, je veux vous faire une dernière confidence, qui achèvera de vous édifier sur certaines intrigues dont nous avons souvent parlé au début de la guerre... Il s'agit du comte Witte. C'était dans les mauvais jours de décembre 1914, quand l'opinion russe était si déprimée par les échecs de Pologne. Vous vous rappelez que, à cette époque, la Russie, la France et l'Angleterre voulaient faire une démarche collective à Tokio pour obtenir de nous l'envoi d'une armée en Europe. Or, un matin, Witte vient me voir. Et, me regardant au fond des yeux, il me dit aussitôt,

avec cette assurance hautaine que vous lui avez connue : « Je sais qu'on va demander à votre gouvernement d'expédier des troupes en Europe. Qu'il s'en garde bien ! Ce serait une folie de sa part... Croyez-moi, la Russie est à bout de forces ; le tsarisme va périr. Quant à la France et à l'Angleterre, elles ne reprendront jamais le dessus. La victoire ne peut plus échapper à l'Allemagne... » Voilà ce qu'un ancien ministre du tsar, l'homme qui a signé la paix de Portsmouth, a osé me dire à moi, l'ambassadeur du Japon !

— Cela ne m'étonne pas de Witte. Dans l'image qui me reste de sa figure altière et concentrée, cet acte de félonie ne fait qu'ajouter un trait de vigueur qui l'achève parfaitement... Ce qui dominait en lui, c'était la soif du pouvoir et l'orgueil intellectuel. Il appartenait à la race des grands ambitieux qui n'admettent pas la disgrâce. D'où l'arrogance de ses sarcasmes, l'âcreté de ses rancunes, l'audace toujours croissante de ses intrigues. D'après la logique de son caractère et le cours des événements, il devait aller jusqu'à la trahison. Mais, avant d'y arriver, avant d'oser vous dire cette chose abominable : « Que votre gouvernement se garde bien de secourir ma patrie, car elle est à bout de forces », quel n'a pas dû être son drame intérieur? Pensez à tout ce qu'un pareil acte suppose de ressentiments accumulés, de calculs déçus, d'espoirs avortés, de colères jalouses et contenues, de haine recuite et ruminée !... Ce soir, je relirai le *Coriolan* de Shakespeare.

***

Vendredi, 3 novembre 1916.

Depuis quelques jours, un bruit singulier circule dans les milieux germanophiles de Pétrograd ; plusieurs personnes sont venues m'en parler et deux d'entre elles,

fort sérieuses, m'assurent même qu'il a pour origine une affirmation catégorique de Protopopow.

Voici la thèse qu'on développe avec complaisance dans ces milieux : « Il est désormais évident que la Russie ne pourra pas conquérir Constantinople par la force des armes. D'ailleurs, ni l'Angleterre ni la France, quelles que soient leurs promesses, ne laisseraient l'empire des tsars annexer les Détroits. Seule, l'Allemagne est en mesure de procurer Constantinople à la Russie, puisqu'il lui suffit d'abandonner les Turcs à leur destin ; elle est prête à le faire, si la Russie, consciente de ses véritables intérêts, accepte de signer la paix immédiatement... Quel beau jour que celui où le slavisme et le germanisme se réconcilieraient sous la coupole de Sainte-Sophie ! »



Dimanche, 5 novembre 1916.

Ce soir, au théâtre Marie, j'assiste à une suite de ballets ravissants : *les Nuits égyptiennes*, *Islamey*, *Eros*. Tout le public est comme fasciné par ces féeries charmantes, par ces aventures de rêve et de volupté, par ces décors de mystère et d'enchantement.

A l'un des entr'actes, je vais fumer une cigarette dans l'arrière-loge du ministre de la Cour. J'y trouve le général W..., que ses fonctions mettent en contact quotidien avec la garnison de Pétrograd. Ayant eu récemment l'occasion de lui rendre un service et sachant qu'il est animé des sentiments les plus patriotiques, je lui demande :

— Est-il exact que les troupes de Pétrograd soient gravement contaminées par la propagande révolutionnaire et que l'on songe même à en expédier la majeure partie sur le front pour la remplacer par des régiments sûrs?

Après quelques instants d'hésitation, il me répond d'une voix franche :

— C'est vrai ; la garnison de Pétrograd n'a pas un bon esprit. On l'a vu, il y a huit jours, quand s'est produite la mutinerie du quartier de Vyborg. Mais je ne crois pas qu'on ait, comme vous dites, l'intention d'envoyer sur le front les mauvais régiments pour les remplacer par des unités solides... A mon sens, voilà longtemps qu'on aurait dû expurger les troupes qui gardent la capitale. D'abord, elles sont beaucoup trop nombreuses. Savez-vous bien, monsieur l'ambassadeur, qu'à Pétrograd et dans la banlieue, c'est-à-dire à Tsarskoïé-Sélo, Pavlosk, Gatchina, Krasnoïé-Sélo et Péterhof, il n'y a pas moins de 170 000 hommes? Ils ne manœuvrent presque pas ; ils sont mal commandés ; ils s'ennuient et se débauchent ; ils ne servent à rien qu'à fournir des cadres et des recrues à l'anarchie. On ne devrait conserver à Pétrograd qu'une quarantaine de mille hommes choisis parmi les meilleurs éléments de la garde et 20 000 Cosaques. Avec cette élite, on serait en mesure de parer à tous les événements. Sinon...

Il s'arrête, les lèvres balbutiantes, le visage très ému. Je le presse amicalement de poursuivre. Il reprend avec gravité :

— Si Dieu ne nous épargne pas la révolution, ce n'est pas le peuple qui la déchaînera, c'est l'armée...



Lundi, 6 novembre 1916.

Mon collègue d'Angleterre a été reçu aujourd'hui, à Tsarskoïé-Sélo, par l'empereur.

Sa Majesté s'est montrée aussi résolue que jamais à poursuivre la guerre jusqu'à la victoire complète de notre coalition. Sir Georges Buchanan a fait alors allusion aux

manœuvres que poursuivent ouvertement, de tant de côtés et par tant de moyens, les partisans d'une paix séparée. L'empereur a répondu :

— Les meneurs de cette campagne sont des traîtres.

Mon collègue a demandé enfin :

— Votre Majesté n'a-t-elle pas entendu dire que, si la Russie consentait à se détacher de ses alliés, l'Allemagne lui abandonnerait Constantinople?

L'empereur a fait un geste vague :

— On m'a parlé de cela, en effet... Mais qui m'en a parlé? Je ne me souviens plus. Ne serait-ce pas M. Protopopow?... En tout cas, je n'y ai attaché aucune importance...

Je télégraphie ces renseignements à Briand et j'ajoute :

Ainsi, une fois de plus, l'empereur s'est affirmé résolu à poursuivre la guerre jusqu'à la victoire intégrale. Mais alors, pourquoi ne réprime-t-il pas les manœuvres que mon collègue d'Angleterre lui a dénoncées et qu'il a si justement flétries? Pourquoi accorde-t-il sa confiance et délègue-t-il son autorité à des ministres aussi suspects, aussi compromis que M. Sturmer, M. Protopopow et plusieurs autres? Enfin, pourquoi tolère-t-il, dans son propre palais, le foyer d'intrigues qui s'est formé autour de l'impératrice? Un seul geste de lui suffirait cependant pour que tout rentrât dans l'ordre immédiatement. Mais par faiblesse, par fatalisme, il préfère s'enfermer durant des mois, à Mohilew, avec ses généraux, en laissant le champ libre à l'impératrice et aux ministres qui s'inspirent d'elle.

***

Mardi, 7 novembre 1916.

Sur la proposition du cabinet de Londres, les gouvernements alliés décident qu'une conférence diplomatique et militaire se réunira prochainement à Pétrograd, pour

faire suite aux délibérations qui viennent de se terminer à Paris.

Sturmer exulte ; il se voit déjà superbe et fastueux dans son rôle de président, acquérant une renommée, historique, éclipsant la gloire des Talleyrand, des Metternich, des Bismarck, des Gortchakow.

***

Mercredi, 8 novembre 1916.

Les empereurs d'Allemagne et d'Autriche viennent de proclamer l'autononiie de la Pologne russe, sous le régime d'une monarchie héréditaire. Un rescrit de l'empereur François-Joseph accorde, en outre, l'autonomie à la Galicie.

Les journaux de Pétrograd, qui annoncent l'événement, protestent contre cette « violation cynique du droit des gens ».

Pour achever la soirée, je passe au Yacht-Club. Dans un groupe animé, le prince Wiazemsky, le prince Victor Kotchoubey, le général Swetchine, le prince Engalytchew, Nicolas Balaschow, le prince Ouroussow, etc., pérorent avec indignation.

— C'est abominable !... Quelle honte dans notre histoire !... Et quel affront pour l'empereur ! La couronne de Pologne lui est arrachée de la tête !...

Puis, on se répand en injures et en imprécations contre « la félonie polonaise », car on ne doute pas que, si la Pologne est devenue un pays d'allégeance germanique, c'est par une conspiration de tous les Polonais. Aussi, déclare-t-on que la Russie ne leur doit plus rien, qu'ils ont déchiré, de leurs propres mains, le manifeste du 14 août 1914, et on les menace de représailles terribles.

Le prince Wiazemsky, me prenant à part, me dit :

— Croyez-moi, monsieur l'ambassadeur, tout cela ne

serait pas arrivé si, en France et en Angleterre, on ne s'était pas autant échauffé pour l'indépendance de la Pologne.

Je réponds un peu sèchement :

— A ma connaissance, le gouvernement français n'a jamais patronné auprès du gouvernement russe autre chose que l'autonomie de la Pologne intégrale. Et c'est, à l'heure actuelle encore, la volonté de Sa Majesté l'empereur.

* * *

Jeudi, 9 novembre 1916.

Cent cinquante soldats des régiments qui ont tiré le 31 octobre sur la police, ont été fusillés ce matin. La nouvelle de cette exécution s'est répandue vers dix heures dans les usines. Comme signe de protestation, les ouvriers se sont aussitôt mis en grève.

Le général Soukhomlinow, ancien ministre de la Guerre, qui a été incarcéré à la forteresse de Pétrograd au mois d'avril dernier, sous l'inculpation de trahison et de prévarication, vient d'être mis en liberté provisoire pour cause de maladie.

Sa dépression physique et morale semble justifier cette mesure d'indulgence. Le public n'y voit qu'un motif de plus à déblatérer contre Sturmer.

Le comte Sigismond Wiélopolski et le comte Sobanski viennent me voir. Ils sont fort émus de l'accusation de félonie que le parti de l'extrême droite propage contre les Polonais. Wiélopolski me dit :

— Je vous en supplie ! obtenez de votre gouvernement un geste quelconque qui prouve aux Polonais que la France ne les abandonnera pas à l'heure de la paix !

Je réponds que les provinces russes de la Pologne seront certainement reconquises, puisque l'empereur a juré de

ne pas signer la paix tant qu'il restera un soldat ennemi sur le territoire de l'empire :

— La question polonaise se posera alors dans des termes réellement pratiques. La Pologne sait bien, d'ailleurs, que la France ne l'abandonnera jamais.

Quant au « geste quelconque », il ne serait guère opportun, si j'en juge par l'observation que m'a faite hier le prince Wiazemsky.

L'offensive franco-anglaise de la Somme n'a pas eu les grands résultats de l'offensive russe en Galicie ; elle n'en a pas moins été fructueuse. Du 1er juillet au 1er novembre, les troupes alliées ont capturé 71 500 soldats, 1 500 officiers, 300 canons et un millier de mitrailleuses



Vendredi, 10 novembre 1916.

En proclamant l'autonomie de la Pologne sous une dynastie nouvelle, les empereurs germaniques ont blessé une fibre, encore très sensible, du nationalisme russe. C'est à Moscou et à Kiew que la meurtrissure a été le plus douloureuse.

Le gouvernement s'est donc résolu à protester contre le manifeste du 5 novembre.

Sturmer me lit la protestation qu'il a préparée. Je la trouve incolore et insipide.

— Ce n'est pas assez de protester contre un pareil acte ; il faut encore le déclarer sans valeur et de nul effet.

— Oui, cela vaudrait peut-être mieux.

— C'est nécessaire.

Fidèle à sa tactique, qui est de se dérober toujours aux pressions gênantes, il me promet de corser un peu ses conclusions.

Là-dessus, arrive Buchanan.

Il nous lit un télégramme du *Foreign Office*, l'informant que le gouvernement britannique est disposé à publier l'accord relatif à Constantinople, aussitôt que le gouvernement russe jugera cette publication désirable et opportune ; il ajoute qu'il est invité à se concerter avec moi sur la question, dès que j'aurai reçu les instructions nécessaires.

N'ayant pas encore reçu ces instructions, je n'interviens qu'à titre personnel dans la conversation qui s'engage entre nous trois. J'en suis d'autant plus libre pour interroger Sturmer et formuler mon opinion :

J'expose d'abord franchement les appréhensions que m'inspirent le fléchissement de l'esprit national en Russie et les manœuvres du parti germanophile. Je cite quelques faits. Sturmer ne les nie pas ; il se borne à en atténuer l'importance symptomatique. Buchanan m'appuie. Je conclus que, si le gouvernement ne réagit pas bientôt contre cette dépression générale, contre cette épidémie d'indifférence, de pessimisme et de relâchement, les choses iront de mal en pis :

— Et vous reverrez les mauvais jours de 1905. Vous irez tout droit à la révolution !

Sturmer bredouille quelques dénégations vagues. La tournure que prend l'entretien lui cause un visible malaise. Il promène alternativement, de Buchanan à moi, ce regard oblique et tremblotant qui fait apparaître par instants, sur sa figure pateline, une expression caricaturale de bassesse, de poltronnerie et d'astuce. Il déclare enfin :

— Ce qu'il y aurait de plus réconfortant pour notre peuple, ce serait d'avoir la certitude qu'il obtiendrait Constantinople après la guerre... Sa Majesté l'empereur me le disait l'autre jour encore.

Buchanan fait observer que le télégramme dont il vient de nous donner lecture s'accorde exactement à la pensée de l'empereur. Il espère que le gouvernement

français consentira aussi à publier l'accord sur Constantinople.

— Je le suppose, dis-je, et je le souhaite. Pour plus de sûreté, je vais télégraphier dans ce sens... Mais je dois prévoir quelques objections. L'opinion française ne sera-t-elle pas surprise et même déconcertée par la publication de notre accord? Ne demandera-t-elle pas des éclaircissements supplémentaires? Ne voudra-t-elle pas savoir quelle sera la part de la France dans ce butin oriental, dont la Russie prélève le plus riche morceau? Je réserve, à cet égard, l'appréciation de M. Briand... Mais, puisque nous parlons à titre privé, laissez-moi aller jusqu'au bout de ma pensée. Ne croyez-vous pas que vous agiriez bien plus dans l'esprit de l'alliance, si vous visiez, non seulement la Turquie, mais aussi l'Allemagne, en proclamant les résultats essentiels que la Russie est décidée à obtenir de la guerre?... Selon moi, votre proclamation serait incomplète et risquerait même d'être incomprise par vos alliés, si vous parliez de Constantinople sans parler de la Pologne. Je ne conçois pas que vous puissiez affirmer avec autorité vos prétentions sur Constantinople sans déclarer en même temps que la Pologne sera établie dans son intégrité, sous le sceptre des Romanow, conformément au manifeste du 14 août 1914.

Sturmer, inquiet et prudent, laisse tomber les coins de sa bouche en signe de désapprobation.

Après un balbutiement évasif, il laisse entendre que la publication de l'accord sur Constantinople devrait, au moins, précéder la proclamation de l'autonomie polonaise : une flamme de généreux patriotisme illumine ses yeux et il prononce avec gravité :

— Je suis plus impatient de satisfaire le peuple russe que le peuple polonais.

J'objecte que l'inféodation brutale de la Pologne aux empires germaniques exige une riposte immédiate :

— C'est fort bien d'annoncer au monde que l'empereur Nicolas est résolu à prendre la couronne de Byzance; mais, simultanément, il faut lui remettre la couronne de Pologne sur la tête.

— Je vais y réfléchir.

Ce soir, j'apprends que Sturmer a pris, à deux heures et demie, le train pour Tsarskoïé-Sélo et qu'il a eu une longue audience de l'impératrice, quoique ce ne fût pas son jour de « rapport ».

La situation des armées engagées sur le front oriental, de la Baltique à la mer Noire, est la suivante :

1° Sur le front de Russie : 140 divisions russes tiennent tête à 63 divisions allemandes, 41 austro-hongroises et 2 turques, soit au total 106 divisions;

2° Sur le front de Roumanie : 24 divisions roumaines et 9 divisions russes, soit au total 33 divisions, tiennent tête à 20 divisions austro-allemandes, 8 divisions bulgares et 2 divisions turques, soit au total 30 divisions.

* * *

Samedi, 11 novembre 1916.

Ce matin, Sturmer me reçoit, avec un rayonnement de confiance et de cordialité. Retenant ma main dans les siennes, il me dit :

— Hier, vous m'avez laissé très perplexe. J'ai beaucoup réfléchi à vos paroles; j'y ai réfléchi toute la nuit.

— Désolé d'avoir troublé votre sommeil!

— Dieu est si bon qu'il ne me fait jamais sentir la fatigue de ma lourde charge.

— Et quel a été le résultat de votre méditation nocturne?

— Elle m'a entièrement converti à votre idée. Je crois maintenant, comme vous, qu'il faut lier la question polonaise à la question de Constantinople. Il ne me reste plus qu'à obtenir l'assentiment de Sa Majesté l'empereur.

Je l'interroge sur la Douma, qui doit reprendre ses travaux dans trois jours :

— Beaucoup de députés, dis-je, sont déjà revenus. Que savez-vous de leurs dispositions?

— Les députés du groupe progressiste reviennent dans les plus mauvaises dispositions. Ils veulent exploiter contre le gouvernement les embarras passagers et très exagérés que nous cause l'approvisionnement des villes. Mais nous ne nous laisserons pas intimider et nous saurons maintenir la Douma dans la limite des attributions que Sa Majesté l'empereur a daigné lui accorder.

Nous parlons encore de quelques affaires courantes, puis je le quitte.

Comme il m'ouvre la porte, nous apercevons, dans le salon qui précède son cabinet, le ministre de l'Intérieur, Protopopow.

Il s'est composé un uniforme de général civil ; tenue de campagne, baudrier de cuir fauve, grandes bottes éperonnées, une commanderie au col.

Nous échangeons quelques banalités aimables. Protopopow est de beaucoup supérieur à Sturmer pour l'intelligence et le savoir-faire ; sa conversation ne manque pas d'agrément ; il n'en est que plus dangereux. Son costume ridicule et l'éclat fixe de ses yeux suffiraient d'ailleurs à révéler sa mégalomanie, prodrome avancé de la paralysie générale qui le guette.

En me séparant de ces deux hommes, je me rappelle ce que Royer-Collard disait des derniers ministres de Charles X, les Polignac et les Peyronnet : « Dès leur avènement au pouvoir, ils avaient les Ordonnances écrites sur le visage. »

Dans l'après-midi, je rencontre Milioukow. Il me confirme que les députés du « bloc progressiste » (1) reviennent exaspérés contre le gouvernement : ils l'accusent d'entretenir la crise économique, afin de rendre impossible la continuation de la guerre. Le parti « cadet » a délibéré secrètement sur la possibilité d'organiser une manifestation violente contre Sturmer et Protopopow. Il est probable que tout se passera en discours.

Je demande à Milioukow :

— Alors, d'après vous, la rentrée de la Douma ne nous présage rien de grave?

— Non, rien de grave. Il faudra cependant que certaines choses soient dites à la tribune. Sinon, nous perdrions toute autorité sur nos électeurs et ils iraient aux partis extrêmes.

***

Lundi, 13 novembre 1916.

Le journaliste D..., qui entretient des relations occultes avec l'*Okhrana* et qui m'honore de ses confidences, quand il est « en mal d'argent », m'assure aujourd'hui que Protopopow s'occupe activement de réorganiser les « Bandes noires », les fameuses *Tchernia Sotny* de 1905-1906 ; son principal coopérateur dans cette tâche est Nicolas-Féodorowitch B...

L'instrument est digne de l'œuvre. Ancien officier de cavalerie, devenu l'Antinoüs du vieux prince Mestchersky dont il a hérité naguère, B... a rempli, ces dernières années, plusieurs missions de haute police en Russie et à l'étranger.

Je me souviens d'avoir dîné avec lui et Nicolas Makla-

(1) Le « bloc progressiste » comprend l'ensemble des partis de gauche, sauf les socialistes, soit 250 députés sur 402. Les socialistes sont au nombre de 15.

kow, alors ministre de l'Intérieur, chez Mestchersky, le 9 mai 1914 ; nous étions en quatuor ; j'étais fort curieux de connaître le redoutable polémiste du *Gradjdanine*, le célèbre champion du tsarisme autocratique et du droit divin ; notre conversation, autour de la table chargée de bouteilles, se poursuivit jusqu'au delà de minuit. En dépit de ses soixante-treize ans et du mal incurable qui déjà minait ses forces, Wladimir-Pétrowitch m'amusa beaucoup par sa verve hautaine et cinglante, par ses éclats de colère et d'orgueil, par son prophétisme farouche, par la superbe violence de ses anathèmes et de ses malédictions, par une éloquence tumultueuse, explosive, fulgurante, qui me faisait penser à l'éruption d'un volcan. Chaque oracle, chaque aphorisme, qui tombait de ses lèvres, arrachait à Maklakow un cri d'admiration. B... tenait les yeux levés au ciel, dans une sorte d'extase ; mais de temps à autre, je le voyais glisser furtivement vers moi un regard perçant, scrutateur et rusé, un regard d'aigrefin et de policier.

Nicolas-Féodorowitch mérite donc toute la confiance de Protopopow pour restaurer le puissant organisme de réaction que le général Bogdanowitch et le docteur Doubrowine créèrent en 1905, cette « Union du peuple russe » qui s'acquit une si effroyable réputation par les exploits de ses « Bandes noires ». L'idée de mobiliser les masses rurales au nom de l'autocratisme orthodoxe et de les lancer contre les libéraux et les intellectuels, contre les allogènes et les Juifs, est quotidiennement examinée dans l'entourage du ministre de l'Intérieur. En dehors de B..., qui est moins un homme d'action qu'un entremetteur et un conseiller, la direction effective du mouvement serait confiée à trois anciens chefs des *Tchernia Sotny*, Markow, Boulawtsel et Zamysslowky. On estime qu'il suffirait de quelques *pogroms* bien concertés pour ranimer « les antiques vertus populaires ». A la faveur de ce réveil national, on dissoudrait la Douma ou plutôt

on supprimerait définitivement cette institution funeste, source de tous les maux.

Ainsi, la doctrine et le programme du parti n'ont pas changé depuis le jour de juin 1907, où le docteur Doubrowine adressa ce télégramme à l'empereur pour le féliciter d'avoir dissous la deuxième Douma : *Des larmes de joie nous empêchent d'exprimer les pensées qui nous ont assaillis à la lecture de ton manifeste, ô notre souverain bien-aimé, à l'audition de ta parole impérative qui a supprimé l'existence criminelle de la Douma. Nous prions instamment le Tout-Puissant de te donner la force et la fermeté nécessaires pour accomplir ton œuvre sainte. La Russie n'a rien à craindre de ses ennemis extérieurs et intérieurs tant que le peuple russe sera défendu par son tsar autocrate, envoyé de Dieu.*



Mardi, 14 novembre 1916.

Nératow me communique officieusement, ce matin, la déclaration que le gouvernement doit lire devant le conseil de l'empire et la Douma, qui rouvrent leur session dans l'après-midi.

La déclaration est rédigée en termes convenables. Le gouvernement y affirme que Constantinople est, pour la Russie, un objectif d'une importance telle, que le peuple russe doit tendre tous ses efforts à y atteindre. Quant à la Pologne, il affirme également que l'empereur persiste dans sa volonté de réunir les territoires polonais en un royaume autonome.

Mais au dernier instant, les ministres, informés des sentiments hostiles que la Douma se propose de leur témoigner, décident de supprimer la déclaration et de quitter la salle des séances aussitôt après l'allocution inaugurale du président Rodzianko. En même temps, Sturmer fait

prier les ambassadeurs de quitter la tribune diplomatique au moment où les ministres se retireront.

Arrivé au palais de Tauride à deux heures, je délibère avec mes collègues d'Angleterre, d'Italie et d'Amérique sur l'étrange demande que Sturmer vient de nous faire exprimer. Buchanan, qui est notre doyen, fait valoir que si nous restons dans notre tribune après le départ des ministres et s'il se produit quelque incident de séance, quelque manifestation injurieuse pour le gouvernement, notre position risque d'être gênante. Nous nous rallions à son avis.

Après une courte et patriotique harangue de Rodzianko, tous les ministres se lèvent, dans la stupeur générale. Puis lentement, Sturmer en tête, ils sortent de la salle, laissant derrière eux un grand murmure, que dominent les huées des socialistes.

Nous quittons aussi la tribune diplomatique, non sans avoir expliqué autour de nous que nous déférons à une demande du président du Conseil. On nous acclame à notre sortie.

Du palais de Tauride, nous nous rendons au palais Marie, où le Conseil de l'empire tient séance à quatre heures. Nous nous bornons à entendre l'allocution du président, sans vouloir rester davantage, afin de ne pas blesser la Douma.

Mais, hors de la salle, quelques membres du Conseil nous invitent à prendre le thé dans les salons. Michel-Stakhowitch, le général Polivanow, Sigismond Wiélopolski, Wladimir Gourko, Krivoschéine, qui sont parmi les plus sages et les plus libéraux de la haute assemblée, se montrent désolés de l'attitude que le gouvernement vient de prendre envers la Douma. Le général Polivanow me dit :

— Sans le concours actif et cordial de la Douma, la guerre ne peut pas être menée à bonne fin. C'est donc une insanité de prétendre gouverner sans la Douma. Quant à

gouverner contre elle, je ne peux croire qu'on y songe ; car ce serait la folie suprême.

Dans le camp réactionnaire, on exulte. Je recueille des mots comme celui-ci : « En quoi la mauvaise humeur et l'opposition de la Douma peuvent-elles gêner le gouvernement?... La Douma ne peut que rager. Qu'elle rage donc, tant qu'elle voudra ! »

Après la sortie des ministres, la séance a continué au palais de Tauride. Le président du « bloc progressiste », Schildlowsky, et le président des « cadets », Milioukow, ont prononcé contre le gouvernement des réquisitoires sévères.

Milioukow a formellement accusé Sturmer de trahison et de prévarication. Pour appuyer son grief de trahison, il a allégué le rôle provocateur de la police dans les grèves des usines de guerre, les correspondances secrètes avec l'Allemagne, la conversation de Protopopow avec l'agent allemand Warburg à Stockholm, etc. Quant à la prévarication, il a invoqué l'affaire Manouïlow. Il a conclu : « Si l'on me demande pourquoi j'engage une pareille discussion pendant la guerre, c'est que le ministère de M. Sturmer est précisément un danger pendant la guerre et pour la continuation de la guerre. Nous devons donc lutter jusqu'à ce que nous ayons des ministres dignes de notre confiance. »

La pression des Austro-Allemands s'accentue en Roumanie. Dans les vallées du Jiul et de l'Oltu, les Roumains reculent. Par contre, en Macédoine, dans la boucle de la Cerna et dans la plaine de Monastir, les troupes franco-serbes avancent.

***

Mercredi, 15 novembre 1916.

On me communique une lettre que le prince Lvow, président de l'Union des Zemstvo, vient d'adresser à Rodzianko pour dénoncer à la Douma les périls de la

politique où s'est engagé le gouvernement impérial. On y lit ces phrases :

Notre situation intérieure devient chaque jour plus difficile. Les actes du gouvernement, incohérents et discordants, ont encore accru la désorganisation générale de l'État... Le peuple s'exaspère et s'indigne. Les changements continuels de ministres ont paralysé le pouvoir... Mais ce n'est pas tout. Une suspicion horrible, des rumeurs de trahison, des racontars infâmes ont répandu la croyance que la main de l'ennemi intervient secrètement dans nos affaires publiques. Cette croyance est confirmée par les bruits persistants qui représentent le gouvernement comme déjà résolu à conclure une paix séparée... Les délégués de l'Union des Zemtsvo repoussent avec indignation l'idée d'une paix honteuse; ils estiment que le patriotisme et l'honneur obligent la Russie à poursuivre la guerre jusqu'à la victoire, d'accord avec ses alliés. Ils croient fermement au triomphe de notre héroïque armée, ils sont pourtant obligés de reconnaître que le péril principal ne vient pas du dehors, mais du dedans. Ils sont donc résolus à soutenir la Douma dans ses efforts pour établir un gouvernement capable de mettre en œuvre toutes les ressources du pays. La grande Russie accordera tout son appui au gouvernement du peuple.

Cette lettre, qui circule de main en main, est passionnément commentée dans les couloirs du palais de Tauride.

***

Jeudi, 16 novembre 1916.

La censure a interdit aux journaux de reproduire ou commenter le réquisitoire que Milioukow a prononcé avant-hier contre Sturmer. Mais, dans le public, on le propage de bouche en bouche, et l'effet est d'autant plus

fort que chacun y ajoute, à son gré, quelques hardiesses de style ou quelques révélations.

A la Douma, ce discours a produit une conséquence singulière. Le « bloc progressiste » s'est disloqué par le fait des éléments avancés qui jugent l'intervention de Milioukow trop timide encore, trop platonique, et qui réclament la lutte ouverte contre le gouvernement.

D'autre part, on colporte sous le manteau une lettre que le chef des « octobristes », Goutchkow, a adressée récemment au général Alexéïew pour lui dénoncer « le danger mortel », auquel la politique de Sturmer expose la Russie. La lettre se termine ainsi :

Le peuple et l'armée sont unanimes à croire que, si M. Sturmer n'a pas encore trahi, du moins est-il prêt à le faire. N'est-ce pas terrible de penser que tous les secrets de notre diplomatie sont dans les mains de cet homme? L'ignoble politique dont il est l'instrument risque de nous faire perdre tous les fruits de notre effort militaire. Pardonnez-moi cette lettre. Mais je devais vous l'écrire, car si quelqu'un peut remédier au mal, c'est vous seul.

***

Vendredi, 17 novembre 1916.

La nuit dernière, le Conseil des ministres a longuement délibéré sur une proposition de Sturmer tendant à la dissolution de la Douma, et à l'arrestation de Milioukow. Le ministre de l'Intérieur, Protopopow, a été le seul à opiner dans ce sens.

D'après une confidence qui vient indirectement de Trépow, la situation de Sturmer et de Protopopow est intenable ; car l'empereur ne veut à aucun prix que le gouvernement entre en conflit avec la Douma. Trépow s'attend à recueillir bientôt la succession de Sturmer.

Toutefois, comme son ardent patriotisme n'enlève rien à son loyalisme dynastique, il ne saurait admettre l'attitude agressive que vient de prendre la Douma ; il tiendra donc la main très ferme dans ses rapports avec elle.

Cet après-midi, la séance de la Douma a été marquée par un incident curieux et qui a fait sensation.

Depuis la séance de réouverture, aucun ministre n'avait pénétré au palais de Tauride. Aussi, quelle ne fut pas la surprise de l'Assemblée quand, vers deux heures, on a vu entrer le général Schouwaïew, ministre de la Guerre, et l'amiral Grigorowitch, ministre de la Marine ! Réclamant aussitôt la parole, ils ont déclaré qu'ils voulaient travailler en plein accord avec la Douma pour mener la guerre jusqu'à la victoire complète ». Cette déclaration imprévue a été accueillie par des applaudissements frénétiques. Les deux ministres se sont rendus ensuite à la commission des armements.

Le coup est dur pour Sturmer. C'est l'amiral Grigorowitch qui en a eu l'idée ; mais il n'a entraîné son collègue de la Guerre qu'avec l'appui du général Alexéïew.

***

Samedi, 18 novembre 1916.

Parmi les symptômes qui m'induisent à porter un diagnostic assez sombre sur la santé morale du peuple russe, un des plus troublants est la multiplicité croissante des suicides au cours de ces dernières années.

Préoccupé de cette question, j'en parle avec le docteur Chingarew, député à la Douma et neurologiste, qui vient me voir pour une affaire privée. D'après ses dires, le nombre des morts volontaires a triplé ou même quadruplé à Pétrograd, à Moscou, à Kiew, à Kharkow, à Odessa, depuis dix ans. Le mal s'est répandu aussi dans les campagnes, sans y atteindre pourtant un taux si

élevé ni une progression si rapide. C'est la jeunesse qui paie le plus lourd tribut : les deux tiers des victimes n'ont pas vingt-cinq ans et les statistiques enregistrent jusqu'à des enfants de huit ans. La plupart des attentats ont pour cause la neurasthénie, la dépression mélancolique, le spleen, le dégoût de la vie. Les cas motivés par l'obsession impulsive ou par la souffrance physique sont rares. Comme toujours en Russie, la contagion mentale et la suggestion mutuelle jouent un rôle important. Aussi, les épidémies de suicide sont-elles fréquentes parmi les étudiants, les soldats, les prisonniers, les prostituées.

Lorsqu'une société est fortement intégrée, lorsque tous ses organes politiques, civils, religieux, sont bien adaptés à leurs fonctions, le taux des suicides reste infime. Si l'on fait abstraction des accidents pathologiques, il faut des circonstances exceptionnelles pour qu'un individu cherche à s'évader de son groupe social, quand il s'y sent dans son cadre naturel, en harmonie et communion avec ses semblables. La progression énorme des suicides révèle donc, au sein de la société russe, un sourd travail de désagrégation.

***

Dimanche, 19 novembre 1916.

Au cours de ces derniers mois, l'empereur a fréquemment souffert de malaises nerveux, se traduisant par de l'agitation, de l'anxiété, de l'inappétence, de la dépression, de l'insomnie.

L'impératrice n'a eu de cesse qu'il n'ait consulté le thérapeute Badmaïew, l'ingénieux disciple des sorciers mongols. Ce charlatan a vite fait de découvrir dans sa pharmacopée le remède approprié au cas de son auguste client : c'est un élixir composé « d'herbes thibétaines », selon une formule magique, et qui doit être dosé très sévèrement.

Chaque fois que le tsar a fait usage de cette drogue, ses malaises ont disparu en un clin d'œil. Non seulement il a ainsi recouvré le sommeil et l'appétit ; mais encore il a ressenti un bien-être général, une stimulation délicieuse, une étrange euphorie.

A en juger par les effets, l'élixir doit être un mélange de jusquiame et de haschisch, dont l'empereur fera bien de ne pas abuser.

***

Lundi, 20 novembre 1916.

L'offensive opiniâtre, que l'armée de Salonique soutient depuis près d'un mois dans la vallée de la Cerna, vient de briser enfin la résistance des Bulgares.

Hier, les Serbes se sont emparés de Monastir ; c'était l'anniversaire de leur entrée dans la ville en 1912.

L'empereur François-Joseph est à l'agonie.

Sturmer est parti ce soir pour Mohilew, appelé par le tsar.

***

Mardi, 21 novembre 1916.

La pratique des sciences occultes a toujours été en faveur parmi les Russes ; depuis Swédenborg et la baronne de Krudener, tous les spirites et tous les illuminés, tous les magnétiseurs et tous les devins, tous les pontifes de l'ésotérisme et de la thaumaturgie ont trouvé, sur les bords de la Néwa, un accueil sympathique.

En l'année 1900, le rénovateur de l'hermétisme français, le mage Papus, qui s'appelait de son vrai nom le docteur Encausse, était venu à Saint-Pétersbourg, où il s'était bientôt créé une clientèle fervente. On l'y avait revu à plusieurs reprises, les années suivantes, pendant

le séjour de son grand ami, le thérapeute Philippe de Lyon ; l'empereur et l'impératrice l'honoraient de toute leur confiance ; sa dernière visite datait de février 1906.

Or, les journaux qui nous sont récemment arrivés de France à travers les pays scandinaves, annoncent que Papus est mort le 26 octobre.

J'avoue que la nouvelle n'avait pas fixé un instant mon attention ; mais elle a consterné, me dit-on, les personnes qui ont jadis connu le « Maître spirituel », comme ses disciples enthousiastes le nommaient entre eux.

Mme R..., qui est à la fois une adepte du spiritisme et une dévote de Raspoutine, m'explique cette consternation par une prophétie étrange, qui vaut d'être notée : la mort de Papus ne présagerait rien moins que la ruine prochaine du tsarisme. Et voici comment :

Au début d'octobre 1905, Papus fut mandé à Saint-Pétersbourg par quelques-uns de ses fidèles, haut placés, qui avaient grand besoin de ses lumières dans la crise redoutable que la Russie traversait alors. Les désastres de Mandchourie avaient provoqué, sur tous les points de l'empire, des troubles révolutionnaires, des grèves sanglantes, des scènes de pillage, de massacre et d'incendie. L'empereur vivait dans une anxiété cruelle, ne pouvant se résoudre à choisir entre les avis contradictoires et passionnés, dont sa famille, ses ministres, ses dignitaires, ses généraux, toute sa cour le harcelaient quotidiennement. Les uns lui démontraient qu'il n'avait pas le droit de renoncer à l'autocratisme ancestral et l'exhortaient à ne pas faiblir devant les rigueurs nécessaires d'une implacable réaction ; les autres l'adjuraient de faire la part aux exigences des temps modernes et d'inaugurer loyalement le régime constitutionnel.

Le jour même où Papus débarquait à Saint-Pétersbourg, une émeute répandait la terreur à Moscou, tandis qu'un syndicat mystérieux proclamait la grève générale des chemins de fer.

Le mage fut immédiatement appelé à Tsarskoïé-Sélo. Après une conversation rapide avec l'empereur et l'impératrice, il organisa pour le lendemain un grand rituel d'incantation et de nécromancie. En dehors des souverains, une seule personne assistait à cette liturgie secrète, un jeune aide de camp de Sa Majesté, le capitaine Mandryka, qui est aujourd'hui général-major et gouverneur de Tiflis. Par une condensation intense de sa volonté, par une exaltation prodigieuse de son dynamisme fluidique, le « Maître spirituel » réussit à évoquer le fantôme du très pieux tsar Alexandre III ; des signes indubitables attestèrent la présence du spectre invisible.

Malgré l'angoisse qui lui étreignait le cœur, Nicolas II demanda posément à son père s'il devait ou non réagir contre le courant de libéralisme qui menaçait d'entraîner la Russie. Le fantôme répondit :

Tu dois, coûte que coûte, écraser la révolution qui commence; mais elle renaîtra un jour et sera d'autant plus violente que la répression d'aujourd'hui aura dû être plus rigoureuse. N'importe! Courage, mon fils! Ne cesse pas de lutter!

Tandis que les souverains méditaient avec stupeur cette prédiction accablante, Papus affirma que son pouvoir magique lui permettait de conjurer la catastrophe prédite, mais que l'efficience de sa conjuration cesserait aussitôt que lui-même ne serait plus « sur le plan physique ». Puis, solennellement, il exécuta les rites conjuratoires.

Or, depuis le 26 octobre dernier, le mage Papus n'est plus « sur le plan physique » ; l'efficience de sa conjuration est abolie. Donc, la révolution approche.

Après avoir quitté Mme R..., je rentre à l'ambassade et j'ouvre mon *Odyssée* au XI^e^ chant, à l'épisode fameux de la *Nékuia*. Sous l'influence du récit que je viens d'entendre, cette magnifique scène d'humanité primitive, cette fantasmagorie ténébreuse et barbare m'apparaît aussi naturelle, aussi vraie, que si elle s'était passée hier.

Je vois Ulysse dans le pays brumeux des Cimmériens, offrant le sacrifice aux morts, creusant la terre avec son épée, versant des libations de vin et de lait, puis égorgeant au bord de la fosse un bélier noir. Et la foule des ombres, surgissant de l'Erèbe, se précipite pour boire le sang qui ruisselle. Mais le roi d'Ithaque les repousse violemment ; car la seule âme qu'il ait souci de voir paraître est celle de sa mère, la vénérable Anticlée, afin qu'elle lui découvre l'avenir par l'entremise du devin Tirésias... Et je songe que, d'Ulysse à Nicolas II, du devin Tirésias au mage Papus, il ne s'est écoulé que trente siècles.



Mercredi, 22 novembre 1916.

François-Joseph Ier, empereur d'Autriche, roi apostolique de Hongrie, roi de Bohême, de Dalmatie, de Croatie, d'Esclavonie, d'Illyrie et de Galicie, roi de Jérusalem, etc..., est mort hier, dans sa quatre-vingt-septième année.

On en parle à peine, comme d'un fait insignifiant. La réalité actuelle dépasse tellement toutes les conséquences qu'on prévoyait jadis, lorsqu'on vaticinait sur la disparition du viel empereur !...

Je n'ai pas le temps d'écrire son oraison funèbre ; mais pour apprécier son règne, je n'ai qu'à me rappeler le mot terrible de son prédécesseur Ferdinand Ier, qui fut contraint d'abdiquer en 1848 et qui vécut retiré à Prague jusqu'en 1875. Peu après Sadowa, se remémorant les défaites de 1859 et la perte de la Lombardie, puis voyant l'Autriche définitivement exclue de l'Allemagne et obligée de céder la Vénétie, le vieux souverain détrôné s'écria : « Pourquoi m'a-t-on chassé en 1848? J'aurais été tout aussi capable que mon neveu de perdre des batailles et des provinces ! »

CHAPITRE IV

23 NOVEMBRE-24 DÉCEMBRE 1916

Renvoi de Sturmer ; irritation de l'impératrice. — Trépow est appelé à la présidence du Conseil ; garanties qu'il représente pour l'Alliance. — Le général Alexéïew, malade, est remplacé par le général Gourko. — Conflit entre la Douma et le ministre de l'Intérieur ; attaques véhémentes contre « les puissances occultes qui perdent la Russie ». — L'opinion publique se désintéresse de Constantinople et du rêve oriental. — Massacre de marins français à Athènes. Examen des mesures qui s'imposent à l'égard de la Grèce. — La camarilla de l'impératrice. Quels en sont les véritables chefs? — L'Allemagne propose aux États-Unis d'ouvrir une négociation de paix : arrière-pensée qui a inspiré cette initiative. — Le contrôleur général de l'empire, Pokrowsky, est nommé ministre des Affaires étrangères. Son premier contact avec la Douma ; fermeté patriotique de ses déclarations. Je confère avec lui sur les suites que comporte la proposition allemande. — Situation des armées alliées en Roumanie ; difficulté des transports. — En vue de répondre à la proposition allemande, le gouvernement français définit « les buts supérieurs » que les Alliés ont assignés à leur effort commun : réorganisation de l'Europe d'après le principe des nationalités, droit des peuples au libre développement économique, etc. Pokrowsky acquiesce à toutes les clauses de ce programme. — L'empereur prohibe l'usage des vocables germaniques dans la nomenclature des titres officiels.

Jeudi, 23 novembre 1916.

Ce soir, vers dix heures, tandis que je travaille seul dans mon appartement, un de mes informateurs, très sûr, me fait tenir ce billet :

Je ne veux pas attendre à demain pour annoncer à Votre Excellence une grosse nouvelle : M. Sturmer est

démissionné et remplacé, à la présidence du Conseil, par M. Trépow.

La nouvelle me ravit, mais ne me surprend pas. En se séparant de Sturmer, l'empereur prouve une fois de plus qu'il est capable de résolutions excellentes, lorsqu'il est soustrait à l'influence de l'impératrice.

Les Austro-Allemands ont pris hier Craïova.



Vendredi, 24 novembre 1916.

La retraite de Sturmer est officiellement publiée ce matin. Trépow le remplace à la présidence du Conseil ; le nouveau ministre des Affaires étrangères n'est pas encore désigné.

Au point de vue de la guerre, qui doit primer toute autre considération, le choix de Trépow m'apporte un grand soulagement. D'abord, Trépow a le mérite de détester l'Allemagne. Sa présence à la tête du gouvernement nous garantit donc que l'Alliance sera loyalement pratiquée et que les intrigues germaniques ne s'exerceront plus aussi librement. Il est, en outre, énergique, intelligent et méthodique ; son action sur les divers services publics ne peut qu'être excellente.

Autre nouvelle : le général Alexéïew prend un congé. L'intérim de ses fonctions sera exercé par le général Wassily-Jossifowitch Gourko, fils du feld-maréchal, qui fut le héros des Balkans.

La retraite du général Alexéïew est motivée par sa santé. Il est exact que le général souffre d'une affection interne, qui l'obligera à subir prochainement une opération ; mais il y a, de plus, un motif politique : l'empereur a jugé que son chef d'état-major général avait pris trop ouvertement parti contre Sturmer et Protopopow.

Le général Alexéïew reviendra-t-il à la *Stavka?* Je l'ignore. Si son départ est définitif, je m'y résignerai volontiers. Certes, il s'imposait à l'estime de tous par son patriotisme, son énergie, sa scrupuleuse probité, sa rare puissance de travail. Malheureusement, d'autres qualités, non moins nécessaires, lui manquaient : je veux dire l'ampleur des vues, la conception supérieure de l'alliance, la vision intégrale et synthétique de tous les théâtres d'opération. Il s'est exclusivement confiné dans sa fonction de *chef d'état-major général du Commandement suprême des armées russes.* A la vérité, c'est l'empereur qui aurait dû assumer le rôle éminent dont le général Alexéïew n'a pas suffisamment compris l'importance ; mais l'empereur l'a compris moins encore, surtout depuis le jour où les intérêts généraux de l'Alliance ont eu, pour unique interprète auprès de lui, Sturmer.

Le général Gourko, qui lui succède, est actif, brillant et d'esprit ouvert ; mais on le dit léger et sans autorité.

Ce soir, je dîne au café de Paris avec quelques amis. La disgrâce de Sturmer est commentée avec joie par tous les convives ; on fonde sur Trépow de grandes espérances, on escompte déjà un vif et prochain réveil de la conscience nationale. Seul, Bésak se tait. On l'interroge. Il répond par ses sarcasmes habituels :

— Désormais, rien n'arrêtera plus la marche victorieuse de nos armées !... Le jour de la Noël, nous entrerons à Constantinople !... Avant trois mois, nous serons à Berlin !... C'est Constantinople surtout qui me ravit ; car, entre nous, on oubliait un peu le testament de Pierre le Grand et Sainte-Sophie, etc.

Le dîner fini, j'emmène Bésak dans mon auto chez une de nos amies, qui habite au canal de l'Amirauté, et je lui demande :

— Maintenant, parlez-moi sérieusement... Que pensez-vous du renvoi de Sturmer?

Il réfléchit une minute ; puis, très gravement, il prononce :

— M. Sturmer est un *grand citoyen* qui s'est efforcé d'arrêter son pays sur la pente funeste où on l'a follement engagé et au bout de laquelle il ne peut plus trouver que la défaite, la honte, la ruine et la révolution.

— Vraiment, vous êtes aussi pessimiste?

— Nous sommes perdus, monsieur l'ambassadeur !

***

Samedi, 25 novembre 1916.

Le renvoi de Sturmer a été décidé à l'insu de l'impératrice ; elle l'a appris en même temps que lui.

Furieuse, elle est aussitôt partie avec ses filles pour Mohilew, afin de sauver au moins Protopopow, qui a pris place dans son train.

Le maintien de Protopopow au ministère de l'Intérieur provoquerait, dans la Douma, une opposition d'autant plus dangereuse que le nouveau président du Conseil, Trépow, n'est pas l'homme des solutions conciliantes.

***

Dimanche, 26 novembre 1916.

Depuis quelques jours, on s'agite beaucoup dans les conciliabules des « cadets ».

Les entraîneurs du parti, Nékrassow, Milioukow, Chingarew, Konovalow, etc., se disent que l'heure est peut-être venue, non certes de renverser le régime impérial, mais d'organiser quelque manifestation éclatante qui, en intimidant le tsar, l'obligerait enfin à se dépouiller de ses prérogatives autocratiques et à fonder le gouvernement libre.

C'est tout à fait l'esprit qui animait les membres de « l'opposition monarchique » en France, vers la fin de 1847. On sait où les conduisit l'ingénieuse campagne des banquets.

***

Lundi, 27 novembre 1916.

Je ne sais qui a dit de César qu'il avait « tous les vices et pas un défaut ». Nicolas II n'a pas un vice ; mais il a le pire défaut pour un souverain autocrate : le manque de personnalité. Il subit toujours. Sa volonté est toujours circonvenue, surprise ou dominée ; elle ne s'impose jamais par un acte direct et spontané. A cet égard, il a plusieurs traits de ressemblance avec Louis XV, chez qui le sentiment de sa faiblesse native entretenait la peur constante d'être subjugué. De là, chez l'un et l'autre également, le goût de la dissimulation.

***

Mardi, 28 novembre 1916.

Je réunis ce soir à dîner une trentaine de personnes...

A table, les conversations sont lentes à s'engager et retombent vite. Le timbre des voix manque d'éclat et l'air qu'on respire est comme alourdi. C'est que les nouvelles sont mauvaises de toutes parts. D'abord, des bruits de grève courent en ville et l'enchérissement quotidien des vivres a provoqué des scènes violentes dans les marchés. Puis, en Roumanie, la tenaille germano-bulgare se referme autour de Bucarest ; le Danube est franchi à Zimmitza et à Giurgewo ; la ligne de l'Oltu est brisée ; Kampolung et Pitesti sont aux mains de l'ennemi ; le gouvernement royal se réfugie en hâte à Iassy.

Avec la promptitude qu'ont les Russes à se décourager, à prévoir toujours les pires catastrophes et à anticiper

pour ainsi dire, sur les arrêts du destin, mes convives escomptent déjà l'arrivée des Austro-Allemands sur le Pruth, la perte de la Bessarabie et de la Podolie, la prise de Kiew et d'Odessa. Je proteste, autant que je peux, contre ces prédictions funestes qui paralysent d'avance l'esprit de résistance, en excluant *a priori* la possibilité d'un succès, en déclarant irréalisable ce qui n'est qu'incertain ; je développe le thème que me fournit cette belle pensée de La Rochefoucauld : « Nous aurions toujours assez de moyens si nous avions assez de volonté et c'est souvent pour nous excuser nous-mêmes que nous nous imaginons que les choses sont impossibles. »



Mercredi, 29 novembre 1916.

Trépow, qui n'est certes pas suspect de condescendance ou de timidité envers la Douma, reconnaît l'impossibilité de gouverner avec Protopopow qui, de jour en jour, donne des signes plus manifestes d'aberration mentale.

Reçu avant-hier à Mohilew par l'empereur, il l'a supplié de désigner un autre ministre de l'Intérieur, en rappelant à Sa Majesté qu'il avait mis, pour condition essentielle à son acceptation de la présidence du Conseil, le renvoi de Protopopow. Mais l'impératrice, qui est encore au grand-quartier impérial et qui fait bonne garde, avait prévu le coup. Et l'empereur, dûment stylé, a répondu à Trépow qu'il compte sur son loyalisme pour faciliter la tâche de Protopopow. Ferme et respectueux, Trépow a réitéré ses instances. L'empereur est resté inébranlable.

— Alors, a poursuivi Trépow, il ne me reste plus qu'à prier Votre Majesté d'agréer ma démission. Ma conscience ne me permet pas d'assumer la responsabilité du pouvoir, tant que M. Protopopow conserve le portefeuille de l'Intérieur.

Après un instant d'hésitation, l'empereur a déclaré autoritairement :

— Alexandre-Féodorowitch, je vous intime l'ordre de continuer vos fonctions avec les collaborateurs que j'ai cru devoir vous donner.

Trépow est sorti en rongeant son frein.

***

Jeudi, 30 novembre 1916.

Sur ma proposition, Trépow est nommé grand'croix de la Légion d'honneur. Je me rends aussitôt chez lui pour l'en informer.

— Le gouvernement de la République, dis-je, a voulu reconnaître ainsi le service éminent que vous avez rendu à l'Alliance, en poursuivant avec tant d'activité la construction du chemin de fer mourman ; il a tenu de plus à vous témoigner la confiance qu'il met en vous dans les circonstances difficiles où vous prenez le pouvoir.

Trépow se montre fort touché. Je le crois sincère ; car il a toujours aimé la France, où il a beaucoup vécu.

Puis, nous parlons des affaires.

Sans entrer dans le détail de son dissentiment avec l'empereur et des obstacles qu'il rencontre du côté de la Douma, il m'annonce qu'il se rendra après-demain au palais de Tauride et qu'il prendra immédiatement la parole. Voici les points principaux qu'il abordera dans son discours : 1° guerre à outrance ; la Russie ne reculera devant aucun sacrifice ; 2° déclaration sur Constantinople et les Détroits ; promesse de sauvegarder les intérêts de la Roumanie ; 3° affirmation que la Pologne sera reconstituée dans ses limites ethniques, pour former un État autonome ; 4° invitation solennelle à la Douma de collaborer avec le gouvernement pour mener la guerre à bonne fin.

Trépow conclut :

— J'espère que la Douma me fera un accueil convenable. Mais je n'en suis pas sûr... Vous devinez pourquoi et et à cause de qui.

Puis il m'expose que la Douma est absolument décidée à n'entretenir aucune relation avec Protopopow, à le huer et à lever la séance s'il entre dans la salle, etc. Je lui demande :

— L'empereur, qui a eu la sagesse de renvoyer M. Sturmer, ne comprend-il donc pas que le maintien de M. Protopopow au pouvoir devient un danger public, un danger national.

— L'empereur est trop judicieux pour ne pas s'en rendre compte. Mais c'est l'impératrice qu'il faudrait convaincre. Et sur cette question, elle est intraitable !

Après un silence, il reprend à voix basse, comme s'il se parlait à lui-même :

— L'heure est décisive pour la Russie. Du train où nous allons, le parti allemand serait bientôt le maître. Et alors, c'est la catastrophe, la révolution, la honte !... Il faut mettre fin à toutes ces intrigues, et radicalement !... Il faut que le gouvernement prononce des paroles irrévocables et qui engagent tous les gouvernements futurs, à la face de la Russie, à la face du monde... Après-demain, à la Douma, le gouvernement s'engagera irrémissiblement à poursuivre la guerre jusqu'à l'écrasement de l'Allemagne ; il coupera tous les ponts derrière lui.

— Que cela me fait du bien de vous entendre !

*
* *

Vendredi, 1er décembre 1916.

Sturmer est tellement mortifié de sa disgrâce qu'il a quitté le ministère des Affaires étrangères sans prendre congé des ambassadeurs alliés, sans même leur déposer

une carte. Incorrection significative, chez un homme aussi traditionnel et cérémonieux.

Cet après-midi, passant en auto le long de la Moïka, devant les écuries de la Cour, je l'aperçois, à pied, marchant avec peine contre le vent et la neige, le dos courbé, le regard fixé à terre, le visage sinistre et ravagé. Il ne me voit pas, il ne voit rien. En descendant du trottoir pour traverser le quai, il manque de tomber !



Samedi, 2 décembre 1916.

J'assiste, cet après-midi, à la séance de la Douma.

Dès que les ministres apparaissent à l'entrée de la salle et qu'on reconnaît dans leurs rangs Protopopow, le tumulte éclate.

Trépow monte à la tribune pour lire la déclaration du gouvernement. Les cris redoublent : « A bas les ministres ! A bas Protopopow ! »

Très calme, le regard direct et hautain, Trépow commence sa lecture. A trois reprises, les clameurs de l'extrême gauche l'obligent à quitter la tribune. On le laisse enfin parler.

La déclaration est bien telle qu'il me l'avait exposée avant-hier. Le paragraphe dans lequel le gouvernement affirme sa résolution de poursuivre la guerre est applaudi avec chaleur ; mais la phrase relative à Constantinople tombe dans le vide, un vide fait d'indifférence et de surprise.

Lorsque Trépow a terminé sa lecture, la séance est suspendue. Les députés se répandent dans les couloirs. Je rentre à l'ambassade.

On me rapporte, ce soir, que la suite de la séance a été marquée par deux discours, aussi imprévus que violents, des deux *leaders* de la droite, le comte Wladimir Bobrinsky

et Pourichkiéwitch. A la stupeur de leurs coreligionnaires politiques, ils ont chargé à fond de train « contre les puissances occultes, qui déshonorent et perdent la Russie ». Pourichkiéwitch s'est même écrié : « Il ne faut plus que la recommandation d'un Raspoutine suffise pour élever aux fonctions les plus hautes les êtres les plus abjects. Raspoutine est aujourd'hui plus dangereux que ne fut jadis le faux Dimitry... Debout, messieurs les ministres ! Si vous êtes de vrais patriotes, allez à la *Stavka;* jetez-vous aux pieds du tsar ; ayez le courage de lui dire que la crise intérieure ne peut se prolonger, que le courroux populaire gronde, que la révolution est menaçante et qu'un obscur *moujik* ne doit pas gouverner plus longtemps la Russie !... »



Dimanche, 3 décembre 1916.

La position de Trépow est fort délicate. D'une part, il reconnaît l'impossibilité de gouverner ou plutôt de pratiquer loyalement la politique de l'Alliance, tant que la direction de l'esprit public et des forces policières demeurera entre les mains de Protopopow. D'autre part, fermement attaché au statut légal de l'empire, il dénie à la Douma le droit d'intervenir dans l'exercice des prérogatives souveraines, dont l'une des plus importantes est assurément le choix des ministres.

Aussi, le conflit du gouvernement et de la Douma nous réserve plus d'un incident fâcheux.

Avant-hier et hier, Athènes a été le théâtre d'événements graves.

Le gouvernement hellénique ayant refusé de livrer le matériel de guerre exigé par les Alliés, un détachement de marins français a débarqué au Pirée et s'est rendu

à Athènes. Les troupes grecques ont ouvert le feu contre nos marins, dont un grand nombre a été tué. Après quoi, les principaux partisans de Vénizélos ont été massacrés et leurs maisons saccagées.



Lundi, 4 décembre 1916.

Le paragraphe de la déclaration ministérielle, relatif à Constantinople, n'a pas éveillé plus d'écho dans le public qu'à la Douma. C'est le même effet d'indifférence et d'étonnement, comme si Trépow avait exhumé une vieille utopie, caressée jadis et depuis longtemps oubliée.

Voilà plusieurs mois déjà que j'observe dans l'âme nationale cet effacement progressif du rêve byzantin. Le charme est rompu.

Se détacher de ses rêves ; se déprendre de ce qu'on a poursuivi, convoité, avec le plus d'ardeur ; savourer même une sorte de joie amère et corrosive à constater sa déception et son désenchantement ; comme c'est russe !

Mme P... me dit ce soir :

— La déclaration du gouvernement est absurde. Personne ne pense plus à Constantinople. Ç'a été une belle folie, mais une folie. Et lorsqu'on est guéri d'une folie, on ne la recommence pas ; on en fait une autre... Trépow et tous ceux qui essaient de ranimer dans le peuple russe le rêve de Constantinople, me font penser à ces hommes qui croient réveiller l'amour d'une femme, en lui proposant de revivre leurs souvenirs d'autrefois. Ils ont beau lui rappeler comme c'était charmant à Venise, la nuit, au clair de lune, en gondole ; on ne les écoute même pas... Quand c'est fini, c'est fini.



Mardi, 5 décembre 1916.

Le détachement des troupes françaises a dû évacuer Athènes, où le parti germanophile triomphe.

Briand propose aux Alliés de prendre, à l'égard de la Grèce, les mesures suivantes : 1° blocus du royaume ; 2° déposition du roi Constantin ; 3° reconnaissance de Vénizélos. Il spécifie toutefois qu'il ne peut être question, ni de déclarer la guerre à la Grèce, ni de porter atteinte à sa constitution monarchique.

Le successeur de Sturmer au ministère des Affaires étrangères n'étant pas encore désigné, je traite la question avec Nératow, qui est gérant provisoire.

Il estime, comme Briand, que la responsabilité personnelle du roi est gravement engagée par l'agression de nos troupes. Mais il répugne à la déposition du souverain :

— Ce serait très mal interprété ici, me dit-il, au moins dans les milieux conservateurs. Et le clan germanophile, la camarilla de l'impératrice, ne manquerait pas de s'en faire une arme contre la politique d'alliance avec les gouvernements démocratiques d'Occident.

Au point de vue pratique, Nératow est frappé par les difficultés de l'entreprise et par les conséquences dangereuses qu'elle impliquerait. Au nom de quel principe la déchéance du roi serait-elle prononcée? Par quels moyens mettrait-on la main sur la personne de Constantin? Et s'il s'enfuyait à Larissa, à Trikala, l'y poursuivrait-on?... A qui transférerait-on la couronne? Au prince royal? Mais si celui-ci refusait de participer au détrônement de son père?... Enfin, ne serait-on pas entraîné à un grand déploiement de forces militaires, à une véritable conquête de la Grèce? Dans ce cas, l'armée de Salonique ne serait-elle pas réduite à l'impuissance?

Nératow préfère une solution plus modérée, moins aventureuse. A son avis, les gouvernements alliés devraient ajourner le compte qu'ils ont à régler avec le roi Constantin. Pour l'instant, il suffirait : 1° que le Pirée fût occupé ; 2° qu'un blocus sévère fût appliqué aux ports principaux du royaume ; 3° que des dispositions stratégiques fussent prises en Thessalie, afin de protéger le flanc gauche de l'armée d'Orient.

Ces conclusions me paraissent la sagesse même.

***

Jeudi, 7 décembre 1916.

Les Austro-Allemands et les Bulgares sont entrés hier à Bucarest.

La virtuosité stratégique de Hindenburg a réalisé son chef-d'œuvre.

***

Samedi, 9 décembre 1916.

Le cri d'alarme que le comte Bobrinsky et Pourichkiéwitch, ces deux champions du tsarisme intégral, ont fait entendre naguère à la Douma, a retenti jusque dans l'archaïque citadelle de l'absolutisme monarchique, le Conseil de l'empire (1).

La haute assemblée s'est enhardie aujourd'hui à émettre un vœu de politique générale, par lequel elle prémunit l'empereur contre l'action néfaste des influences occultes. Ce coup d'audace, combien timide ! est vivement commenté.

(1) Le Conseil de l'empire est formé de 192 membres, dont la moitié est désignée directement par l'empereur et dont l'autre moitié est élue par le clergé, les assemblées provinciales, la noblesse, les grands propriétaires, les chambres de commerce et les universités.

L'histoire n'est qu'une longue suite de recommencements. Au mois de mars 1830, la Chambre des pairs fit aussi parvenir à Charles X un respectueux conseil de sagesse. Mais les leçons de l'histoire ont-elles jamais profité à personne?...

***

Dimanche, 10 décembre 1916.

Que la politique de la Russie soit conduite par la camarilla de l'impératrice, le fait n'est pas douteux. Mais cette camarilla elle-même, par qui est-elle conduite? De qui reçoit-elle son programme et sa direction?

Ce n'est certes pas de l'impératrice. Le public, qui aime les idées simples et les personnifications sommaires, ne juge pas avec exactitude la rôle de la tsarine ; il l'amplifie et le déforme sensiblement. Alexandra-Féodorowna est trop impulsive, trop aberrante, trop déséquilibrée, pour concevoir un système politique et en suivre l'application. Elle est l'instrument politique et tout-puissant de la conspiration que je flaire sans cesse autour de moi ; elle n'est pourtant rien de plus qu'un instrument.

De même, les personnes qui s'agitent auprès d'elle, Raspoutine, la Wyroubowa, le général Woyéïkow, Tanéïew, Sturmer, le prince Andronnikow, etc., ne sont que des subalternes, des comparses, des intrigants serviles ou des fantoches. Le ministre de l'Intérieur, Protopopow, qui a l'air plus consistant, ne doit cette apparence illusoire qu'à l'irritation de ses méninges. Derrière ses fanfaronnades expansives et sa turbulente activité, il n'y a que de l'éréthisme cérébral. C'est un monomane, qu'on enfermera bientôt.

Alors, par qui donc la camarilla de Tsarskoïé-Sélo est-elle dirigée?

J'ai vainement questionné ceux qui semblaient le plus capables de satisfaire ma curiosité ; je n'ai obtenu

que des réponses vagues ou contradictoires, des hypothèses, des présomptions.

Si j'étais néanmoins forcé de conclure, je dirais qu la politique funeste, dont l'impératrice et sa coterie porteront la responsabilité devant l'histoire, leur est inspirée par quatre personnes : le président de l'extrême droite au Conseil de l'empire, Stchéglovitow, — le métropolite de Pétrograd, Mgr Pitirim, — l'ancien directeur du département de la Police, Biéletzky, — enfin le banquier Manus.

En dehors de ces quatre personnes, je ne vois qu'un jeu de forces anonymes, collectives, dispersées, parfois inconscientes, qui traduisent peut-être uniquement l'action séculaire du tsarisme, son instinct de conservation, ce qui lui reste de vitalité organique et de vitesse acquise.

Dans le quatuor, j'attribue un emploi spécial au banquier Manus : il assure les relations avec Berlin. C'est par lui que l'Allemagne ourdit et entretient ses intrigues dans la société russe ; il est le distributeur des subsides allemands.



Mercredi, 13 décembre 1916.

Hier, l'Allemagne a fait remettre aux États-Unis d'Amérique une note par laquelle, en son nom et au nom de ses Alliés, elle se déclare prête à ouvrir immédiatement une négociation de paix. A l'appui de cette solennelle affirmation, aucune condition quelconque n'est indiquée.

Du premier coup d'œil, cette note apparaît comme un stratagème, un piège, destiné à provoquer dans le camp ennemi un mouvement de pacifisme et à disloquer notre coalition. Que l'Allemagne nous fasse d'abord connaître quels plans sont les siens, quelles réparations elle est disposée à consentir, quelles garanties elle nous offre, et nous prendrons sa proposition au sérieux.

Très souffrant d'une crise de rhumatisme qui me retient

au lit, je reçois la visite de Buchanan et de Carlotti. Nous pensons, tous les trois, de même.

***

Jeudi, 14 décembre 1916.

L'empereur a confié le portefeuille des Affaires étrangères au contrôleur général de l'empire, Nicolas-Nicolaïéwitch Pokrowsky.

Le choix est imprévu. Pokrowsky, qui a soixante ans, s'est adonné toute sa vie aux questions de finance et de comptabilité publiques ; il n'a aucune notion des problèmes extérieurs et de la diplomatie ; mais, sous cette réserve, qui est d'importance à l'heure actuelle, je ne me plains pas de sa désignation. D'abord, c'est un esprit sage, fin et laborieux, tout acquis aux idées de l'Alliance. Puis l'homme privé est d'une qualité rare, cordial et modeste, avec une pointe de malice souriante. Dénué de fortune, chargé de famille, il mène la vie la plus simple, la plus honorable. Depuis trente-cinq ans qu'il participe à l'administration financière de l'empire, jamais l'ombre d'un soupçon ne l'a même effleuré.

***

Vendredi, 15 décembre 1916.

Inaugurant ses fonctions, Pokrowsky a prononcé aujourd'hui devant la Douma une allocution, du ton le plus ferme, pour démontrer le caractère illusoire et insidieux de la proposition allemande : « Les puissances de l'Entente, a-t-il dit, proclament leur inébranlable volonté de poursuivre la guerre jusqu'au triomphe final. Nos sacrifices innombrables seraient anéantis par une

paix prématurée, avec un adversaire qui est épuisé, mais non encore abattu. »

Ces paroles, qui contrastent si heureusement avec le langage équivoque et cauteleux de Sturmer, ont produit une forte impression à la Douma ; il importait qu'elles fussent prononcées pour détruire l'effet de l'initiative allemande.

Obligé de garder encore le lit, les visites ne m'ont pas manqué. De toute part, m'est venue la même note : « C'est déjà un résultat très important que la question de la paix soit désormais posée devant les opinions publiques ! Les esprits se préparent ainsi peu à peu aux solutions raisonnables. »

***

Samedi, 16 décembre 1916.

Pokrowsky vient me voir cet après-midi.

Je le félicite des déclarations si fermes et si franches qu'il a fait entendre hier à la Douma.

— Je me suis strictement conformé, répond-il, aux ordres de Sa Majesté l'empereur, avec qui j'ai le bonheur de me trouver en parfaite communion d'idées. Sa Majesté est résolue à ne plus laisser mettre en doute ses volontés, que vous connaissez ; elle m'a donné, à cet égard, les instructions les plus catégoriques ; elle m'a même chargé de lui soumettre sans retard un projet de manifeste pour faire connaître à l'armée que l'Allemagne demande la paix.

Nous parlons ensuite de la réponse qu'il faudra faire à la note de la coalition germanique. Sans avoir arrêté encore son opinion à ce sujet, Pokrowsky estime que la situation militaire ou, comme disent les Allemands, « la carte de guerre », ne nous permet pas encore de préciser nos intentions et que nous ferons sagement de nous en tenir à des termes généraux, tels que « réparations matérielles et morales..., garanties politiques et économiques ».



Lundi, 18 décembre 1916.

B..., qui observe d'assez près le mouvement ouvrier, me signale chez les chefs des groupes socialistes la tendance croissante à s'affranchir de la Douma et à organiser leur programme d'action en dehors des voies légales. Tchéïdzé et Kérensky répètent : « Les cadets ne comprennent rien au prolétariat. Il n'y a rien à faire avec eux ! »

Actuellement, ces chefs dirigent leur principal effort de propagande sur l'armée, en lui démontrant qu'elle a intérêt à se liguer avec les ouvriers pour assurer aux paysans, dont elle est l'émanation directe, le triomphe de leurs revendications agraires. On distribue donc à profusion dans les casernes des brochures sur le thème classique : « La terre appartient aux travailleurs agricoles. Elle leur revient de plein droit, et, par suite, sans rachat ; on ne rachète pas une propriété dont on a été frustré. La révolution seule peut accomplir cette grande réparation sociale. »

Je demande à B... si la doctrine « défaitiste » du fameux Lénine, réfugié à Genève, tend à se répandre dans l'armée :

— Non, me dit-il ; cette doctrine n'est guère soutenue ici que par quelques forcenés, qu'on suppose aux gages de l'Allemagne... ou de l'*Okhrana*. « Les défaitistes » ou *porajentzy*, comme on les appelle, ne constituent qu'une infime minorité dans le parti social-démocrate.

Entre la Meuse et la Woëvre, les Français ont pris, le 14 décembre, une vigoureuse offensive. Le front allemand a été défoncé sur une étendue de dix kilomètres

et une profondeur de trois. Le nombre des prisonniers est d'environ 12 000.

***

Mercredi, 20 décembre 1916.

Conversation avec le général Polivanow, qui vient d'avoir lui-même un long entretien avec un de ses anciens aides-de-camp, arrivant de Iassy. La situation des armées alliées en Roumanie est la suivante :

1º Les forces russes, opérant actuellement sur le territoire roumain, comprennent : 6 divisions dans la Dobroudja ; — 10 divisions, dont 6 de cavalerie, dans la région de la Jalomita ; — 5 divisions,, dont une de cavalerie, dans la Moldavie méridionale. L'armée du général Leczinsky, qui dépend directement du général Broussilow, s'étend de Tocna à la Bukovine ;

2º Les transports de troupes et de matériel ont subi des retards énormes (de 4 à 6 semaines), par suite de l'organisation défectueuse des chemins de fer roumains, dont le débit, escompté à 17 trains par jour, a été souvent réduit à 4 trains ;

3º Pour gagner du temps, une partie des troupes fait la route à pied, le long de la voie ferrée, qu'on emploie de préférence au transport du matériel et des approvisionnements. La concentration n'en est pas moins très lente, puisque, de la Bukovine à Foksani, la distance est de trois cents kilomètres ;

4º Tout ce qui reste encore de l'armée roumaine (70 000 hommes environ) devra être envoyé en arrière des troupes russes, afin d'être réorganisé dans des camps d'instruction. Avec les réserves qui ne sont pas encore mobilisées sur le territoire moldave, on pourra vraisemblablement constituer une armée de 300 000 hommes pour le printemps prochain.

***

Jeudi, 21 décembre 1916.

Deux et trois fois la semaine, Protopopow demande audience à la tsarine, sous le prétexte de lui faire son rapport et de solliciter ses conseils.

L'autre jour, dès l'entrée, il s'est jeté à genoux devant elle, en s'écriant :

— O Majesté, j'aperçois le Christ derrière vous !

***

Vendredi, 22 décembre 1916.

Le président des États-Unis a suggéré hier à tous les gouvernements des puissances belligérantes de faire connaître « leurs vues respectives sur les conditions auxquelles la guerre pourrait prendre fin ». Le président Wilson spécifie « qu'il ne propose pas la paix », qu'il n'offre « même pas une médiation », qu'il suggère uniquement des « sondages », afin qu'on sache « à quelle distance se trouve encore le havre, tant désiré, de la paix ».

***

Samedi, 23 décembre 1916.

Ce matin, je reçois de Paris un projet de réponse à la note américaine.

Après avoir rendu hommage aux sentiments dont le président Wilson s'est inspiré, Briand proteste contre l'assimilation que la note semble établir entre les deux groupes de belligérants, alors que toutes les responsabilités de l'agression incombent à un seul. Puis il définit « les buts supérieurs » que les Alliés se sont assignés. Ces buts

impliquent l'entière indépendance de la Belgique, de la Serbie et du Monténégro, avec tous les dédommagements qui leur sont dus ; l'évacuation des territoires occupés en France, en Russie et en Roumanie, avec de justes réparations ; la réorganisation de l'Europe, d'après le principe des nationalités et le droit des peuples au libre développement économique ; la restitution des territoires arrachés jadis aux Alliés par la force ou contre le vœu des habitants ; la libération des Italiens, des Slaves, des Roumains et des Tchéco-Slovaques ; l'affranchissement des populations soumises à la tyrannie ottomane ; le rejet des Turcs hors d'Europe ; le rétablissement de la Pologne dans son intégrité nationale.

Une heure plus tard, je suis dans le cabinet de Pokrowsky, où j'ai donné rendez-vous à Buchanan. Je leur lis le projet de Briand. Ils m'écoutent avec une attention extrême. Plus j'avance dans ma lecture, plus leur regard s'anime. Lorsque j'ai terminé, ils s'écrient ensemble :

— Bravo ! c'est parfait !... Voilà le langage qu'il faut tenir ! Voilà ce qu'il faut proclamer devant le monde !

Mon collègue d'Italie arrive sur ces entrefaites. Pokrowsky, à qui j'ai passé une copie du projet, le relit à haute voix, en se pénétrant de chaque phrase. Carlotti approuve chaleureusement.

Avant de formuler son opinion officielle et définitive, Pokrowsky me demande le temps de la réflexion. J'insiste pour qu'il me donne au moins un acquiescement de principe, dont Briand pourra se prévaloir auprès du président Wilson. Nous avons en effet un grand intérêt à ne pas différer notre réponse, pour déjouer les intrigues germanophiles qui travaillent fiévreusement l'opinion américaine.

— Eh bien ! soit ! me dit-il. Veuillez télégraphier à M. Briand que j'approuve, d'une manière générale, son projet, et même que je l'admire. Je me réserve toutefois de lui suggérer quelques retouches de pure forme pour les paragraphes qui concernent plus particulière-

ment la Russie, par exemple ceux où il est question de la Pologne et de l'Arménie.

En partant, je prends Buchanan dans ma voiture. Nous sommes taciturnes et soucieux. La même idée nous est venue spontanément : comme nous sommes loin encore de voir s'accomplir ce magnifique programme de paix ! Car enfin, ici, tout va de mal en pis !

Nous nous communiquons nos dernières informations : elles sont déplorables.

L'Union des Zemstvo et l'Union des villes, ces grandes associations privées qui, depuis le début de la guerre, ont si remarquablement coopéré au ravitaillement de l'armée et de la population, devaient se réunir en congrès à Moscou la semaine prochaine. La police vient d'interdire ce congrès Et pourtant, les deux Unions représentent ce qu'il y a de plus sain, de plus sérieux, de plus actif, dans la société russe !

En revanche, la faveur de Protopopow est au comble. Il s'est donné à lui-même une mission dans les provinces, à la fois pour esquiver tout contact avec la Douma et pour prêcher aux gouverneurs la bonne doctrine.

Un de mes amis, qui est venu me voir hier et qui arrivait de Moscou, m'a rapporté qu'on y est exaspéré contre l'impératrice. Dans les salons, dans les magasins, dans les cafés, on déclare ouvertement que la *Niemka*, « l'Allemande », est en train de perdre la Russie et qu'il faut l'enfermer comme folle. Quant à l'empereur, on ne se gêne pas pour dire qu'il ferait bien de méditer sur le sort de Paul Ier.



Dimanche, 24 décembre 1916.

Voici un fait, minime, en apparence, mais qui prouve comme Nicolas II supporte impatiemment les vestiges, encore si nombreux, de l'influence allemande en Russie.

Déjà, au début de la guerre, il a substitué le nom slave de Pétrograd au nom germanique de Pétersbourg. Maintes fois depuis lors, il s'est montré choqué, agacé des vocables allemands qui se rencontrent à profusion dans la nomenclature des titres et grades officiels. Ainsi, « grand maréchal de la cour » se dit *ober-hofmarchal* ; « secrétaire d'État », *Stats-sekretär;* « chambellan », *kamerher;* « écuyer », *stalmeister;* « veneur », *jagermeister;* « aide de champ », *fligel-adjütant;* « demoiselle d'honneur », *freïlina*, etc. L'empereur s'est donc résolu à rayer du formulaire hiérarchique tous ces noms malsonnants et à les remplacer par des locutions tirées de l'idiome national.

Ce travail linguistique a été confié au prince Michel-Serguéïéwitch Poutiatine, maréchal de la cour, chef de l'administration des palais de Tsarskoïé-Sélo. C'est un choix excellent. Très versé dans l'histoire, l'archéologie et la science héraldique, le prince Poutiatine appartient en outre à l'une des plus anciennes familles de Russie. Depuis le dixième siècle, il n'a que du sang russe dans les veines ; car il se rattache à la lignée de Rûrik par son ancêtre Ivan-Séménowitch, voïévode de Lithuanie en 1430, qui descendait lui-même de Saint-Wladimir, par Michel-Romanowitch, prince de Droutzk au treizième siècle.

CHAPITRE V

25 DÉCEMBRE 1916-8 JANVIER 1917

Manifeste de l'empereur à ses armées : affirmant une fois de plus sa confiance dans la victoire, Nicolas II proclame sa résolution inébranlable de restaurer la Pologne et d'acquérir Constantinople. Sens caché que j'attribue à ce manifeste. — Exacte responsabilité de l'état-major russe dans le désastre roumain. — Projet de réunir une conférence des Alliés à Pétrograd. — Relations personnelle de mon collègue d'Angleterre, sir George Buchanan, avec les partis d'opposition ; griefs injustifiés qu'on lui adresse à cet égard. — Assassinat de Raspoutine ; circonstances mystérieuses du drame. Affolement de l'impératrice. On désigne bientôt comme assassins ou complices le prince Félix Youssoupow, le grand-duc Dimitry et le député de l'extrême droite Pourichkiéwitch. — Arrestation du grand-duc Dimitry. Effet produit dans le peuple par l'assassinat du *staretz*. Découverte du cadavre dans la Newka ; son transfert à l'asile de Tchesma. La sœur Akoulina procède à l'ensevelissement ; une lettre de l'impératrice au « martyr ». Obsèques nocturnes à Tsarskoïé-Sélo. — Travail de conjuration contre les souverains ; propagande parmi les régiments de la Garde ; rôle des grands-ducs. — Détails rétrospectifs sur l'assassinat de Raspoutine : le guet-apens ; l'exécution ; l'immersion du cadavre dans la Newka. — L'empereur me reçoit à Tsarskoïé-Sélo ; son air tendu et absorbé ; fermeture de sa pensée ; impression désolante que j'emporte de cette audience. — Le grand-duc Dimitry est envoyé en Perse et le prince Félix Youssoupow relégué dans le gouvernement de Koursk. — Ajournement de la conférence que les Alliés devaient tenir à Pétrograd.

Lundi, 25 décembre 1916.

Ainsi que Pokrowsky me l'avait annoncé le 16 de ce mois, l'empereur adresse aujourd'hui un manifeste à ses armées de terre et de mer pour leur apprendre que l'Allemagne propose la paix et pour leur affirmer une fois de

plus sa résolution de poursuivre la guerre jusqu'à la victoire complète.

L'heure de la paix, dit-il, *n'est pas encore venue. L'ennemi n'est pas encore chassé des territoires occupés. La Russie n'a pas encore accompli les devoirs que cette guerre lui a créés, c'est-à-dire la possession de Constantinople et des Détroits, ainsi que la restauration de la libre Pologne, composée de ses trois parties.*

La péroraison est d'un accent pathétique et personnel, qui tranche avec la banalité incolore de cette sorte de documents :

Nous resterons inébranlables dans notre confiance en la victoire. Dieu bénira nos armes : il les couvrira d'une gloire éternelle et nous donnera une paix digne de vos exploits glorieux, ô mes glorieuses troupes, une paix telle que les générations futures béniront votre sainte mémoire!

Ce noble et courageux langage ne peut manquer de retentir dans la conscience nationale. Il me laisse pourtant une impression d'inquiétude. L'empereur est trop judicieux pour ne pas se rendre compte que le désastre roumain lui a enlevé toute chance d'acquérir Constantinople et que son peuple a renoncé, depuis longtemps, au rêve byzantin. Alors, pourquoi cette invocation solennelle d'un projet dont il connaît mieux que personne la vanité? En parlant ainsi, a-t-il voulu réagir contre le mouvement de désaffection qui s'accentue à son égard, parmi les plus dévoués serviteurs de la dynastie? Ou bien encore, se sentant perdu, « abandonné de Dieu », a-t-il voulu résumer, dans un acte suprême, dans une sorte de testament politique, les motifs de grandeur et de dignité nationales qui le justifient d'avoir imposé au peuple russe l'épreuve de cette guerre? J'incline beaucoup à cette dernière hypothèse.

Les Roumains n'ont pu encore équilibrer la poussée austro-allemande ; ils continuent de battre en retraite verz le Séreth.



Mardi, 26 décembre 1916.

Afin de dégager la responsabilité de l'état-major russe dans le désastre roumain, le général Gourko vient d'adresser au général Joffre la note suivante :

L'entrée en campagne de la Roumanie ne s'est pas produite dans les conditions que nous aurions jugées les meilleures au point de vue du plan de guerre. Écartant à la fois les solutions que nous estimions les plus commodes pour nous et les plus avantageuses pour eux, les Roumains ont persisté à imposer la répartition des forces et le programme des opérations, en se réservant jalousement la contrée qui fait l'objet de leurs revendications. D'où, une mauvaise répartition des troupes qui a pesé sur toute la marche ultérieure des événements.

Nous avons dû, d'autre part, au bout de quelques semaines, nous rendre compte que la valeur militaire de notre nouvelle alliée ne correspondait ni à nos espérances, ni à nos prévisions. Le manque d'instruction et de solidité de son armée a trompé tous les calculs.

Dès qu'il fut possible de constater la chose, nous avons décidé d'envoyer, pour lui venir en aide, des forces importantes, dont l'effectif dit assez l'intérêt que nous y portions. En laissant de côté le temps nécessaire pour les précautions à prendre sur le front où elles étaient prélevées, leur transport a été ralenti, dans des proportions inouïes, par l'insuffisance du réseau ferré aggravée encore par la différence de la largeur des voies.

Puis, lorsque la situation devint menaçante dans l'ouest de la Valachie, le 27 novembre, nous proposâmes au grand-quartier général roumain d'envoyer vers Bucarest une partie des forces que nous avions concentrées sur le flanc gauche



Aquarelle de G. Loukomsky

Environs d'Iaroslawl — Un Village

de la 9e armée, tout en renonçant à l'offensive prévue pour celle-ci. Mais, arguant de l'impossibilité de fournir le matériel roulant nécessaire, le grand-quartier général roumain refusa cet appui direct et nous demanda d'ordonner l'offensive de la 9e armée à travers les Carpathes dans la direction de Czik-Szereda.

A partir de ce moment, l'effondrement soudain de l'armée roumaine, lorsque l'ennemi eut franchi le Danube, a laissé bien peu de délai... Les troupes russes n'ont pu empêcher la retraite et, à contre-cœur, nos généraux ont dû céder le terrain... Jusqu'au jour où l'on a été rejoint par d'autres forces russes envoyées à l'aide, la retraite a dû continuer... On peut être sûr que toutes les mesures seront prises pour accélérer l'envoi de nouveaux renforts... Des préparatifs sont faits d'autre part en vue de développer les voies ferrées afin de permettre, par un ravitaillement commode, une action puissante... Encore une fois, tout le possible sera fait pour activer tout ce qui peut porter remède à la situation en Roumanie.

***

Mercredi, 27 décembre 1916.

Une conférence des Alliés doit se réunir à Pétrograd vers la fin de janvier. Les représentants du gouvernement français seront Doumergue, sénateur, ancien président du Conseil, ancien ministre des Affaires étrangères, et le général de Castelnau.

En vue des instructions dont nos délégués seront munis, je communique à Briand quelques idées personnelles. Après lui avoir confirmé que l'empereur est toujours résolu à poursuivre la guerre, j'expose que la fixité de ses intentions ne constitue pas, cependant, à notre égard, une caution suffisante.

Dans la pratique, l'empereur est continuellement en faute. Soit qu'il cède par faiblesse aux objurgations de

l'impératrice, soit qu'il n'ait ni l'intelligence, ni la volonté assez fortes pour dominer sa bureaucratie, il accomplit ou il laisse s'accomplir à chaque instant des actes qui contredisent sa politique.

Au point de vue intérieur, il abandonne la direction de l'esprit public à des ministres notoirement compromis en faveur de l'Allemagne, tels que M. Sturmer et M. Protopopow, sans compter le foyer d'intrigues germaniques qu'il tolère dans son propre palais. Au point de vue économique et industriel, il accorde sa signature à tout ce qu'on lui propose. Et, lorsqu'un gouvernement allié a obtenu de lui une promesse qui gêne son administration, c'est un jeu pour celle-ci de lui faire ratifier une décision qui annule indirectement cette promesse.

Au point de vue militaire, l'affaire de Roumanie est typique. Voilà plus de six mois que le président de la République, le roi George, les ambassadeurs de France et d'Angleterre lui répètent que la partie engagée sur les bords du Danube est décisive, que la Russie est la première intéressée à s'ouvrir la voie de Sophia, puisque la conquête de Constantinople en dépend, etc. Il promet tout ce qu'on demande. Et son action personnelle en reste là!

De cette impuissance ou de cette insouciance à faire prévaloir ses idées dans l'ordre des faits positifs résulte pour nous un tort énorme. Tandis que la France tire à plein collier dans l'Alliance, la Russie ne produit que la moitié ou le tiers de l'effort dont elle est capable. Cette situation est d'autant plus grave que la phase définitive de la guerre est peut-être commencée et que, dès lors, c'est une question de savoir si la Russie aura le temps de récupérer tout ce qu'elle a perdu, avant que le sort de l'Orient ne soit décidé.

Je souhaite donc que, pendant les délibérations de la prochaine conférence, les délégués du gouvernement de la République s'efforcent de faire adopter par le gouvernement impérial un programme très précis et très minutieux qui arme, en quelque sorte, l'empereur contre les défaillances de

son caractère et contre l'action insidieuse de sa bureaucratie.

Au point de vue des garanties diplomatiques dont nous devrions, selon moi, nous prémunir envers la Russie, vous connaissez mon opinion : je n'y reviens pas.

Au point de vue stratégique, la présence du général Gourko à la tête de l'état-major général nous permet d'espérer qu'un plan très strict et très circonstancié pourra être concerté.

De même, la présence de M. Trépow à la présidence du Conseil facilitera la conclusion d'un accord détaillé pour les questions de fabrication, de transport et d'approvisionnement.

***

Jeudi, 28 décembre 1916.

Voilà plusieurs fois qu'on m'interroge sur les relations de Buchanan avec les partis libéraux et qu'on me demande même, du ton le plus sérieux, s'il ne travaille pas secrètement à la révolution.

Je proteste chaque fois, de toutes mes forces. D'abord, dans nos conversations quotidiennes, si cordiales et si confiantes, je n'ai jamais surpris le moindre mot, la moindre allusion qui me permette de croire qu'il ait noué des intelligences avec les meneurs révolutionnaires. Puis, tout ce que je sais de son caractère suffirait à démentir le rôle qu'on lui attribue. Nous sommes liés depuis 1907 ; nous avons été collègues à Sophia pendant quatre ans et nous avons traversé ensemble la crise dangereuse de l'indépendance bulgare ; nous poursuivons ici depuis trois ans une étroite collaboration : nous nous sommes donc mis réciproquement à l'épreuve. Or, je ne connais pas de plus galant homme, de plus parfait *gentleman* que sir George Buchanan. Il est la droiture et la loyauté mêmes : il croirait se déshonorer que d'intriguer contre un souverain auprès duquel il est accrédité.

Le vieux prince Wiazemsky, à qui je viens de tenir ce langage, m'objecte d'un air hargneux :

— Mais, si son gouvernement lui a ordonné d'encourager nos anarchistes, il est bien obligé de le faire !

Je riposte :

— Si son gouvernement lui ordonnait de voler une fourchette la prochaine fois qu'il dînera chez l'empereur, pensez-vous qu'il obéirait?

Le grief, que les réactionnaires adressent aujourd'hui à Buchanan, a un précédent historique. Après l'assassinat de Paul I[er], on prétendit que le complot avait été conçu et machiné par le gouvernement britannique. La légende s'accrédita bientôt ; quelques années plus tard, c'était presque la vérité officielle. On ajoutait même des précisions : l'ambassadeur, lord Whitworth, avait personnellement organisé l'attentat et soudoyé les auteurs par l'entremise de sa maîtresse, la belle Olga Jerebtsow, sœur d'un des conjurés, le prince Platon Zoubow. On oubliait que lord Whitworth avait quitté la Russie en avril 1800, c'est-à-dire onze mois avant le drame...



Vendredi, 29 décembre 1916.

L'Union des Zemstvo et l'Union des villes, dont le congrès a été récemment interdit, ont néanmoins adopté en secret une motion, qui circule dans le public et dont voici le passage principal :

Notre salut est dans un sentiment profond de notre responsabilité envers la patrie. Quand le pouvoir devient un obstacle sur le chemin de la victoire, la responsabilité du sort de la Russie incombe au pays tout entier. Le gouvernement, devenu l'instrument de forces occultes, conduit la Russie à sa perte et ébranle le trône impérial. Il faut créer

un gouvernement digne d'un grand peuple, à l'une des heures les plus graves de son histoire. Que la Douma, dans la lutte décisive qu'elle a entreprise, justifie l'attente du pays! Il n'y a pas un jour à perdre!

La comtesse R..., qui vient de passer trois jours à Moscou pour se commander des robes chez la fameuse couturière, la Lomanowa, me confirme ce qu'on m'a rapporté naguère de l'exaspération qui anime les Moscovites contre la famille impériale :

— J'ai dîné chaque soir, me dit-elle, dans des milieux différents. C'est partout le même cri d'indignation. Si l'empereur se montrait aujourd'hui sur la Place rouge, il serait hué. Quant à l'impératrice, on l'écharperait. La grande-duchesse Élisabeth, si bonne, si charitable, si pure, n'ose plus sortir de son couvent. Les ouvriers l'accusent d'affamer le peuple... Dans toutes les classes, il y a comme un souffle de révolution...



Samedi, 30 décembre 1916.

Vers sept heures du soir, un informateur excellent, qui est à mon service, m'apprend que Raspoutine a été assassiné ce matin, pendant un souper au palais Youssoupow. Les assassins seraient le jeune prince Félix Youssoupow, qui a épousé en 1914 une nièce de l'empereur, le grand-duc Dimitry, fils du grand-duc Paul, et Pourichkiéwitch, chef de l'extrême droite à la Douma. Deux ou trois femmes de la société auraient participé au souper. La nouvelle est encore tenue rigoureusement secrète.

Avant de télégraphier à Paris, j'essaie de contrôler ce qu'on vient de me rapporter.

Je me rends aussitôt chez la comtesse K... Elle télé-

phone à sa parente, Mme Golovine, la grande amie et protectrice de Raspoutine. Une voix éplorée lui répond :

— Oui, le Père a disparu cette nuit. On ne sait ce qu'il est devenu... C'est un affreux malheur !

Au Yacht-Club, la nouvelle se répand dans la soirée. Le grand-duc Nicolas-Michaïlowitch se refuse à y croire :

— Dix fois déjà, dit-il, on nous a annoncé la mort de Raspoutine. Et, chaque fois, il a ressuscité, plus puissant que jamais !

Il téléphone cependant au président du Conseil, Trépow, qui lui répond :

— Je sais seulement que Raspoutine a disparu ; je présume qu'il a été assassiné. Je ne peux rien savoir de plus : c'est le chef de l'*Okhrana* qui a pris l'affaire en main.

***

Dimanche, 31 décembre 1916.

Le corps de Raspoutine demeure introuvable.

L'impératrice est affolée de douleur ; elle a supplié l'empereur, qui est à Mohilew, de revenir immédiatement auprès d'elle.

On me confirme que les assassins sont le prince Félix Youssoupow, le grand-duc Dimitry et Pourichkiéwitch. Aucune dame n'aurait assisté au souper. Alors, comment Raspoutine a-t-il été attiré au palais Youssoupow?...

A en juger par le peu que je sais, c'est la présence de Pourichkiéwitch qui confère au drame sa véritable signification, son haut intérêt politique. Le grand-duc Dimitry est un élégant jeune homme de vingt-cinq ans, énergique, fervent patriote, capable de bravoure dans un jour de bataille, mais léger, impulsif et qui me semble s'être inconsidérément fourvoyé dans cette aventure. Le prince Félix Youssoupow, qui a vingt-neuf ans, est doué d'une intelligence vive et de goûts esthétiques ;

mais son dilettantisme se plaît un peu trop aux fantaisies perverses, aux images littéraires du vice et de la mort ; je crains donc qu'il n'ait vu surtout, dans l'assassinat de Raspoutine, un scénario digne de son auteur préféré, Oscar Wilde. En tout cas, ses instincts, son visage, ses allures, le font ressembler beaucoup plus au héros de *Dorian Gray* qu'à Brutus ou à Lorenzaccio.

Pourichkiéwitch, qui a dépassé la cinquantaine, est au contraire un homme de doctrine et d'action. Il s'est fait le champion de l'absolutisme orthodoxe ; il soutient, avec autant de véhémence que de talent, la thèse du « tsar autocrate, envoyé de Dieu ». En 1905, il présidait la fameuse ligue réactionnaire, l'Union du peuple russe, et c'est lui qui a inspiré, dirigé, les terribles *pogroms* contre les Juifs. Sa participation à l'assassinat de Raspoutine éclaire toute la conduite de l'extrême droite, en ces derniers temps ; elle signifie que les partisans de l'autocratisme, se sentant menacés par les folies de l'impératrice, sont résolus à se défendre malgré l'empereur et, au besoin, contre lui.

Ce soir, je vais au théâtre Marie, où l'on représente *la Belle au bois dormant*, le pittoresque ballet de Tchaïkowsky, avec la Smirnowa.

On ne parle naturellement que du drame d'hier et, comme on ne sait rien de précis, l'imagination russe se donne un libre cours. Les sauts, les pirouettes et les « arabesques » de la Smirnowa ne sont pas plus fantaisistes que les récits qui se colportent dans la salle.

Au premier entr'acte, le comte Nani Mocénigo, conseiller de l'ambassade d'Italie, me dit :

— Eh bien ! monsieur l'ambassadeur, nous voici donc revenus au temps des Borgia !... Le souper d'hier ne vous rappelle-t-il pas le fameux festin de Sinigallia?

— L'analogie n'est que lointaine. Il n'y a pas seulement la différence des temps ; il y a surtout la différence des

civilisations et des caractères. Par l'astuce et la perfidie, l'attentat d'hier n'est certes pas indigne du satanique César. Mais ce n'est pas le *bellissimo inganno*, comme disait le Valentinois. La magnificence dans la luxure et la scélératesse n'est pas donnée à tout le monde...

***

Lundi, 1er janvier 1917.

Si je n'en dois juger que par les constellations du ciel russe, l'année commence sous de mauvais signes. Je constate partout l'inquiétude et le découragement ; on ne s'intéresse plus à la guerre ; on ne croit plus à la victoire ; on s'attend et l'on se résigne aux pires événements.

Ce matin, je discute avec Pokrowsky le projet de réponse à la note américaine sur nos buts de guerre. Nous cherchons une formule au sujet de la Pologne ; je fais valoir que la reconstitution intégrale de l'État polonais et, par suite, la reprise de la Posnanie à la Prusse sont d'une importance capitale ; nous devons donc affirmer hautement nos desseins. Pokrowsky acquiesce en principe ; il hésite cependant à s'engager, par crainte de donner aux Alliés un droit d'immixtion dans les affaires de Pologne. Je lui objecte en riant :

— Vous avez l'air d'emprunter vos arguments au comte de Nesselrode ou au prince Gortchakow.

Il rit à son tour et me répond :

— Accordez-moi quelques jours encore pour me soustraire à ces influences archaïques.

Puis, redevenu sérieux, il relit à demi-voix le projet que nous venons de discuter et, d'un ton grave, il ajoute :

— C'est fort beau, tout cela. Mais que nous en sommes loin ! Voyez donc la réalité présente !...

Je le réconforte de mon mieux, en lui représentant que notre victoire définitive, complète, dépend uniquement de notre endurance et de notre énergie.

Après un grand soupir, il reprend :

— Mais voyez donc ce qui se passe ici !

Par ordre de l'impératrice, le général Maximowitch, aide-de-camp général de l'empereur, a procédé hier à l'arrestation du grand-duc Dimitry, qui demeure confiné dans son palais de la Perspective Newsky, sous la surveillance de la police.

***

Mardi, 2 janvier 1917.

Le corps de Raspoutine a été retrouvé hier dans les glaces de la petite Newka, au long de l'île Krestowsky, près du palais Bélosselsky.

Jusqu'au dernier instant, l'impératrice a espéré que « Dieu lui conserverait son consolateur et son unique ami ».

La police ne laisse publier aucun détail sur le drame. D'ailleurs, l'*Okhrana* poursuit ses recherches avec un tel secret que, ce matin encore, le président du Conseil, Trépow, répondait aux questions impatientes du grand-duc Nicolas-Michaïlowitch :

— Je vous jure, Monseigneur, que tout se passe en dehors de moi et que je ne sais rien de l'enquête.

En apprenant avant-hier la mort de Raspoutine, le peuple a jubilé. On s'embrassait dans les rues ; on allait brûler des cierges à Notre-Dame de Kazan.

Lorsqu'on a su que le grand-duc Dimitry était parmi les assassins, c'est devant les icones de saint Dimitry qu'on s'est pressé pour allumer des cierges.

Le meurtre de Grigory est l'unique sujet de conversation dans les interminables files de femmes qui, sous la

neige et le vent, attendent à la porte des boucheries et des épiceries pour la distribution de la viande, du thé, du sucre, etc. Elles se racontent que Raspoutine a été jeté vivant dans la Newka et elles approuvent, en citant le proverbe : *Sabâkyé, sabâtchya smerte!* « A chien, mort de chien !... » Elles chuchotent aussi que la grande-duchesse Tatiana, seconde fille de l'empereur, assistait au drame, déguisée en lieutenant des chevaliers-gardes, afin de se venger de Raspoutine, qui avait essayé de la violer. Et, transportant dans le monde de la Cour la férocité vindicative des *moujiks*, elles ajoutent que, pour satisfaire pleinement sa soif de vengeance, on a châtré devant elle Grigory agonisant.

Autre racontar populaire : « Raspoutine respirait encore, quand on l'a jeté sous la glace de la Newka. C'est très important ; car, de la sorte, il ne deviendra jamais un saint... » C'est en effet une croyance, dans le peuple russe, que les noyés ne peuvent pas être canonisés.

***

Mercredi, 3 janvier 1917.

Aussitôt retiré de la Newka, le corps de Raspoutine a été mystérieusement conduit à l'asile des Vétérans de Tchesma, situé à cinq kilomètres en dehors de Pétrograd, sur la route de Tsarskoïé-Sélo.

Après que le professeur Kossorotow eut procédé à l'examen du cadavre et relevé les traces des blessures, on introduisit dans la salle d'autopsie la sœur Akoulina, cette jeune religieuse que Raspoutine a connue jadis au couvent d'Okhtaï où il l'exorcisa. Munie d'un ordre de l'impératrice, elle a procédé, seule avec un infirmier, au soin de la toilette funèbre. En dehors d'elle, personne n'a été admis auprès du mort : sa femme, ses filles, ses

plus ferventes dévotes ont vainement imploré l'autorisation de le voir une dernière fois.

La pieuse Akoulina, l'ancienne démoniaque, a passé la moitié de la nuit à laver le corps, embaumer ses plaies, l'habiller de vêtements neufs et le disposer dans le cercueil. Pour finir, elle lui a mis sur la poitrine un crucifix et lui a inséré entre les mains une lettre de l'impératrice. Voici le texte de cette lettre, tel que je le tiens de Mme T... qui était l'amie du *staretz* et qui est fort liée avec la sœur Akoulina :

Mon cher martyr, donne-moi ta bénédiction, afin qu'elle me suive constamment sur le chemin douloureux qui me reste à parcourir ici-bas. Et souviens-toi de nous, là-haut, dans tes saintes prières!

ALEXANDRA.

Le lendemain matin, qui était hier, l'impératrice et Mme Wyroubow sont venues prier sur la dépouille de leur ami, qu'elles ont couverte de fleurs, d'icones et de lamentations.

Que de fois, dans mes courses à Tsarskoïé-Sélo, j'ai passé devant l'asile de Tchesma, ancien château de plaisance édifié par Catherine II et que l'on aperçoit de la route, au travers des arbres ! A cette époque de l'année, sous l'aspect hivernal, dans l'immensité de la plaine brumeuse et glacée, le site est d'une tristesse lugubre. C'est bien le décor qu'il fallait pour la scène d'hier. Cette tsarine funeste et sa pernicieuse compagne en pleurs devant le cadavre tuméfié du *moujik* crapuleux qu'elles ont aimé si follement et que la Russie maudira pendant des siècles, — le grand dramaturge de l'Histoire a-t-il imaginé beaucoup d'épisodes plus pathétiques?

Vers minuit, le cercueil a été transféré à Tsarskoïé-Sélo, sous la conduite de Mme Golovine et du colonel Loman, puis déposé dans une chapelle du parc impérial.



Jeudi, 4 janvier 1917.

Je fais visite à Kokovtsow, dans son appartement correct et méthodique de la Mokhowaïa.

Jamais l'ancien président du Conseil, dont le pessimisme s'est tant de fois vérifié, n'avait encore formulé devant moi des pronostics aussi sombres. Il prévoit, à brève échéance, un drame de palais ou la révolution.

— Depuis fort longtemps, me dit-il, je n'ai vu Sa Majesté. Mais j'ai un ami très intime qui approche fréquemment les souverains et qui a travaillé ces derniers jours avec l'empereur. Les impressions que m'a rapportées cet ami sont déplorables. L'impératrice est calme en apparence, mais taciturne et tendue. L'empereur a la figure creuse, la voix sèche, le regard mauvais ; il s'est exprimé d'un ton acerbe sur les membres du Conseil de l'empire, qui, tout en affichant leur attachement à l'autocratisme, se sont permis de lui adresser des remontrances : aussi, a-t-il résolu de changer le président et le vice-président de cette haute assemblée, dont les pouvoirs expirent le 14 janvier, mais qui, normalement, sont toujours maintenus en fonction... L'irritation de l'empereur envers le Conseil de l'empire est soigneusement attisée par l'impératrice, à qui l'on a affirmé que certains membres de l'extrême droite parlaient de la faire répudier et enfermer dans un couvent... Maintenant, je vais vous confier un secret. Trépow est venu me voir ce matin pour m'annoncer qu'il ne veut pas porter plus longtemps la responsabilité du pouvoir et qu'il a offert à l'empereur sa démission de la présidence du Conseil. Vous comprenez si j'ai le droit d'être inquiet !

— Somme toute, dis-je, la crise actuelle se dessine de plus en plus comme un conflit entre l'empereur et les

défenseurs naturels, attitrés de l'autocratisme. Si l'empereur ne cède pas, vous pensez que nous reverrons la tragédie de Paul Ier?

— Je le crains.

— Mais les partis de gauche, quelle sera leur attitude?

— Les partis de gauche, j'entends ceux de la Douma, resteront vraisemblablement étrangers au drame ; ils savent que la suite des événements ne peut que tourner à leur profit et ils attendront. Quant aux masses populaires, c'est autre chose.

— Prévoyez-vous déjà leur entrée en scène?

— Je ne crois pas que les incidents de la politique courante ou même un drame de palais puissent suffire à soulever le peuple. Mais le soulèvement sera immédiat s'il y a désastre militaire ou crise de famine.

J'expose alors à Kokovtsow que j'ai l'intention de demander une audience à l'empereur :

— Je ne pourrai l'entretenir officiellement que des affaires diplomatiques et militaires. Mais, pour peu que je le sente en confiance, j'essaierai de l'amener sur le terrain de la politique intérieure.

— De grâce, n'hésitez pas à lui dire tout !

— S'il consent à m'écouter, je marcherai à fond. S'il se dérobe, je me bornerai à lui faire comprendre combien je suis inquiet de tout ce qui se passe et dont je n'ai pas le droit de lui parler.

— Vous avez peut-être raison. Dans la disposition où est l'empereur, il ne faut l'aborder qu'avec prudence ; mais, comme je sais qu'il a de l'amitié pour vous, je ne serais pas surpris qu'il se laissât aller devant vous à un peu d'expansion.

Depuis que le grand-duc Dimitry est aux arrêts dans son palais de la Perspective Newsky, ses amis ne sont pas sans inquiétude pour sa sûreté personnelle. Sur la foi de renseignements dont j'ignore la provenance, ils crai-

gnent que le ministre de l'Intérieur, Protopopow, n'ait résolu de le faire assassiner par un des policiers préposés à sa garde. La machination, ourdie par l'*Okhrana*, consisterait à simuler une tentative d'évasion ; le policier feindrait d'avoir été menacé par le grand-duc et obligé de se défendre par la force des armes.

Afin de parer à tout événement, le président du Conseil, Trépow, a expédié au général Kabalow, gouverneur de Pétrograd, l'ordre d'installer un poste d'infanterie au palais grand-ducal. Désormais, chaque policier est ainsi doublé d'un factionnaire qui le surveille.



Vendredi, 5 janvier 1917.

Pour dépister les hypothèses et les recherches de la curiosité publique, l'*Okhrana* fait répandre le bruit que le cercueil de Raspoutine a été transporté dans son village de Pokrowskoïé, près de Tobolsk, ou dans un couvent de l'Oural.

En réalité, les obsèques ont été célébrées très secrètement, la nuit dernière, à Tsarskoïé-Sélo.

Le cercueil a été inhumé dans un terrain que Mme Wyroubow et deux marchands moscovites ont acheté naguère, aux confins du parc impérial, près d'Alexandrowka, pour y élever une chapelle et un hospice. Il y a un mois environ, Mgr Pitirim était venu bénir solennellement ce terrain.

Les seules personnes présentes à l'inhumation étaient l'empereur, l'impératrice, les quatre jeunes grandes-duchesses, Protopopow, Mme Wyroubow, les colonels Loman et Maltzew, enfin, comme officiant, le Père Wassiliew, archiprêtre de la cour.

L'impératrice s'est fait remettre la chemise ensanglantée du « martyr Grigory », et la garde pieusement,

comme une relique, comme un *palladium*, d'où dépend le sort de la dynastie.

Ce même soir, un grand industriel, Bogdanow, offrait chez lui un dîner auquel assistaient un membre de la famille impériale, le prince Gabriel-Constantinowitch, plusieurs officiers dont le comte Kapnist, aide-de-camp du ministre de la Guerre, un membre du Conseil de l'empire, Osérow, et quelques représentants de la haute finance, dont Poutilow.

Pendant le repas, qui était fort animé, on n'a parlé que de la situation intérieure. Le champagne aidant, on l'a dépeinte sous les couleurs les plus noires, avec cette outrance de pessimisme où se complaît l'imagination russe.

S'adressant au prince Gabriel, Osérow et Poutilow ont exposé que, à leur avis, le seul moyen de sauver la dynastie régnante et le régime monarchique est de réunir tous les membres de la famille impériale, les chefs de parti au Conseil de l'empire et à la Douma, ainsi que des représentants de la noblesse et de l'armée, pour déclarer solennellement l'empereur affaibli, inférieur à sa tâche, incapable de régner plus longtemps et de proclamer l'avènement du césaréwitch, sous la régence d'un grand-duc.

Loin de protester, le prince Gabriel s'est borné à formuler quelques objections d'ordre pratique ; il a promis néanmoins de rapporter à ses oncles et cousins ce qu'on venait de lui dire.

La soirée s'est terminée par un toast « à un tsar intelligent, conscient de ses devoirs et digne de son peuple » !

L'empereur a refusé la démission de Trépow, sans un mot d'explication.

Au cours de la soirée, j'apprends que l'on est fort ému, fort agité, dans la famille des Romanow.

Plusieurs grands-ducs, parmi lesquels on me cite les trois fils de la grande-duchesse Marie-Pavlowna, Cyrille, Boris et André, ne parlent de rien moins que de sauver le tsarisme par un changement de règne. Avec le concours de quatre régiments de la garde, dont le loyalisme serait déjà ébranlé, on marcherait de nuit sur Tsarskoïé-Sélo ; on s'emparerait des souverains ; on démontrerait à l'empereur la nécessité d'abdiquer ; on enfermerait l'impératrice dans un couvent ; puis on proclamerait l'avènement du césaréwitch Alexis, sous la régence du grand-duc Nicolas-Nicolaïéwitch.

Les promoteurs de cette idée estiment que le grand-duc Dimitry, par sa coopération à l'assassinat de Raspoutine, est tout désigné pour diriger le complot et entraîner les troupes. Ses cousins, Cyrille et André-Wladimirowitch, sont allés le voir dans son palais de la Perspective Newsky et l'ont incité, de toutes leurs forces, « à poursuivre jusqu'au bout son œuvre de salut national ». Après un long débat de conscience, Dimitry-Pavlowitch a définitivement refusé « de porter la main sur l'empereur » ; son dernier mot fut : « Je ne violerai pas mon serment de fidélité. »

Les troupes de la Garde, au sein desquelles les organisateurs se sont déjà créé des intelligences, sont le régiment Pavlowsky, caserné au Champ-de-Mars, le régiment Préobrajensky, caserné près du Palais d'hiver, le régiment Ismaïlowsky, caserné près du canal Obvodny, les Cosaques de la Garde, casernés derrière le couvent de Saint-Alexandre-Newsky ; enfin, un escadron du régiment des hussards de l'empereur, en garnison à Tsarskoïé-Sélo.

Le travail qui s'est fait dans les casernes a été presque aussitôt connu par l'*Okhrana*. Biéletzky a été chargé d'ouvrir une enquête, conjointement avec celle qu'il poursuit sur l'assassinat de Raspoutine ; il a, comme principal collaborateur dans ses recherches, le colonel de

gendarmerie Newdakow, chef de la Sûreté de l'empereur, qui a récemment succédé au général Spiridowitch.



Samedi, 6 janvier 1917.

Les versions les plus contradictoires et les plus folles continuent à circuler sur l'assassinat de Raspoutine. Le mystère est d'autant plus profond que, dès la première heure, l'ancien directeur du département de la Police, le fameux Biéletzky, aujourd'hui sénateur, a été chargé par l'impératrice de conduire personnellement l'instruction ; il s'est mis à l'œuvre aussitôt avec le général de gendarmerie Globatchew, chef de l'*Okhrana*, et son habile sous-chef le colonel Kirpitchnikow. En exigeant que tous les pouvoirs de l'*Okhrana* fussent concentrés dans les mains de Biéletzky pour la conduite de l'enquête, la tsarine a répété avec force : « Je n'ai confiance qu'en lui ; je ne croirai que ce qu'il m'affirmera, lui et lui seul... »

Par deux voies différentes, dont l'une très intime, j'ai obtenu un ensemble de renseignements qui me permettent de reconstituer les phases principales de l'assassinat. On m'affirme que ces détails concordent avec les faits établis actuellement par l'enquête policière.

Le drame s'est accompli dans la nuit du 29 au 30 décembre, au palais du prince Youssoupow, quai de la Moïka, n° 94.

Jusqu'alors, Félix Youssoupow n'avait eu avec Raspoutine que de vagues relations. Pour l'attirer dans sa demeure, il a usé d'un stratagème peu élégant. Le 28 décembre, il s'est rendu chez le *staretz* et lui a dit :

— Ma femme, qui est arrivée hier de Crimée, a un désir fou de te connaître. Et elle voudrait te voir tout à fait dans l'intimité pour causer tranquillement avec toi. Ne veux-tu pas venir prendre le thé demain soir à la

maison? Tu viendrais un peu tard, vers onze heures et demie ; car nous avons ma belle-mère à dîner ; mais elle sera certainement partie à cette heure-là.

L'idée d'entrer en rapports avec la très jolie princesse Irène, fille du grand-duc Alexandre-Michaïlowitch et nièce de l'empereur, a tout de suite aguiché Raspoutine, qui a promis de venir. D'ailleurs, contrairement à l'assertion de Youssoupow, la princesse Irène se trouvait encore en Crimée.

Le lendemain, 29 décembre, vers 11 heures, tous les conjurés se sont réunis au palais Youssoupow, dans un des salons du premier étage où un souper était servi. Le prince Félix avait ainsi autour de lui le grand-duc Dimitry, le député à la Douma Pourichkiéwitch, le capitaine Soukhotine et un médecin polonais, le docteur Stanislas de Lazovert, préposé à l'un des grands services sanitaires de l'armée. Quoi que l'on ait raconté, il n'y a eu ce soir-là aucune orgie au palais Youssoupow ; aucune femme, ni la princesse R..., ni Mme D..., ni la comtesse P..., ni la danseuse Karally, n'assistait à la réunion.

A onze heures et quart, le prince Félix s'est fait conduire en automobile chez Raspoutine, qui demeure rue Gorokhowaïa, nº 68, à deux kilomètres environ de la Moïka.

Youssoupow gravit à tâtons l'escalier de Raspoutine ; car les lumières de l'immeuble sont éteintes et la nuit est des plus sombres. Dans cette obscurité, il ne se reconnaît plus. A l'instant de sonner, il craint de s'être trompé de porte et même d'étage. Alors il prononce mentalement : « Si je me trompe, c'est que le sort est contre moi et que Raspoutine doit vivre. »

Il sonne. C'est Raspoutine lui-même qui ouvre la porte ; sa fidèle servante, Dounia, le suit.

— Je viens te chercher, Père, comme c'était convenu, dit Youssoupow ; j'ai ma voiture en bas.

Et, dans un élan de cordialité, selon la mode russe, il donne au *staretz* un gros baiser sur la bouche.

L'autre, méfiant par instinct, se récrie d'un ton goguenard :

— Quel baiser tu me donnes là, petit !... J'espère bien que ce n'est pas le baiser de Judas... Allons, en route ! Passe devant !... Adieu, Dounia !

Dix minutes plus tard, c'est-à-dire vers minuit, ils descendent de voiture au palais de la Moïka.

Youssoupow fait entrer son hôte dans un petit appartement du rez-de-chaussée, ayant accès au jardin. Le grand-duc Dimitry, Pourichkiéwitch, le capitaine Soukhotine et le docteur de Lazovert attendent à l'étage supérieur, d'où arrive par instants le bruit d'un gramophone qui exécute des airs de danse. Youssoupow dit à Raspoutine :

— Ma belle-mère est encore là-haut avec quelques jeunes gens de nos amis ; mais ils sont tous sur le point de s'en aller. Ma femme viendra nous rejoindre aussitôt après... Asseyons-nous !

Ils s'installent dans de larges fauteuils et parlent d'occultisme, de nécromancie.

Le *staretz* n'a jamais besoin d'être stimulé pour discourir à perte d'haleine sur de pareils sujets. Il est d'ailleurs en verve, ce soir ; il a l'œil très vif et semble fort content de lui. Afin d'aborder la jeune princesse Irène avec tous ses moyens de séduction, il a mis son plus beau costume, son costume des grands jours : il porte un large pantalon de velours noir, engagé dans de hautes bottes neuves, une chemise de soie blanche, ornée de broderies bleues, enfin une ceinture de satin noir, chamarrée d'or et qui est un présent de la tsarine.

Entre les fauteuils où se prélassent Youssoupow et son invité, on a disposé d'avance un guéridon, sur lequel il y a deux assiettes de gâteaux à la crème, une bouteille de marsala et un plateau chargé de six verres. Les gâteaux placés près de Raspoutine ont été empoisonnés avec du cyanure de potassium, fourni par un médecin

de l'hôpital Oboukhow, ami du prince Félix. Chacun des trois verres, qui se trouvent à côté de ces gâteaux, contient trois décigrammes de cynanure, dissous dans quelques gouttes d'eau. Si faible qu'elle paraisse, cette dose est pourtant énorme, puisque la dose de quatre centigrammes est déjà mortelle.

A peine la conversation engagée, Youssoupow remplit nonchalamment un verre de chaque série et prend un gâteau dans l'assiette à portée de sa main.

— Tu ne bois donc pas, Père Grigory? demande-t-il au *staretz*.

— Non, je n'ai pas soif.

L'entretien se poursuit, assez animé, sur les pratiques du spiritisme, de l'envoûtement, de la divination.

Une seconde fois, Youssoupow propose à Raspoutine de boire et de manger. Nouveau refus.

Mais, comme la pendule sonne déjà une heure du matin, Grichka s'énerve tout à coup et, d'un ton grossier, il s'écrie :

— Ah çà ! elle ne descend donc pas, ta femme !... Tu sais que je n'ai pas l'habitude d'attendre. Personne ne se permet de me faire attendre, personne... pas même l'impératrice.

Sachant comme Raspoutine est prompt à la colère, le prince Félix balbutie doucereusement :

— Si, dans quelques minutes, Irène n'est pas là, j'irai la chercher.

— Tu feras bien ; car je commence à m'embêter ici.

D'un air dégagé mais la gorge étreinte, Youssoupow essaie de renouer la conversation. Soudain, le *staretz* vide son verre. Et, faisant claquer sa langue, il dit :

— Ton marsala est délicieux. J'en boirais bien encore !

D'un geste machinal, Youssoupow emplit, non pas le verre que lui tend Grichka, mais les deux autres verres qui contiennent le reste du cyanure.

Raspoutine saisit l'un et l'absorbe d'un trait. Yous-

soupow s'attend à voir sa victime défaillir, s'écrouler.

Mais le poison ne produit toujours pas d'effet.

Troisième rasade. Aucun effet non plus.

L'assassin, qui jusque-là s'est montré remarquable de sang-froid et d'aisance, commence à se troubler. Sous le prétexte d'aller chercher la princesse Irène, il sort du salon et monte à l'étage supérieur afin de consulter ses complices.

Le conciliabule est bref. Pourichkiéwitch se prononce, avec autorité, pour qu'on brusque le dénouement.

— Sinon, déclare-t-il, le gredin va nous échapper. Et comme il est, pour le moins, à demi empoisonné, nous porterons toutes les conséquences de l'assassinat, sans en avoir le profit.

— Mais je n'ai pas de revolver ! reprend Youssoupow.

— Voici le mien ! répond le grand-duc Dimitry.

Youssoupow redescend au rez-de-chaussée, tenant le revolver du grand-duc dans sa main gauche, derrière son dos.

— Ma femme est désolée de t'avoir fait attendre, dit-il ; ses invités viennent seulement de partir ; elle me suit.

Mais Raspoutine l'écoute à peine ; il marche de long en large, soufflant, éructant. Le cyanure agit.

Youssoupow hésite néanmoins à se servir de son arme. S'il manquait son coup !... Frêle et efféminé comme il est, il craint d'attaquer en face le robuste *moujik*, qui l'écraserait d'un coup de poing.

Pourtant, il n'y a plus une minute à perdre. D'une seconde à l'autre, Raspoutine peut s'apercevoir qu'il est tombé dans un guet-apens, saisir son adversaire à la gorge et se sauver en lui passant sur le corps.

Redevenu maître de soi, Youssoupow passe négligemment au fond de la pièce et, s'arrêtant devant une table couverte d'objets d'art, il dit :

— Puisque tu es debout, approche-toi un peu ; viens voir ce très beau crucifix italien de la Renaissance, que j'ai acheté récemment.

— Oui, montre-le-moi ; on ne saurait trop regarder l'image de Notre-Seigneur crucifié !

Le *staretz* s'approche de la table.

— Tiens ! dit Youssoupow ; regarde. Est-ce beau !

Tandis que Raspoutine se penche sur l'effigie sainte, Youssoupow se place à sa gauche et, presque à bout portant, il lui tire deux coups de revolver dans les côtes.

Raspoutine pousse un cri :

— Ah !

Et il s'affaisse tout d'une masse.

Youssoupow s'incline sur le corps, tâte le pouls, examine l'œil en soulevant la paupière et ne constate plus aucun signe de vie.

Au bruit de la détonation, les complices d'en haut descendent brusquement.

Le grand-duc Dimitry déclare :

— Maintenant, il faut vite le jeter à l'eau... Je vais chercher mon auto.

Ses compagnons remontent à l'étage supérieur, afin de combiner le transport du cadavre.

Une dizaine de minutes plus tard, Youssoupow rentre dans le salon du bas, pour y contempler sa victime.

Il recule d'horreur.

Raspoutine est à demi relevé, s'appuyant sur les mains. D'un effort suprême il se redresse, abat sa lourde poigne sur l'épaule de Youssoupow et lui arrache son épaulette, en proférant avec un dernier souffle de voix :

— Misérable !... Demain, tu seras pendu ! Car je vais tout dire à l'impératrice !

Youssoupow se dégage à grand'peine, sort du salon en courant, remonte à l'étage supérieur. Et, blême, couvert de sang, la voix étranglée, il crie à ses complices :

— Il vit encore !... Il m'a parlé !...

Puis il s'effondre, évanoui, sur un canapé. De ses rudes mains, Pourichkiéwitch l'empoigne, le secoue, le relève,

lui prend son revolver et l'entraîne, avec les autres conjurés, vers l'appartement du rez-de-chaussée.

Le *staretz* n'est déjà plus dans le salon. Il a eu assez d'énergie pour ouvrir la porte qui accède au jardin, et il se traîne sur la neige.

Pourichkiéwitch lui envoie une balle dans la nuque et une dans les reins, tandis que Youssoupow, furieux, hurlant, va chercher un candélabre de bronze et en frappe à coups redoublés le crâne de sa victime.

Il est deux heures et quart du matin.

Au même instant, l'automobile du grand-duc Dimitry arrive devant la petite porte du jardin.

Aidés par un domestique sûr, les conjurés enveloppent Raspoutine dans sa pelisse, lui remettant même ses galoches, afin que nulle pièce à conviction ne reste au palais, et chargent le corps dans l'automobile, où s'installent rapidement le grand-duc Dimitry, le docteur de Lazovert et le capitaine Soukhotine. Puis, sous la conduite de Lazovert, la voiture part à toute vitesse pour l'île Krestowsky.

Le capitaine Soukhotine était venu, la veille, explorer les berges. Sur ses indications, l'automobile s'arrête près d'un petit pont, en aval duquel la vitesse du courant a fait un amas de glaçons, entrecoupé de crevasses. Là, non sans peine, les trois complices transportent leur pesante victime jusqu'au bord d'un trou et l'enfoncent dans l'eau. Mais la difficulté matérielle de l'opération, l'épaisse obscurité de la nuit, les sifflements aigres du vent, la peur d'être surpris, l'impatience d'en finir achèvent d'exaspérer leurs nerfs. Aussi, ne s'aperçoivent-ils pas qu'en poussant le cadavre par les pieds, ils ont fait sauter une de ses galoches, qui est restée ensuite sur la glace ; c'est la découverte de cette galoche qui, trois jours plus tard, a révélé à la police le lieu de l'immersion.

Tandis que cette besogne sinistre s'accomplissait à l'île Krestowsky, un incident survenait au palais de la

Moïka, où le prince Félix et Pourichkiéwitch, demeurés seuls, s'occupaient hâtivement à effacer les vestiges de l'assassinat.

Quand Raspoutine avait quitté son domicile de la Gorokhowaïa, un agent de l'*Okhrana*, Tikhomirow, qui avait pour mission habituelle de veiller sur le *staretz*, était venu aussitôt se mettre en faction aux abords du palais Youssoupow. Les préliminaires du drame lui avaient nécessairement échappé.

Mais, s'il n'a pu entendre les premiers coups de revolver qui ont blessé Raspoutine, il a entendu nettement les coups tirés dans le jardin. Commençant à s'inquiéter, il va prévenir en hâte le lieutenant de police du poste voisin. Lorsqu'ils reviennent tous deux, ils voient un automobile sortir du palais Youssoupow et filer, d'une allure folle, vers le Pont bleu.

Le lieutenant de police veut entrer au palais. Mais le majordome du prince, qui le reçoit à la porte, lui dit :

— Ce qui s'est passé ne vous regarde pas. Son Altesse Impériale le grand-duc Dimitry-Pavlowitch le fera savoir demain à qui de droit. Retirez-vous !

Énergique, le lieutenant passe outre. Il trouve dans le vestibule Pourichkiéwitch, qui lui déclare :

— Nous venons de tuer l'homme qui déshonorait la Russie.

— Où est le corps?

— Vous ne le saurez pas. Nous avons juré de garder un secret absolu sur tout ce qui s'est passé.

Le lieutenant revient précipitamment au poste de la Morskaïa et téléphone au colonel Grigoriew, maître de police du deuxième district. Une demi-heure s'est à peine écoulée que le général Balk, préfet de police, le général comte Tatistchew, commandant en chef de la gendarmerie, le général Globatchew, chef de l'*Okhrana*, enfin le directeur du département de la Police, Wassiliew, arrivent au palais Youssoupow.



Dimanche, 7 janvier 1917.

Pokrowsky m'a annoncé hier soir que l'empereur me recevra aujourd'hui à six heures ; il a ajouté :

— Je vous supplie de lui parler franchement, sans réticence... Vous pouvez nous rendre un tel service !

— Pour peu que l'empereur veuille m'écouter, je lui dirai tout ce que j'ai sur le cœur. Mais, dans la disposition d'esprit où je sais qu'il est, ma tâche ne sera pas facile.

— Que Dieu vous inspire !

— Encore faudra-t-il qu'*on* offre à Dieu l'occasion de m'inspirer.

Un peu avant six heures, je suis introduit au palais de Tsarskoïé-Sélo par le maître des cérémonies Téplow, qui m'a accompagné de Pétrograd dans le train impérial. Le prince Dolgoroukow, maréchal de la Cour, et l'aide-de-camp de service me reçoivent à la porte du premier salon.

Arrivés dans la bibliothèque qui précède le cabinet de l'empereur et où l'Éthiopien de garde monte sa faction immuable, nous causons pendant une dizaine de minutes. Nous parlons de la guerre et du très long temps qu'elle durera encore ; nous affirmons notre foi dans la victoire finale ; nous reconnaissons la nécessité de nous déclarer plus résolus que jamais à abattre la puissance germanique, etc. Mais le ferme langage de mes interlocuteurs est démenti par l'expression morne et inquiète de leur visage, par ce conseil muet que je lis dans leurs yeux : « De grâce, parlez franchement à Sa Majesté ! »

L'Éthiopien ouvre la porte.

Dès l'entrée, je suis frappé par l'aspect fatigué de l'empereur, par sa physionomie tendue et absorbée.

— J'ai prié Votre Majesté de me recevoir, lui dis-je,

parce que j'ai toujours trouvé auprès d'elle beaucoup de réconfort et que j'en ai grand besoin aujourd'hui.

D'une voix sans timbre, que je ne lui connaissais pas, il me répond :

— Je suis toujours obstinément résolu à poursuivre la guerre jusqu'à la victoire, jusqu'à une victoire décisive et complète. Vous avez lu mon récent *prikaz* à l'armée?

— Oui, certes, et j'ai admiré l'esprit de confiance, d'inébranlable énergie, que respire ce document. Mais, entre cette affirmation éclatante de votre volonté souveraine et la réalité des faits, quelle distance, quel abîme !

L'empereur me regarde d'un œil méfiant. Je poursuis :

— Dans ce *prikaz*, vous proclamez votre inflexible résolution de conquérir Constantinople. Mais comment vos armées y parviendront-elles? N'êtes-vous pas effrayé de ce qui se passe en Roumanie?... Si le recul des troupes russes n'est pas arrêté immédiatement, c'est toute la Moldavie qu'elles devront bientôt évacuer pour se retirer derrière le Pruth ou même le Dniester? Et ne craignez-vous pas, dans ce cas, que l'Allemagne n'organise un gouvernement provisoire à Bucarest, n'élève sur le trône un autre Hohenzollern et ne fasse la paix avec une Roumanie ainsi reconstituée?

— C'est en effet une éventualité très inquiétante. Aussi, je fais tout le possible pour augmenter l'armée du général Sakharow ; mais les difficultés de transport et d'approvisionnement sont énormes. J'espère néanmoins que, dans une dizaine de jours, nous pourrons reprendre l'offensive en Moldavie.

— Ah !... dans une dizaine de jours !... Les trente et une divisions d'infanterie et les douze divisions de cavalerie que réclamait le général Sakharow, sont-elles donc déjà en ligne?

Il me répond évasivement :

— Je ne saurais vous dire ; je ne me rappelle plus.

Mais il a déjà beaucoup de troupes, beaucoup... Et j'en enverrai beaucoup d'autres, beaucoup...

— A bref délai.

— Oui, j'espère.

La conversation se traîne languissamment. Je ne réussis plus à fixer, ni le regard de l'empereur, ni son attention. Il me semble que nous sommes à mille lieues l'un de l'autre.

Alors, j'emploie le grand argument, que j'ai toujours trouvé si puissant à m'ouvrir les portes de sa pensée : j'invoque la mémoire de son père Alexandre III, dont le portrait préside à notre entretien :

— Vous m'avez dit souvent, sire, que dans les heures difficiles, vous faisiez appel à votre bien-aimé père et que vous ne l'aviez jamais imploré en vain. Puisse son âme généreuse vous inspirer actuellement ! Les circonstances sont si graves !

— Oui, le souvenir de mon père est un grand secours pour moi.

Et, sur cette phrase vague, il laisse de nouveau tomber la conversation.

Je reprends, avec un geste de découragement :

— Je vois, sire, que je vais sortir de ce cabinet beaucoup plus inquiet que je n'y suis entré. Pour la première fois, je ne me sens pas en contact de pensée avec Votre Majesté.

Il proteste affectueusement :

— Mais vous avez toute ma confiance ! Nous avons de tels souvenirs en commun ! Et je sais que je peux compter sur votre amitié.

— C'est en raison même de cette amitié que vous me voyez plein de tristesse et d'angoisse ; car je ne vous ai confié que la moindre part de mes appréhensions. Il y a un sujet dont l'ambassadeur de France n'a pas le droit de vous parler ; vous devinez lequel. Mais je manquerais à la confiance que vous m'avez toujours témoignée, si je

ne vous avouais pas que tous les symptômes qui me frappent depuis quelques semaines, le désarroi que j'observe chez les meilleurs esprits, l'anxiété que je constate chez vos plus fidèles sujets, m'effraient pour l'avenir de la Russie.

— Je sais qu'on s'agite beaucoup dans les salons de Pétrograd.

Et, sans me laisser le temps de relever ces mots, il me demande d'un air détaché :

— Que devient notre ami Ferdinand de Bulgarie?

Du ton le plus froidement officiel, je réponds :

— Depuis de longs mois, je n'ai rien appris de lui, sire.

Et je me tais.

Avec sa timidité et sa gaucherie habituelles, l'empereur ne trouve rien à dire. Un lourd silence pèse sur nous deux. Cependant, il ne me congédie pas, ne voulant pas sans doute que je le quitte sous une impression pénible. Peu à peu, son visage se détend et s'éclaire d'un sourire mélancolique. J'ai pitié de lui et je viens au secours de son mutisme. Sur la table près de laquelle nous sommes assis, j'avise une dizaine de volumes somptueusement reliés au chiffre de Napoléon I^er^ :

— Votre Majesté a eu pour l'ambassadeur de France une délicate attention, en s'entourant aujourd'hui de ces livres. Napoléon est un grand maître à consulter dans les circonstances critiques ; c'est l'homme qui a fait le plus de violence au destin.

— Aussi, j'ai un culte pour lui.

Je retiens sur mes lèvres cette réplique : « Oh ! un culte bien platonique ! » Mais l'empereur se lève et me conduit jusqu'à la porte, en me tenant longtemps la main, dans un geste affectueux.

Tandis que le train impérial me ramène à Pétrograd, au travers d'une bourrasque de neige, les souvenirs de cette audience se résument en moi. Les paroles de l'empereur, ses silences, ses réticences, sa physionomie grave

et contractée, son regard insaisissable et lointain, la fermeture de sa pensée, tout le vague et l'énigmatique de sa personne, me confirment dans une idée qui me hante depuis quelques mois : c'est que Nicolas II se sent débordé et dominé par les événements, qu'il n'a plus foi dans sa mission ni dans son œuvre ; qu'il a, pour ainsi dire, abdiqué intérieurement ; qu'il est désormais résigné à la catastrophe et prêt au sacrifice. Son dernier *prikaz* à l'armée, sa hautaine revendication de la Pologne et de Constantinople, n'auraient donc été, comme je le pressentis d'abord, qu'une sorte de testament politique, une suprême affirmation du rêve glorieux qu'il avait conçu pour la Russie, et dont il constate aujourd'hui l'écroulement.



Lundi, 8 janvier 1917.

Par ordre suprême, le grand-duc Dimitry est envoyé en Perse, à Kaswin, où il sera attaché à l'état-major d'une des armées combattantes. Le prince Félix Youssoupow est relégué dans son domaine du gouvernement de Koursk (Russie méridionale). Quant à Pourichkiéwitch, le prestige dont il jouit dans les masses rurales, l'ascendant qu'il exerce dans le parti réactionnaire comme l'un des chefs des « Bandes noires », ont fait penser à l'empereur qu'il serait dangereux de le frapper ; il est donc laissé en liberté ; mais, dès le lendemain de l'attentat, il est parti pour le front, où la police militaire le tient en surveillance.

L'idée de supprimer Raspoutine semble être née dans l'esprit de Félix Youssoupow, au milieu de novembre dernier. Il s'en serait ouvert, dès cette époque, à l'un des *leaders* du parti « cadet », le brillant avocat Basile Maklakow ; mais il pensait alors à faire tuer le *staretz* par des mercenaires et non à opérer lui-même. L'avocat l'aurait

sagement détourné de cette procédure : « Les misérables, qui accepteraient de tuer Raspoutine pour de l'argent, n'auraient pas plus tôt reçu de vous leurs arrhes qu'ils iraient vous vendre à l'*Okhrana*... » Perplexe, Youssoupow aurait demandé : « Ne peut-on pas trouver des hommes sûrs? » A quoi Maklakow aurait spirituellement répondu : « J'ignore ; je ne tiens pas bureau d'assassins ! »

C'est à la date précise du 2 décembre que Félix Youssoupow a pris la résolution définitive d'agir en personne.

Ce jour-là, il assistait, dans une loge de face, à la séance publique de la Douma. Pourichkiéwitch venait de monter à la tribune et fulminait son terrible réquisitoire contre « les forces occultes qui déshonorent la Russie ». Quand, devant l'assemblée toute vibrante, l'orateur s'écria : « Debout, messieurs les ministres ! Allez à la *Stavka*, jetez-vous aux pieds du tsar ; ayez le courage de lui dire que le courroux populaire gronde et qu'un obscur *moujik* ne doit pas gouverner plus longtemps la Russie !... » Youssoupow fut secoué d'une violente émotion. Mme P..., qui était assise près de lui, le vit aussitôt blêmir et tressauter.

Le lendemain, 3 décembre, il se rendit chez Pourichkiéwitch.

Après lui avoir fait promettre un secret absolu, il lui raconta qu'il s'était lié depuis quelque temps avec Raspoutine, dans le dessein de pénétrer les intrigues qui se tramaient à la Cour, et qu'il n'avait reculé devant aucune flagornerie pour capter sa confiance : il y avait merveilleusement réussi ; car il venait d'apprendre, par le *staretz* lui-même, que les partisans de la tsarine s'apprêtaient à déposer Nicolas II, que le césaréwitch Alexis serait proclamé empereur sous la régence de sa mère et que le premier acte du nouveau règne serait d'offrir la paix aux empires germaniques.

Puis, voyant son interlocuteur bouleversé par cette révélation, il lui découvrit son projet de tuer Raspoutine

et il conclut : « Je voudrais pouvoir compter sur vous, Wladimir-Mitrophanowitch, pour délivrer la Russie de l'épouvantable cauchemar où elle se débat. » Pourichkiéwitch, qui a le cœur chaud et la volonté rapide, acquiesça d'enthousiasme. A l'instant même, ils concertèrent le programme du guet-apens et fixèrent la date du 29 décembre pour l'exécution.

Les délégués de France, d'Angleterre et d'Italie à la conférence des Alliés devraient partir ces jours-ci pour Pétrograd. Buchanan, Carlotti et moi, nous conseillons à nos gouvernements de retarder leur départ. Inutile de les exposer aux fatigues et aux risques d'un voyage par les mers arctiques, s'ils ne doivent trouver ici qu'un gouvernement désemparé.

CHAPITRE VI

9-28 JANVIER 1917

Démarche collective de la famille impériale auprès de Nicolas II ; la grande-duchesse Marie-Pavlowna me confie ses angoisses — Mon collègue d'Angleterre, sir George Buchanan, essaie d'aborder avec l'empereur les problèmes de la politique intérieure ; réponses tranchantes qu'il reçoit. — Un élément romanesque dans la conjuration des grands-ducs. — Réception du corps diplomatique à Tsarskoïé-Sélo pour le premier jour de l'an orthodoxe ; triste impression. — L'empereur sévit contre les grands-ducs ; un précédent historique. — Le prince héritier de Roumanie arrive à Pétrograd ; confiance des relations russo-roumaines. — Entretien avec le grand-duc Paul sur le rôle de son fils dans l'assassinat de Raspoutine. — Un aide-de-camp général de l'empereur ose lui conseiller d'éloigner l'impératrice ; attitude chevaleresque de Nicolas II. — Le fantôme de Raspoutine ; apparitions nocturnes. — Opinion du mage Papus sur le *staretz*. Miracles futurs.

Mardi, 9 janvier 1917.

Sir George Buchanan, qui n'est pas moins inquiet que moi de la situation, estime que l'empereur serait peut-être sensible à un conseil de son cousin le roi d'Angleterre ; il a donc suggéré à Balfour de provoquer l'envoi d'un télégramme personnel du roi au tsar ; en remettant ce télégramme, Buchanan ajouterait de vive voix les commentaires nécessaires. Balfour ayant approuvé cette démarche, Buchanan vient de solliciter une audience de l'empereur.

Hier soir, le prince Gabriel-Constantinowitch offrait

un souper chez sa maîtresse, une ancienne actrice.

Parmi les convives, le grand-duc Boris, le prince Igor-Constantinowitch, Poutiiow, le colonel Schégoubatow, quelques officiers et une escouade de brillantes hétaïres.

Durant la soirée, on n'a parlé que de la conjuration, des régiments de la Garde sur lesquels on peut compter, des circonstances qui seraient le plus propices à l'attentat, etc. Tout cela, dans le va-et-vient des domestiques, en présence des filles, au chant des tziganes, dans la vapeur du Moët et Chandon, « brut impérial », qui coulait à flots.

Pour finir, on a bu au salut de la Sainte-Russie.

***

Mercredi, 10 janvier 1917.

Il y a un mois environ, la grande-duchesse Victoria-Féodorowna, femme du grand-duc Cyrille, a été reçue par l'impératrice et, la sentant plus ouverte que d'habitude, s'est risquée à lui parler des questions brûlantes.

— C'est avec douleur, avec effroi, a-t-elle dit, que je constate le mouvement d'hostilité qui est déchaîné contre Votre Majesté...

L'impératrice l'a interrompue :

— Vous vous trompez, ma chère. D'ailleurs, je me suis trompée moi-même. Tout récemment encore, je croyais que la Russie me détestait. Aujourd'hui, je suis éclairée. Je sais que c'est la société de Pétrograd seule qui me hait, cette société corrompue, impie, qui ne songe qu'à danser et à souper, qui ne s'occupe que de ses plaisirs et de ses adultères, pendant que, de tout côté, le sang coule à flots... le sang !... le sang !...

Elle était comme suffoquée de colère en articulant ces mots ; elle dut s'arrêter un instant. Puis elle reprit :

— Maintenant, au contraire, j'ai la grande douceur de

savoir que la Russie entière, la vraie Russie, la Russie des humbles et des paysans, est avec moi. Si je vous montrais les télégrammes et les lettres que je reçois, chaque jour, de tous les points de l'empire, vous seriez fixée. Je ne vous en remercie pas moins de m'avoir parlé franchement.

Ce que la pauvre tsarine ignore, c'est que Sturmer a eu l'idée géniale, reprise et amplifiée par Protopopow, de lui faire expédier quotidiennement par l'*Okhrana* des vingtaines de lettres et de télégrammes dans le style que voici :

Oh! notre souveraine bien-aimée, mère et tutrice de notre césarévitch adoré... Gardienne de nos traditions... Oh! notre grande et pieuse tsarine... Protégez-nous contre les méchants... Gardez-nous de nos ennemis... Sauvez la Russie!...

Ces derniers jours, sa sœur, la grande-duchesse Serge, l'abbesse du couvent de Marthe-et-Marie, est venue exprès de Moscou pour lui révéler l'exaspération croissante de la société moscovite et tout ce qui se trame à l'ombre du Kremlin.

Elle a trouvé auprès de l'empereur et de l'impératrice un accueil glacial ; elle en a été si stupéfaite qu'elle a demandé :

— Alors, j'aurais mieux fait de ne pas venir?

— Oui, a répondu sèchement l'impératrice.

— Alors, je ferais mieux de m'en aller?

— Oui, par le premier train, a répliqué durement l'empereur.

Trépow, ayant réitéré ses instances de démission, a été admis hier « à la retraite ».

Son successeur est le prince Nicolas-Dimitriéwitch Golitzine, qui appartient à l'extrême droite du Conseil de l'empire. Jusqu'ici, sa carrière a été exclusivement administrative... et obscure. On le dit sérieux et honnête, mais faible et indolent.

La cause des Alliés perd en Trépow sa plus forte garantie. Et je crains que la monarchie des tsars ne perde aussi, dans ce loyal et rude serviteur, son dernier soutien, sa dernière sauvegarde.

***

Jeudi, 11 janvier 1917.

Hier, la grande-duchesse Marie-Pavlowna m'a fait inviter à déjeuner aujourd'hui avec mon premier secrétaire, Charles de Chambrun.

A une heure moins quelques minutes, j'arrive au palais Wladimir.

Je commence à monter l'escalier, quand le général Knorring, attaché à la personne de la grande-duchesse, descend hâtivement vers moi, en remettant une lettre à un colonel, qui s'éloigne d'un pas rapide.

— Excusez-moi, me dit-il, si je ne me suis pas trouvé dans le vestibule pour vous recevoir. Nous vivons des heures si graves !

Je remarque son teint blême, ses traits tirés.

Nous n'avons pas gravi quatre marches ensemble, qu'un autre colonel apparaît à la porte d'entrée ; Knorring redescend aussitôt.

En atteignant le palier supérieur, j'aperçois, par la porte du salon grande ouverte, le magnifique décor de la Néwa, la cathédrale des Saints-Pierre-et-Paul, les bastions de la Forteresse, la prison d'État. Dans l'embrasure de la fenêtre, l'exquise Mlle Olive, demoiselle d'honneur de la grande-duchesse, est assise, toute pensive, le visage tourné vers la Forteresse ; elle ne m'entend pas venir.

J'interromps sa rêverie :

— Mademoiselle, je viens de surprendre, sinon vos pensées, du moins la direction de vos pensées. Il me semble que vous regardez bien attentivement la prison !

— Oui, je regardais la prison. En des jours pareils, on ne peut pas se retenir de la regarder.

Elle ajoute avec son joli rire, en se tournant vers mon secrétaire :

— Monsieur de Chambrun, quand je serai là-bas, en face, sur la paille des cachots, viendrez-vous me voir?

A une heure et dix minutes, la grande-duchesse, qui d'habitude est si exacte, entre enfin avec son troisième fils, le grand-duc André. Elle est pâle, amaigrie.

— Je suis en retard, me dit-elle. Mais ce n'est pas ma faute. Vous savez, vous devinez par quelles émotions je passe... Nous causerons tranquillement après le déjeuner. En attendant, parlez-moi de la guerre. Qu'en pensez-vous?

Je lui réponds que, malgré les obscurités et les difficultés de l'heure présente, je garde une foi inébranlable en notre victoire finale.

— Ah ! Que vous me faites du bien en me parlant ainsi !

On annonce le déjeuner. A table, nous sommes six : la grande-duchesse, moi, le grand-duc André, Mlle Olive, Chambrun et le général Knorring.

La conversation est d'abord assez lourde. Puis, peu à peu, à mots couverts, nous effleurons le sujet qui nous obsède tous, la crise intérieure, le grand orage qui se forme à l'horizon.

Au sortir de table, la grande-duchesse m'offre un fauteuil près du sien et me dit :

— Maintenant, causons.

Mais un domestique s'avance et annonce que le grand-duc Nicolas-Michaïlowitch vient d'arriver, qu'on l'a introduit dans le salon voisin. La grande-duchesse s'excuse auprès de moi, me confie au grand-duc André et passe dans l'autre pièce.

A travers la porte qu'on ouvre, je reconnais le grand-duc Nicolas-Michaïlowitch : il a le visage coloré, les yeux ardents et graves, la taille redressée, cambrée dans une

attitude de combat. Cinq minutes après, la grande-duchesse appelle son fils.

Nous restons seuls, Mlle Olive, le général Knorring, Chambrun et moi.

— Nous voici en plein drame, nous dit Mlle Olive. Avez-vous remarqué comme la grande-duchesse avait l'air bouleversé? De quoi le grand-duc Nicolas est-il venu lui parler?

A deux heures moins dix, la grande-duchesse rentre, la respiration un peu haletante. Faisant effort pour paraître calme, elle me presse de questions sur ma dernière audience de l'empereur.

— Alors, me demande-t-elle, vous n'avez pas pu lui parler de la situation intérieure?

— Non, il est resté obstinément fermé sur ce sujet. Un instant, après beaucoup de détours, j'ai cru que j'allais l'obliger à m'entendre. Mais il m'a arrêté court, en me demandant si j'avais reçu récemment des nouvelles du tsar Ferdinand !

— C'est lamentable ! fait-elle en laissant tomber ses bras dans un geste de découragement.

Après un silence, elle reprend :

— Que faire?... Sauf *celle* de qui vient tout le mal, personne n'a d'action sur l'empereur. Depuis quinze jours, nous nous épuisons tous à essayer de lui démontrer qu'il perd la dynastie, qu'il perd la Russie, que son règne, qui aurait pu être si glorieux, va se terminer dans une catastrophe. Il ne veut rien écouter. C'est tragique !... Nous allons cependant tenter une démarche collective de la famille impériale. C'est de cela que le grand-duc Nicolas est venu me parler.

— S'en tiendra-t-on à une démarche... platonique?

Nous nous regardons en silence. Elle devine que j'ai dans la pensée le drame de Paul I^er^, car elle me répond avec un geste d'épouvante :

— Mon Dieu ! Que va-t-il se passer?...

Et elle reste un instant muette, les yeux effarés. Puis, d'une voix timide, elle reprend :

— N'est-ce pas, en cas de besoin, je pourrais compter sur vous?

— Oui, madame

Elle murmure gravement :

— Je vous remercie.

Un domestique nous interrompt de nouveau. La grande-duchesse m'explique que toute la famille impériale est réunie dans le salon voisin et qu'on n'attend plus qu'elle pour délibérer. Elle conclut par ces mots :

— Maintenant, priez Dieu pour qu'il nous protège!

Sa main, qu'elle me tend, est toute tremblante.



Vendredi, 12 janvier 1917.

On m'assure, de divers côtés, qu'une tentative de meurtre a été commise avant-hier soir contre l'impératrice, pendant qu'elle visitait son hôpital de Tsarskoïé-Sélo, et que l'auteur, un officier, a été pendu hier matin. Sur le mobile et les circonstances de l'acte, secret absolu.

Tous les membres de la famille impériale, y compris la reine douairière de Grèce, qui se sont réunis hier chez la grande-duchesse Marie-Pavlowna, ont adressé une lettre collective à l'empereur.

Cette lettre, rédigée dans les termes les plus respectueux, signale au souverain le péril que sa politique intérieure fait courir à la Russie et à la dynastie; elle conclut en implorant la grâce du grand-duc Dimitry, afin que de grands malheurs soient évités.

Sazonow, à qui je fais visite dans la journée, me dit :

— La voie dans laquelle l'empereur s'est engagé est sans issue. D'après nos précédents historiques, l'ère des attentats est ouverte. Au point de vue de la guerre,

nous avons devant nous un mauvais fossé à franchir; la secousse sera rude; mais ensuite, tout ira bien... Je garde une foi inébranlable dans notre victoire finale.



Samedi, 13 janvier 1917.

Sir George Buchanan a été reçu hier par l'empereur.

Après lui avoir fait part des graves appréhensions que la situation intérieure de la Russie inspire au roi George et au gouvernement britannique, il lui a demandé la permission de s'expliquer en toute franchise.

Ces premières phrases avaient été échangées debout. Sans faire asseoir Buchanan, l'empereur lui a répondu sèchement :

— Je vous écoute.

Alors, d'un ton très ferme et très ému, Buchanan lui a représenté le préjudice énorme que causent à la Russie et, par suite, à ses Alliés, le désordre et l'inquiétude qui se propagent dans toutes les classes de la société russe. Il n'a pas craint de dénoncer les intrigues que les agents allemands entretiennent autour de l'impératrice et qui ont détourné d'elle l'affection de ses sujets; il a rappelé le rôle néfaste de Protopopow, etc. Enfin, après avoir protesté de son dévouement à la personne des souverains russes, il a conjuré l'empereur de ne pas hésiter entre les deux voies qui s'ouvrent devant lui, dont l'une conduit à la victoire et l'autre à la plus sombre catastrophe.

L'empereur, raide et froid, n'a rompu le silence que pour formuler sèchement deux objections. Voici la première : « Vous me dites, monsieur l'ambassadeur, que je dois mériter la confiance de mon peuple. N'est-ce pas plutôt à mon peuple de mériter ma confiance?... » Voici la seconde : « Vous semblez croire qu'on me conseille pour le choix de mes ministres. Vous vous trompez ; je

les choisis, moi seul... » Après quoi, il a mis fin à l'audience par ces simples mots :

— Adieu, monsieur l'ambassadeur.

Au fond, l'empereur n'a fait qu'exprimer la pure doctrine de l'autocratisme, en vertu de laquelle il est sur le trône. Pour mesurer combien cette doctrine retarde sur la doctrine anglaise, je me borne à rappeler que, dès la fin du treizième siècle, l'archevêque de Cantorbéry, Robert Winchelsey, pouvait écrire, de la part du roi Édouard Ier, au pape Boniface VIII : « C'est la coutume du royaume d'Angleterre que, dans toutes les affaires d'intérêt public, on prenne l'avis de tous ceux qu'elles concernent. »

Voici textuellement la réponse de l'empereur à la lettre que la famille impériale lui a adressée avant-hier ; il a inscrit cette réponse en marge de la lettre :

Je n'admets pas qu'on me donne des conseils. Un meurtre est toujours un meurtre. Je sais d'ailleurs que plusieurs signataires de cette lettre n'ont pas la conscience nette.

Ce soir, dînant au restaurant Contant, j'aperçois la jolie Mme de D..., installée à une table voisine avec trois officiers des chevaliers-gardes ; elle est en deuil.

Dans la nuit du 6 au 7 janvier, elle a été arrêtée comme suspecte d'avoir participé à l'assassinat de Raspoutine ou, tout au moins, d'en avoir connu la préparation. En raison des hautes influences qui la protègent, elle a été gardée à vue dans son appartement et libérée trois jours après. A l'officier de police qui lui demandait la clé de son bureau pour saisir ses papiers, elle a répondu ingénument :

— Vous ne trouverez que des lettres d'amour.

Ce mot la résume tout entière.

Agée de vingt-six ans, divorcée, puis aussitôt remariée, séparée de son second mari, elle mène une vie folle. Tous les soirs, ou plutôt toutes les nuits, c'est la fête, jusqu'au matin : théâtre, ballet, souper, tziganes, tango, cham-

pagne, etc. On se méprendrait pourtant beaucoup si on ne la jugeait que sur cette dissipation médiocre ; car, au fond, elle est généreuse, fière, enthousiaste...

L'assassinat de Raspoutine, dont elle a connu les préparatifs, a été pour elle un coup de foudre. Le grand-duc Dimitry lui est apparu un héros, le sauveur de la Russie. A la nouvelle de son arrestation, elle a pris le deuil. Quand elle a connu son envoi sur le front de l'armée russe en Perse, elle s'est juré de continuer son œuvre patriotique et de le venger.

Depuis quatre jours que les policiers ont évacué son domicile, elle est mêlée à tous les dessous de la conjuration qui se trame contre l'empereur ; elle porte des lettres aux uns, des mots d'ordre aux autres. Hier, elle a visité deux colonels de la Garde pour les gagner à la bonne cause. Elle sait que les agents de la terrible *Okhrana* la surveillent ; elle s'ingénie à les dépister. Chaque soir, elle s'attend à être envoyée à la forteresse et expédiée en Sibérie. Mais elle n'a jamais été plus heureuse. Les héroïnes de la Fronde, Mme de Longueville, Mme de Montbazon, Mme de Lesdiguières, ont dû connaître cette exaltation romanesque, dont la conscience d'un grand péril avive un grand amour.

Ayant fini de dîner, elle passe près de ma table, suivie de ses trois chevaliers-gardes. Elle s'approche de moi. Je me lève pour lui serrer la main. Elle me dit, en paroles rapides :

— Je sais que notre ami commun est allé vous voir hier, et qu'il vous a mis au courant de tout... Il tremble pour moi ; c'est naturel : il m'aime tant !... Alors, il s'est imaginé que je pourrais trouver secours auprès de vous en cas de malheur et il a voulu s'en assurer. Mais je prévoyais votre réponse. Que pourriez-vous faire pour moi si les choses tournaient mal? Rien, évidemment... Je vous remercie néanmoins des gentillesses que vous avez dites sur moi. Et je suis sûre que, dans le fond de vous-même, pas comme ambassadeur, vous m'approuvez... Peut-être ne nous reverrons-nous plus. Adieu !

Sur ces mots, elle s'esquive, d'un pas souple et vif, escortée par ses chevaliers-gardes.



Dimanche, 14 janvier 1917.

Aujourd'hui, qui est le premier jour de l'an d'après le calendrier orthodoxe, l'empereur reçoit à Tsarskoïé-Sélo les souhaits du corps diplomatique.

Le froid est sévère : — 38° !

Les chevaux des voitures de la Cour, qui nous attendent devant la gare impériale, sont caparaçonnés de glace. Et, jusqu'au Grand-Palais, je ne distingue rien du paysage, tant les vitres sont rendues opaques par l'épaisseur du givre.

Lorsque nous pénétrons dans la salle de bal où la solennité doit s'accomplir, le directeur des Cérémonies, Evréïnow, patriote ardent, nationaliste fougueux, qui est venu souvent épancher en moi son dégoût de Raspoutine et sa haine du parti germanophile, me glisse à l'oreille, d'une voix vibrante :

— Eh bien ! monsieur l'ambassadeur, avais-je assez raison de vous répéter, depuis des mois, que notre grande, notre sainte Russie était conduite à l'abîme !... Ne sentez-vous pas que nous voici maintenant tout près de la catastrophe?...

A peine avons-nous pris nos places que l'empereur paraît, entouré de ses aides-de-camp généraux et de ses hauts dignitaires. Il passe successivement devant le personnel de chaque ambassade et de chaque légation. Échange banal de vœux et de félicitations, de sourires et de poignées de mains. Nicolas II se montre, comme toujours, aimable et simple, affectant même l'air dégagé ; mais la pâleur et l'amaigrissement de son visage trahissent la nature de ses pensées intimes.

Tandis qu'il achève son parcours, je cause avec mon collègue d'Italie, le marquis Carlotti, et nous faisons simultanément la même observation : dans toute la suite, pompeuse et chamarrée, qui accompagne le tsar, il n'y a pas une figure qui n'exprime l'anxiété...

En nous reconduisant à la gare impériale, nos voitures passent devant une petite église, pittoresque et solitaire, de style moscovite. C'est le *Féodorowsky Sobor*, qui abrite à l'étage inférieur, dans une crypte mystérieuse, l'oratoire préféré d'Alexandra-Féodorowna. Il fait déjà nuit. Sous son épais linceul de neige, la coupole du sanctuaire se profile confusément au travers de la brume... Je songe à toutes les heures d'exaltation soupirante ou de prosternement accablé que l'impératrice a vécues là. Et je crois voir le fantôme de Raspoutine rôder autour du parvis.

***

Lundi, 15 janvier 1917.

Le grand-duc Nicolas-Michaïlowitch est relégué dans son domaine du gouvernement de Kherson, à Grouchewka, loin de toute ville et même de toute habitation.

L'ordre impérial lui a été notifié hier, malgré la solennité du premier jour de l'an. Aucun délai ne lui étant accordé, il est parti le soir même.

Quand je reçois la nouvelle, un précédent historique me vient aussitôt à l'esprit. Le 19 novembre 1787, Louis XVI exilait le duc d'Orléans dans son domaine de Villers-Cotterets, pour le punir d'avoir soutenu devant le Parlement de Paris que les États généraux seuls avaient le droit de consentir au roi un supplément d'impôts. La Russie en est-elle donc à 1787? — Non... Elle est déjà bien au delà.

En sévissant contre le grand-duc Nicolas-Michaïlowitch, l'empereur a voulu évidemment effrayer la famille impériale, et il y a réussi : car elle est affolée. Mais Nicolas-

Michaïlowitch ne méritait peut-être « ni cet excès d'honneur, ni cette indignité ». Au fond, il n'est pas dangereux. La crise décisive, que traversent le tsarisme et la Russie, exigerait un Retz ou un Mirabeau. Or, Nicolas-Michaïlowitch est un critique et un frondeur plutôt qu'un factieux ; il se complaît trop aux épigrammes de salon. A aucun degré, il n'est homme d'aventure et d'attaque.

Quoi qu'il en soit, la conjuration des grands-ducs a fait long feu. Maklakow, de la Douma, avait raison de dire avant-hier à Mme de Derfelden, de qui je tiens le propos : « Les grands-ducs sont incapables de s'entendre sur un programme d'action. Aucun d'eux n'ose prendre la moindre initiative, et chacun prétend ne travailler que pour soi. Ils voudraient que ce fût la Douma qui mît l'étincelle aux poudres... Somme toute, ils attendent de nous ce que nous attendons d'eux. »



Mercredi, 17 janvier 1917.

Pokrowsky a eu hier une longue audience de l'empereur. Il lui a exposé en termes pressants l'impossibilité où il se trouve d'assumer dans les circonstances actuelles la responsabilité de la politique extérieure. Invoquant tout son passé de loyalisme et de dévouement, il a supplié son maître de ne pas suivre plus longtemps les conseils funestes de Protopopow ; il l'a même imploré, *à mains jointes*, d'ouvrir les yeux sur « la catastrophe imminente ».

Après l'avoir écouté avec beaucoup de douceur, le tsar lui a ordonné de garder ses fonctions, en lui affirmant que « la situation n'est pas si tragique et que tout s'arrangera ».

La veille au soir, Sa Majesté avait reçu son nouveau président du Conseil.

Le prince Nicolas Golitzine, qui est un parfait honnête

homme, avait expressément décliné la présidence du Conseil, qui lui a été imposée « d'ordre suprême ». Il s'est donc cru autorisé à s'expliquer, en toute franchise, avec l'empereur ; il lui a fait le plus sombre tableau de l'état d'esprit qui règne en Russie, particulièrement à Moscou et à Pétrograd ; il ne lui a pas dissimulé que la vie des souverains est en péril et que, dans les régiments de Moscou, on parle ouvertement de proclamer un autre tsar. L'empereur a accueilli ces déclarations avec une placide insouciance ; il a objecté simplement :

— L'impératrice et moi, nous savons que nous sommes dans la main de Dieu. Que sa volonté soit faite !

Le prince Golitzine a conclu en implorant l'empereur d'accepter sa démission. Il a reçu la même réponse que Pokrowsky.

Pendant ce temps-là, l'impératrice était en prière sur la tombe de Raspoutine. Chaque jour, accompagnée de Mme Wyroubow, elle s'y absorbe dans de longues oraisons.

***

Vendredi, 19 janvier 1917.

Schoubine-Pozdéïew, qui, sous ses dehors de vieux noceur, ne manque pas de finesse et de perspicacité, me dit très justement :

— Vous savez ce que je pensais de Raspoutine. Ce bambochard mystique et puant m'a toujours inspiré un insurmontable dégoût. Je ne l'ai rencontré qu'une fois, dans un salon honnête où je m'étais égaré. Il s'en allait comme j'entrais. Les dames qui étaient là le regardaient partir avec des yeux mourants. Moi, je me sentais une envie folle de lui flanquer mon pied au derrière. Aussi, vous voyez que je ne porte pas son deuil... Mais j'estime qu'on a eu grand tort de le tuer. Il avait su gagner la confiance et l'amour de nos vénérés souverains.

Il les stimulait, il les encourageait, il les distrayait, il les secouait, il les consolait, il les édifiait. Entre deux fornications, il leur donnait des conseils pour le salut de leurs âmes et le gouvernement de l'empire. Il les faisait souvent pleurer ; car il ne se gênait pas de les rudoyer. Il les faisait rire aussi quelquefois ; car, en dehors de ses balivernes mystiques, il n'avait pas son pareil pour la gaudriole. Ils ne pouvaient plus se passer de lui. C'était leur animateur, leur jouet, leur fétiche. Il ne fallait pas le leur enlever. Depuis qu'ils ne l'ont plus, ils sont tout désemparés. Je crains d'eux maintenant les pires folies !

***

Samedi, 20 janvier 1917.

Le prince héritier de Roumanie, Carol, et le président du Conseil, Bratiano, viennent d'arriver à Pétrograd.

Le ministre des Affaires étrangères s'est empressé de recevoir Bratiano. Leur entretien a été très cordial. Dès les premiers mots, Bratiano a déclaré à Pokrowsky sa résolution de fonder sur des bases durables l'alliance de la Russie et de la Roumanie :

— Cette alliance, a-t-il dit, ne doit pas être limitée à la guerre actuelle ; je souhaite ardemment qu'elle se prolonge dans l'avenir.

Le prince Carol et Bratiano sont invités à dîner demain à Tsarskoïé-Sélo.

***

Dimanche, 21 janvier 1917.

L'empereur a fait savoir amicalement à sa tante, la grande-duchesse Wladimir, que ses cousins, les grands-ducs Cyrille et André, devraient, dans leur propre intérêt, s'éloigner de Pétrograd pendant quelques semaines.

Le grand-duc Cyrille, qui est capitaine de vaisseau et qui commande les équipages de la Garde, a « sollicité » une mission d'inspection à Arkhangelsk et à Kola ; le grand-duc André, qui a la poitrine délicate, se rendra au Caucase.

Sazonow est nommé ambassadeur à Londres, en remplcement du comte Benckendorff, qui est mort récemment.

***

Mardi, 23 janvier 1917.

Dîné à Tsarskoïé-Sélo, chez le grand-duc Paul, avec les intimes de la maison.

Au sortir de table, le grand-duc m'emmène dans un petit salon reculé, afin que nous puissions causer en tête-à-tête. Il me confie ses angoisses et sa douleur.

— L'empereur est plus que jamais dominé par l'impératrice. Elle a réussi à lui persuader que le mouvement d'hostilité qui s'est déchaîné contre elle et qui, malheureusement, commence à l'atteindre lui-même, n'est qu'une conjuration des grands-ducs et une émeute de salons. Cela ne peut plus finir que par une tragédie... Vous connaissez ma foi monarchique et tout ce que l'empereur représente de sacré pour moi. Vous devez comprendre combien je souffre de ce qui se passe et de ce qui se prépare...

A l'accent de ses paroles, à son émotion, je reconnais qu'il est désolé que son fils Dimitry soit mêlé au prologue du drame. Il reprend spontanément :

— N'est-ce pas déplorable que, dans tout l'empire, on brûle des cierges devant l'icone de Saint-Dimitry et qu'on appelle mon fils *le libérateur de la Russie*.

L'idée que demain son fils puisse être proclamé tsar ne semble même pas effleurer son esprit. Il reste ce qu'il a toujours été : parfaitement loyal et chevaleresque.

Il me raconte ensuite que, ayant appris à Mohilew l'assassinat de Raspoutine, il est revenu aussitôt à Tsarskoïé-Sélo avec l'empereur.

En arrivant à la gare le 31 décembre, vers la fin du jour, il a trouvé, sur le quai, la princesse Paleÿ, qui lui a annoncé que Dimitry avait été arrêté dans son palais à Pétrograd. Il a immédiatement demandé une audience à l'empereur, qui a consenti à le recevoir le soir même, à onze heures, mais « pour cinq minutes seulement », car il avait beaucoup à faire.

Introduit auprès de son auguste neveu, le grand-duc Paul a protesté énergiquement contre l'arrestation de son fils :

— On n'a pas le droit d'arrêter un grand-duc sans un ordre formel de toi. Fais-le relâcher, je t'en prie... Crains-tu donc qu'il ne s'enfuie?

L'empereur a éludé toute réponse précise et mis fin à l'entretien.

Le lendemain matin, le grand-duc Paul s'est rendu à Pétrograd pour embrasser son fils au palais de la Perspective Newsky. Là, il lui a demandé :

— As-tu tué Raspoutine?

— Non.

— Es-tu prêt à le jurer sur la sainte icone de la Vierge et sur l'image de ta mère?

— Oui.

Le grand-duc Paul lui a présenté alors une icone de la Vierge et un portrait de la grande-duchesse Alexandra défunte :

— Maintenant, jure-moi que tu n'as pas tué Raspoutine.

— Je le jure.

En me faisant ce récit, le grand-duc était vraiment touchant de noblesse, de candeur et de dignité. Il a terminé par ces mots :

— Je ne sais rien de plus du drame ; je n'ai rien voulu savoir de plus.

Pendant le retour en chemin de fer à Pétrograd, je cause avec Mme P... de tout ce que m'a dit le grand-duc Paul :

— Je suis beaucoup plus pessimiste encore que lui, me déclare-t-elle avec des yeux flamboyants. La tragédie qui se prépare ne sera pas seulement une crise dynastique, ce sera une révolution terrible et nous n'y échapperons plus... Rappelez-vous l'oracle que je viens de rendre : la catastrophe est proche.

Je lui cite alors l'effrayante prophétie que l'aveuglement de Louis XVI et de Marie-Antoinette inspirait à Mirabeau, dès le mois de septembre 1789 : « Tout est perdu. Le roi et la reine périront. La populace battra leurs cadavres ! »

Elle reprend :

— Si nous avions au moins un Mirabeau !

***

Jeudi, 25 janvier 1917.

Les serviteurs les plus dévoués du tsarisme et quelques-uns même de ceux qui forment la société habituelle des souverains commencent à s'effrayer de l'allure que prennent les événements.

Ainsi, j'apprends d'une source très sûre que l'amiral Nilow, aide-de-camp général de l'empereur et l'un de ses familiers les plus intimes, a eu récemment le courage de lui montrer tout le danger de la situation ; il est allé jusqu'à le supplier d'éloigner l'impératrice, comme l'unique moyen qui reste encore de sauver l'empire et la dynastie. Nicolas II, qui adore sa femme et qui est chevaleresque, a repoussé l'idée avec une indignation violente :

— L'impératrice, a-t-il dit, est une étrangère ; elle n'a que moi pour la protéger. En aucun cas, je ne l'abandon-

nerai... D'ailleurs, tout ce qu'on lui reproche est faux. On répand sur elle des calomnies abominables. Mais je saurai la faire respecter !...

L'intervention de l'amiral Nilow est d'autant plus frappante que, jusqu'à ces derniers temps, il prenait toujours le parti de l'impératrice. Il était grand ami de Raspoutine et fort lié avec toute la bande ; il assistait ponctuellement aux fameux dîners du mercredi chez le financier Manus : il a donc une large part de responsabilité dans la déconsidération et l'opprobre qui atteignent aujourd'hui la Cour impériale. Mais, au fond, c'est un brave homme et un patriote. Il voit enfin l'abîme qui s'ouvre devant la Russie et il essaie, trop tard, de libérer sa conscience.

***

Vendredi, 26 janvier 1917.

Le vieux prince Kourakine, qui est un maître en occultisme, a eu, ces derniers soirs, la satisfaction d'évoquer le fantôme de Raspoutine.

Il a aussitôt convié le ministre de l'Intérieur, Protopopow, et le ministre de la Justice, Dobrowolsky, lesquels sont arrivés immédiatement. Depuis lors, chaque soir, tous les trois, ils restent enfermés durant des heures, à recueillir les paroles solennelles du trépassé.

Quel étrange personnage, ce vieux prince Kourakine ! Taille voûtée, tête chauve, nez crochu, teint blafard, yeux aigus et hagards, visage creux, voix lente et caverneuse, air sinistre, — vrai type de nécromant.

Aux obsèques du comte Witte, il y a deux ans, on le vit contempler pendant quelques minutes la face hautaine du mort ; car, selon le rite orthodoxe, le cercueil était découvert ; puis on l'entendit prononcer, de sa voix sépulcrale : « Ce soir, nous te forcerons à venir !... »

*
* *

Dimanche, 28 janvier 1917.

Mme T..., qui fut parmi les zélatrices de Raspoutine et qui s'adonne aux sciences occultes, me parle des relations qui ont existé, depuis 1900, entre les souverains russes et le célèbre mage français Papus : j'ai noté, au mois de novembre dernier, dans ce Journal, une scène de nécromancie que ce thaumaturge présida, en 1905, à Tsarskoïé-Sélo.

— Depuis une dizaine d'années, me dit Mme T..., Papus n'est plus venu en Russie ; mais il a continué de correspondre avec les Majestés. Il a plusieurs fois essayé de leur démontrer que l'influence de Raspoutine leur était funeste, parce qu'elle lui venait du Diable... Aussi, le Père Grigory détestait Papus et, quand les Majestés lui en parlaient, il éclatait violemment : « Pourquoi l'écoutez-vous, cet esbrouffeur? Et de quoi se mêle-t-il?... Si ce n'était pas un intrigant, il aurait bien assez de travail avec tous les impies et tous les Pharisiens qui l'entourent. Nulle part, il n'y a autant de péchés que là-bas, dans l'ouest ; nulle part, Jésus crucifié ne subit autant d'outrages... Que de fois je vous l'ai dit ! Tout ce qui vient *des Europes* est criminel et pernicieux... »

Mme T... m'assure en outre avoir vu, dans les mains de Mlle Golovine, la favorite du *staretz*, une lettre que l'impératrice a reçue de Papus, il y a une quinzaine de mois, et qui se termine ainsi : « Au point de vue cabalistique, Raspoutine est un vase pareil à la boîte de Pandore et qui renferme tous les vices, tous les crimes, toutes les souillures du peuple russe. Que ce vase vienne à se briser, et l'on verra son effroyable contenu se répandre aussitôt sur la Russie... » L'impératrice avait lu cette lettre à Raspoutine, qui lui a simplement répondu : « Mais cela

aussi, je te l'ai dit, bien des fois. Quand je mourrai, la Russie périra. »

Pour en finir avec les prophéties du *staretz*, Mme T... m'affirme encore lui avoir entendu annoncer, peu avant sa fin : « Je sais que je mourrai dans des souffrances atroces. Mon corps sera mis en pièces. Mais le vent aura beau disperser mes cendres, je n'en ferai pas moins des miracles sur ma tombe. Par mes prières là-haut, les malades guériront et les femmes stériles concevront. »

Je ne doute pas, en effet, que tôt ou tard, la mémoire de Raspoutine fasse naître des légendes et que sa tombe soit fertile en miracles.

CHAPITRE VII

29 JANVIER-21 FÉVRIER 1917

Conférence des Alliés à Pétrograd : arrivée des plénipotentiaires français, britanniques et italiens ; le gouvernement de la République a délégué l'ancien président du Conseil, Doumergue, et le général de Castelnau. — Programme vague de la conférence. — Présentation des plénipotentiaires à l'empereur ; échange de paroles insignifiantes. Idée que Nicolas II se fait de son autocratisme. — Le général Gourko expose à la conférence les intentions stratégiques du Commandement suprême pour 1917 : ajournement des grandes offensives. Déception de la conférence. — L'empereur reçoit Doumergue en audience particulière : il acquiesce à toutes les garanties que la France croira devoir exiger de l'Allemagne sur la rive gauche du Rhin. — Dîner de gala au palais Alexandre. — Travail languissant de la conférence : « *We are wasting time* ». — Impression profonde que l'assassinat de Raspoutine a produite sur l'esprit des *moujiks;* premiers symptômes de transfiguration légendaire. — Fin de la conférence : résultat médiocre. — Dans ma dernière conversation avec Doumergue, je le prie de rapporter au président de la République la vive inquiétude que me cause la situation intérieure de la Russie.

Lundi, 29 janvier 1917.

Les plénipotentiaires de France, de Grande-Bretagne et d'Italie à la conférence des Alliés sont arrivés ce matin à Pétrograd.

Ils n'ont mis que trois jours pour venir de Port-Romanow ; leur train est le premier qui ait parcouru, d'un bout à l'autre, la ligne de la côte mourmane.

Laissant le général de Castelnau aux soins de mon attaché militaire, j'emmène Doumergue à l'hôtel de l'Europe.

Il m'interroge sur la situation intérieure de la Russie. Je la lui dépeins, sans ménager les couleurs sombres, et je conclus à la nécessité de presser les événements militaires.

— Du côté russe, dis-je, le temps ne travaille plus pour nous. On se désintéresse de la guerre. Tous les ressorts du gouvernement, tous les rouages de l'administration se détraquent, l'un après l'autre. Les meilleurs esprits sont convaincus que la Russie marche à l'abîme. Il faut nous hâter.

— Je ne croyais pas le mal si profond.

— Vous vous en rendrez compte par vous-même.

Il me confie ensuite que le gouvernement de la République voudrait obtenir de l'empereur la promesse expresse de faire insérer dans le traité de paix une clause accordant à la France toute liberté pour fixer le sort des territoires situés sur la rive gauche du Rhin.

Je lui rappelle que la question des provinces rhénanes est depuis longtemps réglée entre la France et la Russie, autant du moins que la « carte de guerre » a permis de la régler.

— Dès le mois de novembre 1914, l'empereur m'a déclaré spontanément qu'il nous abandonnait sans réserve la rive gauche du Rhin ; il me l'a répété, le 13 mars dernier. Que pouvons-nous souhaiter de plus?

— M. Briand estime néanmoins que nous devons lier le gouvernement russe par un engagement écrit et détaillé... Dans une matière aussi grave, nous ne saurions prendre trop de précautions.

Après un déjeuner intime à l'ambassade, je conduis Doumergue et le général de Castelnau au ministère des Affaires étrangères, où la conférence doit tenir une séance



Aquarelle de G. Loukomsky

Kostroma. — La Place de la Garde

préliminaire et officieuse, pour établir les bases de ses travaux.

Sont présents :

Pour la Russie : M. Pokrowsky, ministre des Affaires étrangères ; le grand-duc Serge-Michaïlowitch, inspecteur général de l'artillerie ; M. Woÿnowski, ministre des Voies de communication ; M. Bark, ministre des Finances ; le général Biélaïew, ministre de la Guerre ; le général Gourko, chef de l'état-major du Commandement suprême ; l'amiral Grigorowitch, ministre de la Marine ; M. Sazonow, qui vient d'être nommé ambassadeur à Londres, et M. Nératow, adjoint du ministre des Affaires étrangères ;

Pour la France : M. Doumergue, ministre des Colonies ; le général de Castelnau et moi ;

Pour l'Angleterre : Lord Milner, ministre sans portefeuille ; sir George Buchanan ; lord Revelstoke et le général sir Henry Wilson ;

Pour l'Italie : M. Scialoja, ministre sans portefeuille ; le marquis Carlotti et le général comte Ruggieri.

Dès les premiers mots, il apparaît que les délégués des puissances occidentales n'ont reçu de leurs gouvernements que des instructions vagues, aucun principe directeur pour coordonner l'effort des Alliés, aucun programme d'action collective pour hâter la victoire commune. Après un long échange de phrases diffuses, dont chacun sent le vide, on s'accorde modestement à déclarer que les récentes conférences de Paris et de Rome ont défini, avec une suffisante précision, l'objet de la présente réunion. Puis on décide que les questions d'ordre politique seront étudiées par les premiers délégués et les ambassadeurs ; que les plans d'opération seront concertés par les généraux ; qu'une commission technique examinera les questions de matériel, de munitions, de transports, etc. ; enfin, que les résolutions définitives seront prises par la conférence siégeant en séance plénière.

***

Mardi, 30 janvier 1917.

L'empereur recevra demain les membres de la conférence ; la première séance officielle est donc fixée à après-demain.

Grand déjeuner de quarante couverts à l'ambassade.

L'après-midi se passe en promenades et en visites.

Le président du Conseil de Roumanie, Bratiano, a prolongé son séjour à Pétrograd ; il participera officieusement aux travaux de la conférence, chaque fois que les intérêts de son pays seront en cause.

A huit heures, dîner de gala au ministère des Affaires étrangères. Le prince Nicolas Golitzine, président du Conseil, y assiste, mais en personnage muet, en simple figurant. Il porte, avec une indifférence absolue, avec un détachement complet, les lourdes fonctions qui lui ont été imposées. Néanmoins, à la condition qu'on ne lui parle pas de politique, il vous répond avec une aménité parfaite.

***

Mercredi, 31 janvier 1917.

A onze heures, l'empereur reçoit les membres de la conférence, au petit palais de Tsarskoïé-Sélo.

L'étiquette de la Cour veut que les ambassadeurs aient la préséance sur leurs missions et déterminent ainsi, par leur ancienneté, l'ordre de présentation.

Les trois missions sont donc rangées en cercle dans l'ordre suivant : la mission anglaise, la mission italienne, la mission française.

Le spectacle que j'ai sous les yeux est assez éloquent.

La mission anglaise n'est pas seulement la première

par la primauté d'ancienneté de Buchanan, mais encore par le nombre de ses membres. Ainsi, elle compte deux délégués civils, lord Milner et lord Revelstoke, alors que les missions italienne et française n'en comptent qu'un, Scialoja et Doumergue ; et elle aligne six généraux contre deux italiens et deux français. Néanmoins, au point de vue militaire, le général de Castelnau nous confère indiscutablement la prééminence de l'autorité morale et technique : les services éclatants qu'il a rendus pendant cette guerre, la mort glorieuse de ses trois fils, le stoïcisme chrétien de sa résignation, la noblesse de son caractère, la générosité de son cœur lui mettent au front une sorte d'auréole...

Buchanan et Carlotti présentent successivement leurs délégations. Je remarque une fois de plus que l'empereur échange à peine quelques mots avec les chefs de file et qu'il prolonge volontiers ses entretiens quand ses interlocuteurs sont d'un rang plus modeste.

A mon tour, je lui présente Doumergue et j'entends tomber de sa bouche les inévitables questions :

— Vous avez fait un bon voyage?... Vous n'êtes pas trop fatigué?... Est-ce la première fois que vous venez en Russie?...

Puis, quelques phrases insignifiantes sur l'Alliance, la guerre, la victoire. Doumergue, qui ne peut que plaire à Nicolas II par sa franchise et sa cordiale simplicité, fait de vains efforts pour relever le ton du dialogue.

Avec le général de Castelnau, l'empereur n'est pas moins vague, ne paraissant même pas se douter du rôle éminent qu'il a joué en France, ne trouvant pas un mot à lui dire pour ses trois fils tués au feu.

Après quelques propos affables aux fonctionnaires et officiers subalternes qui composent la suite de la mission française, Nicolas II se retire. Et l'audience est terminée.

Pendant le retour à Pétrograd, j'observe chez lord

Milner, chez Scialoja, chez Doumergue, la même déception de cette cérémonie.

Intérieurement, je songe à tout le parti qu'un monarque, épris de son métier, comme Ferdinand de Bulgarie, eût tiré d'une pareille conjoncture. J'imagine tout le jeu de questions et d'insinuations, d'allusions et de prétéritions, de confidences et de flatteries, auquel il se fût livré. Mais, et je l'ai si souvent remarqué ! Nicolas II n'aime pas l'exercice du pouvoir. S'il défend jalousement ses prérogatives d'autocrate, c'est uniquement pour des raisons mystiques. Il n'oublie jamais qu'il a reçu sa puissance de Dieu même et il pense constamment au compte qu'il en devra rendre dans la vallée de Josaphat. Cette conception de son rôle souverain est tout le contraire de celle qui inspirait à Napoléon la fameuse apostrophe à Rœderer : « J'aime le pouvoir, moi ; mais je l'aime en artiste ; je l'aime comme un musicien aime son violon, pour en tirer des sons, des accords, des harmonies !... » Conscience, humanité, mansuétude, honneur, telles sont, je crois, les vertus éminentes de Nicolas II ; mais il n'a pas l'étincelle sacrée.

***

Jeudi, 1er février 1917.

J'ai invité à déjeuner Kokovtsow, Trépow, le général Gourko, Doumergue et le général de Castelnau.

Conversation vive et confiante. Pour la circonstance, Kokovtsow a mis une sourdine à son trop légitime pessimisme. Trépow s'exprime avec franchise sur les dangers de la crise intérieure que traverse la Russie ; mais il y a, dans son langage et plus encore peut-être dans sa personne, une telle vertu d'énergie et de commandement, que le mal semble facile à réparer. Le général Gourko se montre encore plus impétueux que d'habitude.

Je sens flotter autour de moi la vivifiante atmosphère que Doumergue et Castelnau ont apportée de France.

A trois heures, réunion de la conférence au palais Marie ; nous siégeons dans le grand salon en rotonde qui prend jour sur la place Saint-Isaac.

Pokrowsky préside ; mais son inexpérience des affaires diplomatiques, sa douceur, sa modestie, l'empêchent de conduire la délibération, qui flotte à la dérive. On parle de la Grèce, du Japon, de la Serbie, de l'Amérique, de la Roumanie, des pays scandinaves, etc. Tout cela sans suite, sans idée directrice, sans conclusion pratique. Plusieurs fois, lord Milner, dont je suis le voisin, me glisse à l'oreille, avec impatience :

— *We are wasting time!* Nous perdons notre temps !

Mais voici que le président donne la parole au chef de l'état-major du Commandement suprême.

De sa voix claironnante et saccadée, le général Gourko nous lit une série de questions qu'il désire soumettre à la conférence sur la conduite des opérations militaires.

La première question nous étonne ; car elle est libellée en ces termes : « Les campagnes de 1917 devront-elles avoir *un caractère décisif?* Ou ne faut-il pas renoncer à obtenir des résultats définitifs dans le cours de cette année? »

Tous les délégués français, anglais et italiens insistent énergiquement pour que des offensives vigoureuses et concordantes soient entreprises sur les divers fronts, dans le plus bref délai possible.

Mais le général Gourko nous laisse entendre que l'armée russe ne sera pas en état d'entreprendre une grande offensive avant d'être renforcée des soixante nouvelles divisions dont la création a été prévue récemment. Or, pour que ces divisions soient constituées, instruites, et qu'elles soient dotées de tout le matériel nécessaire, il faudra de longs mois, un an peut-être. D'ici là, l'armée

russe ne pourra engager que des opérations secondaires, qui suffiront néanmoins à retenir l'ennemi sur le front oriental.

La question est trop grave pour que la conférence veuille se prononcer sans un avis motivé des généraux.

Les autres questions dont le général Gourko nous donne lecture ne sont que le corollaire de la première, ou se réfèrent à des problèmes techniques. L'ensemble du questionnaire est donc renvoyé à l'examen de la commission militaire.

***

Samedi, 3 février 1917.

L'empereur a reçu aujourd'hui en audience particulière les premiers délégués de la conférence.

Doumergue s'est exprimé avec énergie sur la nécessité de hâter les offensives générales. L'empereur lui a répondu :

— Je suis tout à fait de votre avis.

J'eusse préféré un acquiescement moins absolu, plus nuancé, tempéré même de quelques objections.

Doumergue a ensuite abordé la question de la rive gauche du Rhin. Il a judicieusement développé tous les aspects, politiques, militaires, économiques, de ce grave problème qui domine, pour ainsi dire, notre histoire nationale, puisqu'il se posait déjà entre la France et la Germanie au temps de Lothaire et que le fameux « traité de partage », signé à Verdun en 843, nous est encore utile à méditer aujourd'hui.

Après quoi, invoquant les déclarations que j'ai reçues de Sa Majesté le 21 novembre 1914 et le 13 mars 1916, il a exposé que le gouvernement de la République a résolu d'inscrire au nombre des conditions de la paix qui

seront imposées à l'Allemagne les revendications et garanties suivantes :

1° L'Alsace-Lorraine fera retour à la France ;

2° Ses frontières s'étendront, pour le moins, jusqu'aux limites de l'ancien duché de Lorraine, de façon à incorporer au territoire français les bassins miniers de la région ;

3° Les autres territoires, situés sur la rive gauche du Rhin, seront entièrement détachés de l'Allemagne ;

4° Ceux de ces territoires qui ne seront pas incorporés au territoire français formeront un État autonome et neutralisé ; les troupes françaises y tiendront garnison aussi longtemps que les garanties, exigées par les Alliés pour la sauvegarde de la paix générale, n'auront pas été réalisées.

Sur chacun de ces points, qui fut minutieusement examiné, Doumergue a obtenu de l'empereur un complet acquiescement.

Doumergue a exposé ensuite que les Alliés devraient se concerter pour dénier aux Hohenzollern le droit de parler au nom de l'Allemagne, quand sonnera l'heure des négociations. C'est là une idée que l'empereur caresse depuis longtemps et dont il m'a plusieurs fois entretenu ; il a donc promis à Doumergue de faire étudier la question, aux points de vue historique et juridique, par son ministre des Affaires étrangères.

On a encore échangé quelques paroles sur l'avenir de l'Alliance, sur les sentiments fraternels qui unissent dorénavant et pour jamais la France et la Russie, etc. Après quoi, l'audience a pris fin.

A huit heures, dîner de gala au palais Alexandre. En vérité, le gala ne se révèle que dans les livrées, le luminaire et l'argenterie ; car le menu est d'une extrême simplicité, d'une simplicité toute bourgeoise, qui contraste avec le luxe ancien et renommé de la cuisine impériale,

mais que les convenances morales imposent en temps de guerre :

Potage crème d'orge.
Truites glacées de Gatchina.
Longe de veau Marengo.
Poulets de grain rôtis.
Salade de concombres.
Glace mandarine.

Le tsar a sa physionomie des bons jours ; il craignait, me dit-on, que les délégués ne lui fissent entendre quelque ennuyeux conseil de politique intérieure ; il est maintenant rassuré. La tsarine, souffrante, est restée dans son appartement.

A table, l'empereur a Buchanan à sa droite et Carlotti à sa gauche. Le comte Fréederickz, ministre de la Cour, est assis en face de Sa Majesté ; je suis à sa droite et j'ai, moi-même, à ma droite, le prince Nicolas Golitzine, président du Conseil.

Le vieux et excellent comte Fréederickz, très fatigué par l'âge, me raconte combien il souffre des attaques de presse ou des épigrammes de salon qui le représentent comme un Allemand :

— D'abord, me dit-il, ma famille n'est pas d'origine allemande, mais suédoise ; puis elle est, depuis plus d'un siècle, depuis le règne de la Grande Catherine, au service de la Russie !

Ce qui est exact, c'est que sa famille est originaire de la Poméranie suédoise et qu'elle a fourni une longue lignée de dociles serviteurs à l'autocratisme russe. Il représente donc excellemment cette caste des « barons baltes » qui, depuis le règne d'Anna-Ivanowna, gouvernent la Russie, tous fort dévoués à la personne des souverains, mais communiant peu avec l'âme russe et ayant presque tous des parents au service militaire ou civil de l'Allemagne. L'attachement à la dynastie des Romanow n'est pas seulement chez eux une tra-

dition et une vertu familiales : c'est leur raison d'être.

Aussi, ne suis-je pas surpris du propos ingénu que le comte Fréederickz me tient au dessert :

— La conférence devrait s'entendre pour que, après la guerre, les Alliés se prêtent un mutuel concours, en cas de troubles intérieurs. Nous sommes tous intéressés à combattre la révolution !

Il en est encore à la Sainte-Alliance ; il ne retarde que d'un siècle ! *O sancta et senilis simplicitas!*

Enfin, le dîner s'achève. On passe dans le salon voisin, où le café est servi.

L'empereur allume une cigarette et va de groupe en groupe. Lord Milner, Scialoja, Doumergue, le général de Castelnau, lord Revelstoke, le général Ruggieri, le général Wilson, les trois ambassadeurs, ont tour à tour un mot aimable de lui, mais rien de plus, car il ne s'attarde à aucun.

Tandis que ces conversations banales se déroulent, l'impératrice reçoit tour à tour, dans son appartement, les premiers délégués. Elle s'est montrée fort gracieuse pour Doumergue et lui a dit en terminant : « La Prusse devra être punie. »

Un peu avant dix heures, Nicolas II revient au centre du salon, puis, de son plus aimable sourire, il prend congé de l'assistance.

***

Dimanche, 4 février 1917.

L'Allemagne a décidé, le 1er février, d'étendre à toutes les côtes d'Europe l'application rigoureuse du blocus maritime. C'est le reniement brutal des solennelles assurances que l'Amérique avait obtenues de la chancellerie allemande pour la restriction de la guerre maritime, après les torpillages de la *Lusitania*, de l'*Ancona* et du *Sussex*.

La riposte du gouvernement fédéral a été prompte. Hier, le président Wilson a demandé au Sénat « l'autorisation d'employer tous les moyens qui pourraient être nécessaires pour protéger les navires et les citoyens américains dans l'exercice de leur activité pacifique » ; il a conclu par cette noble déclaration : « Nous ne pensons pas seulement à défendre nos intérêts matériels ; nous voulons défendre aussi les droits fondamentaux de l'humanité, sans lesquels il n'y a pas de civilisation. »

Sur l'avis conforme du Sénat, l'ambassadeur d'Amérique à Berlin, Gérard, a été aussitôt rappelé.

Le public russe accueille avec faveur cette importante nouvelle ; mais il n'en reçoit qu'une impression vague et superficielle ; car il ignore l'Amérique ; il ne se doute même pas du grand drame qui se joue, depuis vingt mois, dans la conscience du peuple américain.

***

Lundi, 5 février 1917.

J'ai à déjeuner Doumergue, le président de la Douma Rodzianko, le président du Conseil de Roumanie Bratiano, plusieurs membres du Conseil de l'empire dont le comte Alexis Bobrinsky et Michel Stakhowitch, le financier Poutilow, etc.

Sauf Poutilow, qui s'enferme dans un mutisme éloquent, tous mes convives russes professent un optimisme, dont ils étaient bien loin il y a seulement quelques jours. D'ailleurs, depuis l'arrivée des délégués étrangers, le même courant d'optimisme circule dans la société de Pétrograd. Mais, hélas ! dès qu'ils partiront, le baromètre retombera au plus bas. Aucun peuple n'est aussi influençable et suggestible que le peuple russe.

Bratiano supporte avec une belle fermeté d'âme le

malheur de son pays et l'écrasant fardeau de ses responsabilités personnelles : l'adversité le grandit.

Ce soir, grand dîner de cent cinquante couverts au Cercle militaire. Pour siéger dans une conférence diplomatique, la première qualité est d'avoir un bon estomac. En sortant, je répète à lord Milner sa phrase de l'autre jour :

— *We are wasting time!* Nous perdons notre temps!

***

Mercredi, 7 février 1917.

Les travaux de la conférence se traînent sans intérêt. De tout ce verbiage diplomatique, aucun résultat positif ne se dégage. Par exemple, on cherche des formules pour suggérer au Japon d'accroître son concours!

Seule, la commission technique des munitions et des transports fait œuvre utile. Mais les besoins de l'état-major russe excèdent tout ce qu'on prévoyait et ses demandes surpassent encore ses besoins. La question, selon moi, n'est pas tant de savoir ce qui manque à la Russie que de vérifier ce qu'elle est capable d'utiliser. A quoi bon lui envoyer des canons, des mitrailleuses, des projectiles, des avions, qui nous seraient tellement précieux, si elle n'a ni le moyen de les faire parvenir sur le front, ni la volonté de s'en servir?

Entre le général de Castelnau et le général Gourko, la confiance est parfaite. Le général de Castelnau insiste pour que l'offensive russe soit déclenchée vers le 15 avril, de manière à coïncider avec l'offensive française; mais le général Gourko ne croit pas possible d'engager une opération de quelque envergure avant le 15 mai!...

*
* *

Jeudi, 8 février 1917.

J'essaie de procurer à Doumergue un aperçu aussi complet que possible du monde russe, en lui faisant connaître les hommes les plus représentatifs. Ce matin, je réunis autour de lui à ma table le général Polivanow et le grand mathématicien Wassiliew, membres libéraux du Conseil de l'empire, ainsi que Milioukow, Maklakow et Chingarew, *leaders* du parti « cadet » à la Douma.

La conversation, très libre, très animée, porte principalement sur la politique intérieure.

Un instant, Doumergue, jugeant que mes convives sont un peu trop excités, un peu trop ardents à engager la lutte contre le tsarisme, leur prêche la patience.

Au seul mot de « patience », Milioukow et Maklakow bondissent :

— Assez de patience !... Nous avons épuisé toute notre patience !... D'ailleurs, si nous n'agissons pas bientôt, les masses ne nous écouteront plus.

Et Maklakow rappelle la parole de Mirabeau : « Gardez-vous de demander du temps ! Le malheur n'en accorde jamais ! »

Doumergue reprend, très sagement :

— J'ai parlé de patience et non de résignation... Je comprends vos inquiétudes, vos agacements, et l'extrême difficulté de votre situation. Mais, avant tout, pensez à la guerre !

J'observe que Maklakow, natif de Moscou, député de Moscou, type du pur Moscovite, ne dit jamais *Pétrograd*, mais *Pétersbourg*, et je lui demande pourquoi.

— Parce que *Pétersbourg* est son vrai nom ; c'est une ville allemande qui n'a pas le droit de porter un

nom slave. Je l'appellerai *Pétrograd,* quand elle l'aura mérité...

***

Vendredi, 9 février 1917.

Le prince O... arrive de Kostroma, où il a de grands intérêts agricoles et manufacturiers. La vieille cité de Kostroma, qui s'élève sur la rive gauche de la Volga, entre Iaroslawl et Nijny-Novgorod, est riche de souvenirs : elle fut jadis le refuge et la citadelle des Romanow ; elle conserve aussi, dans le célèbre couvent de Saint-Ipatiew, la dépouille de l'héroïque paysan Soussianine, dont *la Vie pour le tsar* a glorifié la légende. C'est une des provinces de l'empire où le loyalisme dynastique est le plus vivace, où se conservent avec le plus d'intégrité les tendances héréditaires, les habitudes sociales et les sentiments nationaux du peuple russe. Je suis donc curieux de connaître l'état de l'esprit public dans cette région. D'ailleurs, je ne saurais mieux m'adresser qu'au prince O... ; car il excelle à causer avec les *moujiks.* A mes questions, il répond :

— Cela ne va pas !... On est las de la guerre ; on n'y comprend plus rien, sinon que la victoire est impossible. Cependant, on ne réclame pas encore la paix. J'ai senti partout un mécontentement morne et résigné... L'assassinat de Raspoutine a fait une vive impression dans les masses.

— Ah ! Et quelle sorte d'impression?

— C'est un phénomène très curieux et qui est bien dans la tradition russe. Pour les *moujiks,* Raspoutine est devenu un martyr. Il était du peuple ; il faisait entendre au tsar la voix du peuple ; il défendait le peuple contre les gens de la Cour, contre les *pridvorny :* alors, les *pridvorny* l'ont assassiné ! Voilà ce qu'on se répète dans toutes les *isbas.*

— Mais, à Pétrograd, le peuple a exulté en apprenant la mort de Grichka ! On s'est même précipité dans les églises pour allumer des cierges devant l'icone de saint Dimitry, parce qu'on croyait alors que c'était le grand-duc Dimitry qui avait tué *le chien*.

— A Pétrograd, on connaissait trop les orgies de Raspoutine. Et puis, en se réjouissant de sa mort, c'était une façon de manifester contre l'empereur et l'impératrice. Mais je me figure que, dans l'ensemble, tous les *moujiks* de la Russie pensent comme ceux de Kostroma...

Ainsi donc, la transfiguration légendaire de Raspoutine est déjà commencée dans l'esprit du peuple russe.

***

Samedi, 10 février 1917.

Bratiano a quitté Pétrograd ce soir pour rentrer directement à Iassy.

Quand il est venu me faire ses adieux, je l'ai trouvé dans une disposition d'esprit qui l'honore, c'est-à-dire calme, triste et résolu. Aucune récrimination vaine ; aucun essai d'apologie personnelle. Il voit et juge la situation avec une objectivité parfaite ; il s'est déclaré d'ailleurs très content des entretiens multiples qu'il a eus avec les ministres de l'empereur et les membres de la conférence interalliée. Mais, plus particulièrement, il s'est félicité de la confiance attentive et cordiale que le général Gourko lui a témoignée : il est trop fin pour ne pas s'être aperçu que toute la politique de la Russie envers la Roumanie est désormais sous la dépendance directe du haut-commandement militaire et il a très habilement lié partie avec le chef d'état-major général. Je n'ai cependant pas l'impression que, dans ses conférences avec le général Gourko, il soit arrivé à un résultat pratique sur les deux questions qui se posent à l'heure actuelle avec

une extrême urgence : 1° le ravitaillement de la population civile en Moldavie ; 2° la reprise des opérations dans les Carpathes septentrionales et dans la région danubienne.

On m'assure que, pendant son séjour à Pétrograd, Bratiano a fait pressentir l'empereur sur son éventuelle adhésion au mariage de la grande-duchesse Olga et du prince Carol, héritier présomptif. Le projet de cette union a été mis en avant plusieurs fois déjà. La réponse de l'empereur a été assez encourageante : « Je ne ferai pas d'objection à ce mariage, si ma fille et le prince Carol se conviennent réciproquement. »



Dimanche, 11 février 1917.

Skvortsow, fonctionnaire important du Saint-Synode et directeur du journal religieux le *Kolokol*, me confirme ce que le prince O... me disait avant-hier au sujet de l'impression que l'assassinat de Raspoutine a produite dans les masses russes :

— Les paysans, me dit-il, en sont très affectés, car Grigory était un *moujik* comme eux, et ils trouvaient tout naturel qu'il eût ses entrées au Palais impérial. Aussi, leur explication de l'attentat est simple : les ennemis du peuple ont tué le *staretz* parce qu'il soutenait la cause du peuple devant le tsar... Dans les classes plus élevées, dans ma clientèle cléricale, parmi les marchands, les fonctionnaires, les *pomiéchtchiks*, l'impression n'est pas meilleure : l'assassinat de Raspoutine est considéré comme un mauvais présage. Vous savez que, nous autres Russes, nous sommes très superstitieux. Eh bien ! on colporte partout la prédiction que Grigory a faite souvent aux Majestés : *Si je meurs ou si vous*

m'abandonnez, vous perdrez votre fils et la couronne dans les six mois.

— L'a-t-il faite réellement, cette prophétie?

— Oh ! monsieur l'ambassadeur, je la lui ai entendu dire moi-même plus de vingt fois ! Et, peu de jours avant sa mort, il l'a répétée devant Son Éminence le métropolite Pitirim.

*
* *

Lundi, 12 février 1917.

Profitant de ce que les généraux allaient inspecter le front de Galicie, les délégués civils de la conférence ont été visiter Moscou.

*
* *

Mardi, 13 février 1917.

Onze ouvriers, appartenant au Comité central de l'industrie militaire, viennent d'être arrêtés sous la prévention de « machiner un mouvement révolutionnaire ayant pour objet la proclamation de la République ».

Les arrestations de ce genre sont fréquentes en Russie ; mais d'habitude, le public n'en sait rien. Après une procédure secrète, les inculpés sont incarcérés dans une prison d'État ou relégués au fond de la Sibérie ; aucun journal n'en parle ; souvent, la famille elle-même ignore ce que deviennent les disparus. Et le silence, qui enveloppe généralement ces exécutions sommaires, est pour beaucoup dans la renommée tragique de l'*Okhrana*. Cette fois, on a renoncé au mystère. Une note sensationnelle a fait connaître à la presse l'arrestation des onze ouvriers. Protopopow a voulu démontrer ainsi qu'il s'occupe à sauver le tsarisme et la société.

***

Mercredi, 14 février 1917.

Conformément aux instructions que j'ai reçues de Briand, je viens d'adresser à Pokrowsky la lettre ci-après :

J'ai l'honneur de déclarer au gouvernement impérial que le gouvernement de la République se propose d'inscrire au nombre des conditions de paix qui seront imposées à l'Allemagne les revendications et garanties d'ordre territorial suivantes :

1° *L'Alsace-Lorraine fera retour à la France;*

2° *Ses frontières s'étendront pour le moins jusqu'aux limites de l'ancien duché de Lorraine; elles seront tracées de manière à pourvoir aux nécessités stratégiques et à réintégrer dans le territoire français tout le bassin houiller de la vallée de la Sarre;*

3° *Les autres territoires situés sur la rive gauche du Rhin, incorporés actuellement à l'empire allemand, seront entièrement détachés de l'Allemagne et affranchis de toute dépendance politique et économique envers elle;*

4° *Les territoires de la rive gauche du Rhin, non incorporés au territoire français, formeront un État autonome et neutralisé; ils demeureront occupés par les troupes françaises aussi longtemps que les États ennemis n'auront pas intégralement satisfait à toutes les conditions et garanties stipulées dans le traité de paix.*

En conséquence, le gouvernement de la République sera heureux de pouvoir compter sur l'appui du gouvernement impérial pour la réalisation de ses desseins.

Pokrowsky m'a aussitôt répondu que *le gouvernement de la République peut compter sur l'appui du gouvernement impérial pour la réalisation de ses desseins.*

*
* *

Vendredi, 16 février 1917.

Le parti raspoutinien survit à Raspoutine ; mais il est décapité. Encore très puissant au point de vue politique, il a déjà perdu beaucoup de son influence dans le monde religieux : la direction des affaires ecclésiastiques risque de lui échapper bientôt.

Pour reprendre en main la conduite du parti, le procureur suprême du Saint-Synode, Raïew, vient de mander à Pétrograd l'évêque de Tchernigow, Mgr Basile, qui est la fine fleur du raspoutinisme. Ce prélat aura mission d'organiser, avec le concours du ministère de l'Intérieur, un service de propagande morale, c'est-à-dire de surveillance policière, à l'intention du clergé.

*
* *

Samedi, 17 février 1917.

Un des spectacles qui ont le plus frappé les membres des trois missions alliées depuis leur arrivée en Russie et surtout pendant leur excursion à Moscou, est l'activité des transports sur la neige : l'animation que la campagne et les villes présentent, à ce point de vue, les a tous surpris.

Dans les pays d'Occident, la neige, dont la couche est toujours mince et qui ne persiste jamais longtemps, n'est qu'un obstacle à la circulation ; elle obstrue les routes, elle entrave les charrois ; souvent même, elle paralyse la vie économique.

En Russie, tout le contraire. Au printemps, le dégel transforme la plaine russe en un vaste marécage, qui

s'étend de la mer Noire à la Baltique ; dans certaines régions comme celle du Pripet et du moyen Dniéper, la boue atteint jusqu'à cinq et six pieds de profondeur. Dès les premières chaleurs de l'été, les routes, n'étant pas empierrées, s'affouillent et se ravinent au moindre transit ; bientôt, la plupart des chemins ne sont plus que des pistes, sillonnées d'ornières, coupées de crevasses. Vers la mi-septembre, le sol se détrempe et se délaie à nouveau. Sous les pluies d'automne, la plaine infinie redevient un bourbier : les villages ne communiquent plus entre eux ; les gares de chemin de fer, congestionnées de marchandises, ne peuvent plus les distribuer à l'entour. Enfin, l'hiver paraît. La neige tombe à gros flocons ; elle s'accumule, elle se tasse, elle durcit, elle étend sur la terre un tapis égal et résistant. Aussitôt, le traînage s'organise. De toute part, la vie se réveille, le mouvement renaît sur l'immensité blanche.



Dimanche, 18 février 1917.

Le général Berthelot, qui commande la mission militaire française en Roumanie, vient d'arriver à Pétrograd pour conférer avec le général de Castelnau et le général Gourko.

Voilà quatre mois que le général Berthelot dirige en fait les opérations et la réorganisation de l'armée roumaine. Dans les circonstances les plus ingrates, les plus désespérées, il s'est imposé à tous par son activité judicieuse et méthodique, par sa raison froide, par sa confiance inaltérable et communicative, par son énergie calme et obstinée. Quand la Roumanie se relèvera de son épreuve actuelle, il aura été l'un des meilleurs ouvriers de sa résurrection...

***

Lundi, 19 février 1917.

J'offre un déjeuner en l'honneur du général Berthelot ; j'ai invité Doumergue, Pokrowsky, Bark, le général de Castelnau, Nératow, le général Biélaïew, Polovtsow, le général Janin, etc.

Au sortir de table, nous conférons, Doumergue, Pokrowsky, Biélaïew, Castelnau, Berthelot, Janin et moi, sur la situation critique de la Roumanie. L'extrême réserve dans laquelle s'enferment Pokrowsky et Biélaïew confirme l'impression que m'avait laissée mon dernier entretien avec Bratiano, — à savoir que le haut-commandement russe a pris en main la direction exclusive des affaires roumaines et qu'il veut tenir à l'écart les autres puissances alliées...

***

Mardi, 20 février 1917.

Doumergue et le général de Castelnau viennent déjeuner à l'ambassade, en stricte intimité.

Nous évoquons les souvenirs de la période qui a précédé la guerre. Doumergue, qui était alors président du Conseil et ministre des Affaires étrangères, est un des premiers qui aient vu, qui aient consenti à voir la réalité menaçante.

Je rappelle au général de Castelnau une conversation grave que nous eûmes, le 26 novembre 1913. A cette époque, il était sous-chef de l'état-major général de l'armée. Nous venions de siéger ensemble à la commission d'études du Conseil supérieur de la défense nationale, dont j'étais membre comme directeur des affaires politiques ; le général Joffre avait présidé la séance. Quand

tous les autres membres eurent quitté la salle, je priai le général Joffre et le général de Castelnau de rester seuls avec moi. Puis, je leur communiquai l'entretien que l'empereur d'Allemagne avait eu quelques jours auparavant avec le roi des Belges, entretien dans lequel Guillaume II avait solennellement déclaré qu'il considérait la guerre « comme étant désormais inévitable et nécessaire ». Le général Joffre m'écoutait avec une attention muette. Lorsque j'eus fini, une flamme sombre s'alluma dans ses yeux ; il releva la tête ; un grand souffle dilata sa poitrine. Puis, abattant sa grosse main sur l'épaule de Castelnau, il prononça, d'une voix tranquille et ferme : « Cette fois, il va falloir marcher, mon vieux ! »

Après le déjeuner, j'interroge le général de Castelnau sur les impressions qu'il a rapportées de sa visite au front et sur la valeur du concours que nous pouvons espérer de la Russie.

— Le moral de la troupe, me dit-il, m'a paru excellent ; les hommes sont vigoureux, bien entraînés, pleins de vaillance, avec un beau regard clair et doux... Mais le haut-commandement est mal organisé, l'armement tout à fait insuffisant, le service des transports très défectueux. Et ce qui est plus grave peut-être, c'est la faiblesse de l'instruction tactique. On ne s'est pas assez libéré des méthodes arriérées ; l'armée russe est en retard de plus d'un an sur nos armées d'Occident ; elle est désormais incapable de mener à bien une offensive de large envergure...

***

Mercredi, 21 février 1917.

Après une interminable série de déjeuners, de dîners, de réceptions, à l'ambassade, au ministère des Finances à la Chambre de commerce russo-française, à la présidence du Conseil, à la Douma municipale, chez la grande-duchesse Marie-Pavlowna, au Yacht-Club, etc., les délé-

gués étrangers reprennent enfin le chemin de l'Occident..., par l'Océan glacial arctique.

Le résultat de cette conférence, autour de laquelle on a fait à la fois tant de mystère et tant de bruit, est maigre. On a échangé des opinions sur le blocus de la Grèce, sur l'insuffisance du concours japonais, sur la valeur probable de l'intervention américaine, sur la position critique de la Roumanie, sur la nécessité d'une entente plus étroite et plus pratique entre les Alliés ; on a mesuré les énormes besoins de l'armée russe dans l'ordre matériel et l'on s'est concerté pour y parer autant que possible. C'est tout.

Quand Doumergue et le général de Castelnau viennent prendre congé de moi, je leur confie une commission :

— Veuillez dire, de ma part, à M. le président de la République et à M. le président du Conseil que vous me laissez très inquiet. Une crise révolutionnaire se prépare en Russie ; elle a failli éclater il y a cinq semaines ; elle n'est que différée. De jour en jour, le peuple russe se désintéresse de la guerre et l'esprit anarchique se répand dans toutes les classes, même dans l'armée. Vers la fin d'octobre dernier, un incident très significatif, que j'ai signalé à M. Briand, s'est produit à Pétrograd. Une grève ayant éclaté dans le quartier de Viborg et la police ayant été fort malmenée par les ouvriers, on a requis deux régiments d'infanterie, casernés dans le voisinage. Ces deux régiments ont tiré sur la police. Il a fallu faire venir en hâte une division de Cosaques pour mettre les mutins à la raison. Donc, en cas d'émeute, on ne peut pas compter sur l'armée... Ma conclusion est que le temps ne travaille plus pour nous, du moins en Russie, que nous devons dès maintenant prévoir une défaillance de notre alliée et en tirer toutes les conséquences nécessaires.

— Je ne suis pas moins pessimiste que vous, me répond Doumergue ; non seulement je rapporterai toutes vos paroles à M. le président de la République et à M. Briand ; mais je les confirmerai.

CHAPITRE VIII

22 FÉVRIER-II MARS 1917

Une prophétie de Tchadaïew. — Départ de la grande-duchesse Marie-Pavlowna pour le Caucase ; elle me confie son effroi de la crise qui s'annonce. — Rôle du tsarisme dans la vie politique et sociale du peuple russe. Une hypothèse imaginaire : la Conspiration des poudres. — Vue rétrospective sur les origines de la guerre russo-japonaise : duplicité de l'empereur Guillaume. — Épreuve cruelle de la population et de l'armée roumaines en Moldavie ; famine et typhus. Belle attitude du roi, de la reine et de Bratiano. — Paradoxes du caractère russe : soumission et révolte. — Les opérations militaires de Roumanie et le problème de Constantinople. — Effet de la guerre sur la moralité des *moujiks;* doléances d'un évêque à l'impératrice. — Troubles à Pétrograd : « Du pain et la paix ! » Les ministres tiennent un conseil extraordinaire. « C'est peut-être la dernière soirée du régime... » Avis comminatoire aux manifestants. Un régiment de la Garde refuse de tirer sur la foule.

Jeudi, 22 février 1917.

Je lis actuellement les lettres de Tchadaïew, l'écrivain paradoxal et pénétrant, l'ironique ennemi du particularisme slave, le grand doctrinaire inspiré, qui, aux environs de l'année 1840, fulmina sur le peuple russe de si éloquentes prophéties. Et je note, au passage, cette pensée profonde :

« Les Russes appartiennent au nombre des nations qui ne semblent exister que pour donner à l'humanité de terribles leçons. Assurément, ces leçons ne seront

pas perdues. Mais qui pourrait prévoir les épreuves réservées à la Russie avant qu'elle reprenne le cours normal de son destin et sa place au sein de l'humanité? »

***

Vendredi, 23 février 1917.

A peine les délégués étrangers ont-ils quitté Pétrograd, que l'horizon de la Néwa s'obscurcit de nouveau.

La Douma de l'empire devant reprendre ses travaux mardi prochain 27 février, il en résulte de l'effervescence dans les milieux industriels. Aujourd'hui, des agitateurs ont parcouru les usines Poutilow, les Chantiers baltiques et le quartier de Viborg en prêchant la grève générale, afin de protester contre le gouvernement, contre la disette, contre la guerre.

L'animation est assez vive pour que le général Khabalow, gouverneur militaire de la capitale, ait fait apposer une affiche qui interdit les rassemblements et qui notifie à la population que : « Toute résistance à l'autorité sera immédiatement réprimée par la force des armes. »

Ce soir, j'offre un dîner à la grande-duchesse Marie-Pavlowna et à son fils le grand-duc Boris. Mes autres invités sont Sazonow, l'ancien ambassadeur à Vienne, Schébéko, la princesse Marie Troubetzkoï, la princesse Bélosselsky, le prince et la princesse Michel Gortchakow, la princesse Stanislas Radziwill, M. et Mme Polovtsow, le comte et la comtesse Alexandre Schouvalow, le comte et la comtesse Joseph Potocki, la princesse Gagarine, M. Poklewski, Mme Véra Narischkine, le comte Adam Zamoÿski, Benckendorff, le général Knorring et mon personnel.

La grande-duchesse préside ma table. Je suis à sa gauche et Sazonow à sa droite. Le grand-duc est en face d'elle, ayant à sa droite la femme de mon secrétaire, la vicomtesse du Halgouët, qui tient la place de maîtresse de maison, et à sa gauche la princesse Marie Troubetzkoï.

Pendant le dîner, ma conversation avec la grande-duchesse est toute superficielle et les propos qu'elle échange avec Sazonow sont de même valeur.

Mais, rentrée au salon, elle me prie de m'asseoir auprès d'elle et nous causons plus intimement. D'un air très abattu, elle m'annonce qu'elle doit partir après-demain pour Kislovotsk, sur le versant septentrional du Caucase :

— J'ai grand besoin de soleil et de repos, me dit-elle. Les émotions de ces derniers temps m'ont épuisée. Et je vais partir, le cœur plein d'effroi... Quand je vous reverrai, que se sera-t-il passé? Car cela ne peut pas durer !

— Ainsi, les choses ne vont pas mieux?

— Non. Et comment iraient-elles mieux? L'impératrice domine entièrement l'empereur et elle ne prend conseil que de Protopopow, qui consulte, chaque nuit, le fantôme de Raspoutine !... Je ne peux pas vous dire à quel point je suis découragée. De tous côtés, je vois tout en noir. Je m'attends aux pires malheurs... Et pourtant, Dieu ne peut pas vouloir que la Russie périsse !

— Dieu ne soutient que ceux qui luttent et je n'ai jamais entendu dire qu'il ait empêché un suicide. Or, c'est un véritable suicide que l'empereur est en train de commettre, pour lui-même, pour sa dynastie et pour son peuple.

— Mais que faire?

— Lutter. La récente intervention des grands-ducs a échoué : il faut la recommencer, sur des bases plus larges et, permettez-moi d'ajouter, dans un esprit plus sérieux, moins frondeur, plus politique... Le Conseil de l'empire

et la Douma renferment, tant à droite qu'à gauche, d'excellents éléments pour organiser une résistance aux abus de l'autocratisme. Si tous les hommes raisonnables et patriotes qui siègent dans ces deux assemblées s'unissaient pour une œuvre commune de salut public ; si, avec mesure, avec suite, avec fermeté, ils entreprenaient de démontrer à l'empereur qu'il mène la Russie à l'abîme ; si la famille impériale se concertait pour tenir un langage identique, en évitant soigneusement toute apparence de cabale et de conjuration ; si l'on réussissait à créer ainsi dans les sphères supérieures de l'État une volonté unanime de redressement national, je crois que les Protopopow, les Dobrowolsky et toute la camarilla de l'impératrice s'effondreraient vite... Mais qu'on se hâte ! Le péril est pressant ; les heures comptent. Si le salut ne vient pas d'en haut, la révolution se fera par en bas. Et alors ce sera la catastrophe !

Elle ne me répond que par un geste de découragement. Puis, se rappelant son rôle de cour, où elle est de premier ordre, elle invite quelques dames à s'approcher d'elle...



Samedi, 24 février 1917.

Mon collègue d'Italie, le marquis Carlotti, vient échanger avec moi ses impressions sur les résultats de la conférence. Le cours de notre causerie nous amène à parler de la situation intérieure.

Sans méconnaître la gravité des symptômes que nous avons quotidiennement sous les yeux, Carlotti ne croit pas à l'imminence d'une révolution. En tout cas, il présume que, si la monarchie tsariste était renversée par un mouvement populaire, elle serait aussitôt remplacée par un régime constitutionnel et démocratique, selon le programme du parti « cadet » ; sauf quelques violences au

début, l'instauration de l'ordre nouveau ne rencontrerait pas de grands obstacles. Il développe cette opinion avec l'ingénieuse finesse du caractère italien qui, dans une crise politique, aperçoit immédiatement toutes les combinaisons possibles, toutes les solutions expédientes.

Je lui représente au contraire que la démolition du tsarisme ouvrirait probablement une ère indéfinie de troubles, analogue à celle qui suivit la mort d'Ivan le Terrible ; car le tsarisme n'est pas seulement la forme officielle du gouvernement russe ; il est aussi la base, la charpente et la structure de la communauté russe. C'est le tsarisme qui a fait l'individualité historique de la Russie et qui la maintient. Toute la vie collective du peuple russe est comme intégrée au tsarisme. En dehors du tsarisme, il n'y a rien. Et, pour faire mieux sentir à Carlotti ce que j'entends par des formules aussi absolues, j'ai recours à une comparaison imaginaire, qui m'est venue souvent à l'esprit, ces derniers temps :

— Vous vous rappelez, lui dis-je, ce que fut la célèbre Conspiration des poudres, sous le règne de Jacques Ier d'Angleterre, en 1605 : un groupe de conjurés avait miné le palais de Westminster pour faire sauter à la fois le souverain, les ministres et tous les membres du Parlement. Supposez que, aujourd'hui, par la vertu d'un explosif invraisemblable, quelques anarchistes anglais réussissent à détruire d'un seul coup le roi, les ministres, la Chambre des lords, la Chambre des communes, l'administration, la police, la force armée, les tribunaux, bref tous les rouages de la constitution britannique. Il en résulterait évidemment une perturbation immédiate et générale de l'État, un arrêt subit de presque toutes les fonctions vitales. Mais ce ne serait qu'une syncope. Après une période courte de stupeur et d'étourdissement, on verrait la vie publique renaître et se réorganiser par l'action spontanée des institutions provinciales et municipales, des corporations ecclésiastiques, des universités,

des clubs, des chambres de commerce, des chambres syndicales, enfin de ces innombrables sociétés particulières, sociétés religieuses, politiques, charitables, philanthropiques, littéraires, scientifiques, sportives, etc... qui fourmillent sur le sol anglais et qui coordonnent, en quelque sorte, le libre jeu de toutes les initiatives individuelles... Un pareil phénomène de réorganisation automatique serait impossible à concevoir dans un pays comme la Russie, où nulle manifestation de l'activité politique et sociale n'échappe à l'ingérence, au contrôle, à l'étreinte du pouvoir central, où la vie entière de la nation est soumise à l'omnipotence de la bureaucratie... J'en conclus que, si le tsarisme s'écroulait, il entraînerait tout l'édifice russe dans sa ruine ; je me demande même si l'unité nationale y survivrait. Par quelle force, au nom de quel principe pourrait-on retenir désormais dans l'orbite russe la ceinture de peuples allogènes que la politique séculaire des tsars a cristallisés autour de l'État moscovite? Ne serait-ce pas la fin de la Russie?...

***

Dimanche, 25 février 1917.

Nous devisons académiquement, Pokrowsky et moi, sur les origines de la guerre, sur l'action des forces collectives et des volontés individuelles qui depuis longtemps préparaient le conflit, sur la terrible responsabilité que l'histoire imputera certainement à l'Allemagne, etc. En recherchant ainsi les causes premières, nous arrivons à parler de la guerre russo-japonaise et je fais allusion au rôle perfide que Guillaume II a joué alors envers la Russie. Pokrowsky m'interrompt :

— Puisque nous abordons ce sujet, permettez-moi de vous poser une question... qui vous prouvera une fois de plus combien j'ignore les choses de la diplomatie.

Est-ce vrai que, en 1904, le kaiser ait poussé le Japon à nous attaquer, pendant qu'il nous excitait nous-mêmes à nous montrer intransigeants?

— C'est absolument vrai. Pour ce qui est des conseils et des encouragements que l'Allemagne a donnés alors à la Russie, vous n'avez qu'à ouvrir vos archives ou, mieux encore, à feuilleter la mémoire de votre excellent adjoint, Nératow. Il n'y a pas de doute que, dès 1897, l'empereur Guillaume a fait miroiter devant vous les perspectives d'Extrême-Orient ; c'est lui qui, à cette époque, vous a incités à vous saisir de Port-Arthur. Il agitait à vos yeux le spectre du « péril jaune » et il vous dénonçait le monstrueux égoïsme de la France, qui cherchait à vous détourner des aventures asiatiques. Puis, dans les années suivantes, il n'a eu que des paroles flatteuses pour vos entreprises en Mandchourie. Aussitôt que vous aviez quelque difficulté avec le Japon, il vous assurait secrètement que si « les sales petits jaunes » devenaient trop arrogants, la flotte allemande irait soutenir la vôtre dans les mers de Chine. Enfin, aux derniers jours de 1903, tandis que la France s'évertuait à vous procurer une transaction honorable sur l'affaire du Yalou, il prenait vis-à-vis du tsar l'engagement solennel de maintenir la paix en Europe aussi longtemps que vos armées seraient occupées en Extrême-Orient. Et, jusqu'à la défaite de Moudken, il n'a cessé de vous exhorter à poursuivre la guerre, à grossir vos effectifs, à consumer toutes vos forces nationales dans cette lutte désastreuse. Voilà quel fut son rôle envers la Russie... Mais, à la rigueur, le kaiser pourrait dire : « Les conseils que j'ai donnés à la Russie étaient mauvais. Soit ! Elle n'avait qu'à ne pas les suivre. Vous me reprochez encore de l'avoir poussée vers l'Extrême-Orient avec l'arrière-pensée de l'affaiblir en Europe. Cela, c'est de la politique et même de la bonne politique : j'ai servi les intérêts allemands... » Je ne lui ferais donc pas un trop sévère

grief de sa conduite à votre égard, s'il n'y avait autre chose. Or, pendant qu'il vous enguirlandait et vous mystifiait, il stimulait sous main les impatiences du Japon ; il l'incitait à vous attaquer ; il lui disait : « Dans un duel avec la Russie, vous n'avez rien à perdre et tout à gagner. L'Angleterre, votre amie, ne vous laissera jamais écraser. La France abandonnera son alliée. Quant à moi, je vous promets une neutralité, qui saura vous être bienveillante. » Et, le 8 février 1904, sans le moindre avis préalable, les torpilleurs japonais coulaient trois de vos plus grands cuirassés devant Port-Arthur... Dans cette partie de son rôle, le kaiser ne peut plus invoquer pour excuse les procédés traditionnels du calcul politique. Il y a eu là, de sa part, fraude, fourberie, duplicité.

Pokrowsky demeure stupéfait. Puis, levant les bras au ciel :

— Comment ! Un machiavélisme pareil est possible au vingtième siècle !... Au vingtième siècle !

— Oui, au vingtième siècle. Mais qu'importe le siècle? Le machiavélisme était déjà vieux de plusieurs milliers d'années quand Machiavel l'inventa. Et je ne pense pas que les événements de cette guerre vous inclinent à croire que le monde s'assagit en vieillissant. L'avenir sera toujours fait du passé.

— Alors, pauvre humanité ! *Gospodi pomilouï !*... Mais ce que vous venez de me raconter, c'est bien certain, c'est authentique? Et, si je ne suis pas indiscret, comment le savez-vous?

— Le gouvernement japonais avait été fort surpris par les instigations de l'Allemagne ; il en avait aussitôt informé le gouvernement britannique, qui avait tout de suite reconnu là l'esprit brouillon et insidieux de l'empereur Guillaume. Peu après, le parti de la guerre l'emportait, à Tokio... J'ai appris ces faits, en 1913, par l'ambassadeur d'Angleterre à Paris, sir Francis Bertie, qui était sous-secrétaire d'État au Foreign-office, en 1903.



Lundi, 26 février 1917.

La situation alimentaire en Moldavie s'aggrave chaque jour : l'armée roumaine est rationnée au-dessous du taux d'entretien et la population civile meurt de faim. La misère physiologique a pour conséquence naturelle une épouvantable épidémie de typhus.

D'après le général Berthelot, l'unique remède consisterait dans une offensive au nord de la Dobroudja, de manière à dégager un bras du Danube et ouvrir ainsi une nouvelle voie d'approvisionnement. Mais le général Gourko se refuse à entreprendre cette offensive qui lui semble des plus dangereuses et qui d'ailleurs ne cadre pas avec ses plans stratégiques.

Dans cette épreuve nationale, — une des plus cruelles qui aient fondu jamais sur un pays, — le roi Ferdinand, la reine Marie et Bratiano font belle figure. A cet égard, les témoignages qui arrivent d'Iassy sont unanimes. Par sa tranquille et indomptable énergie, le roi soutient tous les cœurs, rallie autour du drapeau toutes les volontés ; simple et grave, il accomplit excellemment son devoir professionnel, son devoir de souverain. Même fermeté du caractère chez Bratiano, même endurance lucide et réfléchie, même acceptation virile de tous les sacrifices nécessaires. Chez la reine, le patriotisme prend plutôt la forme héroïque ; il y a en elle une fougue alerte et généreuse, une ferveur enthousiaste et chevaleresque, une flamme sacrée. Ainsi appartient-elle déjà peut-être à la légende ; car elle incarne, dans sa fière et séduisante beauté, l'âme collective de son peuple.

***

Mercredi, 28 février 1917.

Que l'on se place au point de vue politique, intellectuel, moral, religieux, le Russe offre presque toujours le spectacle paradoxal d'une extrême docilité, jointe à l'esprit de révolte le plus accentué.

Le *moujik* est connu pour son endurance et son fatalisme, pour sa mansuétude et sa passivité ; il est parfois sublime de douceur et de résignation. Mais, tout à coup, le voilà qui proteste et s'insurge. Immédiatement, sa fureur le porte à des crimes épouvantables, à des vengeances féroces, au paroxysme de la scélératesse et de la sauvagerie.

Même contraste dans l'ordre religieux. Si l'on étudie l'histoire et la théologie de l'Église orthodoxe russe, de « la vraie Église du Christ », on y reconnaît comme caractères essentiels l'esprit conservateur, l'immuable fixité du dogme, le respect de la règle canonique, l'importance des formules et des rites, une dévotion routinière, un cérémonial somptueux, une hiérarchie imposante, une humble et aveugle soumission des fidèles. En regard, la grande secte du *Raskol*, qui s'est détachée de l'Église officielle au dix-septième siècle et qui ne compte pas moins de onze millions d'adeptes, nous montre l'annihilation du sacerdoce, un culte sommaire et farouche, un radicalisme négateur et subversif. Les sectes innombrables, que le *Raskol* a produites à son tour, les *Khlisty*, les *Doukhobors*, les *Stranniky*, les *Pomortsy*, les *Douchitély* les *Molokanes*, les *Skopizy*, vont beaucoup plus loin encore. Là, c'est l'individualisme sans limites : nulle organisation, nulle discipline ; une licence effrénée ; toutes les fantaisies et toutes les aberrations du sentiment religieux : l'anarchie absolue.

Dans l'ordre de la morale et de la conduite privées, cette double nature du Russe apparaît également. Je ne connais aucun pays où le pacte social soit plus imprégné de l'esprit traditionnel et religieux ; où la vie domestique soit plus sérieuse, plus patriarcale, plus remplie de douceur et d'affections, plus enveloppée de poésie intime et de respect ; où les devoirs et les charges de la famille soient acceptés plus généreusement ; où l'on supporte avec plus de patience les contraintes et les privations, les misères et les mesquineries de la vie quotidienne. Par contre, en aucun autre pays, les rébellions individuelles ne sont aussi fréquentes, n'éclatent avec autant de brusquerie et de retentissement. A cet égard, la chronique des crimes passionnels et des scandales mondains abonde en exemples saisissants. Il n'y a pas d'excès dont l'homme ou la femme russes ne soient capables, aussitôt qu'ils ont décidé de « s'affirmer comme des êtres libres ».

***

Jeudi, 1er mars 1917.

Malgré mes instances réitérées, le général Gourko se refuse péremptoirement à entreprendre une offensive au nord de la Dobroudja en vue d'établir une nouvelle voie de ravitaillement pour la Roumanie. Ses objections techniques ne sont certes pas sans valeur ; mais il est surtout déterminé par un motif qu'il n'avoue pas et que le général Polivanow m'a laissé entrevoir naguère.

Le haut-commandement russe n'attache plus qu'une importance médiocre aux opérations dont la Roumanie pourrait encore être le théâtre ; il entend y observer une stricte défensive, ayant pour unique objectif d'interdire aux ennemis l'accès de Kiew et d'Odessa. Il ne garde plus en effet la moindre illusion sur la possibilité de s'ouvrir désormais la route de Constantinople en forçant

le Danube et les Balkans. La marche sur Constantinople lui paraît devoir être différée jusqu'à l'extrême fin de la guerre, jusqu'au jour où l'Allemagne exténuée abandonnera la Turquie à son destin. Alors, mais alors seulement, une armée russe entreprendra la conquête de Constantinople : son point de départ ne sera ni le Danube, ni Sinope, ni Héraclée, mais la rive occidentale de la mer Noire, Midia, le cap Inadia, ou peut-être même Bourgas si la situation politique et militaire de la Bulgarie le permet.

Comme je témoigne à Pokrowsky le mécontentement que me cause le refus du général Gourko, il me répond avec animation :

— Je vous assure que nous faisons et que nous ferons tout le possible pour sauver la Roumanie. Encore faut-il attendre des conjonctures favorables ! Et ce sera sans doute long !... Je sais que, à Iassy, les Roumains nous vitupèrent, qu'ils nous accusent même de trahison. Je leur pardonne de s'exprimer ainsi parce qu'ils sont très malheureux ; mais la loyauté de notre conduite est suffisamment prouvée par le fait que notre armée de Moldavie ne compte pas moins de 500 000 hommes avec un attirail colossal. Bratiano devrait comprendre que la plupart des embarras actuels proviennent de cette agglomération énorme qu'il a tant réclamée lui-même...

Le général Alexéïew étant à la veille de reprendre ses fonctions de chef d'état-major général, Pokrowsky me promet de lui exposer, en mon nom, les considérations de politique et d'humanité qui justifieraient une offensive au nord de la Dobroudja.

***

Vendredi, 2 mars 1917.

Le coup de fouet que la conférence des Alliés a été pour l'administration russe, ou du moins pour les bureaux de Pétrograd, ne se fait déjà plus sentir.

Les services de l'artillerie, des usines, de l'approvisionnement, des transports, etc., sont retombés dans leur indolence et leur incurie. On oppose à nos officiers et à nos ingénieurs les mêmes réponses dilatoires, la même force d'inertie et d'insouciance qu'auparavant. C'est à désespérer de tout. Oh ! comme je comprends l'épieu d'Ivan le Terrible et la canne de Pierre le Grand !



Samedi, 3 mars 1917.

On vient de me rapporter un long entretien que l'impératrice a eu récemment avec l'évêque de Viatka, Mgr Théophane. Ce prélat est une créature de Raspoutine ; mais le langage qu'il a tenu à la souveraine témoigne en lui un esprit libre et sérieux.

La tsarine l'a d'abord interrogé sur les dispositions de ses ouailles à l'égard de la guerre. Mgr Théophane a répondu que, dans son diocèse, qui s'étend à l'ouest de l'Oural, le patriotisme n'avait pas trop fléchi : assurément, on souffrait d'une épreuve si longue, on gémissait, on critiquait ; cependant on était prêt à supporter encore beaucoup de deuils, beaucoup de privations pour obtenir la victoire ; sous ce rapport, l'évêque pouvait tranquilliser l'impératrice... Mais il avait, à d'autres points de vue, des sujets graves de tristesse et d'inquiétude : il constatait chaque jour, dans la démoralisation du peuple, un progrès effrayant. Les hommes qui arrivaient de l'armée, les malades, les blessés, les permissionnaires, exprimaient des opinions abominables ; ils affectaient l'incrédulité, l'athéisme ; ils allaient jusqu'au blasphème et au sacrilège ; on s'apercevait tout de suite qu'ils avaient fréquenté des intellectuels et des Juifs... Les cinémas, qu'on voit maintenant installés dans toutes les bourgades, sont également une cause de dépravation. Ces aventures

de mélodrame, ces scènes d'enlèvement, de vol, d'assassinat, sont trop capiteuses pour l'âme simple des *moujiks;* leur imagination s'y enflamme ; ils y perdent la raison. L'évêque expliquait ainsi le nombre insolite d'attentats sensationnels qu'on avait enregistrés depuis quelques mois, non seulement dans le diocèse de Viatka, mais encore dans les diocèses voisins, à Ekaterinbourg, à Tobolsk, à Perm, à Samara. Pour appuyer ses dires, il montrait à l'impératrice des photographies de magasins pillés, de maisons dévastées, de cadavres mutilés, avec une évidente affectation d'audace et de scélératesse... Il dénonçait enfin un vice tout récent, dont les masses russes n'avaient même aucune idée, jusqu'en ces derniers temps, et qui avait pour elles un exécrable attrait : la morphine. Le mal était venu de tous ces hôpitaux militaires qui couvraient le pays. Beaucoup de médecins et de pharmaciens avaient pris l'habitude de se morphiner ; par eux, l'usage de la drogue s'était répandu chez les officiers, les fonctionnaires, les ingénieurs, les étudiants. Bientôt, les infirmiers aussi avaient suivi l'exemple. Mais leur cas était bien plus pernicieux, car ils s'étaient donné, comme compagnons d'ivresse, des gens du peuple. Et quand ils ne s'intoxiquaient pas eux-mêmes, ils vendaient la morphine ; tout le monde connaissait, à Viatka, les cabarets où se pratiquait ce commerce. La police avait de bonnes raisons pour fermer les yeux...

Mgr Théophane avait conclu ainsi :

— Le remède à de pareils maux devrait être cherché, semble-t-il, dans une action énergique du clergé. Mais j'ai la douleur d'avouer à Votre Majesté que la démoralisation générale n'a pas épargné nos prêtres, surtout ceux des campagnes. Pour quelques-uns qui sont de véritables saints, la plupart s'abandonnent et se dégradent. Ils n'ont plus d'action sur leurs paroissiens. Toute l'éducation religieuse du peuple est à refaire. Et pour cela, il faut rendre d'abord au clergé son ascendant moral.

La première condition est de supprimer la vente des sacrements. Le pope devrait recevoir de l'État un salaire suffisant pour vivre. Alors, on pourrait lui interdire d'accepter aucun argent qui ne lui serait pas donné volontairement pour son église ou pour les pauvres. La misère, à laquelle le *sviatchénik* est réduit actuellement, le condamne à un mercantilisme honteux, qui lui enlève tout prestige et toute dignité. Je prévois de grands malheurs pour notre sainte Église, si son protecteur suprême, notre pieux tsar vénéré, ne la réforme bientôt...

Dans la bouche d'un évêque raspoutinien, ce langage constitue un pronostic édifiant.

Je sais d'autre part que deux prélats, qui n'ont jamais consenti à pactiser avec Raspoutine et qui sont parmi les plus distingués de l'épiscopat russe, Mgr Wladimir, archevêque de Penza, et Mgr André, évêque d'Oufa, s'expriment dans les mêmes termes que Mgr Théophane.

* * *

Mardi, 6 mars 1917.

Pétrograd manque de pain et de bois ; le peuple souffre.

Ce matin, devant une boulangerie de la Liteïny, j'étais frappé de l'expression mauvaise que je lisais sur les figures de tous les pauvres gens qui faisaient queue et dont la plupart avaient passé là toute la nuit.

Pokrowsky, avec qui j'en parlais, ne m'a pas caché son inquiétude. Mais que faire ! La crise des chemins de fer s'est en effet aggravée. L'extrême rigueur du froid qui sévit dans toute la Russie (— 43°), a mis hors de service, par éclatement des tubes de chaudière, plus de douze cents locomotives, et les tubes de rechange manquent à cause des grèves. De plus, la neige est tombée avec une abondance exceptionnelle, ces dernières semaines, et la main-d'œuvre fait défaut, dans les villages, pour

dégager les voies. Il en résulte que, à l'heure actuelle, 57 000 wagons sont bloqués.

***

Jeudi, 8 mars 1917.

Toute la journée, il y a eu de l'effervescence à Pétrograd... Des cortèges populaires parcouraient les grandes avenues. Sur plusieurs points, la foule a crié : « Du pain et la paix ! » Sur d'autres, elle a entonné la *Marseillaise ouvrière*. Quelques bagarres se sont produites à la Perspective Newsky.

Ce soir, j'ai à dîner Trépow, le comte Tolstoï, directeur de l'Ermitage, mon collègue d'Espagne Villasinda et une vingtaine de mes convives habituels.

Les incidents de la rue jettent une ombre de souci sur les visages et les conversations. J'interroge Trépow au sujet des mesures que le gouvernement va prendre pour ravitailler Pétrograd et sans lesquelles la situation risque de s'aggraver bientôt. Ses réponses n'ont rien de rassurant.

Lorsque je retourne à mes autres invités, je ne trouve plus trace d'inquiétude sur leurs figures ni dans leurs propos. On parle surtout d'une soirée que la princesse Léon Radziwill a organisée pour dimanche, qui sera nombreuse, brillante, et où l'on espère bien qu'il y aura de la musique et de la danse.

Nous nous regardons, Trépow et moi. La même phrase nous vient aux lèvres :

— Singulier moment pour organiser une fête !

Dans un groupe, on échange des appréciations sur les danseuses du théâtre Marie, sur la préséance de talent qu'il convient d'attribuer à la Pavlowa, à la Kchéchinskaïa, à la Karsavina, etc.



Aquarelle de G. Loukomsky *Tsarskoïe-Selo. — Le Féodorowsky Sobor*

Malgré le vent d'émeute qui souffle dans la capitale. l'empereur, qui vient de passer deux mois à Tsarskoïé-Sélo, est parti ce soir pour le grand-quartier général,

***

Vendredi, 9 mars 1917.

L'agitation des milieux industriels a pris, ce matin, une forme violente. De nombreuses boulangeries ont été saccagées, particulièrement dans le quartier de Viborg et à Wassily-Ostrow. Sur plusieurs points de la capitale, les Cosaques ont chargé la foule et tué quelques ouvriers.

Pokrowsky me confie son inquiétude :

— Je n'attacherais, à ces désordres, qu'une importance secondaire si mon cher collègue de l'Intérieur avait encore une lueur de raison. Mais qu'attendre d'un homme qui, depuis des semaines, a perdu tout sens des réalités et qui, chaque soir, délibère avec l'ombre de Raspoutine? Cette nuit encore, il a passé des heures à évoquer le fantôme du *staretz!*

***

Samedi, 10 mars 1917.

Le problème angoissant des subsistances a été examiné, cette nuit, dans un « conseil extraordinaire », auquel assistaient tous les ministres, sauf celui de l'Intérieur, le président du Conseil de l'empire, le président de la Douma et le maire de Pétrograd. Protopopow a dédaigné de participer à cette délibération ; il conférait sans doute avec le fantôme de Raspoutine.

Grand déploiement de gendarmes, de Cosaques et de troupes dans toute la ville. Jusque vers quatre heures de l'après-midi, les manifestations n'ont provoqué aucun

désordre. Mais le public a commencé bientôt à s'exciter. On chantait la *Marseillaise;* on promenait des drapeaux rouges sur lesquels était écrit : *A bas le gouvernement!... A bas Protopopow!... A bas la guerre!... A bas l'Allemande!...* Un peu après cinq heures, les bagarres se sont succédé sur la Perspective Newsky. Trois manifestants et trois officiers de police ont été tués ; on compte une centaine de blessés.

Dans la soirée, le calme est rétabli. J'en profite pour aller avec la femme de mon secrétaire, la vicomtesse du Halgouët, entendre un peu de musique au concert Ziloty. Sur le parcours, nous croisons à chaque instant des patrouilles de Cosaques.

La salle du théâtre Marie est presque vide ; une cinquantaine de personnes au plus ; il y a aussi beaucoup de manquants parmi les musiciens. Nous entendons ou plutôt nous subissons la première symphonie d'un jeune compositeur, Saminsky, œuvre inégale, assez puissante par endroits, mais dont tous les effets s'épuisent dans la recherche des dissonances audacieuses et la complication des formules harmoniques. Ces subtilités de technique m'eussent intéressé en d'autres temps : elles m'exaspèrent ce soir. Fort heureusement, le violoniste Enesco apparaît ensuite sur la scène. Après avoir parcouru d'un regard éploré la salle déserte, il s'approche des fauteuils que nous occupons à l'angle de l'orchestre, comme s'il allait jouer pour nous seuls. Jamais l'admirable virtuose, le digne émule des Ysaÿe et des Kreissler n'a produit sur moi une plus vive impression par son jeu simple et large, capable des modulations les plus délicates et des plus fougueux emportements. Une fantaisie de Saint-Saëns, qu'il exécute pour finir, est prodigieuse de romantisme enfiévré. Nous nous retirons sur ce morceau.

La place du théâtre Marie, si animée d'ordinaire, est morne ; ma voiture est seule à y stationner. Un piquet

de gendarmes garde le pont de la Moïka ; des troupes sont massées devant la prison de Lithuanie.

Frappée comme moi de ce spectacle, Mme du Halgouët me dit :

— Nous venons peut-être d'assister à la dernière soirée du régime.

***

Dimanche, 11 mars 1917.

Cette nuit, jusqu'à cinq heures du matin, les ministres ont tenu conseil. Protopopow avait daigné se joindre à ses collègues ; il leur a exposé les mesures énergiques qu'il a prescrites pour maintenir l'ordre « à tout prix ». En conséquence, le général Khabalow, gouverneur militaire de Pétrograd, a fait placarder, ce matin, cet avis comminatoire :

Tout rassemblement est interdit. Je préviens la population que j'ai renouvelé aux trovpes l'autorisation de se servir de leurs armes, sans s'arrêter devant quoi que ce soit, pour maintenir l'ordre.

En revenant, vers une heure, du ministère des Affaires étrangères, je rencontre un des coryphées du parti cadet, Basile Maklakow.

— Nous avons affaire maintenant, me dit-il, à un grand mouvement politique. Tout le monde est excédé du régime actuel. Si l'empereur n'accorde pas au pays de promptes et larges réformes, l'agitation dégénérera en émeute. Et, de l'émeute à la révolution, il n'y a qu'un pas.

— Je suis tout à fait de votre avis et je crains fort que les Romanow n'aient trouvé en Protopopow leur Polignac... Mais, si les événements se précipitent, vous aurez sûrement un rôle à y jouer. Alors, je vous supplie de ne pas oublier les devoirs primordiaux que la guerre impose à la Russie.

— Vous pouvez compter sur moi.

Malgré l'avis du gouverneur militaire, la foule se montre de plus en plus tumultueuse et agressive ; elle grossit d'heure en heure sur la Perspective Newsky. A quatre ou cinq reprises, la troupe est obligée de tirer des feux de salve pour n'être pas débordée ; on compte les morts par vingtaines.

Vers la fin du jour, deux de mes agents d'information, que j'ai envoyés dans les quartiers industriels, me rapportent que la rigueur impitoyable de la répression a découragé les ouvriers, qui répètent : « Nous en avons assez d'aller nous faire tuer sur la Perspective Newsky ! »

Mais un autre informateur m'annonce qu'un régiment de la Garde, le régiment de Volhynie, a refusé de tirer. Ceci est un élément nouveau de la situation et me rappelle le sinistre avertissement du 31 octobre dernier.

Pour me reposer de tout le travail et de tout le tracas que m'a infligés cette journée (car j'ai été assiégé par les inquiétudes de la colonie française), je vais, après le dîner, prendre une tasse de thé chez la comtesse P... qui habite rue Glinka. En la quittant, vers onze heures, j'apprends que les manifestations continuent devant Notre-Dame de Kazan et le Gostiny-Dvor. Aussi, pour rentrer à l'ambassade, je crois prudent de faire un détour par la Fontanka. A peine mon auto s'est-il engagé sur le quai, que j'aperçois une maison brillamment éclairée devant laquelle stationne une longue file de voitures. C'est la soirée de la princesse Léon Radziwill qui bat son plein ; je reconnais, au passage, l'auto du grand-duc Boris.

D'après Sénac de Meilhan, on s'amusait beaucoup aussi, à Paris, le soir du 5 octobre 1789.

CHAPITRE IX

12-22 MARS 1917

De l'émeute à la révolution. Barricades, pillages, incendies ; combats dans les rues. L'armée fraternise avec les insurgés. Désarroi du gouvernement ; appel des ministres à l'empereur. Le Palais d'hiver et la Forteresse sont envahis. La Douma organise un comité exécutif. — Reprise des combats dans les rues. Mission du général Ivanow. Dernière possibilité de sauver le tsarisme. Rapides progrès de la révolution. — Les socialistes opposent à la Douma un « Conseil des députés ouvriers et soldats », le *Soviet*. Rôle décisif de l'armée dans le drame révolutionnaire. Attitude honteuse du grand-duc Cyrille et de la Garde impériale. — Après avoir essayé vainement de rentrer à Pétrograd, l'empereur s'arrête à Pskow, où deux commissaires de la Douma vont le supplier d'abdiquer en faveur de son fils. Constitution d'un gouvernement provisoire. — Nicolas II, ne consentant pas à se séparer de son fils, abdique en faveur de son frère, Michel-Alexandrowitch. Colère du *Soviet*, qui exige et obtient la renonciation du grand-duc Michel. — Nouvelles de Tsarskoïé-Sélo ; le grand-duc Paul apprend à l'impératrice l'abdication de l'empereur. — Faiblesse du gouvernement provisoire envers le *Soviet* : la garnison de Pétrograd se fait promettre de n'être pas envoyée au front. — Milioukow est nommé ministre des Affaires étrangères ; notre premier entretien : j'insiste pour que les nouveaux gouvernants de la Russie proclament leur volonté de poursuivre la guerre à outrance. — Vue générale des événements qui viennent de s'accomplir. Inaction du clergé dans la révolution. Détails complémentaires sur l'abdication de l'empereur. — Manifeste du gouvernement provisoire ; il ne contient qu'une vague allusion à la poursuite de la guerre : je proteste auprès de Milioukow. — Le *Soviet* impose au gouvernement provisoire l'arrestation des souverains déchus. Milioukow fait demander au gouverne-

ment britannique de leur donner asile en Angleterre. Éloquents adieux de l'empereur à l'armée.

Lundi, 12 mars 1917.

A huit heures et demie du matin, comme j'achève ma toilette, j'entends un bruit étrange et prolongé, qui paraît venir du pont Alexandre. Je regarde : le pont, si animé d'habitude, est vide. Mais, presque aussitôt, une foule en désordre, portant des drapeaux rouges, apparaît à l'extrémité qui est sur la rive droite de la Néwa, tandis qu'un régiment accourt de l'autre côté. Il semble qu'une collision va se produire. Au contraire, les deux masses fusionnent. L'armée fraternise avec l'émeute.

Peu après, on vient m'annoncer qu'un régiment de la Garde, le régiment de Volhynie, s'est mutiné cette nuit, qu'il a tué ses officiers et qu'il parcourt la ville, appelant le peuple à la révolution, s'efforçant d'entraîner les troupes restées fidèles.

A dix heures, vive fusillade et lueurs d'incendie, du côté de la Perspective Liteïny, qui est à deux pas de l'ambassade. Puis, silence.

Accompagné de mon attaché militaire, le lieutenant-colonel Lavergne, je vais me rendre compte de ce qui se passe. Des habitants effarés fuient par toutes les rues. Au coin de la Liteïny, désordre indescriptible. Les soldats, mêlés au peuple, élèvent une barricade. Un jet de flammes surgit du Palais de Justice. Les portes de l'arsenal sautent avec fracas. Soudain, un crépitement de mitrailleuse déchire l'air : ce sont les troupes régulières qui viennent de prendre position du côté de la Perspective Newsky. Les émeutiers ripostent. J'en ai assez vu pour ne plus douter de ce qui se prépare. Sous une grêle de balles, je rentre à l'ambassade avec Lavergne, qui par coquetterie, d'un pas tranquille et lent, s'est avancé à l'endroit le plus dangereux.

Vers onze heures et demie, je me rends au ministère des Affaires étrangères, et je prends Buchanan au passage.

Je mets Pokrowsky au courant de ce que je viens de voir.

— Alors, dit-il, c'est encore plus grave que je ne croyais.

Il garde néanmoins un calme parfait, qui se nuance de scepticisme quand il m'expose les mesures auxquelles les ministres se sont résolus cette nuit :

— La session de la Douma est prorogée au mois d'avril et nous avons expédié un télégramme à l'empereur pour le supplier de revenir immédiatement. A l'exception de M. Protopopow, mes collègues et moi nous avons tous estimé qu'il y a urgence à instituer une dictature, qui serait confiée à un général jouissant de quelque prestige aux yeux de l'armée, par exemple le général Roussky.

J'objecte que, d'après ce que j'ai vu ce matin, la fidélité de l'armée est déjà trop ébranlée pour qu'on mette toutes ses espérances de salut dans l'emploi de « la manière forte » et que la nomination immédiate d'un ministère inspirant confiance à la Douma, me paraît plus que jamais nécessaire ; car il n'y a plus une heure à perdre. Je rappelle qu'en 1789, en 1830, en 1848, trois dynasties françaises ont été renversées pour avoir compris *trop tard* le sens et la force du mouvement qui les assaillait. J'ajoute que, dans des circonstances aussi graves, le représentant de la France *alliée* a le droit de faire entendre au gouvernement impérial un conseil de politique intérieure.

Buchanan s'exprime de même.

Pokrowsky nous répond qu'il partage personnellement notre opinion, mais que la présence de Protopopow au Conseil des ministres paralyse toute action.

Je lui demande :

— N'y a-t-il donc personne qui puisse ouvrir les yeux de l'empereur sur la situation?

Il esquisse un geste de découragement.

— L'empereur est aveugle !

Une profonde souffrance se peint sur le visage de cet honnête homme, de cet excellent citoyen, dont je ne vanterai jamais assez la droiture de cœur, le patriotisme et le désintéressement.

Il nous propose de revenir le voir à la fin de la journée.

Quand je rentre à l'ambassade, la situation a beaucoup empiré.

Les nouvelles sinistres se succèdent. Le Palais de Justice n'est plus qu'un immense brasier ; l'arsenal de la Liteïny, l'hôtel du ministre de l'Intérieur, l'hôtel du gouvernement militaire, l'hôtel du ministre de la Cour, les bâtiments de la Sûreté, de la trop fameuse *Okhrana*, une vingtaine de commissariats de police sont en flammes ; les prisons sont ouvertes et tous les détenus libérés ; la forteresse des Saints-Pierre-et-Paul est assiégée ; le Palais d'hiver est envahi ; on se bat sur tous les points de la ville.

A six heures et demie, je retourne avec Buchanan au ministère des Affaires étrangères.

Pokrowsky nous annonce que, vu la gravité des événements, le Conseil des ministres a pris sur soi d'enlever à Protopopow le ministère de l'Intérieur et de nommer « gérant provisoire » le général Makarenko. Il en a aussitôt rendu compte à l'empereur ; il l'a, de plus, supplié de conférer immédiatement des pouvoirs extraordinaires à un général pour prendre toutes les mesures exceptionnelles que commande la situation et notamment pour nommer d'autres ministres.

Il nous apprend en outre que, malgré l'ukaze de prorogation, la Douma s'est réunie cet après-midi au palais de Tauride. Elle a constitué un comité permanent, destiné à servir d'intermédiaire entre le gouvernement et les troupes révoltées. Rodzianko, qui préside ce comité, a télégraphié à l'empereur que la dynastie est dans un extrême péril et que le moindre délai lui sera fatal.

Il fait nuit noire quand nous sortons, Buchanan et moi, du ministère des Affaires étrangères ; aucun réverbère n'est allumé. A l'instant où mon auto débouche de la Millionaïa, devant le Palais de marbre, nous sommes arrêtés par un tumulte militaire. Il se passe je ne sais quoi, à la caserne du régiment Pavlowsky. Des soldats furieux crient, hurlent, se battent sur la place. Ma voiture est cernée ; une clameur violente s'élève contre nous. En vain, mon chasseur et mon mécanicien s'efforcent de faire comprendre que nous sommes les ambassadeurs de France et d'Angleterre. On ouvre nos portières. Notre situation va devenir dangereuse, quand un sous-officier, juché sur un cheval, nous reconnaît et, d'une voix tonitruante, propose un « hourra pour la France et l'Angleterre ! » Nous sortons de ce mauvais pas sous un déluge d'acclamations.

J'emploie la soirée à essayer d'obtenir quelques renseignements du côté de la Douma. La difficulté est grande, parce que la fusillade et l'incendie sévissent de toute part.

On m'apporte enfin quelques informations qui concordent.

La Douma, me dit-on, prodigue ses efforts pour organiser un gouvernement provisoire, rétablir un peu d'ordre et assurer le ravitaillement de la capitale.

La défection si rapide et si complète de l'armée est une grande surprise pour les chefs des partis libéraux et même du parti ouvrier. Elle pose en effet devant les députés modérés qui tentent de diriger le mouvement populaire (Rodzianko, Milioukow, Chingarew, Maklakow, etc.) la question de savoir si le régime dynastique peut encore être sauvé. Problème redoutable ; car l'idée républicaine, qui est en faveur dans les milieux ouvriers de Pétrograd et de Moscou, est étrangère à l'esprit général du pays et il est impossible de prévoir comment

les armées du front accueilleront les événements de la capitale.

***

Mardi, 13 mars 1917.

La fusillade, qu'on n'entendait plus ce matin, recommence vers dix heures ; elle paraît assez vive du côté de l'Amirauté. Continuellement, des auto-mitrailleuses, pavoisées de drapeaux rouges, passent à toute vitesse devant l'ambassade. De nouveaux incendies s'allument sur plusieurs points de la ville.

Afin de ne plus m'exposer à un incident comme celui d'hier, je préfère ne pas me servir de mon auto pour aller au ministère des Affaires étrangères ; je m'y rends à pied, accompagné de mon chasseur, le fidèle Léonide, en civil.

Devant le Jardin d'été, je rencontre un des Éthiopiens qui montaient la garde à la porte de l'empereur et qui m'a tant de fois introduit dans le cabinet impérial. Le brave nègre a revêtu également des habits civils, et il a l'air tout piteux. Nous faisons une vingtaine de pas, l'un à côté de l'autre ; il a des larmes dans les yeux. Je lui donne quelques mots de réconfort et une poignée de main. Tandis qu'il s'éloigne, je le regarde d'un œil amusé. Dans cet effondrement de tout un système politique et social, il me représente les splendeurs monarchiques d'autrefois, le cérémonial pittoresque et somptueux institué jadis par Élisabeth et la Grande Catherine, tout ce qu'évoquaient de prestigieux ces mots qui désormais ne signifieront plus rien : « La cour de Russie. »

Je retrouve Buchanan, arrivé de son côté, dans le vestibule du ministère. Pokrowsky nous dit :

— Le Conseil des ministres a siégé en permanence toute la nuit au palais Marie. L'empereur ne se fait pas d'illusions sur la gravité de la situation, puisqu'il a

conféré des pouvoirs extraordinaires au général Ivanow pour rétablir l'ordre ; il paraît d'ailleurs résolu à reconquérir sa capitale par la force, n'admettant pas un instant l'idée de pactiser avec des troupes qui ont tué leurs officiers et arboré le drapeau rouge. Mais je doute que le général Ivanow, qui était hier à Mohilew, puisse arriver à Pétrograd : les insurgés sont maîtres de tous les chemins de fer. Au surplus, s'il réussissait à arriver, que pourrait-il faire? Tous les régiments ont passé à la révolution. Il n'y a plus que quelques détachements isolés et quelques troupes de police qui résistent encore. Quant à mes collègues du ministère, la plupart sont en fuite, plusieurs sont arrêtés. J'ai eu moi-même beaucoup de peine à m'échapper, cette nuit, du palais Marie... Et maintenant, j'attends mon sort.

Il s'exprime sur le ton le plus égal, avec un accent de simplicité, de dignité, de courage tranquille et ferme, qui met un reflet de noblesse sur sa figure sympathique. Pour mesurer tout le mérite de son calme, il faut savoir que, après avoir été si longtemps contrôleur général des finances de l'empire, il n'a pas la moindre fortune personnelle et qu'il est chargé de famille.

— Vous qui venez de traverser la ville, me demande-t-il, avez-vous l'impression que l'empereur puisse sauver encore sa couronne?

— Peut-être, car le désarroi est grand de toutes parts. Mais il faudrait que l'empereur acquièsçât immédiatement aux faits accomplis en désignant comme ministres le comité provisoire de la Douma, et en pardonnant aux rebelles. Je crois même que, s'il se présentait en personne à l'armée et au peuple, s'il proclamait de vive voix, sur le parvis de Notre-Dame de Kazan, qu'une ère nouvelle commence pour la Russie, il serait acclamé... Mais demain ce serait trop tard... Il y a un beau vers de Lucain, qui s'applique au début de toutes les révolutions : *Ruit rrevocabile vulgus.* Je me le répétais cette nuit. Dans les

circonstances tumultueuses que nous traversons, l'irrévocable est vite accompli !

— Nous ne savons même pas où est l'empereur. Il a dû quitter Mohilew hier soir ou ce matin dès l'aube. Quant à l'impératrice, je n'ai aucune nouvelle d'elle. Impossible de communiquer avec Tsarskoïé-Sélo.

En sortant du ministère, sir George Buchanan me dit :

— Au lieu de passer par la Millionaïa, passons donc par le quai de la Cour. Nous éviterons ainsi les casernes de la Garde.

Mais, en débouchant sur le quai, nous sommes reconnus par un groupe d'étudiants qui nous acclament et nous font cortège. Devant le Palais de marbre, la foule grossit et s'exalte. Aux cris de : « Vive la France ! Vive l'Angleterre ! » se mêlent désagréablement des cris de : « Vive l'Internationale ! Vive la paix ! »

Au coin de la place Souvorow, Buchanan me quitte, après m'avoir conseillé d'entrer dans son ambassade pour me soustraire à la cohue populaire, qui s'excite un peu trop. Mais il est tard ; je veux télégraphier à Paris avant le déjeuner ; je poursuis ma route.

Devant le Jardin d'été, je suis tout à fait entouré par la foule, qui arrête au passage une auto-mitrailleuse et qui veut m'y faire monter pour me conduire au palais de Tauride. Un grand diable d'étudiant, agitant un drapeau rouge, me crie au visage, en très bon français :

— Venez saluer la Révolution russe ! Le drapeau rouge est désormais le drapeau de la Russie ; rendez-lui hommage au nom de la France !

Il traduit ses paroles en russe ; elles provoquent des hourras forcenés. Je réponds :

— Je ne peux rendre un plus bel hommage à la liberté russe que de vous inviter à crier avec moi : « Vive la guerre ! »

Il se garde bien de traduire ma réponse. Mais nous voici enfin devant l'ambassade de France. Non sans

quelques efforts, énergiquement secondé par mon chasseur, je réussis à me dégager de la foule et à rentrer chez moi.

Durant tout l'après-midi, la révolution suit son cours logique, inéluctable. *Ruit irrevocabile vulgus.*

Coup sur coup, on m'apprend que le prince Golitzine, président du Conseil, le métropolite Pitirim, Sturmer, Dobrowolsky, Protopopow, etc., sont arrêtés. De nouveaux incendies projettent çà et là des lueurs sinistres. La forteresse des Saints-Pierre-et-Paul est devenue le quartier général de l'insurrection. Une lutte très vive est engagée autour de l'Amirauté, où le ministre de la Guerre, le ministre de la Marine et quelques hauts fonctionnaires ont cherché refuge. Dans le reste de la ville, les insurgés poursuivent avec acharnement les « traîtres », les policiers et les gendarmes. La fusillade est parfois si intense dans les rues qui avoisinent l'ambassade, que mes *dvorniks* se refusent à porter mes télégrammes au bureau central, le seul bureau qui fonctionne encore, et que je dois recourir à un quartier-maître de la marine française, qui se trouve en mission à Pétrograd, et qui ne craint pas les balles.

Vers 5 heures, un haut fonctionnaire, K..., m'annonce que le Comité exécutif de la Douma s'efforce de constituer un « gouvernement provisoire », mais que le président Rodzianko, Goutchkow, Schoulguine et Maklakow sont tout à fait déconcertés par les allures anarchiques de l'armée.

— Ce n'est pas ainsi, ajoute mon informateur, qu'ils prévoyaient la révolution ; ils espéraient la diriger, la contenir par l'armée. Aujourd'hui, les troupes ne reconnaissent plus aucun chef et répandent la terreur dans toute la ville.

Puis, m'affirmant soudain qu'il est venu me voir de la part du président Rodzianko, il me demande si je n'ai pas

quelque avis, quelque suggestion à lui faire parvenir.

— Comme ambassadeur de France, dis-je, la guerre est naturellement ma principale préoccupation. Je souhaite donc que la révolution soit aussi limitée que possible dans ses effets et que l'ordre soit rétabli au plus tôt. N'oubliez pas que l'armée française se prépare à une grande offensive et que l'armée russe est tenue d'honneur à jouer son rôle.

— Alors, vous estimez qu'il faut maintenir le régime impérial?

— Oui, mais sous la forme constitutionnelle et non sous la forme autocratique.

— Nicolas II ne peut plus régner, il n'inspire plus confiance à personne et il a perdu tout prestige. D'ailleurs, il n'accepterait pas de sacrifier l'impératrice.

— J'admets que vous changiez le tsar ; mais conservez le tsarisme.

Et je m'applique à lui démontrer que le tsarisme est la charpente même de la Russie, l'armature intime et irremplaçable de la société russe, enfin le seul lien qui unisse tous les peuples disparates de l'empire :

— Si le tsarisme venait à s'écrouler, soyez sûr qu'il entraînerait tout l'édifice russe dans sa ruine.

Il m'assure que c'est également l'opinion de Rodzianko, de Goutchkow et de Milioukow ; qu'ils s'emploient activement dans ce sens ; mais que les éléments socialistes et anarchistes gagnent du terrain d'heure en heure.

— Raison de plus, dis-je, pour qu'on se presse.

Quand la nuit est venue, je me risque à sortir avec mon secrétaire Chambrun pour aller porter quelques bonnes paroles à des amies qui habitent le voisinage et que je sais fort inquiètes. Après une halte chez la princesse Stanislas Radziwill et chez la comtesse de Robien, nous nous décidons à rentrer ; car, en dépit de l'obscurité, des coups de feu retentissent à chaque

instant et, tandis que nous traversons la Serguiewskaïa, nous entendons siffler des balles.

Dans cette journée pleine de faits si graves et qui fixera peut-être l'avenir de la Russie pour plus d'un siècle, je note un épisode, minime en apparence, mais au fond assez expressif. L'hôtel de la Kchéchinskaïa, situé à l'entrée de la Perspective Kamenny-Ostrow, devant le parc Alexandre, a été envahi aujourd'hui par les insurgés et saccagé de fond en comble. Je me rappelle un détail qui me fait comprendre pourquoi la fureur populaire s'est tournée contre la demeure de la fameuse ballerine. C'était l'hiver dernier ; le froid était terrible ; le thermomètre était descendu à — 35°. Sir George Buchanan, dont l'ambassade est chauffée par le procédé du « système central », n'avait pu se procurer le charbon qui est le combustible indispensable à ce système ; il s'était vainement adressé à l'amirauté russe. Le matin même, Sazonow lui avait exposé l'impossibilité de trouver du charbon dans aucun dépôt public. Or, l'après-midi, profitant de ce que le ciel était limpide et l'air tranquille, nous allons faire un tour aux Iles. Au moment où nous nous engageons dans la Perspective Kamenny-Ostrow, Buchanan s'écrie : « Oh ! voilà qui est trop fort ! » Et il me désigne, devant l'hôtel de la danseuse, quatre camions militaires, emplis de sacs de charbon, que déchargeait une escouade de soldats. « Calmez-vous, sir George, lui dis-je. Vous ne pouvez pas invoquer les mêmes titres que Mme Kchéchinskaïa à la sollicitude des autorités impériales. »

Il est probable que, depuis des années, plusieurs milliers de Russes ont fait des remarques analogues à propos des faveurs dont était comblée la Kchéchinskaïa. Peu à peu, une légende s'est créée. La ballerine, jadis aimée par le césaréwitch, courtisée depuis lors et simultanément par deux grands-ducs, est devenue en quelque sorte

un symbole du régime impérial. C'est à ce symbole que la plèbe s'est attaquée aujourd'hui. Une révolution est toujours, plus ou moins, un total et une sanction.

***

Mercredi, 14 mars 1917.

Il y a encore beaucoup de combats et d'incendies, ce matin. Les soldats font la chasse aux officiers et aux gendarmes, une chasse féroce, où se révèlent tous les instincts sauvages que renferme encore l'âme des *moujiks*.

Dans l'anarchie générale qui sévit à Pétrograd, trois organes de direction tendent à se constituer :

1° Le « comité exécutif de la Douma », présidé par Rodzianko et comprenant douze membres, dont Milioukow, Schoulguine, Konovalow, Kérensky et Tchéïdzé. Il représente ainsi tous les partis du groupe progressiste et de l'extrême gauche. Il s'efforce de réaliser immédiatement les réformes nécessaires afin de maintenir le régime en proclamant au besoin un autre empereur ; mais le palais de Tauride est envahi par les émeutiers ; le comité délibère donc dans le tumulte et sous la menace de la foule.

2° Le « conseil des députés ouvriers et soldats », le *Soviet*. Il siège à la gare de Finlande. Proclamer la République sociale et mettre fin à la guerre, tel est son mot d'ordre et son cri de ralliement. Ses meneurs dénoncent déjà les membres de la Douma comme traîtres à la révolution et prennent hautement, vis-à-vis de la représentation légale, l'attitude qui fut celle de la Commune de Paris vis-à-vis de l'Assemblée législative, en 1792.

3° Le « quartier-général des troupes ». Il siège à la forteresse des Saints-Pierre-et-Paul. Composé de quelques officiers subalternes passés à la révolution et de quelques

sous-officiers ou soldats promus officiers, il s'applique à mettre un peu d'ordre dans l'approvisionnement des combattants ; il leur envoie des vivres, des munitions. Surtout, il tient la Douma sous sa dépendance. Par lui, la soldatesque est actuellement toute-puissante. Quelques bataillons, installés à la Forteresse et aux alentours, constituent la seule force organisée de Pétrograd ; ce sont les prétoriens de la révolution, aussi résolus, ignorants et fanatiques que les fameux bataillons du faubourg Saint-Antoine et du faubourg Saint-Marcel en cette même année 1792.

Depuis le début de la révolution russe, les souvenirs de la Révolution française me sont venus souvent à l'esprit. Mais l'esprit des deux mouvements est tout autre. Par ses origines, par son principe, par son caractère plus social encore que politique, la crise actuelle a beaucoup plus d'affinités avec la Révolution de 1848.

L'empereur a quitté Mohilew hier matin. Le train a pris la direction de Bologoïé, qui est situé à mi-chemin entre Moscou et Pétrograd. On suppose que l'empereur veut revenir à Tsarskoïé-Sélo ; on se demande toutefois s'il ne songe pas à continuer vers Moscou pour y organiser la résistance à la révolution.

Le rôle décisif que l'armée s'est arrogé dans le drame révolutionnaire vient de s'affirmer à mes yeux par le spectacle de trois régiments qui ont défilé devant l'ambassade, se rendant au palais de Tauride. Ils marchent dans un ordre parfait, musique en tête. Quelques officiers les précèdent, portant une large cocarde rouge à la casquette, un nœud de ruban rouge à l'épaule, des galons rouges sur les manches. Le vieux drapeau du régiment, couvert d'icones, est encadré de drapeaux rouges.

Le grand-duc Cyrille-Wladimirovitch s'est déclaré en faveur de la révolution.

Il a fait plus. Oubliant le serment de fidélité et le titre d'aide-de-camp, qui le lient à l'empereur, il est allé, aujourd'hui vers une heure, se prosterner devant la puissance populaire. On l'a vu, dans son uniforme de capitaine de vaisseau, conduire au palais de Tauride les équipages de la Garde, dont il est le chef, et les mettre au service du pouvoir insurrectionnel !

Peu après, l'ancien palais de Potemkin a encadré un autre spectacle non moins attristant. Une troupe d'officiers et de soldats, envoyés par la garnison de Tsarskoïé-Sélo, est venue adhérer à la révolution.

En tête, marchaient les Cosaques de l'escorte, superbes cavaliers, la fleur du *Kasatcheswo*, l'élite orgueilleuse et privilégiée de la Garde impériale. Puis venait le Régiment de Sa Majesté, la légion sacrée, qui est recruté par sélection dans tous les corps de la Garde et qui est spécialement préposé à la protection personnelle des monarques. Puis venait encore le Régiment des Chemins de fer de Sa Majesté, qui est chargé de conduire les trains impériaux et de veiller à la sûreté des souverains en voyage. Le cortège se terminait par la Police des palais impériaux, satellites de choix, affectés à la surveillance intérieure des résidences impériales et participant ainsi à la vie quotidienne, à la vie intime et familiale de leurs maîtres. Et tous, officiers et soldats, ont protesté de leur dévouement pour le pouvoir nouveau, dont ils ne savent même pas le nom, comme s'ils avaient hâte de se ruer vers une servitude nouvelle.

Tandis qu'on me rapporte cet épisode honteux, je pense aux braves Suisses qui se firent massacrer sur les marches des Tuileries, le 10 août 1792. Pourtant, Louis XVI n'était pas leur souverain national et, quand ils le saluaient, ils ne l'appelaient pas : *Tsary batiouchka,* « notre petit père le tsar » !

Au cours de la soirée, le comte S... vient me voir pour se renseigner sur la situation. Je lui raconte incidemment

la démarche humiliante que la garnison de Tsarskoïé-Sélo est allée faire au palais de Tauride. Il se refuse d'abord à me croire. Puis, après un long silence de réflexion douloureuse, il reprend :

— Oui, ce que vous venez de me dire est abominable. Les troupes de la Garde, qui ont pris part à cette manifestation, se sont déshonorées... Mais toute la faute n'est peut-être pas à elles seules. Dans leur service continuel auprès des Majestés, ces hommes-là ont vu trop de choses qu'ils n'auraient pas dû voir ; ils en savent trop sur Raspoutine...

Ainsi que je l'écrivais hier à propos de la Kchéchinskaïa, une révolution est toujours, plus ou moins, un total et une sanction.

Vers minuit, on m'apprend que les chefs des partis libéraux ont tenu, ce soir, un conciliabule secret, en dehors et à l'insu des socialistes, pour s'entendre sur la forme future du gouvernement.

Ils se sont trouvés unanimes à déclarer que la monarchie doit être maintenue, mais que Nicolas II, responsable des malheurs actuels, doit être sacrifié au salut de la Russie. L'ancien président de la Douma, Alexandre-Ivanowitch Goutchkow, qui siège actuellement au Conseil de l'empire, a développé ensuite cette opinion : « Il est d'une importance extrême que Nicolas II ne soit pas renversé violemment. Seule, son abdication spontanée, en faveur de son fils ou de son frère, pourrait assurer, sans trop de secousses, l'établissement durable d'un ordre nouveau. La renonciation volontaire de Nicolas II est le seul moyen de conserver le régime impérial et la dynastie des Romanow. » Cette thèse, qui me paraît fort juste, a été unanimement ratifiée.

Pour conclure, les chefs libéraux ont décidé que Goutchkow et le député de la droite nationaliste, Schoulguine, se rendront d'urgence auprès de l'empereur pour le supplier d'abdiquer en faveur de son fils.

***

Jeudi, 15 mars 1917.

Goutchkow et Schoulguine sont partis de Pétrograd, ce matin, à 9 heures. Avec la complicité d'un ingénieur attaché à l'exploitation du chemin de fer, ils ont pu obtenir un train spécial, sans éveiller l'attention des comités socialistes.

La discipline se rétablit peu à peu dans les troupes. L'ordre règne en ville ; les magasins rouvrent timidement.

Le Comité exécutif de la Douma et le Conseil des députés ouvriers et soldats (le *Soviet*) se sont mis d'accord sur les points suivants :

1° Abdication de l'empereur ;
2° Avènement du césaréwitch ;
3° Régence du grand-duc Michel, frère de l'empereur ;
4° Formation d'un ministère responsable ;
5° Élection d'une assemblée constituante, au suffrage universel ;
6° Proclamation de l'égalité des races devant la loi.

Le jeune député Kérensky, qui s'est fait une réputation d'avocat dans les procès politiques, s'affirme comme le plus actif et le plus résolu parmi les organisateurs du régime nouveau. Son ascendant est grand sur le *Soviet*. C'est un homme que nous devons essayer de gagner à notre cause. Seul, il est capable de faire comprendre au *Soviet* la nécessité de poursuivre la guerre et de maintenir l'Alliance. Aussi, je télégraphie à Paris pour suggérer à Briand de faire adresser immédiatement, par l'entremise de Kérensky, un appel des socialistes français au patriotisme des socialistes russes.

Mais tout l'intérêt de la journée se concentre sur la petite ville de Pskow, à mi-chemin entre Pétrograd et

Dvinsk. C'est là que le train impérial, n'ayant pu atteindre Tsarskoïé-Sélo, s'est arrêté hier soir, à 8 heures.

Parti de Mohilew le 13 mars à 4 heures et demie du matin, l'empereur avait décidé de se rendre à Tsarskoïé-Sélo, où l'impératrice le suppliait de revenir en toute urgence. Les nouvelles qu'on lui avait expédiées de Pétrograd ne l'inquiétaient que modérément. Il est d'ailleurs possible que le général Woyéïkow lui ait dissimulé une part de la vérité. Le 14 mars, vers 3 heures du matin, comme la locomotive du train impérial s'approvisionnait d'eau à la station de Malaïa-Vichera, le général Zabel, chef du régiment des Chemins de fer de Sa Majesté, a pris sur lui de réveiller l'empereur pour lui apprendre que la route de Pétrograd n'était plus libre et que Tsarskoïé-Sélo était au pouvoir des forces révolutionnaires. Après avoir exprimé sa surprise et son irritation de n'avoir pas été plus exactement renseigné, l'empereur aurait dit :

— Moscou me restera fidèle. Allons à Moscou !

Puis il aurait ajouté, avec son apathie coutumière :

— Si la révolution triomphe, j'abdiquerai volontiers. J'irai vivre à Livadia ; j'adore les fleurs.

Mais, à la gare de Dno, on a appris que tout le peuple de Moscou a acquiescé à la révolution. Alors, l'empereur a résolu de chercher asile au milieu de ses troupes, au quartier-général des armées du nord, commandées par le général Roussky, à Pskow.

Le train impérial est entré à Pskow, hier soir, à 8 heures.

Le général Roussky est venu aussitôt conférer avec l'empereur et lui a démontré sans peine qu'il devait abdiquer. Il a, de plus, invoqué l'opinion unanime du général Alexéïew et des commandants d'armées, qu'il avait consultés par le télégraphe.

L'empereur a chargé le général Roussky de faire connaître au président de la Douma, Rodzianko, son intention de renoncer au trône.

Pokrowsky a résigné, ce matin, ses fonctions de ministre des Affaires étrangères ; il l'a fait avec cette dignité simple et calme qui le rend si sympathique.

— Mon rôle est fini, m'a-t-il dit. Le président du Conseil et tous mes collègues sont arrêtés ou fugitifs. Voilà trois jours que l'empereur ne m'a donné signe de vie. Enfin, le général Ivanow, qui devait nous apporter les ordres de Sa Majesté, n'arrive pas. Dans ces conditions, je suis dans l'impossibilité d'exercer mes fonctions ; je les quitte donc, en laissant le service à mon adjoint administratif. J'évite ainsi de manquer à mon serment envers l'empereur, puisque je m'abstiens de tout rapport avec les révolutionnaires.

Au cours de cette soirée, les chefs de la Douma ont enfin réussi à constituer un gouvernement provisoire, sous la présidence du prince Lvow, qui prend le portefeuille de l'Intérieur ; les autres ministres sont Goutchkow à la Guerre, Milioukow aux Affaires étrangères, Térestchenko aux Finances, Kérensky à la Justice, etc.

Ce premier cabinet du nouveau régime n'a pu être formé qu'après d'interminables discussions et marchandages avec le *Soviet*. Les socialistes ont compris en effet que le prolétariat russe est encore trop inorganique et trop ignorant pour assumer la responsabilité du pouvoir officiel ; mais ils ont voulu se réserver la puissance occulte. Aussi, ont-ils exigé la nomination de Kérensky au ministère de la Justice, afin de tenir en surveillance le gouvernement provisoire.

***

Vendredi, 16 mars 1917.

Nicolas II a abdiqué hier, un peu avant minuit.

Arrivés à Pskow vers 9 heures du soir, les commissaires de la Douma, Goutchkow et Schoulguine, ont trouvé

auprès du souverain l'accueil affable et simple qui lui est habituel.

En termes très dignes et d'une voix qui tremblait un peu, Goutchkow a exposé à l'empereur l'objet de sa mission ; il a conclu par ces mots :

— Seule, l'abdication de Votre Majesté en faveur de son fils peut encore sauver la patrie russe et maintenir la dynastie.

Du ton le plus calme, comme s'il s'agissait d'une affaire tout ordinaire, l'empereur lui a répondu :

— J'ai pris dès hier la résolution d'abdiquer. Mais je ne peux me séparer de mon fils ; ce serait au-dessus de mes forces ; sa santé est trop délicate ; vous devez me comprendre... J'abdique donc en faveur de mon frère Michel-Alexandrowitch.

Goutchkow s'est aussitôt incliné devant l'argument de tendresse paternelle qu'invoquait le tsar ; Schoulguine a, de même, acquiescé.

L'empereur a passé alors dans son cabinet de travail avec le ministre de la Cour ; il en est ressorti dix minutes plus tard, ayant signé l'acte d'abdication, que le comte Fréederickz a remis à Goutchkow.

Voici le texte de cet acte mémorable :

Par la grâce de Dieu, nous, Nicolas II, empereur de toutes les Russies, tsar de Pologne, grand-duc de Finlande, etc., etc., à tous nos fidèles sujets faisons savoir :

En ces jours de grande lutte contre l'ennemi extérieur qui, depuis trois ans, s'efforce d'asservir notre patrie, Dieu a trouvé bon d'envoyer à la Russie une nouvelle et terrible épreuve. Des troubles intérieurs menacent d'avoir une répercussion fatale sur la marche ultérieure de cette guerre opiniâtre. Les destinées de la Russie, l'honneur de notre héroïque armée, le bonheur du peuple, tout l'avenir de notre chère patrie veulent que la guerre soit menée, à tout prix, jusqu'à une fin victorieuse.

Notre cruel ennemi fait ses derniers efforts et le jour approche où notre vaillante armée, de concert avec nos glorieux Alliés, l'abattra définitivement.

En ces jours décisifs pour l'existence de la Russie, notre conscience nous commande de faciliter à notre peuple une étroite union et l'organisation de toutes ses forces pour la réalisation rapide de la victoire.

C'est pourquoi, d'accord avec la Douma d'empire, nous estimons bien faire en abdiquant la couronne de l'État russe et en déposant le pouvoir suprême.

Ne voulant pas nous séparer de notre fils bien-aimé, nous léguons notre héritage à notre frère, le grand-duc Michel-Alexandrowitch, en lui donnant notre bénédiction à l'instant de son avènement au trône. Nous lui demandons de gouverner en pleine union avec les représentants de la nation qui siègent aux assemblées législatives, et de leur prêter un serment inviolable au nom de la patrie bien-aimée.

Nous faisons appel à tous les fils loyaux de la Russie, nous leur demandons d'accomplir leur devoir patriotique et sacré en obéissant au tsar, dans cette pénible épreuve nationale, et de l'aider, avec les représentants du pays, à conduire l'État russe dans les voies de la gloire et de la prospérité.

Que Dieu aide la Russie!

NICOLAS.

Après avoir lu cet acte, écrit à la machine sur une feuille de papier vulgaire, les envoyés de la Douma, très émus, pouvant à peine parler, ont pris congé de Nicolas II, qui, toujours impassible, leur a serré la main aimablement.

Dès qu'ils sont sortis du wagon, le train impérial a été mis en marche sur Dvinsk, pour rentrer à Mohilew.

L'histoire compte peu d'événements aussi solennels, d'une signification aussi profonde, d'une portée aussi

énorme. Mais, de tous ceux qu'elle a enregistrés, en est-il un seul qui se soit accompli en des formes aussi simples, aussi ordinaires, aussi prosaïques, et surtout avec une pareille indifférence, un pareil effacement du héros principal !

Y a-t-il inconscience chez l'empereur? — Non. L'acte de son abdication, qu'il a longuement médité s'il ne l'a rédigé lui-même, est inspiré des plus hauts sentiments, et le ton général est d'une grandeur souveraine. Mais son attitude morale, en cette conjoncture suprême, apparaît toute logique, si l'on admet, comme je l'ai souvent noté, que, depuis des mois, le malheureux souverain se sentait condamné ; que, depuis longtemps, il avait fait son sacrifice intérieur et accepté son destin.

L'avènement du grand-duc Michel au trône a soulevé la colère du *Soviet* : « Nous ne voulons plus des Romanow, s'est-on écrié de toute part ; nous voulons la République ! »

L'accord, si péniblement établi hier soir entre le comité exécutif de la Douma et le *Soviet*, s'est un instant rompu Mais, par peur des forcenés qui règnent à la gare de Finlande et à la forteresse, les représentants de la Douma ont cédé. Une délégation du comité exécutif s'est rendue auprès du grand-duc Michel qui, sans la moindre résistance, a consenti à n'accepter la couronne que le jour où elle lui serait offerte par l'assemblée constituante. Peut-être se fût-il résigné moins docilement, si sa femme, l'ambitieuse et habile comtesse Brassow, eût été auprès de lui et non à Gatchina.

Désormais, le *Soviet* est le maître.

L'agitation recommence, d'ailleurs, en ville. Au cours de l'après-midi, on me signale de nombreuses manifestations contre la guerre. Des régiments se proposent de venir protester devant les ambassades de France et d'Angleterre. A 7 heures du soir, le comité exécutif croit devoir faire occuper militairement les deux ambas-

sades. Trente-deux élèves-officiers du corps des Pages viennent s'installer dans mon hôtel.

***

Samedi, 17 mars 1917.

Le temps est lugubre ce matin. Sous de gros nuages ténébreux et lourds, la neige tombe en flocons si épais et d'une chute si lente que je ne distingue même plus le parapet de granit qui borde, à vingt pas de mes fenêtres, le lit glacé de la Néwa : on se croirait aux pires jours de l'hiver. La tristesse du paysage et l'hostilité de la nature ne s'harmonisent que trop bien au spectacle sinistre des événements.

Voici, d'après l'un des assistants, le détail de la conférence, à l'issue de laquelle le grand-duc Michel-Alexandrowitch a signé hier son abdication provisoire.

On s'est réuni, à 10 heures du matin, dans l'hôtel du prince Paul Poutiatine, au nº 12 de la Millionaïa.

Outre le grand-duc et son secrétaire Matvéïew, les personnes présentes étaient le prince Lvow, Rodzianko, Milioukow, Nékrassow, Kérensky, Nabokow, Chingarew et le baron Nolde ; ils furent rejoints, vers 10 heures et demie, par Goutchkow et Schoulguine, qui arrivaient directement de Pskow.

Aussitôt la délibération ouverte, Goutchkow et Milioukow affirmèrent courageusement que Michel-Alexandrowitch n'avait pas le droit de se soustraire à la responsabilité du pouvoir suprême.

Rodzianko, Nékrassow et Kérensky déclarèrent, au contraire, que l'avènement d'un nouveau tsar déchaînerait les passions révolutionnaires et précipiterait la Russie dans une crise effroyable ; ils conclurent que la question monarchique devait être réservée jusqu'à

la convocation de l'assemblée constituante qui se prononcerait souverainement. La thèse fut soutenue avec tant de force et d'opiniâtreté, surtout par Kérensky, que tous les assistants, sauf Goutchkow et Milioukow, y adhérèrent. Avec un désintéressement parfait, le grand-duc lui-même acquiesça.

Goutchkow fit alors un suprême effort. S'adressant personnellement au grand-duc, invoquant son patriotisme et son courage, il lui démontra la nécessité d'offrir immédiatement au peuple russe l'image vivante d'un chef national :

— Si vous craignez, monseigneur, d'assumer dès maintenant le poids de la couronne impériale, acceptez du moins l'exercice de l'autorité suprême comme « Régent de l'empire pendant la vacance du trône », ou, ce qui serait encore un plus beau titre, comme « Protecteur de la nation », ainsi que s'appelait Cromwell. En même temps, vous prendriez envers le peuple l'engagement solennel de remettre votre pouvoir à une assemblée constituante, dès la fin de la guerre.

Cette idée ingénieuse, qui pouvait encore tout sauver, provoqua chez Kérensky une crise de fureur, un déchaînemenr d'invectives et de menaces, dont tous les assistants furent terrifiés.

Dans ce désarroi général, le grand-duc se leva, en déclarant qu'il avait besoin de réfléchir seul quelques instants, et il se dirigea vers la chambre voisine. Mais, d'un bond, Kérensky se précipita devant lui, comme pour lui barrer le chemin :

— Promettez-nous, monseigneur, de ne pas consulter votre femme !

Il avait aussitôt pensé à l'ambitieuse comtesse Brassow, toute-puissante sur l'esprit de son mari. Le grand-duc répondit en souriant :

— Rassurez-vous, Alexandre-Féodorowitch, ma femme n'est pas ici en ce moment ; elle est restée à Gatchina.

Cinq minutes plus tard, le grand-duc rentra au salon. D'une voix très calme, il déclara :

— J'ai résolu d'abdiquer.

Kérensky exultant lui cria :

— Monseigneur, vous êtes le plus noble des hommes !

Parmi les autres assistants, ce fut au contraire un silence morne ; ceux-là mêmes, qui avaient le plus vivement insisté pour l'abdication, tels que le prince Lvow et Rodzianko, paraissaient accablés devant l'irréparable qui venait de s'accomplir. Goutchkow soulagea sa conscience par une dernière protestation :

— Messieurs, vous menez la Russie à sa perte ; je ne vous suivrai pas dans cette voie funeste.

Un acte d'abdication provisoire et conditionnelle fut alors rédigé par Nékrassow, Nabokow et le baron Nolde. Michel-Alexandrowitch intervint plusieurs fois dans leur travail et chaque fois pour faire mieux spécifier que son refus de la couronne impériale restait subordonné à la décision ultérieure du peuple russe, représenté par une assemblée constituante.

Il prit enfin la plume et signa.

Durant tous ces longs et pénibles débats, le grand-duc ne se départit pas un instant de son calme et de sa dignité. Jusqu'alors, il s'était fait médiocrement apprécier de ses compatriotes ; on le jugeait de caractère faible et d'intelligence pauvre. Dans cette circonstance historique, il fut touchant de patriotisme, de noblesse et d'abnégation. Quand les dernières formalités furent accomplies, les délégués du Comité exécutif ne purent s'empêcher de lui témoigner le souvenir sympathique et respectueux qu'il leur laissait. Kérensky voulut traduire l'émotion de tous par une phrase lapidaire, qui lui jaillit des lèvres dans un élan théâtral :

— Monseigneur ! Vous nous avez magnanimement confié la coupe sacrée de votre pouvoir. Je vous jure que nous la remettrons à l'assemblée constituante, sans en avoir épanché une seule goutte.

Le général Efimowitch, qui vient me voir à midi, m'apporte quelques renseignements de Tsarskoïé-Sélo.

C'est par le grand-duc Paul que l'impératrice a appris hier soir l'abdication de l'empereur, dont elle ne savait plus rien depuis deux jours. Elle s'est écriée :

— Ce n'est pas possible !... Ce n'est pas vrai !... C'est encore une invention des journaux !... Je crois en Dieu et j'ai foi dans l'armée. Ni l'un ni l'autre n'ont pu nous abandonner dans une heure aussi grave !

Le grand-duc lui a lu l'acte d'abdication qui venait d'être publié. Alors, elle a compris et elle s'est effondrée dans les larmes.

Le gouvernement provisoire n'a pas été long à capituler devant les exigences des socialistes. Il vient, en effet, de consentir au *Soviet* cette humiliante décision :

Les troupes qui ont pris part au mouvement révolutionnaire ne seront pas désarmées et resteront à Pétrograd.

Ainsi, le premier acte de l'armée révolutionnaire est de se faire promettre qu'elle ne sera pas envoyée au front, qu'elle ne se battra plus ! Quelle tache de honte sur la révolution russe ! Et comment ne pas penser, par contraste, aux Volontaires de 1792 ! L'aspect de la soldatesque dans les rues est d'ailleurs ignoble de débraillement, de dévergondage et de crapule. Par son exigence scandaleuse, le *Soviet* s'est constitué une milice redoutable ; car la garnison de Pétrograd et celles de la banlieue (Tsarskoïé-Sélo, Péterhof, Krasnoïé-Sélo et Gatchina) ne comptent pas moins de 170 000 hommes

Milioukow a pris, cet après-midi, la direction du ministère des Affaires étrangères. Il a tenu à me voir immédiatement, ainsi que mes collègues d'Angleterre et d'Italie. Nous nous sommes aussitôt rendus à son appel.

Je le trouve très changé, très fatigué, vieilli de dix ans. Les jours et les nuits qu'il vient de passer, dans la

lutte ardente, sans une minute de repos, l'ont épuisé.

Je lui demande :

— Tout d'abord et avant de prendre le langage officiel, dites-moi franchement ce que vous pensez de la situation?

Dans un élan de sincérité, il répond :

— En vingt-quatre heures, j'ai passé du désespoir le plus complet à une confiance presque complète.

Nous parlons maintenant officiellement :

— Je ne suis pas encore en mesure, dis-je, de vous déclarer que le gouvernement de la République reconnaît le régime que vous venez d'instituer; mais je suis certain d'aller au-devant de mes instructions, en vous assurant de mon concours le plus actif, le plus sympathique.

M'ayant remercié avec chaleur, il poursuit :

— Nous n'avons pas voulu cette révolution devant l'ennemi; je ne la prévoyais même pas : elle s'est faite en dehors de nous, par la faute, par le crime du régime impérial. Aujourd'hui, il s'agit de sauver la Russie, en poursuivant la guerre à outrance, jusqu'à la victoire. Mais les passions populaires sont tellement exaspérées et les difficultés de la situation sont si terribles, que nous devons accorder immédiatement de grandes satisfactions à la conscience nationale.

Parmi ces satisfactions immédiates, il me cite l'arrestation de nombreux ministres, généraux, fonctionnaires, etc., la proclamation d'une amnistie générale, dont seront naturellement exclus les serviteurs de l'ancien régime! — la destruction de tous les emblèmes impériaux, la convocation prochaine d'une assemblée constituante, bref, tout ce qui pourra enlever au peuple russe la crainte d'une contre-révolution.

— Alors, lui dis-je, la dynastie des Romanow est déchue?

— En fait, oui; mais en droit, non. Seule, l'assemblée

constituante sera qualifiée pour changer le statut politique de la Russie.

— Mais comment la ferez-vous élire, cette assemblée constituante? Les soldats qui combattent sur le front se résigneront-ils à ne pas voter?

Avec beaucoup d'embarras, il confesse :

— Nous serons obligés d'accorder aux soldats du front le droit de vote.

— Vous ferez voter les soldats du front?... Mais la plupart se battent à des milliers de verstes de leurs villages et ne savent ni lire ni écrire !

Milioukow me laisse entendre qu'il est, au fond, de mon avis et me confie qu'il s'efforce de ne prendre aucun engagement précis sur la date des élections générales.

— Mais, ajoute-t-il, les socialistes exigent des élections immédiates. Ils sont si puissants et la situation est si grave, si grave !

Comme je le presse de m'expliquer ces derniers mots, il me raconte que, si l'ordre est un peu rétabli à Pétrograd, la flotte de la Baltique et la garnison de Cronstadt sont en pleine insurrection.

J'interroge Milioukow sur le titre officiel du nouveau gouvernement.

— Ce titre, me déclare-t-il, n'est pas encore fixé. Nous nous appelons actuellement *le gouvernement provisoire*. Mais, sous cette appellation, nous concentrons dans nos mains tous les pouvoirs exécutifs, y compris le pouvoir suprême ; nous ne sommes donc pas responsables devant la Douma.

— Somme toute, vous tenez vos pouvoirs de la révolution?

— Non, nous les avons reçus, hérités, du grand-duc Michel, qui nous les a transférés par son acte d'abdication.

Ce scrupule juridique me révèle combien les « modérés »

du nouveau régime, Rodzianko, le prince Lvow, Goutchkow, Milioukow lui-même, ont la conscience troublée et l'âme inquiète, à l'idée d'enfreindre le droit monarchique. Au fond, selon le jeu normal des révolutions, ils se sentent déjà débordés et se demandent avec effroi où ils en seront demain.

Milioukow a l'air si fatigué et une aphonie qu'il a contractée ces derniers jours lui rend la parole si pénible, que je dois abréger l'entretien. Toutefois, avant de le quitter, j'insiste pour que le gouvernement provisoire ne tarde pas davantage à proclamer solennellement sa volonté de poursuivre la guerre à outrance et sa fidélité aux alliances.

— Vous comprendrez qu'une proclamation explicite est nécessaire. Je ne doute certes pas de vos sentiments personnels. Mais la direction de la politique russe est soumise désormais à des forces nouvelles ; il faut les orienter immédiatement... J'ai un autre motif pour tenir à ce que la poursuite opiniâtre de la guerre et le maintien des alliances soient hautement proclamés. Plus d'une fois, en effet, j'ai surpris jadis, dans les milieux germanophiles de la Cour, dans le clan des Sturmer et des Protopopow, une arrière-pensée qui m'inquiétait beaucoup ; on reconnaissait que l'empereur Nicolas ne pourrait conclure la paix avec l'Allemagne tant que le territoire russe ne serait pas entièrement libéré, puisqu'il l'avait juré sur l'Évangile et sur l'icone de Notre-Dame de Kazan ; mais on se disait, entre soi, que, si l'empereur pouvait être amené à abdiquer en faveur du césaréwitch sous la régence de l'impératrice, son serment désastreux n'engagerait plus son héritier. Eh bien ! je voudrais être sûr que la Russie nouvelle se considère comme liée par le serment de son ancien tsar.

— Vous recevrez toute garantie à cet égard.

Le problème de l'alimentation est encore si difficile, à Pétrograd, que mes provisions et l'habileté de mon chef

sont précieuses à mes amis ; j'en ai à dîner ce soir sept ou huit, dont les Gortchakow et Benckendorff. On est très sombre ; on voit déjà les doctrines extrêmes du prolétarisme se propager dans toute la Russie, désorganiser l'armée, dissoudre l'unité nationale, répandre partout l'anarchie, la famine et la ruine.

Hélas ! mes pronostics ne sont pas moins sombres. Aucun des hommes qui sont aujourd'hui au pouvoir n'a le coup d'œil politique ni l'esprit de décision sommaire, ni l'intrépidité, ni l'audace qu'exige une situation aussi redoutable. Ce sont des « octobristes », des « cadets », des partisans de la monarchie constitutionnelle, esprits sérieux, honnêtes, sensés, désintéressés. Ils me font penser à ce qu'étaient, en juillet 1830, les Molé, les Odilon Barrot, etc. Et il faudrait, pour le moins, un Danton ! Cependant, l'un d'entre eux m'est signalé comme un homme d'action, le jeune ministre de la Justice, Kérensky, représentant du groupe « travailliste » à la Douma, et que le *Soviet* a imposé au gouvernement provisoire.

C'est en effet dans le *Soviet* qu'il faut chercher les hommes d'initiative, d'énergie et d'audace. Les fractions multiples du parti socialiste-révolutionnaire et du parti social-démocrate, « populistes », « travaillistes », terroristes », « maximalistes », « minimalistes », « défaitistes », etc., ne manquent pas d'hommes qui ont fait leurs preuves de résolution et de hardiesse dans les complots, dans les bagnes, dans l'exil ; je ne citerai que Tchéïdzé, Tsérételli, Zinoview, Axelrod. Voilà les vrais protagonistes du drame qui commence !

***

Dimanche, 18 mars 1917.

Je ne sais rien encore de l'effet que la révolution russe a produit en France ; mais je me méfie des illusions qu'elle peut y faire naître et je ne devine que trop facilement

les thèmes qu'elle risque d'offrir à la phraséologie socialiste. Je crois donc prudent de mettre mon gouvernement en garde et je télégraphie à Briand :

En faisant mes adieux, le mois dernier, à M. Doumergue et à M. le général de Castelnau, je les ai priés de rapporter à M. le président de la République et à vous-même l'inquiétude croissante que m'inspirait la situation intérieure de l'empire; j'ajoutais que ce serait une grave erreur de croire que le temps travaille pour nous, du moins en Russie; je concluais que nous devions, autant que possible, hâter les opérations militaires.

J'en suis plus convaincu que jamais.

Quelques jours avant la révolution, je vous signalais que les décisions de la récente conférence étaient déjà lettre morte, que le désordre dans les fabrications de guerre et dans le service des transports recommençait de plus belle, etc. Le nouveau gouvernement est-il capable de réaliser promptement les réformes nécessaires? Il l'affirme avec sincérité; mais je n'en crois rien. Ce n'est plus seulement le désordre qui sévit dans les administrations militaires et civiles : c'est la désorganisation et l'anarchie.

En me plaçant au point de vue le plus optimiste, que pouvons-nous escompter? Je serais libéré d'une grande angoisse, si j'étais certain que les armées du front ne seront pas contaminées par les excès démagogiques et que la discipline sera bientôt restaurée dans les garnisons de l'intérieur. Je ne m'interdis pas encore cet espoir. De même, je veux croire que les social-démocrates ne traduiront pas en actes irréparables leur désir de terminer la guerre. J'admets enfin que, dans certaines régions du pays, il puisse se produire comme un réveil de ferveur patriotique. Il n'en restera pas moins un affaiblissement de l'effort national, qui déjà n'était que trop anémique et ataxique. Et la crise de réparation risque d'être longue, chez une race qui a si peu l'esprit de méthode et de prévision.

Après avoir expédié ce télégramme, je sors pour visiter quelques églises ; je suis curieux de voir l'attitude des fidèles à la messe dominicale, depuis que le nom de l'empereur est supprimé des prières publiques. Dans la liturgie orthodoxe, la protection divine était continuellement appelée sur l'empereur, l'impératrice, le césaréwitch et toute la famille impériale ; l'oraison revenait, à chaque instant, comme un refrain. Par ordre du Saint-Synode, la prière pour les souverains est abolie et rien ne la remplace. J'entre à la cathédrale Préobrajensky, à l'église de Saint-Siméon, à l'église de Saint-Pantéleimon. Le spectacle est partout le même : public grave, recueilli, échangeant des regards étonnés et tristes. Quelques *moujiks* ont l'air dérouté, consterné ; plusieurs ont les larmes aux yeux. Cependant, même parmi les plus émus, je n'en vois aucun qui ne soit affublé d'une cocarde rouge ou d'un brassard rouge. Ils ont tous travaillé à la révolution ; ils y sont tous acquis : ils n'en pleurent pas moins leur petit père, le tsar, *Tsary batiouchka!*

Puis, je me rends au ministère des Affaires étrangères.

Milioukow me dit qu'il a parlé hier soir à ses collègues de la formule à insérer dans le prochain manifeste du gouvernement provisoire au sujet de la poursuite de la guerre et du maintien de l'Alliance ; il ajoute, d'un ton embarrassé :

— J'espère faire adopter une formule qui vous satisfasse.

— Comment ! Vous espérez?... Mais ce n'est pas un espoir qu'il me faut : c'est une certitude.

— Eh bien ! Soyez certain que je ferai tout mon possible... Mais vous n'imaginez pas comme nos socialistes sont difficiles à manier ! Et, avant tout, nous devons éviter de rompre avec eux. Sinon, c'est la guerre civile.

— Quels que soient vos motifs de ménager les exaltés du *Soviet*, vous devez comprendre que je ne peux admettre

aucune équivoque sur votre résolution de maintenir l'Alliance et de poursuivre la guerre.

— Ayez confiance en moi !

Milioukow me semble d'ailleurs moins optimiste qu'hier. Les nouvelles de Cronstadt, de la flotte baltique et de Sébastopol sont mauvaises. Enfin, sur le front, le désordre se propage ; des officiers ont été massacrés.

Dans l'après-midi, je vais me promener aux Iles, plus délaissées que jamais et encore tout encombrées de neige.

Me rappelant ma visite de ce matin aux églises, je réfléchis à l'étrange inaction du clergé dans la révolution ; il n'a joué aucun rôle ; on ne l'a vu nulle part ; il ne s'est manifesté d'aucune façon. Cette abstention, cette disparition sont d'autant plus étonnantes qu'il n'y avait pas une solennité, pas une cérémonie, pas un acte quelconque de la vie publique, où l'Église n'étalât, au premier plan, la magnificence de ses rites, de ses costumes et de ses chants.

L'explication s'offre d'elle-même et, pour la formuler, je n'aurais qu'à feuilleter ce Journal. D'abord le peuple russe est beaucoup moins religieux qu'il ne paraît : il est surtout mystique. Ses continuels signes de croix et prosternements, son goût des liturgies et des processions, son attachement aux icones et aux reliques traduisent uniquement les besoins de son imagination évocatrice. Pour peu que l'on pénètre dans sa conscience, on n'y découvre qu'une foi imprécise et confuse, sentimentale et rêveuse, très pauvre en éléments intellectuels et théologiques, toujours prête à sombrer dans l'anarchisme des sectes. Il faut considérer ensuite l'étroite et humiliante subordination que le tsarisme a toujours imposée à l'Église et qui faisait du clergé une sorte de gendarmerie spirituelle, doublant la gendarmerie militaire. Que de fois, pendant les majestueux offices aux cathédrales de Saint-Alexandre-Newsky ou de Kazan,

je me suis rappelé le mot de Napoléon Ier : « Un archevêque, c'est aussi un préfet de police ! » Enfin, il faut tenir compte de l'opprobre que Raspoutine a jeté ces dernières années sur le Saint-Synode et l'épiscopat. Les scandales de Mgr Hermogène, de Mgr Varnava, de Mgr Basile, de Mgr Pitirim et de tant d'autres, avaient profondément offensé les croyants. Le jour où le peuple s'est soulevé, le clergé ne pouvait plus que se taire. Mais peut-être, quand viendra l'heure de la réaction, les prêtres des campagnes, restés en communion avec les masses rurales, reprendront-ils la parole.

On m'a rapporté hier que l'acte d'abdication de l'empereur a été rédigé par Nicolas-Alexandrowitch Basily, ancien vice-directeur du cabinet de Sazonow et qui gère actuellement la chancellerie diplomatique du grand-quartier général ; l'acte aurait été transmis télégraphiquement, le 15 mars, de Pskow à Mohilew, avant même que les commissaires de la Douma, Goutchkow et Schoulguine, eussent approché l'empereur. Il y a là un point d'histoire intéressant à éclaircir.

Or, vers la fin de cet après-midi, je reçois la visite de Basily, que le général Alexéïew a chargé d'une mission auprès du gouvernement provisoire.

— Eh bien ! lui dis-je, il paraît que c'est vous qui avez rédigé l'acte d'abdication de l'empereur?

Il se récrie, avec un vif sursaut :

— Je n'accepte nullement la paternité de l'acte que l'empereur a signé. Le texte, que j'avais préparé sur l'ordre du général Alexéïew, était fort différent.

Et il me raconte ceci :

— Dans la matinée du 14 mars, le général Alexéïew reçut du président Rodzianko un télégramme lui annonçant que les institutions gouvernementales avaient cessé de fonctionner à Pétrograd et que le seul moyen d'éviter l'anarchie était d'obtenir l'abdication de l'empereur en

faveur de son fils. Un terrible problème se posait ainsi devant le chef de l'état-major du Commandement suprême. L'abdication du tsar ne risquait-elle pas de diviser l'armée ou même de la décomposer? Il fallait d'urgence rallier tous les chefs militaires à une solution unique. Le général Roussky, commandant les armées du nord, s'était déjà prononcé avec force pour l'abdication immédiate. Le général Alexéïew inclinait personnellement à la même conclusion ; mais l'affaire était si grave qu'il crut devoir consulter, par le télégraphe, tous les autres commandants des groupes d'armées, le général Évert, le général Broussilow, le général Sakharow et le grand-duc Nicolas-Nicolaïéwitch. Ils répondirent tous que l'empereur devait abdiquer dans le plus bref délai.

— A quelle date le général Alexéïew a-t-il eu en main toutes ces réponses?

— Le 15 mars, au cours de la matinée... C'est alors que le général Alexéïew me chargea de lui faire un rapport sur les conditions dans lesquelles les lois fondamentales de l'empire autorisaient le tsar à déposer la couronne. Je ne fus pas long à lui remettre une note exposant et démontrant que, si l'empereur abdiquait, il était obligé de transférer le pouvoir à son héritier légitime, le césaréwitch Alexis. « C'est bien ce que je pensais, me dit le général. Maintenant, préparez-moi vite un manifeste dans ce sens. » Je lui apporte bientôt un projet, où j'ai développé de mon mieux les idées de ma note, en m'efforçant de mettre sans cesse au premier plan la nécessité de poursuivre la guerre jusqu'à la victoire. Le chef de l'état-major avait, auprès de lui, son principal collaborateur, son fidèle quartier-maître, le général Loukomsky. Je lui remets ma prose. Il la lit à haute voix et l'approuve sans réserve. Loukomsky l'approuve de même. Le document est télégraphié aussitôt à Pskow pour être soumis à l'empereur... Ce même jour, un peu avant minuit, le général Danilow, quartier-maître général des armées du

nord, fit appeler au télégraphe son collègue du Commandement suprême, afin de lui communiquer la décision de Sa Majesté. Je me trouvais précisément dans le cabinet de Loukomsky, avec le grand-duc Serge-Michaïlowitch. Nous nous précipitons ensemble au bureau télégraphique et l'appareil se met à fonctionner devant nous. Sur la bande imprimée qui se déroule, je reconnais immédiatement mon texte... *A tous nos fidèles sujets faisons savoir... En ces jours de grande lutte contre l'ennemi extérieur*, etc. Mais quelle n'est pas notre stupeur à tous les trois, quand nous voyons que le nom du césaréwitch Alexis est remplacé par celui du grand-duc Michel ! Nous nous regardons avec consternation, car nous avons la même idée. L'avènement immédiat du césaréwitch était le seul moyen d'arrêter le cours de la révolution, de la contenir du moins dans les limites d'une grande réforme constitutionnelle. D'abord, le jeune Alexis-Nicolaïéwitch aurait eu le droit pour lui. De plus, il aurait bénéficié des sympathies dont il jouit dans le peuple et dans l'armée. Enfin, et c'était l'essentiel, le pouvoir impérial n'aurait pas été vacant une seule minute. Si le césaréwitch avait été proclamé, personne n'aurait en qualité pour le faire abdiquer ensuite. Ce qui s'est passé avec le grand-duc Michel n'eût pas été possible avec cet enfant. Tout au plus aurait-on pu se chamailler pour l'attribution de la régence. Et la Russie aurait aujourd'hui un chef national... Tandis que maintenant, où allons-nous?...

— Hélas ! je crains que les événements ne vous donnent raison d'ici peu... En effaçant le nom de son fils sur le manifeste que vous lui aviez préparé, l'empereur a lancé la Russie dans une terrible aventure.

Après avoir devisé quelque temps sur ce thème, je demande à Basily :

— Avez-vous revu l'empereur depuis son abdication?

— Oui... Le 16 mars, tandis que l'empereur revenait

de Pskow à Mohilew, le général Alexéïew m'envoya au-devant de lui pour le mettre au courant de la situation. Je rencontrai son train à Orcha et je montai dans son wagon. Il était parfaitement calme; je fus pourtant peiné de voir comme il avait la mine terreuse et les yeux battus. Après lui avoir exposé les derniers événements de Pétrograd, je me permis de lui dire que nous étions désolés, à la *Stavka*, de ce qu'il n'eût pas transféré sa couronne au césaréwitch. Il me répondit simplement : « Je ne pouvais pas me séparer de mon fils. » J'appris ensuite, par l'entourage, que l'empereur, avant de prendre sa décision, avait consulté son chirurgien, le professeur Féodorow : « Je vous ordonne, lui avait-il dit, de me répondre franchement. Admettez-vous qu'Alexis puisse guérir? — Non, Majesté, son mal est incurable. — C'est ce que l'impératrice pense depuis longtemps; moi, je doutais encore... Puisque Dieu en a décidé ainsi, je ne me séparerai pas de mon pauvre enfant... » Quelques minutes plus tard, on servit le dîner. Ce fut un repas lugubre. Chacun se sentait le cœur étreint; on ne mangeait pas, on ne buvait pas. L'empereur restait cependant très maître de lui, me questionnant plusieurs fois sur les hommes qui composent le gouvernement provisoire; mais, comme il portait un col assez bas, je voyais sa gorge se crisper continuellement... Je l'ai quitté hier matin à Mohilew...

Ce soir, je dîne dans l'intimité, chez Mme P..., avec le comte Nicolas Mouraview, ancien gouverneur de Moscou, et le comte Koutousow.

Mme P... dit :

— Tant que la Russie sera gouvernée de Pétrograd, tout ira de mal en pis... Pétrograd ne peut que détruire; Moscou seule est capable de reconstruire.

Mouraview répond :

— Ne fondez pas trop d'espoirs sur Moscou ! La popu-

lation est presque aussi pourrie que celle de Pétrograd. Koutousow interrompt :

— Nous tomberons beaucoup plus bas encore et très vite ; nous irons jusqu'au fond de l'abîme... Mais, avant trois mois, l'empire sera restauré. N'oubliez pas que la Russie compte 178 millions d'habitants, dont 160 millions de paysans, 12 millions de Cosaques, 3 millions de marchands et de fonctionnaires, 1 800 mille nobles et, tout au plus, 1 200 mille ouvriers. Ces 1 200 mille *rabotchiks* ne seront pas toujours nos maîtres !

— Alors, dis-je, vous croyez que les fameuses « Bandes noires » de Doubrowine et de Pourichkiéwitch ont encore leur rôle à jouer?

— Soyez-en sûr... et avant peu !

***

Lundi, 19 mars 1917.

Nicolas Romanow, ainsi qu'on appelle désormais l'empereur dans les actes officiels et dans la presse, a demandé au gouvernement provisoire :

1° Le libre passage de Mohilew à Tsarskoïé-Sélo ;

2° La faculté de résider au palais Alexandre jusqu'à la guérison de ses enfants qui souffrent de la rougeole ;

3° Le libre passage de Tsarskoïé-Sélo à Port-Romanow, sur la côte mourmane.

Le gouvernement a acquiescé.

Milioukow, de qui je tiens ce renseignement, présume que l'empereur va demander asile au roi d'Angleterre.

— Il devrait, dis-je, se hâter de partir. Sinon, les forcenés du *Soviet* pourraient invoquer contre lui de fâcheux précédents.

Milioukow, qui est un peu de l'école de Rousseau et qui, étant personnellement la bonté même, croit volontiers à la bonté native du genre humain, n'estime pas que la

vie des souverains soit en danger. S'il souhaite de les voir partir, c'est plutôt pour leur épargner l'épreuve d'un emprisonnement et d'un procès, qui ajouteraient beaucoup aux embarras du gouvernement. Il insiste sur la mansuétude extraordinaire que le peuple a témoignée pendant cette révolution, sur le petit nombre des victimes, sur la douceur qui a si vite succédé aux violences, etc.

— C'est exact, lui dis-je ; le peuple est revenu très vite à sa douceur naturelle, parce qu'il ne souffre pas et qu'il est tout à la joie d'être libre. Mais que la famine se fasse sentir et les violences éclateront aussitôt...

Je lui cite le mot, si expressif, de Rœderer, en 1792 : « Les orateurs n'ont qu'à s'adresser à la faim pour obtenir la cruauté. »

* * *

Mardi, 20 mars 1917.

Le manifeste du gouvernement provisoire est publié ce matin. C'est un document long, verbeux, emphatique, couvrant d'opprobre l'ancien régime, promettant au peuple tous les bienfaits de l'égalité et de la liberté. Il y est à peine question de la guerre : *Le gouvernement provisoire observera fidèlement toutes ses alliances et fera son possible pour assurer à l'armée tout le nécessaire en vue de mener la guerre à une fin victorieuse.* Rien de plus !

Je me rends aussitôt chez Milioukow et je lui dis textuellement :

— Après nos derniers entretiens, je n'ai pas été surpris des termes dans lesquels le manifeste publié ce matin s'exprime sur la guerre ; je n'en suis pas moins indigné. La résolution de poursuivre la lutte à outrance, jusqu'à la victoire complète, n'est même pas énoncée ! L'Allemagne n'est même pas nommée ! Pas la moindre allusion au militarisme prussien ! Pas la moindre référence à nos buts de guerre !... La France a fait, elle aussi, des révo-

lutions devant l'ennemi ; mais Danton en 1792 et Gambetta en 1870 tenaient un autre langage... Pourtant, la France n'avait alors aucun allié qui se fût compromis pour elle !

Milioukow m'écoute, très pâle, tout décontenancé. En cherchant ses mots, il m'objecte que le manifeste est spécialement destiné au peuple russe et que, d'ailleurs, l'éloquence politique emploie aujourd'hui un vocabulaire plus tempéré qu'en 1792 et en 1870.

Je lui lis alors l'appel que nos socialistes, Guesde, Sembat et Albert Thomas viennent d'adresser, par mon entremise, aux socialistes russes et je n'ai pas de peine à lui faire sentir quelle chaleur d'accent, quelle énergie de résolution, quelle volonté de vaincre se dégagent de cet appel (1).

Milioukow, qui paraît souffrir de toute son âme, essaie de plaider au moins les circonstances atténuantes, la difficulté de la situation intérieure, etc. Il conclut :

— Accordez-moi du temps !

— Jamais le temps n'a été plus précieux, jamais l'action plus urgente !... Ne doutez pas qu'il ne me soit

(1) Texte du télégramme de MM. Jules Guesde, Sembat et Thomas, à M. Kérensky, ministre de la Justice du gouvernement provisoire.

Paris, 18 mars 1917.

Nous adressons au ministre socialiste de l'État russe rénové nos félicitations et nos souhaits fraternels.

Nous saluons avec une émotion profonde l'avènement de la classe ouvrière et du socialisme russe au libre gouvernement de leur pays.

Une fois encore, comme nos ancêtres de la grande Révolution, vous avez à assurer, d'un même effort, l'indépendance du peuple et la défense de la patrie.

Par la guerre menée jusqu'au bout, par la discipline héroïque des soldats citoyens épris de liberté, nous devons abattre maintenant ensemble la dernière et la plus formidable citadelle de l'absolutisme, le militarisme prussien.

Nous évoquons ici, avec une confiance joyeuse, l'effort nouveau du peuple russe tout entier tendu vers la guerre. C'est la victoire, conquise demain par nos enthousiasmes, qui, en donnant la paix au monde, établira en même temps et à jamais son bien-être et sa liberté.

JULES GUESDE, MARCEL SEMBAT, ALBERT THOMAS.

très pénible de vous parler ainsi. Mais l'heure est trop grave pour nous en tenir aux euphémismes diplomatiques. La question qui se pose ou plutôt qui s'impose est de savoir si, oui ou non, la Russie veut continuer à se battre au côté de ses alliés jusqu'à la victoire définitive et complète, sans défaillance, sans arrière-pensée... Votre talent, votre passé de patriotisme et d'honneur me garantissent que vous me donnerez bientôt la réponse que j'attends.

Milioukow me promet de chercher une occasion prochaine de nous rassurer pleinement.

L'après-midi, je vais me promener au centre de la ville et dans Wassily-Ostrow. L'ordre est à peu près rétabli. Moins de soldats avinés, moins de bandes braillardes, moins d'auto-mitrailleuses chargées d'énergumènes sinistres. Mais partout des *meetings*, en plein air, ou, pour mieux dire, en plein vent. Les groupes sont peu nombreux, vingt, trente personnes au plus : soldats, paysans, ouvriers, étudiants. Un d'eux monte sur une borne, sur un banc, sur un tas de neige, et parle intarissablement, avec de grands gestes. Tous les assistants ont le regard tendu vers l'orateur et l'écoutent dans une sorte de recueillement. Dès qu'il a fini, un autre le remplace et obtient aussitôt la même attention ardente, silencieuse et concentrée. Spectacle naïf et émouvant, si l'on songe que le peuple russe attend, depuis des siècles, le droit de parler !

Avant de rentrer, je vais prendre le thé chez la princesse R..., à la Serguiewskaïa.

La belle Mme D..., la « Diane de Houdon », la « Diane de Tauride », en costume tailleur et toque de zibeline, est là, fumant des cigarettes avec la maîtresse de maison. Le prince B..., le général S... et quelques habitués arrivent successivement. Les épisodes qu'on se raconte, les impressions qu'on échange, dénotent le plus sombre pessimisme.

Mais une inquiétude prédomine ; le même effroi est dans tous les esprits : le partage des terres.

— Cette fois, nous n'y échapperons plus !... Que deviendrons-nous sans nos revenus fonciers?

Pour la noblesse russe, les rentes foncières sont en effet la source principale, souvent même la source unique de la fortune.

On ne prévoit pas seulement le partage légal des terres, l'expropriation régulière, mais la confiscation violente, le pillage, la jacquerie. Je suis certain que la même conversation se tient aujourd'hui dans la Russie entière.

Mais un nouveau visiteur, un lieutenant aux chevaliers-gardes, entre au salon, la cocarde rouge au plastron. Il rend un peu de calme à l'assemblée, en affirmant, avec chiffres à l'appui, que la question agraire n'est pas aussi redoutable qu'elle semble d'abord.

— Pour apaiser la faim des paysans, dit-il, on n'a pas besoin de toucher immédiatement à nos domaines. Avec les terres de la couronne, soit quatre-vingt-dix millions de *déciatines* (1), avec les terres de l'Église et des couvents, soit trois millions de *déciatines*, il y a de quoi satisfaire pendant un assez long temps la fringale des *moujiks*.

Tout le monde acquiesce à ce raisonnement ; chacun se rassérène en pensant que la noblesse russe ne sera pas en effet trop gravement lésée, si l'empereur, l'impératrice, les grands-ducs, les grandes-duchesses, l'Église, les monastères sont spoliés sans pitié. Comme disait La Rochefoucauld, « nous avons toujours la force de supporter le malheur d'autrui ».

Je note en passant que l'une des personnes présentes possède, en Volhynie, un domaine de 300 000 hectares !

De retour à l'ambassade, j'apprends qu'il y a eu crise

(1) Une *déciatine* équivaut approximativement à un hectare.

ministérielle en France et que Briand cède la place à Ribot.

***

Mercredi, 21 mars 1917.

Depuis quelques jours, le bruit circulait dans le peuple que « le citoyen Romanow » et son épouse « Alexandra l'Allemande » travaillaient secrètement à une restauration de l'autocratisme, en connivence avec les ministres modérés, les Lvow, les Milioukow, les Goutchkow, etc. Aussi, le S*oviet* a exigé hier soir l'arrestation immédiate des ex-souverains. Le gouvernement provisoire s'est incliné. Quatre députés de la Douma, Boublikow, Gribounine, Kalinine et Werschinine, sont partis, le soir même, pour le grand-quartier général de Mohilew, avec mandat de ramener l'empereur.

Quant à l'impératrice, le général Kornilow s'est rendu ce matin à Tsarskoïé-Sélo avec une escorte. Arrivé au palais Alexandre, il a été aussitôt reçu par la tsarine qui a écouté, sans aucune observation, la décision du gouvernement provisoire; elle a demandé seulement qu'on laissât auprès d'elle tous les domestiques qui soignent ses enfants malades, ce qui lui a été accordé. Le palais Alexandre est maintenant coupé de toute communication avec l'extérieur.

L'arrestation de l'empereur et de l'impératrice émeut beaucoup Milioukow; il voudrait que le roi d'Angleterre leur offrît l'hospitalité du territoire britannique, en s'engageant même à assurer leur garde; il prie donc Buchanan de télégraphier immédiatement à Londres, et d'insister pour qu'on lui réponde *d'extrême urgence.*

— C'est, nous dit-il, la dernière chance de sauver la liberté et peut-être la vie de ces malheureux!

Buchanan rentre aussitôt à l'ambassade pour transmettre à son gouvernement la suggestion de Milioukow.

Dans l'après-midi, en longeant la Millionaïa, j'aperçois le grand-duc Nicolas-Michaïlowitch. Vêtu d'habits civils, la tournure d'un vieux *tchinovnik*, il rôde autour de son palais. Il a pris ouvertement parti pour la révolution et il abonde en propos optimistes. Je le connais assez pour ne pas douter qu'il ne soit sincère, quand il affirme que l'écroulement de l'autocratisme assure désormais le salut et la grandeur de la Russie ; mais je doute qu'il garde longtemps ses illusions et je souhaite qu'il ne les perde pas comme Philippe-Égalité perdit les siennes. En tout cas, pour ce qui est du passé, il s'est loyalement évertué à ouvrir les yeux de l'empereur sur la catastrophe prochaine ; il avait même eu le courage de lui adresser naguère la lettre suivante, qu'on m'a communiquée ce matin :

Tu as souvent exprimé ta volonté de conduire la guerre jusqu'à la victoire! Mais crois-tu donc que cette victoire est possible dans l'état de choses présent?

Connais-tu la situation à l'intérieur de l'empire? Te dit-on la vérité? T'a-t-on révélé où se trouve la racine du mal?

Tu m'as dit fréquemment qu'on te trompait, que tu n'avais foi que dans les sentiments de ton épouse. Or, les paroles qu'elle prononce sont le résultat de machinations habiles et ne représentent pas la vérité. Si tu es impuissant à la libérer de ces influences, sois au moins sans cesse sur tes gardes contre les intrigants qui se servent d'elle comme d'un instrument. Eloigne ces forces obscures. Et la confiance de ton peuple, déjà à demi perdue pour toi, te reviendra aussitôt.

J'ai longtemps hésité à te dire la vérité; mais je m'y suis décidé avec l'encouragement de ta mère et de tes deux sœurs. Tu es à la veille de nouvelles agitations; je dirai plus : à la veille d'un attentat.

Je parle pour le salut de ta personne, de ton trône et de la patrie.

***

Jeudi, 22 mars 1917.

L'empereur est arrivé, ce matin, à Tsarskoïé-Sélo.

Son arrestation à Mohilew n'a provoqué aucun incident ; ses adieux aux officiers qui l'entouraient et dont beaucoup pleuraient ont été d'une simplicité banale, déconcertante... Mais l'ordre du jour, par lequel il a pris congé de l'armée, ne manque pas de grandeur :

Je m'adresse à vous pour la dernière fois, soldats si chers à mon cœur! Depuis que j'ai renoncé, en mon nom et en celui de mon fils, au trône de Russie, le pouvoir a été transmis au gouvernement provisoire qui a été formé sur l'initiative de la Douma d'empire.

Que Dieu aide ce gouvernement à conduire la Russie vers la gloire et la prospérité! Que Dieu vous aide, vous aussi, vaillants soldats, à défendre votre patrie contre un ennemi cruel! Pendant plus de deux ans et demi, vous avez à toute heure enduré les épreuves d'un service pénible; beaucoup de sang a été versé, d'énormes efforts ont été accomplis et déjà l'heure est proche où la Russie et ses glorieux Alliés briseront d'un élan commun la suprême résistance de l'ennemi.

Cette guerre sans exemple doit être conduite jusqu'à la victoire définitive. Quiconque songe à la paix en ce moment est traître à la Russie.

J'ai la ferme conviction que l'amour sans bornes qui vous anime pour notre belle patrie n'est pas éteint dans vos cœurs. Que Dieu vous bénisse et que Saint Georges, le grand martyr, vous mène à la victoire!

NICOLAS.

Revenant d'une visite au canal de l'Amirauté, je passe dans la rue Glinka, où demeure le grand-duc Cyrille-Wladimirowitch, et je vois flotter sur son palais... un drapeau rouge !

CHAPITRE X

23 MARS-6 AVRIL 1917

Le gouvernement britannique offre au tsar et à la tsarine l'hospitalité du territoire anglais. — Pronostics sur le développement de la révolution. — Le corps de Raspoutine est exhumé nuitamment pour être incinéré dans la forêt de Pargolowo : scène dantesque. — Le *Soviet* s'oppose au départ des souverains. — Reconnaissance officielle du gouvernement provisoire ; importance que prend le ministre de la Justice, Kérensky. — Un reflet des opinions qui ont cours dans les milieux intellectuels : « Nous ne pouvons plus continuer la guerre... » — Progrès de l'indiscipline dans les armées combattantes : le *prikaz n°* 1. — Effervescence des peuples allogènes ; prodromes de désagrégation nationale. — Le nouveau gouverneur militaire de Pétrograd s'efforce de reprendre en main les troupes de la garnison. — Jugement erroné de l'opinion française sur la révolution russe. Différence radicale entre la psychologie du révolutionnaire latin et celle du révolutionnaire slave. — Le gouvernement de la République envoie Albert Thomas en mission à Pétrograd. — Captivité des souverains à Tsarskoïé-Sélo. — Cérémonie solennelle pour les victimes des journées révolutionnaires ; inhumation au Champ de Mars ; absence du clergé. Signification morale de cette journée. — Sur les confins du Kurdistan : un dernier exploit de l'armée russe

Vendredi, 23 mars 1917.

Buchanan annonce ce matin à Milioukow que le roi George, sur l'avis conforme de ses ministres, offre à l'empereur et à l'impératrice l'hospitalité du territoire britannique ; il refuse toutefois d'assurer leur garde ;

il se borne à exprimer sa confiance de les voir rester en Angleterre jusqu'à la fin de la guerre.

Milioukow se montre fort sensible à cette déclaration ; mais il ajoute tristement :

— Hélas ! je crains que ce ne soit trop tard !

En effet, de jour en jour, je dirais presque : d'heure en heure, je vois s'affirmer la tyrannie du *Soviet*, le despotisme des partis extrêmes, la prépotence des utopistes et des anarchistes.

Aussi, comme les derniers télégrammes de presse me témoignent qu'on se fait à Paris d'étranges illusions sur la révolution russe, je télégraphie à Ribot :

Malgré la grandeur des faits accomplis depuis une dizaine de jours, les événements auxquels nous assistons ne sont, selon moi, qu'un prélude. Les forces qui sont appelées à jouer un rôle décisif dans le résultat final de la révolution (par exemple : les masses rurales, les prêtres, les Juifs, les allogènes, la pénurie du Trésor, la débâcle économique, etc.), ne sont pas même entrées en action. Il est donc impossible d'établir dès maintenant un pronostic logique et positif sur l'avenir de la Russie. La preuve en est dans les prédictions radicalement contradictoires que je recueille auprès des personnes dont la liberté d'esprit et le jugement m'inspirent le plus de confiance. Pour les unes, la proclamation de la république est certaine. Pour les autres, la restauration de l'empire, sous la forme constitutionnelle, est inévitable.

Mais si Votre Excellence veut bien se contenter provisoirement de mes impressions, qui sont toutes dominées par la pensée de la guerre, voici comment j'entrevois le cours des choses :

1° *A quelle date les forces auxquelles je viens de faire allusion entreront-elles en action? — Jusqu'ici, le peuple russe s'est attaqué uniquement à la dynastie et à la caste administrative. Les problèmes économiques, sociaux, reli-*

gieux, ethniques, ne tarderont plus à se poser. Ce sont des problèmes redoutables, au point de vue de la guerre; car l'imagination slave, loin d'être constructive comme l'imagination latine ou l'imagination anglo-saxonne, est éminemment anarchique et dispersive. Tant que ces problèmes ne seront pas résolus, l'esprit public en sera obsédé. Et pourtant, nous ne devons pas souhaiter que cette solution soit prochaine; car elle ne se réalisera pas sans des secousses profondes. Il faut donc nous attendre à ce que, pendant une période assez longue, l'effort de la Russie soit affaibli et précaire.

2° Le peuple russe est-il résolu à poursuivre la lutte jusqu'à la victoire complète? La Russie implique tant de races diverses et les antagonismes ethniques sont, dans certaines régions, si accentués, que l'idée nationale est loin d'être unanime. Le conflit des classes sociales se répercute pareillement sur le patriotisme. C'est ainsi que les masses ouvrières, les Juifs et les habitants des provinces baltiques ne voient dans la guerre qu'une boucherie stupide. Par contre, les armées du front et les populations vraiment russes n'ont aucunement abdiqué leur espoir et leur volonté de vaincre. Si j'exagérais ma pensée pour la rendre plus sensible, je serais tenté de dire : « Dans la phase actuelle de la révolution, la Russie ne peut faire ni la paix ni la guerre. »

Le grand-duc Cyrille-Wladimirowitch a fait publier hier dans la *Gazette de Pétrograd* un long interview où il s'attaque aux souverains déchus :

Je me suis demandé plusieurs fois, dit-il, *si l'ex-impératrice n'était pas une complice de Guillaume II; mais, chaque fois, je me suis efforcé d'écarter une aussi horrible pensée!*

Qui sait si cette insinuation perfide ne servira pas bientôt de base à une accusation terrible contre l'infortunée

tsarine? Le grand-duc Cyrille devrait savoir et se rappeler que les plus infâmes calomnies dont Marie-Antoinette eut à répondre devant le Tribunal révolutionnaire avaient eu leur premier essor dans les soupers fins du comte d'Artois.

Vers 5 heures, je vais voir Sazonow, à l'hôtel de l'Europe, où il soigne depuis trois semaines une bronchite tenace. Je le trouve extrêmement triste, mais non découragé. Ainsi que je m'y attendais, il voit, dans les malheurs actuels de la Russie, la main divine :

— Nous méritions un châtiment. Je ne pensais pas qu'il serait si rude... Mais Dieu ne peut pas vouloir que la Russie périsse... La Russie sortira purifiée de cette épreuve.

Puis il s'exprime avec sévérité sur le compte de l'empereur :

— Vous savez si j'aime l'empereur, si je l'ai servi avec amour. Mais, de ma vie, je ne lui pardonnerai d'avoir abdiqué pour son fils. Il n'en avait pas le droit !... Est-il une législation quelconque qui permette de renoncer aux droits d'un mineur? Que dire quand il s'agit des droits les plus sacrés, les plus augustes qui soient au monde?... Détruire ainsi une dynastie de trois cents ans, l'œuvre grandiose de Pierre le Grand, de Catherine II, d'Alexandre Ier ! Quelle misère, quelle calamité !

Il a les yeux pleins de larmes.

Je lui demande si sa santé lui permettra de partir bientôt pour Londres ; car je ne doute pas qu'il ne se fasse un devoir d'aller occuper son ambassade.

— Je suis bien perplexe, me dit-il. Quelle politique irais-je faire à Londres? Je ne refuserai certes pas mon concours à d'honnêtes gens comme Lvow et Milioukow. Mais resteront-ils au pouvoir?... D'ailleurs, mon médecin ne croit pas que je sois en état de voyager avant trois semaines au moins.

Je suis frappé, en effet, de sa mine blême, de ses traits amaigris, de toute la souffrance physique et morale qui se dégage de sa personne.

Hier soir, le cercueil de Raspoutine a été secrètement exhumé de la chapelle où il reposait à Tsarskoïé-Sélo et transporté dans la forêt de Pargolowo, à une quinzaine de verstes au nord de Pétrograd.

Là, au milieu d'une clairière, quelques soldats, commandés par un officier du génie, avaient élevé un grand bûcher de sapin. Après avoir décloué le couvercle du cercueil, ils en retirèrent le cadavre avec des bâtons, car ils n'osaient le toucher de leurs mains à cause de sa putréfaction, et ils le hissèrent, non sans peine, sur le tas de bois. Puis, l'ayant arrosé de pétrole, ils l'enflammèrent. La crémation dura plus de six heures, jusqu'à l'aube.

Malgré le vent glacial, malgré la longueur fastidieuse de l'opération, malgré les tourbillons d'une fumée âcre et infecte qui s'échappaient du brasier, plusieurs centaines de *moujiks* se pressèrent toute la nuit autour du bûcher, muets, immobiles, contemplant avec une stupeur effarée l'holocauste sacrilège qui dévorait lentement le *staretz* martyr, l'ami du tsar et de la tsarine, le *Bojy tchelloviek*, « l'homme de Dieu ».

Quand la flamme eut fini son œuvre, les soldats recueillirent les cendres du cadavre et les enfouirent sous la neige.

Les inventeurs de cet épilogue sinistre ont des précurseurs dans le moyen-âge italien ; car l'imagination humaine ne renouvelle pas indéfiniment les formes expressives de ses passions et de ses rêves.

L'an de grâce 1266, Manfred, bâtard de l'empereur Frédéric II, roi usurpateur des Deux-Siciles, assassin, parjure, simoniaque, hérétique, souillé de tous les crimes, excommunié par l'Église, périt en combattant Charles

d'Anjou sur les rives du Calore, près de Bénévent.

Ses capitaines et ses soldats, qui l'adoraient parce qu'il était jeune, beau, généreux et charmant, lui firent de touchantes funérailles au lieu même où il avait expiré.

Mais, un an plus tard, le pape Clément IV prescrivit de reprendre contre ce scélérat, indigne de reposer en terre sainte, la procédure pontificale des anathèmes et des malédictions. Par son ordre, l'archevêque de Cosenza fit exhumer le cadavre et fulmina sur cette dépouille méconnaissable les sentences irrémissibles qui dévouent l'excommunié à l'Enfer : *In ignem æternum judicamus...* L'office fut célébré la nuit, à la lueur des torches, qu'on éteignait successivement jusqu'à l'obscurité complète. Après quoi, les restes morcelés de Manfred furent dispersés à travers champs.

Cette scène tragique et pittoresque émut violemment les contemporains ; elle a même inspiré à Dante un des plus beaux passages de la *Divine Comédie*. Gravissant la montagne escarpée du Purgatoire, le poète voit venir à lui le fantôme du jeune prince, qui l'appelle et lui dit : « Je suis Manfred. Mes péchés furent horribles. La bonté infinie de Dieu a néanmoins des bras si grands qu'elle prend tous ceux qui se tournent vers elle. Si le pasteur de Cosenza, qui fut envoyé par Clément à la chasse de mes os, avait su apercevoir en Dieu son visage de miséricorde, mes os seraient encore à la tête du pont, près de Bénévent, sous la garde d'une lourde pierre. Maintenant, la pluie les mouille, le vent les agite sur les rives du fleuve où l'archevêque et ses prêtres les firent disperser après l'extinction des torches. Mais, par leurs anathèmes, on n'est pas tellement perdu que l'amour divin ne puisse revenir, tant que l'espérance conserve en nous un seul rameau verdoyant. »

Je voudrais pouvoir offrir cette citation à la pauvre tsarine captive.

***

Samedi, 24 mars 1917.

Le *Soviet* a appris que le roi d'Angleterre offre à l'empereur et à l'impératrice l'hospitalité du territoire britannique. Sur la sommation des « maximalistes », le gouvernement provisoire a dû s'engager à maintenir en Russie les souverains déchus. Le *Soviet* a désigné, en outre, un commissaire « pour contrôler la détention » de la famille impériale.

D'autre part, le Comité central du *Soviet* a adopté hier soir les motions suivantes :

1° Ouverture immédiate de négociations avec les ouvriers des pays ennemis ;

2° « Fraternisation systématique » des soldats russes et ennemis sur le front ;

3° Démocratisation de l'armée ;

4° Renonciation à tout programme de conquête.

Voilà qui nous promet de beaux jours !

A six heures, je me rends au palais Marie, avec mes collègues Buchanan et Carlotti, pour procéder à la reconnaissance officielle du gouvernement provisoire.

Ce bel édifice, offert jadis par Nicolas Ier à sa fille préférée, la duchesse de Leuchtenberg, devenu ensuite le siège du Conseil de l'empire, a déjà changé d'aspect. Dans le vestibule, où se prélassaient naguère les laquais à la somptueuse livrée de la Cour, des soldats débraillés, crasseux, insolents, se vautrent sur les banquettes en fumant. Depuis la révolution, les grands escaliers de marbre ne sont plus balayés. Çà et là, une vitre brisée, une éraflure de balle sur un panneau témoignent que la lutte fut chaude sur la place Saint-Isaac.

Personne n'est là pour nous recevoir, malgré la solennité de l'acte que nous allons accomplir.

Je me rappelle ici même une cérémonie « en la présence auguste de Sa Majesté l'empereur ». Quelle ordonnance! Quelle pompe! Quelle hiérarchie! Si le grand-maître des cérémonies, baron Korff, ou ses acolytes, Tolstoï, Évreïnow, Kourakine, nous voyaient présentement, ils s'en évanouiraient de honte.

Arrive Milioukow ; il nous introduit dans un salon, puis dans un autre, puis dans un troisième, ne sachant où s'arrêter, cherchant à tâtons sur les murs le bouton électrique pour éclairer la pièce.

— Ici, nous dit-il enfin, ...ici, je crois que nous serons bien.

Et il va quérir ses collègues, qui viennent aussitôt. Ils sont tous en veston de travail, leur portefeuille sous le bras.

Parlant après Buchanan et Carlotti, qui sont plus anciens que moi, je prononce la phrase sacramentelle :

— J'ai l'honneur de vous déclarer, messieurs, que le gouvernement de la République française reconnaît en vous le gouvernement provisoire de la Russie.

Puis, à l'exemple de mes collègues anglais et italien, je salue en quelques phrases chaleureuses les nouveaux ministres; j'insiste sur la nécessité de poursuivre la guerre à outrance.

Milioukow nous répond par les affirmations les plus rassurantes.

Son allocution est assez développée pour me laisser le temps de dévisager ces maîtres improvisés de la Russie, sur qui pèse une si terrible responsabilité! La même impression de patriotisme, d'intelligence, d'honnêteté, se dégage de tous. Mais comme ils ont l'air épuisés de fatigue et de soucis! La tâche qu'ils ont assumée les dépasse manifestement. Puissent-ils n'en pas être écrasés trop tôt! Un seul d'entre eux a l'apparence d'un homme

d'action : le ministre de la Justice, Kérensky. Trente-cinq ans, svelte, de taille moyenne, la face rasée, les cheveux en brosse, le teint cendré, les paupières mi-closes, mais d'où jaillit un regard aigu et fiévreux, il me frappe d'autant plus qu'il se tient à l'écart, en arrière de tous ses collègues ; il est évidemment la figure la plus originale du gouvernement provisoire et semble devoir en être bientôt le ressort principal.

Une des circonstances les plus caractéristiques de la révolution, qui vient de renverser le tsarisme, est le vide instantané, absolu, qui s'est fait autour des souverains en péril.

Dès les premiers chocs avec l'émeute populaire, tous les régiments de la Garde, y compris les superbes Cosaques de l'escorte, ont trahi leur serment de fidélité. Aucun des grands-ducs non plus ne s'est levé pour défendre la personne sacrée des monarques : l'un d'eux n'a même pas attendu l'abdication de l'empereur pour mettre sa troupe au service du pouvoir insurrectionnel. Enfin, sauf quelques exceptions d'autant plus méritoires, ç'a été un délaissement général parmi les gens de cour, parmi tous ces *pridvorny*, tous ces hauts officiers et dignitaires qui, dans la pompe éblouissante des cérémonies et des cortèges, apparaissaient comme les gardiens naturels du trône et les défenseurs attitrés de la majesté impériale. Pourtant, beaucoup d'entre eux avaient non seulement le devoir moral, mais le devoir militaire, le strict devoir de se rallier immédiatement autour des souverains menacés, de se dévouer à leur salut, de s'attacher pour le moins à leur suprême infortune.

J'en fais l'observation ce soir encore, à un dîner intime chez Mme R... Par leur naissance ou leur fonction, tous les convives, une douzaine environ, occupaient un rang élevé dans le régime disparu.

A table, très vite, le murmure des dialogues s'éteint.

Une conversation générale s'engage sur Nicolas II. Malgré sa misère actuelle, malgré les perspectives terrifiantes de son avenir prochain, on juge tous les actes de son règne avec une extrême sévérité ; on l'accable sous le poids des griefs anciens et récents. Comme j'exprime néanmoins le regret de l'avoir vu si prestement abandonné par sa famille, sa garde et sa cour, Mme R... éclate :

— Mais c'est lui qui nous a abandonnés ; c'est lui qui nous a trahis ; c'est lui qui a failli à tous ses devoirs ; c'est lui qui nous a mis dans l'impossibilité de le défendre ! Ce n'est pas sa famille, ni sa garde, ni sa cour, qui lui ont manqué : c'est lui qui a manqué à tout son peuple !

Les émigrés français ne tenaient pas un autre langage en 1791 ; ils jugeaient, eux aussi, que Louis XVI, ayant trahi la cause royale, ne devait s'en prendre qu'à lui-même de son infortune. Et son arrestation, après la fuite de Varennes, les affecta peu. Un aubergiste de Bruxelles disait à l'un d'eux, qui, par exception, se lamentait sur l'événement : « Consolez-vous, monsieur, cette arrestation n'est pas un si grand malheur. Ce matin, M. le comte d'Artois avait bien l'air un peu attristé ; mais les autres messieurs qui étaient dans sa voiture semblaient très contents. »

***

Dimanche, 25 mars 1917.

Je m'étais proposé d'offrir, ces jours-ci, un déjeuner au gouvernement provisoire, afin d'entrer en rapports plus intimes avec lui et de lui donner un témoignage public de sympathie.

Toutefois, avant de lancer mes invitations, j'ai cru sage de faire pressentir discrètement quelques ministres. Bien m'en a pris !

P..., qui s'était chargé de tâter le terrain, me répond



L'EMPEREUR CAPTIF A TSARSKOÏÉ-SÉLO

(Document communiqué par M. Pierre GILLIARD.)

aujourd'hui qu'on est fort touché de mon attention, mais qu'on craint de la voir mal interprétée dans les milieux extrêmes et qu'on me prie d'en différer la réalisation.

Ce détail suffirait à prouver combien le gouvernement provisoire est timide vis-à-vis du *Soviet,* comme il redoute de se prononcer en faveur de l'Alliance et de la guerre !

D'ailleurs, à l'appel, tout vibrant de patriotisme, que les socialistes français ont adressé, le 18 mars, à leurs camarades russes, Kérensky vient de répondre par un télégramme qui, je l'espère, ne laissera plus à « la démocratie française » la moindre illusion sur la conception que la « démocratie russe » se fait de l'Alliance et de la guerre (1).

Le gouvernement provisoire a informé le *Soviet* que, d'accord avec Buchanan, il s'est abstenu de transmettre à l'empereur le télégramme par lequel le roi George a offert à la famille impériale l'hospitalité du territoire britannique.

(1) Télégramme du ministre de la Justice de Russie, envoyé à Jules Guesde, membre de la Chambre française des députés, à Paris :

Je suis profondément touché du salut fraternel qu'avec les camarades Marcel Sembat et Albert Thomas vous m'avez adressé.

Nous n'avons jamais douté de l'entière sympathie et de l'appui moral que, dans notre lutte, nous trouvons auprès du socialisme français.

Le peuple russe est libre. Grâce aux sacrifices faits par la classe ouvrière et par l'armée révolutionnaire, a été anéanti le tsarisme russe, qui, de tout temps, fut le rempart de la réaction universelle. C'est le peuple lui-même qui va maintenant édifier sa propre vie.

Saluant les efforts héroïques de la France républicaine et démocratique pour défendre le sol natal, dans la résolution unanime de mener la guerre jusqu'à une fin digne de la démocratie, les socialistes russes ont foi en la solidarité internationale des classes ouvrières pour triompher de l'impérialisme réactionnaire et violent et pour apporter avec elle la paix, si nécessaire au développement de la personnalité humaine.

A. KÉRENSKY,

Ministre de la Justice, vice-président du Conseil des députés ouvriers et soldats.

Persistant néanmoins dans sa méfiance, le comité exécutif du *Soviet* a installé des postes « révolutionnaires » à Tsarskoïé-Sélo et sur toutes les routes qui en rayonnent, afin d'empêcher que les souverains ne soient enlevés subrepticement.

***

Lundi, 26 mars 1917.

Le peintre et historien d'art, Alexandre-Nicolaïéwitch Benois, avec qui j'entretiens de fréquentes et amicales relations, vient me voir à l'improviste.

Issu d'une famille française qui s'est installée en Russie vers 1820, c'est l'homme le plus cultivé que je connaisse ici et l'un des plus distingués.

J'ai passé bien des heures charmantes dans son atelier de Wassily-Ostrow, à causer avec lui *de omni re scibili et quibusdam aliis*. Au point de vue politique même, sa conversation m'a été souvent précieuse ; car il est fort lié, non seulement avec l'élite des artistes, des littérateurs et des universitaires, mais aussi avec les principaux chefs de l'opposition libérale et du parti « cadet ». Maintes fois, j'ai obtenu par lui des renseignements intéressant sur ces milieux, où naguère encore il m'était si difficile et presque interdit de pénétrer. Ses opinions personnelles, toujours judicieuses et pénétrantes, ont d'autant plus de valeur à mes yeux qu'il est éminemment représentatif de cette classe agissante et instruite, classe de professeurs, de savants, de médecins, d'artistes, de littérateurs, de publicistes, qu'on nomme l'*intelligentzia*.

Il vient donc me voir aujourd'hui vers trois heures, comme je m'apprêtais à sortir.

Il est grave et s'assied avec un geste de lassitude :

— Excusez-moi de vous déranger. Mais hier soir, avec quelques-uns de mes amis, nous avons remué des idées si sombres que j'éprouve le besoin de vous les confier.

Puis, dans un tableau saisissant et malheureusement trop exact, il me décrit les effets de l'anarchie dans le peuple, de l'apathie dans les classes dirigeantes, de l'indiscipline dans l'armée. Il conclut :

— Si douloureux que me soit cet aveu, je crois accomplir un devoir en venant vous dire que la guerre ne peut plus continuer. Il faut faire la paix dans le plus bref délai. Assurément, je sais que l'honneur de la Russie est engagé par ses alliances et vous me connaissez assez pour croire que j'apprécie cette considération à toute sa valeur. Mais la nécessité est la loi de l'histoire. A l'impossible, nul n'est tenu !

Je lui réponds :

— Vous venez de prononcer là des paroles bien graves ! Pour les réfuter, je me placerai à un point de vue tout à fait objectif, comme pourrait faire un neutre impartial et désintéressé, en négligeant donc le jugement moral que la France aurait le droit de porter sur la Russie... Tout d'abord, sachez que, quoi qu'il advienne, la France et l'Angleterre poursuivront la guerre jusqu'à la victoire complète. Une défaillance de la Russie prolongerait vraisemblablement la lutte, mais ne changerait pas le résultat. Si rapide que fût la débandade de votre armée, l'Allemagne n'oserait cependant pas dégarnir immédiatement votre front ; il lui faudrait d'ailleurs d'importants effectifs pour s'assurer, sur votre territoire, de nouveaux gages. Les vingt ou trente divisions qu'elle pourrait distraire du front oriental pour renforcer son front occidental ne suffiraient pas à conjurer sa défaite. Ensuite, ne doutez pas que, du jour où la Russie aurait trahi ses alliés, ils la répudieraient. L'Allemagne aurait donc toute liberté de compenser à votre détriment les sacrifices qui lui seraient imposés d'autre part. Je ne présume pas, en effet, que vous fondiez quelque espoir sur la magnanimité de Guillaume II... Vous perdriez ainsi, pour le moins, la Courlande, la Lithuanie, la Pologne, la Galicie et la

Bessarabie ; je ne parle pas de votre prestige en Orient et de vos desseins sur Constantinople. Quant à la France et à l'Angleterre, n'oubliez pas qu'elles détiennent, à l'encontre de l'Allemagne, des gages énormes : l'empire des mers, les colonies allemandes, la Mésopotamie et Salonique... Enfin, vos alliés ont, de plus, la puissance financière, qui va être doublée, triplée par le concours des États-Unis. Nous pourrons ainsi poursuivre la guerre aussi longtemps qu'il le faudra... Donc, quelles que soient les difficultés de l'heure présente, rassemblez vos énergies et ne pensez plus qu'à la guerre. Ce n'est pas seulement l'honneur de la Russie qui est en cause ; c'est sa prospérité, sa grandeur et peut-être même sa vie nationale.

Il reprend :

— Hélas ! Je ne trouve rien à vous répondre !... Et pourtant, nous ne pouvons plus continuer la guerre ! Sincèrement, nous ne le pouvons plus !

Il me quitte sur ces mots, avec des larmes aux yeux. Depuis quelques jours, je constate partout le même pessimisme.

***

Mardi, 27 mars 1917.

Dès le 14 mars, c'est-à-dire avant même l'abdication de l'empereur et la formation du gouvernement provisoire, le *Soviet* a promulgué, sous la forme d'un *prikaz*, un ordre du jour à l'armée, invitant les troupes à élire immédiatement des représentants au Conseil des députés et soldats. Ce *prikaz* ordonnait, en outre, que, dans chaque régiment, un comité fût élu pour assurer le contrôle et l'emploi de toutes les armes, fusils, canons, mitrailleuses, automobiles blindées, etc... ; en aucun cas, l'usage de ces armes ne pouvait plus dépendre des officiers. Pour terminer, le *prikaz* abolissait les marques extérieures de la hiérarchie et prescrivait que « tout ma-

lentendu entre officiers et soldats » serait désormais réglé par les comités de compagnie. Ce beau document, qui portait la signature de Sokolow, Nachamkitz et Skobélew, fut télégraphié le soir même à toutes les armées du front ; la transmission n'eût d'ailleurs pas été possible, si les émeutiers n'avaient occupé, dès la première heure, les bureaux de la télégraphie militaire.

Aussitôt que Goutchkow se fut installé au ministère de la Guerre, il s'efforça d'amener le *Soviet* à retirer l'extraordinaire *prikaz*, qui n'équivalait à rien moins qu'à la destruction de toute discipline dans l'armée.

Après de longues négociations, le *Soviet* a consenti à déclarer que, provisoirement, le *prikaz* ne serait pas applicable aux armées combattantes. L'effet moral de la publication ne subsiste pas moins. Et, d'après les derniers télégrammes du général Alexéïew, l'indiscipline fait de terribles progrès dans les troupes du front.

Je songe avec douleur que les Allemands sont à quatre-vingts kilomètres de Paris !...

***

Mercredi, 28 mars 1917.

Nouveau manifeste du *Soviet*, qui s'adresse, cette fois, « aux peuples de l'univers ». C'est un long flux de paroles emphatiques, un long dithyrambe messianique :

— *Nous, ouvriers et soldats de Russie, nous vous annonçons le grand événement de la révolution russe, et nous vous adressons nos vœux enflammés... Notre victoire est une grande victoire de la liberté universelle et de la démocratie... Et nous nous adressons avant tout à vous, frères prolétaires de la coalition germanique. Secouez, à notre exemple, le joug de votre pouvoir semi-autocratique; n'acceptez plus d'être un instrument de conquête entre*

les mains de vos rois, de vos propriétaires, de vos banquiers, etc.

J'attends la réponse du prolétariat germanique.

***

Jeudi, 29 mars 1917.

Depuis le naufrage du tsarisme, tous les métropolites, archevêques, évêques archimandrites, higoumènes, archiprêtres, hiéromoines, dont Raspoutine avait composé sa clientèle ecclésiastique, traversent des jours pénibles. Partout, ils ont vu se lever contre eux, non seulement la clique révolutionnaire, mais encore leurs ouailles et souvent même leurs subordonnés. La plupart se sont démis, plus ou moins spontanément, de leurs fonctions ; beaucoup sont en fuite ou incarcérés.

Après une courte arrestation, le métropolite de Pétrograd, Mgr Pitirim, a obtenu d'aller faire pénitence dans un monastère sibérien.

Le même sort est échu au métropolite de Moscou, Mgr Macarius, à l'archevêque de Kharkow, Mgr Antoine, à l'archevêque de Tobolsk, Mgr Varnava, à l'évêque de Tchernigow, Mgr Basile, etc.

***

Vendredi, 30 mars 1917.

Le germe le plus dangereux qui soit impliqué dans la révolution se développe depuis quelques jours avec une effrayante rapidité.

Finlande, Livonie, Esthonie, Pologne, Lithuanie, Ukraine, Géorgie, Sibérie, réclament leur indépendance ou, pour le moins, leur autonomie complète.

Que la Russie soit vouée au fédéralisme, c'est probable. Elle y est prédestinée par l'immensité de ses territoires, la diversité de ses races, la complexité croissante de ses intérêts. Mais le mouvement actuel est beaucoup plus séparatiste que régionaliste, plus sécessionniste que fédéraliste ; il ne tend à rien moins qu'à la désagrégation nationale. Aussi, le *Soviet* le favorise de son mieux. Comment les énergumènes et les imbéciles du palais de Tauride ne seraient-ils pas tentés de détruire, en quelques semaines, l'œuvre historique de dix siècles !

La Révolution française commença par proclamer la *République une et indivisible.* A ce principe, elle a sacrifié des milliers de têtes et l'unité française a été sauvée. La Révolution russe prend pour mot d'ordre *la Russie dissoute et démembrée.*

***

Samedi, 31 mars 1917.

La propagande anarchique a déjà contaminé la majeure partie du front.

De tous côtés, on me signale des scènes de rébellion, des meurtres d'officiers, des désertions collectives. Même en première ligne, des groupes de soldats quittent leurs corps pour aller voir ce qui se passe à Pétrograd ou dans leurs villages.

***

Dimanche, 1er avril 1917.

Le nouveau gouverneur militaire de Pétrograd, le général Kornilow, s'efforce de reprendre peu à peu en main les troupes de la garnison. Tâche d'autant plus ardue que la plupart des officiers ont été tués, dégradés ou chassés. Il a ordonné pour ce matin une revue sur la place du Palais d'hiver, et, très judicieusement, il

n'a convoqué que les meilleurs éléments, les unités où la discipline a le moins souffert. Depuis la chute du régime impérial, c'est la première fois qu'un effectif important est réuni en formation régulière.

Des fenêtres du ministère des Affaires étrangères, j'assiste à la revue avec Buchanan et Nératow.

Les troupes — une dizaine de mille hommes — ont une assez bonne tenue et défilent correctement. Il y a, très peu d'officiers. Toutes les musiques jouent *la Marseillaise*, mais d'un rythme lent qui la rend sinistre. Dans chaque compagnie, dans chaque escadron, je note plusieurs bannières rouges portant ces inscriptions : *Terre et liberté!... La terre au peuple!... Vive la république sociale!...* Sur un très petit nombre, je lis : *La guerre jusqu'à la victoire!* Au-dessus du Palais d'hiver, flotte un immense drapeau rouge.

Le spectacle est singulièrement instructif. Au point de vue militaire, je résume ainsi mon impression : une troupe chez qui l'esprit de discipline n'a pas tout à fait disparu, mais qui pense beaucoup moins à ses devoirs de guerre qu'à ses espérances de rénovation politique et sociale.

Au point de vue historique et pittoresque, un contraste m'obsède. Je rappelle à Buchanan et à Nératow l'après-midi du 2 août 1914, la scène grandiose de l'empereur apparaissant au balcon de ce même palais, après avoir juré sur l'Évangile et sur les saintes icones qu'il ne signerait pas la paix tant qu'il y aurait un soldat ennemi sur le territoire russe. A cette heure solennelle, j'étais à côté de lui : il était grave et rayonnant. Plus qu'aujourd'hui encore, l'immense place était pleine de monde, soldats, bourgeois, ouvriers, *moujiks*, femmes, enfants, et toute cette foule, agenouillée sous la bénédiction de son père le tsar, chantait l'hymne du *Bojé tsaria kranié.*

O temps évanouis, ô splendeurs éclipsées,
O soleils descendus derrière l'horizon !

Un paquet de journaux, dont le plus récent a onze jours de date, m'arrive de Paris et me confirme dans une idée que je me faisais d'après les résumés quotidiens transmis par le télégraphe : le public français est enthousiaste de la révolution russe ! Une fois de plus, notre presse aura manqué de mesure et de jugement. Certes, puisque la disparition du tsarisme est un fait accompli, on était bien forcé de s'adapter au régime nouveau et de « faire bon visage à mauvais jeu ». Il convenait donc que l'opinion française parût accueillir la révolution russe avec confiance et sympathie. Mais pas d'*hosannah!* Le *Soviet* n'est déjà que trop orgueilleux. Cet excès de louange et d'admiration va achever de l'enivrer. La faute principale est évidemment à la censure, qui aurait dû tempérer le zèle des thuriféraires.

Une lettre personnelle, que m'apporte le même courrier, m'apprend en outre que, dans les couloirs de la Chambre, dans les salons, dans les bureaux de rédaction, on attribue à sir George Buchanan l'honneur d'avoir provoqué la révolution pour mettre fin aux intrigues allemandes, ce qui est faux. On ajoute, comme de raison, des critiques à mon adresse ; on rappelle que jadis, la diplomatie française n'hésitait pas, dans les grandes circonstances, à employer les grands moyens ; qu'elle ne se laissait pas arrêter alors par un vain respect de la légitimité. On m'oppose l'exemple de mon célèbre prédécesseur, le marquis de La Chétardie, qui, en 1741, n'eut pas de scrupule à se compromettre hardiment avec le parti national pour détruire l'influence allemande et porter au trône impérial Élisabeth-Pétrowna... Avant peu, on reconnaîtra que la révolution était le coup le plus funeste qui pût être infligé au nationalisme russe.

Ce soir, j'ai à dîner le prince Scipion Borghèse, l'ancien député radical au Monte-Citorio, qui vient d'arriver à Pétrograd avec sa fille, la jolie princesse Santa, tous

deux d'esprit très libre et très orné, tous deux très curieux de voir sur le vif une révolution... et quelle révolution ! Mes autres convives sont M. et Mme Polovtsow, la princesse Sophie Dolgorouky, le comte Serge Koutousow, le comte Nani Mocénigo, Poklewski, etc...

Je parle de l'impression favorable que m'a laissée la revue de ce matin. Polovtsow et Poklewski me rapportent, en sens contraire, les nouvelles déplorables qu'ils ont reçues du front.

Le prince Borghèse, avec qui je m'entretiens longuement après le dîner, me demande quels sont les caractères qui me frappent le plus dans la révolution russe et qui la distinguent le plus, selon moi, des révolutions occidentales. Je lui réponds :

— Tout d'abord, tenez compte de ce que la révolution russe est à peine commencée et que certaines forces, qui sont destinées à y jouer un rôle énorme, telles que les convoitises agraires, les antagonismes ethniques, la décomposition sociale, la débâcle économique, la fureur juive, n'agissent encore que virtuellement. Sous cette réserve, voici ce qui me frappe le plus :

Et j'éclaire par quelques exemples les points suivants :

1° Différence radicale de psychologie entre le révolutionnaire latin ou anglo-saxon et le révolutionnaire slave. Chez l'un, l'imagination est logique et constructive ; il détruit pour élever un nouvel édifice, dont il a prévu et médité toutes les parties. Chez l'autre, elle est uniquement destructive et dispersive ; son rêve est l'imprécision même.

2° Les huit dixièmes de la population russe ne savent ni lire ni écrire, ce qui rend le public des assemblées et des meetings d'autant plus sensible au prestige de la parole, d'autant plus docile à l'action des meneurs.

3° La maladie de la volonté est endémique en Russie ; toute la littérature russe le prouve. Les Russes sont incapables de s'obstiner dans l'effort. La guerre de 1812

a été relativement courte. La guerre actuelle, par sa longueur et son atrocité, excède l'endurance du tempérament national.

4° L'anarchie, avec tout ce qu'elle comporte de fantaisie, de paresse, d'indétermination, est une volupté pour le Russe. D'autre part, elle lui offre un prétexte à d'innombrables manifestations publiques, où il satisfait son goût du spectacle et de l'émotion, son vif instinct de la poésie et de la beauté.

5° Enfin, l'étendue immense du pays fait de chaque province un centre de séparatisme et de chaque ville un foyer d'anarchie ; la faible autorité qui reste au gouvernement provisoire en est toute paralysée.

— Mais quel remède? me demande Borghèse.

— Il faut que les socialistes des pays alliés démontrent à leurs camarades du *Soviet* que les conquêtes politiques et sociales de la révolution russe sont perdues si la Russie n'est d'abord sauvée.

***

Lundi, 2 avril 1917.

Un télégramme de Paris m'apprend que le ministre des Munitions, Albert Thomas, va être envoyé en mission extraordinaire à Pétrograd. Son patriotisme, son talent, sa puissance de travail, son sens des réalités pratiques, son esprit de gouvernement et, par surcroît, ses convictions socialistes me semblent le qualifier mieux que personne pour faire entendre au gouvernement provisoire et au *Soviet* quelques fortes vérités. D'autre part, il verra de près la révolution russe et il mettra une sourdine à l'étrange concert de flatteries et de louanges qu'elle provoque en France.

Ce soir, je dîne dans l'intimité chez la princesse Gortchakow.

On n'ést pas gai. La conversation se traîne. Chacun s'absorbe dans son rêve intérieur, qui est sombre. Seul, B... est loquace et, comme toujours, il traduit son pessimisme en sarcasmes.

— Quelle joie, s'écrie-t-il, quelle fierté j'éprouve à me promener maintenant par la ville!... Sans cesse je me dis : Désormais, tous ces *dvorniks*, tous ces *izvochtchiks*, tous ces *rabotchiks* sont mes frères!... Ce matin, j'ai croisé une bande de soldats ivres; j'avais envie de les serrer sur mon cœur!

Se tournant vers le prince Gortchakow, il reprend :

— Michel-Constantinowitch, hâtez-vous de renoncer à votre opulence! Entrez pleinement, loyalement dans l'indigence! Donnez vite vos terres au peuple, avant qu'il ne vous les prenne! Ne mettez plus votre bonheur qu'à être pauvre et libre!

Cette ironie amère est peu goûtée de l'auditoire.

Parlant plus sérieusement, B... examine avec moi la situation générale de la Russie, les grands courants qui se dessinent, les redoutables perspectives qui s'ouvrent de tous côtés. Nous énumérons les problèmes politiques, sociaux, économiques, religieux, ethniques, qui sont dès aujourd'hui posés devant le peuple russe, sans compter le terrifiant problème de la guerre, qui met en jeu la vie même de la Russie :

— J'entrevois, dis-je, une longue période d'anarchie. Après quoi, la dictature.

— Oui, répond B... Une ère nouvelle vient de s'ouvrir dans l'histoire de la Russie, l'ère hispano-américaine... Oh! Porfirio Diaz, quand viendras-tu?

Je lui raconte incidemment que, depuis le dimanche 25 mars, on ne chante plus, à Notre-Dame de France, le *Domine, salvum fac imperatorem nostrum Nicolaum!* On s'arrête après le *Domine salvam fac Rempublicam!* On attend la nouvelle formule de prière pour le gouvernement issu de la révolution.

— La formule est facile à trouver, réplique B... : *Domine, salvam fac crapulam nostram ruthenam!*

***

Mardi, 3 avril 1917.

Milioukow est fort troublé de ce qui se passe à Cronstadt, la grande citadelle navale qui commande l'accès de Pétrograd du côté du golfe de Finlande.

La ville (environ 55 000 habitants) ne reconnaît ni l'autorité du gouvernement provisoire ni celle du *Soviet*. Les troupes de la garnison, qui ne compte pas moins de 20 000 hommes, sont en révolte ouverte. Après avoir massacré la moitié de leurs officiers, elles en retiennent comme otages deux cents, qu'elles contraignent aux besognes les plus dégradantes, telles que le balayage des rues, les gros travaux du port.

A Helsingfors, même anarchie.

A Schlusselbourg, la ville est régie par une commune insurrectionnelle, dont le premier acte a été de pactiser avec un syndicat de prisonniers de guerre allemands. Sur les instances de ce syndicat, une soixantaine de prisonniers alsaciens-lorrains, à qui j'avais procuré un régime de faveur, ont été sévèrement incarcérés.

A 5 heures, je fais visite au grand-duc Nicolas-Michaïlowitch, dans son palais, rempli de souvenirs napoléoniens. C'est la première fois que j'ai l'occasion de m'entretenir avec lui, depuis la révolution.

Il affecte un optimisme auquel je ne réponds que par le silence. Il n'insiste d'ailleurs pas plus qu'il ne faut et, pour que je ne le croie pas trop dupe des événements, il énonce cette conclusion prudente :

— Tant que des hommes aussi sérieux et patriotes que le prince Lvow, Milioukow et Goutchkow resteront

maîtres du gouvernement, je serai plein d'espoir. S'ils succombent, c'est le saut dans l'inconnu.

— Au premier chapitre de la Genèse, cet inconnu est désigné par un nom précis.

— Ah ! quel nom?

— Le *tohu-bohu*, qui signifie le chaos.

***

Mercredi, 4 avril 1917.

Hier le ministre de la Justice, Kérensky, s'est rendu à Tsarskoïé-Sélo pour contrôler personnellement la garde des ex-souverains. Il a trouvé tout en ordre.

Le comte Benckendorff, grand-maréchal de la Cour, le prince Dolgoroukow, maréchal de la cour, Mme Naryschkine, grande-maîtresse de la Cour, Mlles de Buxhoevden et Hendrikow, demoiselles d'honneur, enfin le précepteur suisse du césaréwitch, Gilliard, partagent la captivité de leurs maîtres. Mme Wyroubow, qui logeait aussi au palais Alexandre, en a été enlevée pour être conduite à Pétrograd et incarcérée à la forteresse des Saints-Pierre-et-Paul, au fameux bastion Troubetzkoï.

Kérensky s'est entretenu avec l'empereur. Il lui a demandé notamment s'il était vrai, comme les journaux allemands l'ont affirmé, que Guillaume II lui ait plusieurs fois conseillé d'adopter une politique plus libérale.

— Tout le contraire ! s'est écrié l'empereur.

L'entretien s'est prolongé, sur le ton le plus courtois. Kérensky a même fini par subir le charme d'affabilité qui émane naturellement de Nicolas II et il s'est plusieurs fois surpris à l'appeler :

— *Gosoudar!...* Sire !

L'impératrice, au contraire, s'est enveloppée de froideur.

Le départ de Mme Wyroubow ne l'a pas affectée, au

moins de la manière qu'on aurait pu croire. Après lui avoir été si passionnément, si jalousement attachée, elle a soudain rejeté sur elle la responsabilité de tous les maux qui accablent la famille impériale et la Russie :

La détestable Œnone a conduit tout le reste!



Jeudi, 5 avril 1717.

J'adresse à Ribot le télégramme suivant :

— *Quelques journaux de Pétrograd reproduisent un article du* Radical *concluant à la nécessité de changer le représentant de la République en Russie. Je n'ai pas à prendre l'initiative d'émettre un vœu sur le fond de la question. D'autre part, Votre Excellence me connaît assez pour être certaine que, en de pareilles conjonctures, toute considération personnelle m'est étrangère. Mais l'article du* Radical *me fait un devoir de lui dire que, après avoir eu l'insigne honneur de représenter depuis plus de trois ans la France à Pétrograd et ayant conscience de n'y avoir épargné aucun effort, je n'éprouverais aucune peine à être déchargé de ma lourde tâche, et que, si le gouvernement de la République croyait utile de me désigner un successeur, je m'emploierais de mon mieux à faciliter la transition.*

Plusieurs motifs me dictent ce télégramme.

D'abord, il peut y avoir un intérêt de service à ce que je sois relevé de ma mission ; car j'avais la confiance de l'ancien régime et je n'ai aucune foi dans le régime nouveau. Puis je devine d'ici la campagne que doivent mener contre moi les partis avancés de la Chambre. Si je dois être rappelé, je veux au moins prendre les devants ; j'ai toujours apprécié l'aphorisme de Sainte-Beuve : « Il faut quitter les choses un peu avant qu'elles ne nous quittent. »

Aujourd'hui, grande cérémonie sur le Champ-de-Mars, où l'on enterre solennellement les victimes des journées révolutionnaires, les « héros du peuple », les « martyrs de la liberté ».

Une longue fosse a été creusée dans l'axe transversal de l'esplanade. Au centre, une tribune drapée de rouge sert d'estrade au gouvernement.

Depuis ce matin, des cortèges immenses, interminables, précédés par des musiques militaires, pavoisées de bannières noires, sillonnaient la ville pour recueillir, dans les hôpitaux, les deux cent dix cercueils destinés à l'apothéose révolutionnaire.

D'après les estimations les plus modérées, le nombre des manifestants dépasse neuf cent mille. Et pourtant, sur aucun point du parcours, il n'y a eu confusion ni retard. Toutes les processions ont observé, dans leur formation, dans leur marche, dans leurs arrêts, dans leurs chants, un ordre parfait. Malgré le vent glacial, j'ai voulu les voir évoluer à travers le Champ-de-Mars. Sous le ciel neigeux et cinglé de rafales, ces foules innombrables, qui se déroulent avec lenteur en escortant des cercueils rouges, composent un spectacle d'une extraordinaire grandeur. Et, pour accentuer l'effet tragique, le canon de la Forteresse tonne de minute en minute, L'art de la mise en scène est inné chez les Russes.

Mais ce qui me frappe le plus est ce qui manque à la cérémonie : le clergé. Pas un prêtre, pas une icone, pas une prière, pas une croix. Un seul chant : *la Marseillaise des ouvriers.*

Depuis les temps archaïques de Sainte Olga et Saint Wladimir, depuis que le peuple russe est entré dans l'histoire, c'est la première fois qu'un grand acte national s'accomplit sans le concours de l'Église. Hier encore, la religion présidait à toute la vie publique et privée ; elle y intervenait constamment, avec des pompes magnifiques, un ascendant prestigieux, une entière maîtrise

des imaginations et des cœurs, sinon des intelligences et des âmes. Il y a quelques jours à peine, ces milliers de paysans, de soldats, d'ouvriers, que je vois défiler devant moi, ne pouvaient apercevoir la moindre icone dans la rue, sans s'arrêter, enlever leur casquette et se barrer la poitrine avec de larges signes de croix. Quel contraste aujourd'hui ! Mais faut-il s'en étonner? Dans le jeu des idées, le Russe va toujours à l'extrême et à l'absolu.

Peu à peu, le Champ-de-Mars se vide. Le jour décline ; un brouillard fauve et glacé arrive de la Néwa. L'esplanade, redevenue déserte, prend un aspect sinistre. En retournant à l'ambassade par les allées solitaires du Jardin d'été, je me dis que je viens peut-être d'assister à l'un des faits les plus considérables de l'histoire moderne. Ce qu'on a enterré dans les cercueils rouges, c'est la tradition byzantine et moscovite du peuple russe, c'est tout le passé de la Sainte-Russie orthodoxe.

***

Vendredi, 6 avril 1917.

Tandis que les troupes du front se dissolvent chaque jour davantage par l'effet de la propagande socialiste, la petite armée, qui se bat aux confins du Kurdistan, sous les ordres du général Baratow, poursuit vaillamment sa rude tâche.

Après avoir occupé Kermanchah puis Kizilraba, elle vient de pénétrer en Mésopotamie et d'effectuer sa liaison avec les Anglais, au nord-est de Bagdad.

Dans le cadre de la guerre générale, cette opération brillante n'a évidemment qu'une importance épisodique ; mais c'est peut-être le dernier exploit que les historiens auront à inscrire dans les annales militaires de la Russie.

CHAPITRE XI

7-21 AVRIL 1917

Les États-Unis d'Amérique déclarent la guerre à l'Allemagne. — Un concert au théâtre Marie, pour les victimes de la révolution ; les revenants de Sibérie dans la loge impériale. — Protestation du sentiment public contre la cérémonie récente du Champ de Mars : récitation de prières funèbres sur les tombes des victimes. — Oblitération du patriotisme russe : « La guerre est morte... » — Polémique entre le gouvernement provisoire et le *Soviet* au sujet des « buts de guerre ». — Vie des souverains déchus à Tsarskoïé-Sélo ; surveillance plus rigoureuse : placidité de l'empereur, résignation de l'impératrice. — Trois députés socialistes français, Moutet, Cachin et Lafont, arrivent à Pétrograd. — Dimanche de Pâques : physionomie curieuse des églises. — Les députés socialistes français reçoivent du *Soviet* un accueil si froid qu'ils perdent contenance et n'osent affirmer le droit de la France à la restitution de l'Alsace-Lorraine. — Arrivée du « maximaliste » Lénine à Pétrograd. — Illusions des députés socialistes français sur les tendances naturelles et les forces directrices de la révolution russe : nos discussions à ce sujet. — Prestige croissant de Lénine ; ses antécédents, son caractère, ses idées.

Samedi, 7 avril 1917.

Hier, les États-Unis ont déclaré la guerre à l'Allemagne.

Nous nous félicitons, Milioukow et moi, de cet événement qui enlève aux puissances germaniques leur dernière chance de salut. J'insiste auprès de lui pour que le gouvernement provisoire fasse répandre à profusion dans

tous les milieux russes le beau message que le président Wilson vient d'adresser au Congrès et qui se termine ainsi :

Rester neutre, n'est plus possible, quand la paix du monde et la liberté des peuples sont en jeu. Nous voici donc obligés d'accepter la bataille avec l'ennemi naturel de la paix et de la liberté. Nous y sacrifierons notre vie, notre fortune, tout ce que nous possédons, avec la fierté de savoir qu'enfin le jour est arrivé où l'Amérique peut donner son sang pour les nobles principes d'où elle est née.

Pendant que la démocratie américaine tient ce magnifique langage, la révolution russe achève de perdre le sentiment du devoir patriotique et de l'honneur national.

Cet après-midi, le régiment de Volhynie, ancien régiment de la Garde, qui, le 12 mars, s'est insurgé le premier et dont l'exemple a entraîné le reste de la garnison, a organisé, au théâtre Marie, un concert au profit des victimes de la révolution. Une invitation très correcte a été envoyée aux ambassadeurs de France, d'Angleterre et d'Italie. Nous avons décidé de nous y rendre, afin de n'avoir pas l'air de mépriser le régime nouveau : le gouvernement provisoire participe d'ailleurs à la solennité.

Combien transformé, le théâtre Marie ! Ses habiles machinistes auraient-ils jamais pu réaliser un si prodigieux changement de décor? Tous les écussons impériaux, toutes les aigles d'or sont arrachés. Les ouvreurs des loges ont troqué la somptueuse livrée de la Cour contre de piteux vestons grisâtres.

La salle est comble. Public de bourgeois, d'étudiants, de soldats. Un orchestre militaire occupe la scène ; les hommes du régiment de Volhynie sont groupés à l'arrière-plan.

On nous introduit dans l'avant-scène de gauche, qui était la loge de la famille impériale, où j'ai vu tant de

fois le grand-duc Boris, le grand-duc Dimitry, le grand-duc André applaudir la Kchéchinskaïa, la Karsavina, la Spésivtséwa, la Smirnowa. En face, dans la loge du ministre de la Cour, tous les ministres sont réunis, en simple jaquette. Et je pense au vieux comte Fréedericksz, si chamarré, si courtois, qui est présentement détenu dans un hôpital et qui, gravement malade de la vessie, est obligé de subir les soins les plus humiliants en présence de deux geôliers. Je pense aussi à sa femme, l'excellente comtesse Hedwige-Aloïsowna, qui m'avait demandé asile dans mon ambassade et qui agonise dans un lazaret ; au général Woyéïkow, commandant des Palais impériaux, qui est incarcéré à la Forteresse ; à tous ces brillants aides-de-camp, gardes-à-cheval et chevaliers-gardes, qui sont aujourd'hui morts, prisonniers ou fugitifs.

Mais l'intérêt de la salle se concentre sur la grande loge impériale de face, la loge des galas. Une trentaine de personnes y ont pris place : de vieux messieurs, quelques vieilles dames, des figures graves, creuses, étrangement expressives, inoubliables, qui promènent sur le public des regards étonnés. Ce sont les héros et les héroïnes du terrorisme, qui, il y a vingt jours à peine, vivaient déportés en Sibérie, emprisonnés à Schlusselbourg ou à la forteresse des Saints-Pierre-et-Paul, Il y a là Morozow, Lopatin, Véra Figner, Catherine Ismaïlowitch, etc... Je songe avec effroi à tout ce que ce petit groupe représente de souffrances physiques et de détresses morales, endurées dans le silence, ensevelies dans l'oubli. Quel épilogue pour les *Mémoires* de Kropotkine, pour les *Souvenirs de la Maison des morts* de Dostoïewsky !

Le concert commence par *la Marseillaise*, qui est actuellement l'hymne russe. La salle croule sous les applaudissements et sous les cris de « : Vive la révolution ! » Quelques cris de : « Vive la France ! » me sont adressés.

Puis, long discours du ministre de la Justice, Kérensky. Discours habile, où le thème de la guerre s'enveloppe

de phraséologie socialiste ; diction mordante, hachée ; geste rare, brusque, impérieux. Vif succès, qui fait passer un éclair de plaisir sur le visage blême et crispé de l'orateur.

A l'entr'acte qui suit, Buchanan me dit :

— Allons saluer le gouvernement dans sa loge ! Cela sera bien vu.

Aussitôt l'entr'acte fini, nous retournons à notre loge. Un murmure de sympathie et comme de recueillement traverse la salle ; on dirait une ovation silencieuse.

C'est Véra Figner qui apparaît sur la scène, à la place du chef d'orchestre. Très simple, coiffée de bandeaux gris, habillée d'une robe de laine noire avec un fichu blanc, elle a l'air d'une vieille dame distinguée. Rien ne révèle en elle la redoutable nihiliste qu'elle fut jadis, au temps de sa jeunesse. Elle est d'ailleurs d'une bonne famille, affiliée à la noblesse.

Sur un ton calme, uni, sans le moindre geste, sans le moindre éclat de voix, sans un signe qui trahisse la violence ou l'emphase, l'âpreté de la rancune ou l'orgueil de la victoire, elle commémore l'armée innombrable de tous ceux qui ont payé obscurément de leur vie le triomphe actuel de la révolution, qui ont succombé anonymement dans les prisons d'État et dans les bagnes sibériens. Le martyrologe se déroule comme une litanie, comme une mélopée. Les dernières phrases, prononcées plus lentement, ont un accent intraduisible de tristesse, de résignation, de pitié. Seule peut-être, l'âme slave est capable de cette résonance. Une marche funèbre, que l'orchestre exécute aussitôt, semble continuer le discours, dont l'effet pathétique s'achève ainsi en émotion religieuse. La plupart des assistants pleurent.

Nous profitons de l'émoi général pour nous retirer ; car on annonce que Tchéïdzé, l'orateur du groupe « travailliste », va parler contre la guerre, que des altercations sont à prévoir, etc. Notre place n'est plus là. Puis,

le souvenir que nous laissera cette cérémonie est d'une trop rare qualité : ne le gâtons pas.

Dans les couloirs vides que je traverse hâtivement, je crois voir les fantômes de mes élégantes amies qui, tant de fois, sont venues ici bercer leurs rêves aux fantaisies de la danse et qui furent le dernier charme d'une société disparue pour toujours.

***

Dimanche, 8 avril 1917.

On a évalué à près d'un million le nombre de personnes qui ont assisté, jeudi dernier, à la cérémonie funèbre du Champ-de-Mars. Le caractère civil des obsèques n'avait soulevé aucune protestation populaire. Seuls, les Cosaques avaient déclaré que leur conscience leur interdisait de participer à des funérailles dont l'image du Christ était exclue et ils étaient restés dans leurs casernes.

Mais, dès le lendemain, un malaise étrange s'est répandu parmi les gens du peuple, surtout parmi les soldats, — un malaise fait de réprobation, de remords, d'inquiétude vague, de pressentiments superstitieux. Nul doute, maintenant : ces obsèques sans popes et sans icones étaient un sacrilège. Dieu se vengerait. Ah ! les Cosaques l'avaient bien compris, eux ! Ils ne s'étaient pas laissé entraîner dans cette coupable aventure ; ils sont toujours si malins !... Et puis n'était-ce pas une impiété aussi d'avoir peint les cercueils en rouge? Il n'y a que deux couleurs chrétiennes pour les cercueils : le blanc et le jaune ; c'est tellement connu que le catéchisme n'en parle même pas. Ainsi, avec cette invention diabolique de peindre les cercueils en rouge, on a profané les morts. Il ne manquait plus que cela !... Toute la cérémonie du Champ-de-Mars a dû être machinée par des Juifs !...

Cette protestation du sentiment public est devenue si générale et si vive que le gouvernement provisoire

s'est cru obligé d'y satisfaire. Par son ordre, des prêtres sont venus hier réciter les prières funèbres sur les tombes du Champ-de-Mars.

Je dîne ce soir chez Mme P... Une dizaine de convives, tous intimement liés. Parmi eux, un aide-de-camp du grand-duc Nicolas-Nicolaïéwitch, le prince Serge B..., qui arrive du Caucase.

Pendant toute la soirée, conversation générale et très animée, où chacun émet son avis sur le cours des événements. De cette consultation expansive et prime-sautière, voici ce que je retiens :

« La situation a beaucoup empiré ces derniers jours. Le pays, pris dans son ensemble, n'accepterait pas une paix déshonorante, comme serait une paix séparée. Mais il se désintéresse totalement de la guerre, pour ne plus penser qu'aux questions intérieures, et, par-dessus tout, à la question agraire... Il faut reconnaître, en effet, que la guerre n'a plus de but pour le peuple russe. Constantinople, Sainte-Sophie, la Corne-d'Or? Mais personne ne songe plus à cette chimère, sauf Milioukow et uniquement parce qu'il est historien... La Pologne? Elle ne concerne plus l'État russe, depuis que le gouvernement provisoire a proclamé son indépendance. C'est donc à elle seule de réaliser désormais son unité territoriale; elle devra prendre dorénavant pour devise : *Polonia farà da se*... Quant à la Lithuanie, à la Courlande et même à la Livonie, c'est avec une indifférence absolue que l'on considère leur sort futur, sous le prétexte que ce ne sont pas des *terres russes*... Partout, la même note se fait entendre, à Moscou comme à Pétrograd, à Kiew comme à Odessa; partout le même découragement, la même abolition du sens national et patriotique... Du côté de l'armée, les impressions ne sont pas plus réconfortantes. Dans les garnisons de l'intérieur, c'est l'indiscipline complète, l'oisiveté, le vagabondage, la déser-

tion. Jusqu'en ces derniers temps, les troupes du front avaient gardé un bon esprit. L'échec récent du Stokhod a révélé que, même en première ligne, les troupes ont perdu leur cohésion morale ; car il n'est pas douteux qu'un régiment ait refusé de se battre... Que dire du désordre qui sévit dans l'administration générale, dans le service des transports, des approvisionnements, des fabrications?... »

Comme j'essaie de réfuter quelques-unes de ces assertions pessimistes, Mme P... répond :

— Ne vous faites pas d'illusion. Malgré toutes les belles phrases des discours officiels, la guerre est morte. Un miracle seul pourrait la ressusciter !

— Ce miracle ne peut-il venir de Moscou?

— Moscou ne vaut pas mieux que Pétrograd !

***

Lundi, 9 avril 1917.

Une vive polémique est engagée, depuis quelques jours, entre le gouvernement provisoire et le *Soviet*, plus spécialement entre Milioukow et Kérensky, au sujet des « buts de guerre ».

Le *Soviet* exige que le gouvernement se concerte immédiatement avec ses alliés pour l'ouverture d'une négociation de paix sur les bases suivantes : « Pas d'annexions pas d'indemnité, libre développement des peuples. »

Je stimule de mon mieux Milioukow, en lui représentant que les exigences du *Soviet* équivalent à une défection de la Russie et que, si on la laissait s'accomplir, ce serait une honte éternelle sur le peuple russe :

— Vous avez, lui dis-je, plus de dix millions d'hommes en armes ; vous êtes soutenus par huit alliés dont la plupart ont été beaucoup plus éprouvés que vous, mais qui sont tous plus résolus que jamais à se battre jusqu'à

la victoire complète. Un neuvième allié vous arrive, et quel allié! L'Amérique! Cette guerre effroyable a été déchaînée pour une cause slave. La France a couru à votre secours, sans marchander un seul instant son appui... Et vous seriez les premiers à vous retirer de la lutte!

— Je suis tellement de votre avis, proteste Milioukow, que, si les exigences du *Soviet* devaient triompher, je quitterais aussitôt le pouvoir!

Une proclamation que le gouvernement provisoire adresse au peuple russe et qui est publiée ce matin essaie d'éluder la difficulté en voilant sous des formules nuageuses son intention de poursuivre la guerre.

Comme je représente à Milioukow l'inconsistance et la timidité de ces formules, il me répond :

— Je considère comme un grand succès de les avoir fait insérer dans la proclamation. Nous sommes obligés d'être très prudents vis-à-vis du *Soviet;* car nous ne pouvons pas compter encore sur la garnison pour nous défendre.

Il est de fait que le *Soviet* est maître de Pétrograd!

***

Mercredi, 11 avril 1917.

J'ai à déjeuner le *leader* du parti « cadet », Basile Maklakow, la princesse Sophie Dolgorouky, le prince Scipion Borghèse, le peintre et critique d'art Alexandre-Nicolaïéwitch Benois.

Maklakow, qui a vu d'aussi près que personne la révolution, nous en raconte la genèse.

— Aucun de nous, dit-il, ne prévoyait l'ampleur du mouvement; aucun de nous ne s'attendait à un pareil cataclysme. Certes, nous savions que le régime impérial était pourri; nous ne nous doutions pas que ce fût à ce

point. C'est pourquoi rien n'était préparé. J'en parlais hier avec Maxime Gorky et Tchéïdzé ; ils ne sont pas encore revenus de leur surprise.

— Alors, demande Borghèse, cette conflagration de la Russie entière a été spontanée?

— Oui, toute spontanée.

Je fais observer que de même, en février 1848, la victoire de la révolution n'étonna personne autant que les chefs du parti républicain, Ledru-Rollin, Armand Marrast, Louis Blanc ; j'ajoute :

— On ne peut jamais prédire que l'éruption du Vésuve se produira tel jour, à telle heure. C'est déjà beaucoup de discerner les signes prémonitoires, de noter les premières ondes sismiques, d'annoncer que l'éruption est inévitable et imminente. Tant pis pour les habitants de Pompéi et d'Herculanum qui ne se contentent pas de cet avertissement (1) !

A Tsarskoïé-Sélo, la surveillance se fait plus rigoureuse autour des souverains déchus.

L'empereur est toujours extraordinaire d'indifférence et de placidité. L'air calme, insouciant, il passe la journée à feuilleter les journaux, à fumer des cigarettes, à combiner des *puzzles*, à jouer avec ses enfants, à ramasser la neige dans le jardin. Il semble éprouver une sorte de douceur à être enfin déchargé de son pouvoir suprême.

Dioclétien à Salone, Charles-Quint à San-Yuste n'avaient pas plus de sérénité.

L'impératrice est, au contraire, dans l'exaltation mystique ; elle répète constamment :

(1) Les socialistes russes de 1917 ont éprouvé la même surprise que les républicains français de 1848. Dans une conférence faite à Paris, le 12 mars 1920, M. Kérensky a déclaré que ses amis politiques s'étaient réunis chez lui, le 10 mars 1917, et qu'ils avaient décidé à l'unanimité que la révolution était impossible en Russie. Deux jours plus tard, le tsarisme était renversé.

(Cf. *le Journal du peuple*, 14 mars 1920.)

— C'est Dieu qui nous inflige cette épreuve ; je l'accepte avec gratitude pour mon salut éternel.

Il lui arrive cependant de ne pouvoir réprimer les éclats de son indignation, lorsqu'elle voit exécuter les consignes sévères qui, même dans l'enceinte du palais, enlèvent à l'empereur toute liberté de mouvement. Parfois, c'est un factionnaire qui lui barre le passage au seuil d'une galerie ; parfois, c'est l'officier de garde qui, après le repas pris en commun, lui intime l'ordre de rentrer dans sa chambre. Nicolas II obéit, sans un mot de récrimination. Alexandra-Féodorowna se cabre et se révolte comme devant une insulte ; mais bientôt elle se domine et s'apaise en murmurant :

— Cela aussi, nous devons l'accepter... Le Christ n'a-t-il pas bu le calice jusqu'à la lie?



Samedi, 14 avril 1917.

Trois députés socialistes français, Moutet, Cachin et Lafont, sont arrivés hier soir de Paris par Bergen et Tornéo ; ils viennent prêcher au *Soviet* la sagesse et le patriotisme. Deux membres du *Labour Party*, O'Grady et Thorne, les accompagnent.

Moutet est avocat ; Cachin et Lafont sont professeurs de philosophie ; O'Grady est ébéniste, Thorne est plombier. Ainsi, le socialisme français est représenté par des intellectuels, d'éducation classique ; le socialisme anglais par des hommes de métier, des *matter-of-fact men*. Théorie, d'un côté ; réalisme, de l'autre.

Mes trois compatriotes se présentent ce matin à mon cabinet. La première impression que j'ai d'eux ne me laisse rien à désirer. Nous nous entendons parfaitement sur la tâche qu'ils ont à remplir ici. Leur principale inquiétude est de savoir si la Russie est capable de poursuivre la

guerre et si l'on peut encore espérer d'elle un effort qui nous permette de réaliser notre programme de paix. Je leur expose que, s'ils savent gagner la confiance du *Soviet*, s'ils lui parlent avec une amicale fermeté, s'ils réussissent à lui démontrer que le sort de la révolution est lié au sort de la guerre, l'armée russe pourra jouer, de nouveau, un rôle important, un rôle de masse, sinon de choc, dans nos plans stratégiques. Quant à notre programme de paix, nous devrons évidemment l'adapter aux conditions nouvelles du problème. Du côté de l'Occident, je ne vois aucun motif de renoncer à nos prétentions et de réduire nos espérances, le concours américain devant compenser approximativement l'infériorité du concours russe. Mais, du côté de l'Europe orientale et de l'Asie Mineure, il nous faudra sans doute sacrifier quelque peu de nos rêves ; j'estime d'ailleurs que, si nous savons nous y prendre, si notre diplomatie exécute à temps l'évolution qui s'imposera tôt ou tard, ce sacrifice ne coûtera pas trop cher à la France. Ils se déclarent pleinement d'accord avec moi.

A une heure, ils viennent déjeuner, en petit comité, à l'ambassade. Tout ce qu'ils me rapportent sur l'état de l'opinion française est satisfaisant.

A les voir ainsi dans mes salons, je songe à l'étrange et paradoxal spectacle qu'est leur présence. Pendant vingt-cinq ans, le parti socialiste n'a cessé d'attaquer l'alliance franco-russe. Et ce sont aujourd'hui trois députés socialistes qui viennent la défendre... contre la Russie !

En me quittant, ils vont au Champ-de-Mars déposer une couronne sur la tombe des victimes de la révolution, de même que jadis les envoyés de la République française allaient à la forteresse des Saints-Pierre-et-Paul porter une couronne sur le sépulcre d'Alexandre III. Comme écrivait Sainte-Beuve : « Il n'est que de vivre pour voir tout et le contraire de tout. »

***

Dimanche, 15 avril 1917.

Selon le calendrier orthodoxe, c'est aujourd'hui le dimanche de Pâques. Nul incident, nulle innovation n'a marqué la semaine sainte, sauf que les théâtres, qui précédemment fermaient leurs portes pendant toute la quinzaine finale du carême, sont restés ouverts jusqu'au mercredi saint.

Cette nuit, toutes les églises de Pétrograd ont célébré, avec la magnificence accoutumée, l'office solennel de la Résurrection. En l'absence du métropolite Pitirim, déjà cloîtré dans son couvent sibérien, la messe pontificale a été dite à la Laura de Saint-Alexandre-Newsky par Mgr Tikhon, archevêque d'Iaroslawl, pendant que les deux vicaires épiscopaux, Mgr Ghennadius et Mgr Benjamin, officiaient à Saint-Isaac et à Notre-Dame de Kazan. La foule qui se pressait dans ces grandes cathédrales n'était pas moindre que les années antérieures.

Je m'étais rendu à Notre-Dame de Kazan. C'était le même spectacle qu'au temps du tsarisme, la même somptuosité majestueuse, le même déploiement de pompe liturgique. Mais je n'avais encore jamais observé une expression si intense de la piété russe. Autour de moi, la plupart des visages étaient saisissants de ferveur implorante ou de résignation accablée. A l'instant suprême de l'office, quand le clergé sortit de l'iconostase dans un flamboiement d'or et que le chant d'allégresse retentit : *Gloire à la Trinité sainte! Gloire éternelle! Notre Sauveur le Christ est ressuscité!* alors une houle d'émotion souleva les fidèles. Et, tandis qu'ils s'embrassaient selon l'usage, en répétant : *Christ est ressuscité!* je vis que beaucoup d'entre eux sanglotaient.

Par contre, on me rapporte que, dans les quartier

ouvriers de Kolomna, de la Galernaïa, de Viborg, plusieurs églises étaient presque désertes.

Les députés socialistes français et leurs camarades anglais ont été reçus, cet après-midi, par le *Soviet.*

L'accueil a été froid, si froid même, que Cachin a perdu contenance et que, pour rendre la conversation possible, il a cru devoir « jeter du lest ». Or, ce « lest » n'était rien moins que l'Alsace-Lorraine, dont la restitution à la France a été, non pas affirmée comme un droit, mais présentée comme une simple éventualité soumise à toutes sortes de conditions, telles qu'un plébiscite.

Si c'est là tout le concours que nos députés viennent m'apporter, ils eussent mieux fait de s'épargner le voyage !

A cette même séance du *Soviet*, Plékhanow, arrivé de France en même temps que les délégués français et anglais, a reparu, pour la première fois après quarante années d'exil, devant un public russe.

Plékhanow est une noble figure du parti révolutionnaire, le fondateur de la social-démocratie russe ; c'est de lui que le prolétariat russe a entendu les premiers appels à l'union et à l'organisation. Aussi lui a-t-on fait une réception triomphale, quand il a débarqué avant-hier soir à la gare de Finlande et le gouvernement provisoire est allé le saluer officiellement.

De même, quand il a pénétré aujourd'hui au palais de Tauride, les acclamations ont éclaté de toute part. Mais lorsqu'il a parlé de la guerre, lorsqu'il a hautement revendiqué le titre de socialiste-patriote et déclaré qu'il n'entend pas plus se soumettre à la tyrannie des Hohenzollern qu'au despotisme des Romanow, un profond silence s'est fait autour de lui et des murmures se sont propagés sur plusieurs bancs.

***

Lundi, 16 avril 1917.

J'ai prié les trois députés socialistes de venir me voir ce matin et je leur ai signalé le danger des déclarations par trop conciliantes auxquelles l'un d'eux s'est laissé, aller hier devant le *Soviet*. Cachin me répond :

— Si j'ai parlé ainsi, c'est que, en toute sincérité, je ne pouvais faire autrement. Au lieu de nous recevoir en amis, on nous a fait subir un véritable interrogatoire et sur un tel ton, que j'ai vu le moment où nous allions être obligés de nous retirer.

Devant retourner aujourd'hui au palais de Tauride, ils me promettent de rattraper, autant que possible, leurs concessions d'hier.

Quand je me rends au ministère des Affaires étrangères à midi, Milioukow me parle aussitôt de ces déplorables concessions :

— Comment voulez-vous, me dit-il, que je résiste aux prétentions de nos maximalistes, si les socialistes français eux-mêmes abandonnent la partie?

***

Mardi, 17 avril 1917.

Le ministre de la Justice, Kérensky, vient déjeuner à l'ambassade, avec Cachin, Moutet et Lafont.

Kérensky n'a accepté mon invitation qu'à la condition de pouvoir se retirer aussitôt le repas fini ; car il doit se rendre au *Soviet*, à deux heures. L'important est qu'il prenne contact avec mes trois députés.

La conversation s'engage tout de suite sur la guerre. Kérensky expose ce qui fait le fond de son dissentiment avec Milioukow : c'est que les Alliés doivent reviser leur programme de paix, afin de l'adapter aux conceptions de la démocratie russe. Les idées qu'il développe à l'appui sont celles du parti « travailliste », qu'il représentait à la Douma et qui est par excellence le parti des paysans, le parti dont la devise est *Zemla i Vola*, « Terre et liberté ». Sous la réserve de ces opinions, il affirme avec énergie la nécessité de continuer la lutte contre le militarisme allemand.

Nous l'écoutons, sans trop le contredire. Je devine d'ailleurs que, dans le fond d'eux-mêmes, tous mes convives socialistes lui donnent plus ou moins raison. Quant à moi, ne sachant pas encore quelle attitude Albert Thomas a mission d'adopter vis-à-vis du socialisme russe, je me tiens sur la réserve.

A peine le café servi, Kérensky part en hâte pour le *Soviet*, où l'apôtre du marxisme international, le fameux Lénine, arrivé de Suisse par l'Allemagne, va faire sa rentrée politique.

Une scène ignoble s'est passée, il y a quelques jours, à l'église russe d'Helsingfors. On célébrait le service funèbre du lieutenant de vaisseau Polivanow, assassiné par son équipage pendant les derniers troubles. Selon le rite orthodoxe, le cercueil était découvert. Tout à coup, un groupe d'ouvriers et de matelots fait irruption dans l'église. Là, défilant tous l'un après l'autre devant le catafalque, ils crachent à la figure du mort. La veuve éplorée, sanglotante, essuie avec son mouchoir le visage souillé, en suppliant les misérables de cesser leurs outrages. Mais, la repoussant brutalement, ils s'emparent du cercueil, le soulèvent, le retournent, renversent le corps, les cierges, les couronnes et sortent de l'église en braillant *la Marseillaise*.

***

Mercredi, 18 avril 1917.

Milioukow me dit ce matin, d'un air radieux :

— Lénine a complètement échoué, hier, devant le *Soviet*. Il a plaidé la thèse pacifiste avec une telle outrance, une telle impudeur, une telle maladresse, qu'il a dû se taire et sortir sous les huées... Il ne s'en relèvera pas.

Je lui réponds, à la russe :

— Dieu donne !

Mais je crains que, une fois de plus, Milioukow ne soit dupe de son optimisme. L'arrivée de Lénine m'est en effet représentée comme la plus dangereuse épreuve que puisse avoir à subir la révolution russe.

***

Jeudi, 19 avril 1917.

Le général Broussilow vient d'adresser au prince Lvow ce curieux télégramme :

Les soldats, officiers, généraux et fonctionnaires de l'armée du sud-ouest, réunis en assemblée, ont résolu de porter à la connaissance du gouvernement provisoire leur conviction profonde que le lieu de réunion de l'assemblée constituante doit être, en toute justice, la première capitale de la terre russe. Moscou est consacrée dans la conscience populaire par les actes les plus importants de notre histoire nationale; Moscou est essentiellement russe et infiniment chère au cœur russe. Convoquer l'assemblée constituante à Pétrograd, dans cette ville qui, par son caractère administratif et cosmopolite, a toujours été séparée de la vie russe, ce serait un geste illogique et factice, contraire à toutes les

aspirations du peuple russe. Je m'associe de tout cœur à cette motion et je déclare, en ma qualité de citoyen russe, que je considère comme terminée la période pétersbourgeoise de l'histoire russe.

BROUSSILOW.

***

Vendredi, 20 avril 1917.

Les députés socialistes français commencent à déchanter de la révolution russe, depuis qu'ils la voient de près. L'accueil dédaigneux qu'ils ont reçu du *Soviet* a quelque peu rafraîchi leur admiration. Ils gardent néanmoins une dose énorme d'illusions : ils croient encore à la possibilité de galvaniser le peuple russe par « une politique hardiment démocratique, orientée vers l'internationalisme. »

J'essaie de leur démontrer leur erreur :

— La révolution russe est essentiellement anarchique et destructive. Livrée à elle-même, elle ne peut aboutir qu'à une effroyable démagogie de la plèbe et de la soldatesque, à la rupture de tous les liens nationaux, à un écroulement total de la Russie. Avec l'outrance propre au caractère russe, elle ira vite à l'extrême : elle est condamnée à sombrer dans la dévastation et la barbarie, dans l'horreur et l'absurdité. Vous ne soupçonnez pas la grandeur des forces qui viennent de se déchaîner... La catastrophe peut-elle encore être conjurée par des moyens tels que la réunion immédiate d'une assemblée constituante ou un coup d'État militaire? J'en doute. Le mouvement n'est pourtant qu'à son origine. On peut donc le maîtriser plus ou moins, le ralentir, le manœuvrer, gagner du temps. Un répit de quelques mois serait d'une importance capitale pour l'issue de la guerre... L'appui que vous prêtez aux extrémistes va précipiter le cataclysme final.

Mais je m'aperçois bientôt que je prêche dans le vide :

je n'ai pas la grandiloquence des Tsérételli et des Tchéïdzé, des Skobélew et des Kérensky (1).

***

Samedi, 21 avril 1917.

Quand Milioukow m'assurait naguère que Lénine s'était irrémissiblement discrédité devant le *Soviet* par l'outrance de son défaitisme, il subissait une fois de plus l'illusion optimiste.

L'autorité de Lénine semble au contraire s'être beaucoup accrue ces derniers jours. Ce qui n'est pas douteux, c'est qu'il a déjà rallié autour de sa personne et sous son commandement tous les énergumènes de la révolution; il s'affirme dès maintenant comme un chef redoutable.

Né le 23 avril 1870 à Simbirsk, sur la Volga, Wladimir-Ilitch Oulianow, dit Lénine, est purement russe. Son père, qui appartenait à la petite noblesse provinciale, occupait un emploi dans l'administration scolaire. En 1887, son frère aîné, impliqué dans un attentat contre Alexandre III, fut condamné à mort et pendu. Ce drame décida toute la vie du jeune Wladimir-Ilitch, qui achevait alors ses études à l'université de Kazan : il se lança, corps et âme, dans le mouvement révolutionnaire. La destruction du tsarisme fut désormais son idée fixe et l'évangile de Karl Marx devint son bréviaire. Au mois de jan-

(1) Dans le journal *l'Heure*, en date du 5 juin 1918, M. Marcel Cachin a résumé ainsi nos entretiens :

Tandis que nous lui disions, Moutet et moi, qu'il était nécessaire de faire encore un effort dans le sens démocratique pour essayer de mettre debou la Russie, M. Paléologue, pessimiste, nous répondait : « Vous vous faites illusion à vous-mêmes, en pensant que ce peuple slave va se redresser. Non. Il est destiné dès maintenant à la dissolution. Militairement, vous n'avez plus rien à en attendre. Aucun effort ne peut le sauver; il va à sa destruction; il suit sa voie historique; l'anarchie le guette. Et, pendant des années, nul ne peut imaginer ce qu'il va devenir... » *Nous n'avions pas voulu, quant à nous, désespérer ainsi de l'âme slave.*

vier 1897, la police, qui le surveillait, le relégua pour trois ans à Minouschinsk, sur le haut Iénisséy, aux confins de la Mongolie. A l'expiration de sa peine, il fut autorisé à sortir de Russie et il s'installa en Suisse, d'où il venait souvent à Paris. D'une activité inlassable, il forma bientôt une secte ardente, qu'il exaltait dans le culte du marxisme international. Pendant les troubles séditieux de 1905, il crut, un instant, que son heure était venue et, secrètement, il rentra en Russie. Mais la crise tourna court ; ce n'était qu'un prélude, un premier éveil des passions populaires. Il reprit donc le chemin de l'exil.

Utopiste et fanatique, prophète et métaphysicien, étranger à la notion de l'impossible et de l'absurde, fermé à tout sentiment de justice et de pitié, violent et machiavélique, fou d'orgueil, Lénine met au service de ses rêves messianiques une volonté audacieuse et froide, une logique tranchante, une extraordinaire puissance de prosélytisme et de commandement. D'après ce qu'on me rapporte de ses premiers discours, il réclame la dictature révolutionnaire des masses ouvrières et rurales ; il prêche que le prolétariat n'a pas de patrie et il appelle, de tous ses vœux, la défaite des armées russes. Lorsqu'on oppose à ses chimères quelque objection tirée de la réalité, il répond par ce mot superbe : « Tant pis pour la réalité ! » Aussi, est-ce peine perdue que de vouloir lui démontrer que, si les armées russes sont détruites, la Russie tombera comme une proie dans les griffes du vainqueur allemand qui, après s'être bien assouvi et payé sur elle, l'abandonnera aux convulsions de l'anarchie. Le personnage est d'autant plus dangereux qu'on le dit chaste, sobre, ascétique. Tel que je me le représente, il y a en lui du Savonarole et du Marat, du Blanqui et du Bakounine.

CHAPITRE XII

22 AVRIL-6 MAI 1917

Arrivée d'Albert Thomas à Pétrograd. Après m'avoir annoncé mon prochain rappel en France, il m'expose l'objet de sa mission. Confiance que lui inspire « l'élan révolutionnaire de la démocratie russe » ; antagonisme de nos idées. Dans la dispute qui vient de s'ouvrir entre le gouvernement provisoire et le *Soviet*, il prend parti contre Milioukow, pour Kérensky. — Le grand-duc Paul et la révolution Détails sur la captivité de la famille impériale. — Processions populaires : sens esthétique des foules russes ; les mutilés de la guerre. — Progrès de l'anarchie dans les services publics et dans l'armée. — Le 1er mai ; cortèges et discours sur le Champ-de-Mars. — Un « concert-meeting » au théâtre Michel ; harangues politiques, intermèdes musicaux ; souvenir de *la Maison des morts;* allocution romantique de Kérensky. — Aggravation du conflit entre le gouvernement provisoire et le *Soviet;* résistance courageuse de Milioukow ; combats dans les rues ; Albert Thomas soutient Kérensky. — Avenir de la Russie ; conséquences inéluctables des événements actuels : un apologue persan.

Dimanche, 22 avril 1917.

Ce soir, à 11 heures, Albert Thomas débarque à la gare de Finlande avec une longue suite d'officiers et de secrétaires.

Du même train descend une vingtaine d'exilés notoires, qui viennent de France, d'Angleterre, de Suisse. Aussi, la gare est pavoisée de drapeaux rouges. Une foule compacte se masse à tous les abords. De nombreuses délégations, portant des bannières écarlates, sont groupées à l'entrée du *hall* et la « garde rouge », qui remplace la police urbaine, aligne sur le quai les plus beaux spécimens d'apaches, cravatés de rouge, banderolés de rouge, dont s'honore la municipalité de Pétrograd.

Dès que le train paraît, un orage d'acclamations éclate. Mais la gare est à peine éclairée ; un brouillard visqueux et glacial épaissit l'air ; un chaos de bagages et de caisses est accumulé çà et là jusque sur les voies, de sorte que ce retour des proscrits est à la fois triomphal et sinistre.

Milioukow, Térestchenko et Konovalow sont venus avec moi au-devant de la mission française. Après les salamalecs officiels, j'emmène Albert Thomas vers ma voiture, au milieu de l'ovation générale.

Ce spectacle, si différent de celui qu'il a vu en mai 1916, l'émeut dans sa fibre révolutionnaire. Il promène autour de lui des regards étincelants. Plusieurs fois, il me dit :

— Mais c'est la révolution dans toute sa grandeur, dans toute sa beauté !...

A l'hôtel de l'Europe, où un appartement lui est réservé, nous causons. Je le mets au courant de ce qui s'est passé depuis qu'il a quitté la France ; je lui expose combien la situation s'est aggravée en ces deux dernières semaines ; je lui raconte le conflit qui s'est élevé entre Milioukow et Kérensky ; je fais valoir enfin les considérations qui nous commandent, selon moi, de soutenir le ministre des Affaires étrangères, puisqu'il représente la politique de l'Alliance.

Albert Thomas m'écoute avec soin et m'objecte :

— Nous devons faire grande attention de ne pas froisser la démocratie russe... Je suis venu précisément ici pour me rendre compte de tout cela... Nous reprendrons la conversation demain.

***

Lundi, 23 avril 1917.

Je réunis, à déjeuner, autour d'Albert Thomas, Milioukow, Térestchenko, Konovalow, Nératow et mon personnel.

Les trois ministres russes affectent l'optimisme. On parle du dualisme qui se manifeste dans le gouvernement. Milioukow s'explique, avec sa bonne humeur habituelle et une grande largeur d'idées, sur le conflit qui s'est élevé entre lui et Kérensky. Albert Thomas écoute, interroge, se prononce peu, sauf pour accorder à la révolution russe un immense crédit de confiance et un éloquent tribut d'admiration.

Quand mes invités sont partis, Albert Thomas demande à m'entretenir en tête-à-tête dans mon cabinet. Là, sur un ton d'amicale gravité, il me dit :

— M. Ribot m'a confié une lettre à votre adresse, en me laissant juge du moment où je devrai vous la remettre. Votre caractère m'inspire trop d'estime pour que je ne vous la remette pas immédiatement. La voici.

Elle porte la date du 13 avril. Je la lis, sans la moindre surprise, sans la moindre émotion (1). Ma lecture terminée, je dis à Albert Thomas :

(1) Cabinet du Président du Conseil,
Ministre des Affaires étrangères.

Paris, le 13 avril 1917.

Monsieur l'ambassadeur,

Le gouvernement a pensé qu'il serait utile d'envoyer en mission extraordinaire à Pétrograd le ministre de l'Armement et des Fabrications de guerre. Vous m'avez fait savoir que M. Albert Thomas, à raison des souvenirs qu'il a laissés en Russie et de l'influence qu'il peut exercer dans certains milieux, serait bien accueilli par le gouvernement provisoire et en particulier par M. Milioukow.

Pour qu'il puisse exercer son action en toute liberté, je vous prie de vouloir bien revenir en congé en France après vous être entendu avec lui sur le moment de votre départ. Vous remettrez les affaires de l'ambassade à M. Doulcet qui les gérera en qualité de chargé d'affaires, jusqu'à la désignation de votre successeur.

Il a paru au gouvernement que la situation que vous avez occupée auprès de l'empereur vous rendrait plus difficile de remplir vos fonctions auprès du gouvernement actuel. Vous vous rendez compte qu'à un état de choses nouveau, il faut un homme nouveau, et vous m'avez déclaré, dans un sentiment dont j'apprécie toute la délicatesse, que vous étiez prêt à vous effacer dans l'intérêt public, en faisant abstraction de toute considération personnelle. Je tiens à vous remercier de cette preuve de désintéressement qui ne me surprend pas de votre part, et à vous dire

— Cette lettre ne contient rien à quoi je n'acquiesce ou dont je ne sois très touché. Jusqu'à mon départ, qu'il me paraît difficile de fixer plus tôt que le 10 mai, je vous aiderai de mon mieux.

Il me serre chaleureusement les mains et reprend :

— Je n'oublierai jamais la dignité de votre attitude et je serai heureux d'y rendre hommage dans le télégramme que je vais adresser aujourd'hui même au gouvernement de la République.

Puis, après avoir concerté avec moi un programme de visites et de travail, il se retire.

***

Mardi, 24 avril 1917.

J'ai convié mes collègues d'Angleterre et d'Italie à déjeuner avec Albert Thomas.

Carlotti se déclare entièrement de mon avis, quand j'affirme que nous devons soutenir Milioukow contre Kérensky et que ce serait une faute grave de ne pas opposer au *Soviet* l'autorité politique et morale des gouvernements alliés. Je conclus :

— Avec Milioukow et les modérés du gouvernement provisoire, nous avons une chance encore d'enrayer les progrès de l'anarchie et de maintenir la Russie dans la guerre. Avec Kérensky, c'est le triomphe assuré du *Soviet*, ce qui veut dire le déchaînement des passions

en même temps que nous n'oublierons pas les grands services que vous avez rendus à notre pays.

Quand vous serez de retour en France, nous examinerons ensemble quelle situation nous pourrons vous faire, en tenant compte dans la plus large mesure possible de vos intérêts et de vos convenances personnels.

Veuillez recevoir, mon cher ambassadeur, les assurances de ma haute considération et de mes sentiments les meilleurs.

A. RIBOT.

populaires, la destruction de l'armée, la rupture des liens nationaux, la fin de l'État russe. Et, si l'écroulement de la Russie est désormais inévitable, au moins n'y mettons pas la main !

Appuyé par Buchanan, Albert Thomas se déclare catégoriquement pour Kérensky :

— Toute la force de la démocratie russe est dans son élan révolutionnaire. Kérensky seul est capable de fonder, avec le *Soviet*, un gouvernement digne de notre confiance.

***

Mercredi, 25 avril 1917.

Nous dînons ce soir, Albert Thomas et moi, à l'ambassade d'Angleterre. Mais, dès 7 heures et demie, je le vois entrer dans mon cabinet : il vient me raconter une longue conversation qu'il a eue, cet après-midi, avec Kérensky et dont le thème principal a été la révision des « buts de guerre ».

Kérensky a insisté avec énergie sur la nécessité de procéder à cette révision, conformément à la résolution du *Soviet;* il estime que les gouvernements alliés perdront tout crédit devant la démocratie russe, s'ils ne renoncent pas ouvertement à leur programme d'annexions et d'indemnités.

— J'avoue, me dit Albert Thomas, que je suis très impressionné par la force de ses arguments et par l'ardeur qu'il a mise à les soutenir...

Puis, reprenant la métaphore dont Cachin se servait naguère, il conclut :

— Nous serons obligés de jeter du lest.

Je lui objecte que la démocratie russe est bien novice, bien ignorante, bien inculte, pour prétendre dicter la loi à la démocratie française, à la démocratie anglaise, à la démocratie italienne, à la démocratie américaine, et

que c'est toute la politique de l'Alliance qui est en jeu. Il répète :

— N'importe ! Nous devons jeter du lest !

Mais il est déjà près de huit heures. Nous partons pour l'ambassade d'Angleterre.

Les autres invités sont le prince et la princesse Serge Bélosselsky, la princesse Marie Troubetzkoï, M. et Mme Polovtsow, etc.

Albert Thomas se met en frais d'amabilités et il plaît par son animation, par son esprit, par son langage vif et coloré, par son défaut total de pose.

Deux ou trois fois pourtant, j'observe que sa franchise gagnerait à être plus discrète, moins expansive, plus voilée. C'est ainsi qu'il appuie avec trop de complaisance sur son passé révolutionnaire, sur son rôle dans la grève des cheminots en 1911, sur la satisfaction voluptueuse qu'il ressent à se sentir ici dans une atmosphère d'ouragan populaire. Peut-être ne parle-t-il de la sorte que pour n'avoir pas l'air de renier ses antécédents politiques.

***

Jeudi, 26 avril 1917.

Milioukow me dit ce matin, avec mélancolie :

— Ah ! vos socialistes ne facilitent pas ma tâche !

Puis il me raconte que, devant le *Soviet*, Kérensky se flatte de les avoir tous convertis à ses idées, même Albert Thomas, et qu'il se croit déjà seul maître de la politique extérieure.

— Ainsi, ajoute-t-il, savez-vous le tour qu'il vient de me jouer? Il a fait annoncer par la presse, dans la forme d'un « communiqué » officieux, que le gouvernement provisoire prépare une note aux puissances alliées pour exposer, d'une façon précise, ses vues sur les buts de guerre. Et c'est par les journaux que moi, le ministre

des Affaires étrangères, j'apprends cette soi-disant résolution du gouvernement provisoire... Voilà comme on me traite ! On cherche évidemment à me forcer la main... Je porterai la question ce soir devant le Conseil des ministres !...

Je justifie de mon mieux la conduite des députés socialistes, en ne leur attribuant que des pensées de conciliation.

Une heure plus tard, je retrouve Albert Thomas à l'ambassade, où Kokovtsow vient nous rejoindre pour déjeuner. De même qu'hier soir, il se complaît à raconter des anecdotes sur la période turbulente de son passé politique. Mais les souvenirs qu'il évoque sont plus précis, plus affirmatifs encore. Il ne cherche plus seulement à éviter l'apparence de renier ses actes d'autrefois ; il tient à montrer que, s'il est ministre du gouvernement de la République, c'est comme représentant du parti socialiste. Kokovtsow, toujours correct, goûte peu ces histoires, qui le choquent dans ses instincts d'ordre et de discipline, dans son culte de la tradition et de la hiérarchie.

Après leur départ, je réfléchis à l'orientation qu'Albert Thomas imprime, de plus en plus, à sa mission et je me décide à envoyer à Ribot le télégramme suivant :

Si, comme je le crains, le gouvernement russe nous sollicite à réviser nos accords antérieurs sur les bases de la paix, nous ne devrons pas hésiter, selon moi, à lui déclarer que nous maintenons énergiquement ces accords, en affirmant une fois de plus notre résolution de poursuivre la guerre jusqu'à la victoire définitive.

Si nous n'écartons pas la négociation, à laquelle les dirigeants du parti social-démocrate et même M. Kérensky espèrent nous amener, les conséquences peuvent en être irréparables.

Le premier effet sera d'enlever tout crédit aux hommes

du gouvernement provisoire, tels que le prince Lvow, M. Goutchkow, M. Milioukow, M. Chingarew, etc., qui luttent si courageusement pour réveiller le patriotisme russe et sauver l'Alliance. Du même coup, nous paralyserons les forces qui, dans le reste du pays et dans l'armée, n'ont pas encore été atteintes par la propagande pacifiste. Ces forces sont trop lentes à réagir contre la prépondérance despotique de Pétrograd, parce qu'elles sont mal organisées et dispersées; elles n'en constituent pas moins une réserve d'énergie nationale, qui peut exercer sur la suite de la guerre une influence énorme.

L'attitude décisive que je me permets de vous recommander risque assurément d'entraîner, comme conséquence extrême, la rupture de l'Alliance. Mais, si grave que soit cette éventualité, je la préfère encore aux suites de la négociation équivoque que le parti socialiste se prépare, me dit-on, à nous proposer. En effet, dans le cas où nous devrions continuer la guerre sans le concours de la Russie, nous pourrions retirer de la victoire, aux dépens de notre alliée défaillante, un ensemble de profits hautement appréciables. Et cette perspective émeut déjà, de la façon la plus forte, un grand nombre de patriotes russes. Dans le cas contraire, je crains que le Soviet *de Pétrograd ne devienne promptement le maître de la situation et que, par la complicité des pacifistes de tous les pays, il n'impose la paix générale.*

Avant d'expédier ce télégramme, je crois devoir en donner lecture à Albert Thomas et je vais le voir, à l'hôtel de l'Europe, avant le dîner.

Il m'écoute sans surprise, puisqu'il connaît mes idées ; mais, dès les premiers mots, il prend l'air dur et revêche. Quand j'ai terminé, il me déclare d'un ton sec :

— Mon opinion est radicalement contraire... Vous tenez beaucoup à envoyer ce télégramme?

— Oui ; car j'y ai beaucoup réfléchi.

— Alors, envoyez-le ; mais que ce soit le dernier !

Je lui expose que, jusqu'au jour où je serai régulièrement relevé de mes fonctions, j'ai le devoir de continuer à renseigner le gouvernement. Tout ce que je peux faire pour ne pas contrecarrer sa mission, c'est de m'interdire l'action. J'ajoute :

— Je suis convaincu que vous faites fausse route. Aussi, quand nous sommes en tête-à-tête, je m'efforce de vous éclairer et je ne vous cache rien de ce que je pense. Mais, vis-à-vis des tiers, je vous affirme que je m'applique toujours à présenter vos idées sous le meilleur aspect.

— Je le sais et je vous en remercie.

Au moment où je le quitte, il me montre sur sa table quelques livres, dont les poésies d'Alfred de Vigny :

— Ces volumes-là, me dit-il, sont mes compagnons habituels de voyage. Vous voyez que je les choisis bien.

Nous nous quittons sur une amicale poignée de mains.

***

Vendredi, 27 avril 1917.

Désireux de préciser son attitude, Albert Thomas adresse à Ribot un long télégramme :

— J'ai admis que M. Paléologue envoyât encore le télégramme d'hier où il reprend son hypothèse d'une défaillance prochaine de la Russie et recommande au gouvernement une attitude décisive. Ce télégramme sera le dernier. J'entends désormais, sous ma responsabilité, renseigner seul le gouvernement et fixer avec lui la politique à suivre.

Quelles que soient les difficultés, difficultés terribles, dans lesquelles se débat le gouvernement provisoire, si forte que soit la poussée des socialistes anti-annexionnistes, ni le sort de la guerre ni celui de l'Alliance ne me semblent menacés.

Voici quelle est, à mon sens, exactement la situation :

Les socialistes somment le gouvernement et particulièrement M. Kérensky de rédiger une note diplomatique par laquelle les Alliés seraient invités à réviser ensemble leurs buts de guerre. M. Milioukow estime ne pouvoir céder. Entre les deux tendances, le gouvernement est hésitant. Je crois pouvoir m'employer à chercher une solution provisoire qui permette d'abord, ce que je considère comme capital, que le gouvernement actuel ne soit ni ébranlé ni disloqué.

Même si M. Milioukow ne devait pas l'emporter et si le gouvernement provisoire devait nous faire une proposition de révision des accords, je supplie qu'on ne s'émeuve pas. Nous verrons sans doute encore des incidents, peut-être des troubles. Mais tous ceux qui sont en contact avec l'armée révolutionnaire me confirment qu'une amélioration réelle de la situation se produit progressivement.

Aidé par nos encouragements et notre activité, le patriotisme révolutionnaire peut et doit se dégager. Il ne faut pas qu'une politique imprudente le détourne de nous.

Albert Thomas, que je revois dans la journée, me dit :

— J'ai tenu à bien marquer l'opposition de nos deux thèses. Somme toute, ce qui nous sépare, c'est que vous n'avez pas foi dans la vertu des forces révolutionnaires, tandis que moi, j'y crois absolument.

— Je suis prêt à admettre que, chez les peuples latins et anglo-saxons, les forces révolutionnaires ont parfois une vertu étonnante d'organisation et de rénovation. Mais, chez les peuples slaves, elles ne peuvent être que dissolvantes et destructives : elles aboutissent fatalement à l'anarchie.

Ce soir, je dîne à Tsarskoïé-Sélo, chez le grand-duc Paul et la princesse Paleÿ. Il n'y a que la famille : la jeune grande-duchesse Marie-Pavlowna seconde, Wladimir Paleÿ et les deux fillettes, Irène et Nathalie.

Depuis la révolution, c'est la première fois que je reviens dans la maison.

Le grand-duc porte la tenue de général, avec la croix de Saint-Georges, mais sans le chiffre impérial, sans les aiguillettes d'aide-de-camp général. Il a conservé sa dignité calme et simple ; toutefois, sa figure amaigrie est comme gravée de tristesse. La princesse est toute vibrante de douleur et d'exaspération.

Jour par jour, heure par heure, nous reconstituons en commun les tragiques semaines que nous venons de vivre.

En traversant les salons pour passer à table, la même pensée nous arrête, un instant. Nous contemplons ce décor somptueux, ces tableaux, ces tapisseries, cette profusion de meubles et d'objets précieux... A quoi bon tout cela désormais? Que deviendront toutes ces merveilles et ces richesses?... Avec des larmes dans les yeux, la pauvre princesse me dit :

— Bientôt peut-être, cette maison, où j'ai mis tant de moi-même, nous sera confisquée !...

Tout le reste de la soirée est fort mélancolique ; car le grand-duc et sa femme sont aussi pessimistes que moi.

La princesse me raconte que, avant-hier, en longeant la grille du parc Alexandre, elle a vu, de loin, l'empereur et ses filles. Il s'amusait à briser la glace d'un bassin avec un bâton ferré. Cet amusement durait depuis plus d'une heure ! Des soldats, qui regardaient aussi par la grille, lui criaient : « Dans quelques jours, quand la glace sera fondue, qu'est-ce que tu f...eras? » Mais l'empereur était trop loin pour l'entendre.

Le grand-duc me raconte à son tour :

— L'emprisonnement des malheureux souverains est devenu si sévère que nous ne savons presque rien de ce qu'ils pensent et de ce qu'ils font... Cependant, la semaine dernière, j'ai pu m'entretenir d'eux avec le Père Wassiliew qui venait de célébrer les offices de Pâques dans la cha-

pelle du palais. Il m'a dit qu'on l'avait laissé plusieurs fois seul avec l'empereur pour lui faire accomplir ses devoirs religieux et qu'il l'avait d'abord trouvé très morne, très abattu, la voix sourde et cherchant ses mots. Mais, après la communion du jeudi saint, le cher empereur s'est ranimé subitement. Et ça lui a même inspiré, deux jours plus tard, un geste bien touchant ! Vous savez que, dans la nuit de Pâques, après la messe de la Résurrection, tous les fidèles s'embrassent les uns les autres en répétant : « Christ est ressuscité !... » Or, cette nuit-là, l'officier de service et quelques hommes de garde s'étaient glissés à la suite de la famille impériale dans la chapelle du palais. Quand la messe a été finie, l'empereur s'est approché de leur groupe qui se tenait à l'écart et, ne voulant plus voir en eux que des frères chrétiens, il les a tous embrassés pieusement sur la bouche.

A 10 heures, je reprends le chemin de Pétrograd.

***

Samedi, 28 avril 1917.

Ainsi que Milioukow me le disait avant-hier, les socialistes français, Albert Thomas en tête, font ici une belle besogne !

Déconcertés par la froideur injurieuse dans laquelle le *Soviet* s'obstine à leur égard, ils croient l'amadouer, le séduire par des complaisances, des courbettes, des flatteries. Leur dernière invention est de subordonner à un plébiscite la restitution de l'Alsace-Lorraine à la France. Ils oublient que l'Allemagne n'a pas accepté le plébiscite en 1871 ; ils affectent de ne pas voir qu'une consultation populaire, organisée par l'autorité allemande, serait nécessairement falsifiée, que la première condition d'un scrutin libre serait l'expulsion des Allemands au delà du Rhin, qu'il faut donc vaincre d'abord

à tout prix. Enfin, ils semblent ignorer que la France, en revendiquant l'Alsace-Lorraine, poursuit uniquement la réparation du droit.

La société russe, je parle de la plus haute, est curieuse à observer actuellement.

J'y remarque trois courants d'opinion ou plutôt trois attitudes morales à l'égard de la révolution.

En principe, toute l'ancienne clientèle du tsarisme, toutes les familles qui, par la naissance ou par la fonction, contribuaient à l'éclat du régime impérial, sont restées fidèles aux souverains déchus. Je constate néanmoins que je n'entends presque jamais affirmer cette fidélité, sans qu'on y joigne des propos sévères, acrimonieux, pleins d'irritation et de rancune, sur la faiblesse de Nicolas II, sur les aberrations de l'impératrice, sur les intrigues néfastes de leur camarilla. Comme il advient toujours dans les partis évincés du pouvoir, on s'attarde indéfiniment à la réminiscence des événements accomplis, à la recherche des responsabilités encourues, au jeu stérile des hypothèses rétrospectives et des incriminations personnelles. Politiquement, ce groupe, si nombreux qu'il soit, ne comptera bientôt plus, parce qu'il s'enferme chaque jour davantage dans ses souvenirs ou ne s'occupe du présent que pour l'accabler de sarcasmes et d'injures.

Toutefois, dans ces mêmes parages sociaux, je recueille de temps à autre une impression différente. C'est le plus souvent à la fin des soirées, quand les importuns et les frivoles sont partis, quand la conversation se fait plus intime. Alors, en termes discrets, retenus et graves, on examine la possibilité d'un ralliement au régime nouveau. N'est-ce pas une lourde faute de ne pas soutenir le gouvernement provisoire? N'est-ce pas faire le jeu des anarchistes de refuser aux dirigeants actuels l'appui des forces conservatrices?... Ce langage n'éveille généralement qu'un faible écho : il n'en est pas moins honorable et

courageux ; car il s'inspire d'un patriotisme élevé ; il n'est déterminé que par le sentiment des nécessités publiques, par la conscience des périls mortels qui menacent la Russie. Mais, autant que je sache, aucune des personnes que j'ai entendues s'exprimer de la sorte n'a encore osé franchir le Rubicon.

Je discerne enfin, dans les rangs supérieurs de la société, une troisième attitude à l'égard de l'ordre nouveau. Pour la bien décrire, il ne faudrait pas moins que la verve amusante et la plume acérée de Rivarol. Je fais allusion au travail secret de certains salons, au manège de certains *pridvorny*, officiers ou fonctionnaires, habiles et ambitieux, qu'on voit se faufiler dans les antichambres du gouvernement provisoire, offrant leur concours, sollicitant une mission, un emploi, faisant valoir sans vergogne l'influence exemplaire qu'aurait leur conversion politique, spéculant avec une tranquille impudeur sur le prestige de leur nom, sur la valeur indéniable de leurs talents administratifs ou militaires. Quelques-uns me semblent avoir exécuté avec une remarquable prestesse leur retournement d'habit. Comme disait Norvins en 1814, « je ne savais pas que les serpents fussent aussi prompts à changer de peau... » Il n'est rien de tel qu'une révolution pour nous faire apercevoir le fond de la nature humaine, pour nous découvrir les dessous de la mascarade politique et l'envers du décor social.

***

Dimanche, 29 avril 1917.

Depuis le début du drame révolutionnaire, il n'est pas de jour qui n'ait été marqué par des cérémonies, des processions, des représentations, des cortèges. C'est une suite ininterrompue de manifestations, triomphales, protestataires, commémoratives, inaugurales, expiatoires, fu-

nèbres, etc. L'âme slave s'y complaît et s'y délecte, avec sa sensibilité ardente et vague, avec son instinct profond de la communauté humaine, avec son goût si vif de l'émotion esthétique et pittoresque. Toutes les sociétés et corporations, tous les groupements, politiques, professionnels, religieux, ethniques, sont venus exposer au *Soviet* leurs doléances, et leurs aspirations.

Lundi de Pâques, 16 avril, j'ai croisé, non loin du monastère de Saint-Alexandre-Newsky, une longue file de pèlerins qui se rendaient au palais de Tauride, en psalmodiant. Ils portaient de grands drapeaux rouges sur lesquels on lisait : « *Christ est ressuscité! Vive l'Eglise libre!* ou : *Au peuple libre, l'Église libre et démocratique!* »

Le jardin de Tauride a vu se dérouler aussi des cortèges de Juifs, de musulmans, de bouddhistes, d'ouvriers et d'ouvrières, de paysans et de paysannes, d'instituteurs et d'institutrices, de jeunes apprentis, d'orphelins, de sourds-muets, de sages-femmes ! Il y a même eu un défilé de filles publiques !... O Tolstoï ! Quel épilogue à *Résurrection!*

Aujourd'hui, ce sont les mutilés de la guerre qui, au nombre de plusieurs milliers, vont protester contre les théories pacifistes du *Soviet*. Une musique militaire les précède. Des bannières écarlates flottent, au premier rang, avec ces inscriptions : *Guerre pour la liberté jusqu'à notre dernier souffle!* ou : *Gloire à nos morts! Qu'ils ne soient pas tombés en vain!* ou encore : *Regardez nos blessures! Elles exigent la victoire!* ou enfin : *Les pacifistes déshonorent la Russie. A bas Lénine!*

Spectacle héroïque et pitoyable ! Les blessés les plus valides se traînent lentement, alignés tant bien que mal ; la plupart sont amputés. Les plus infirmes, enveloppés de bandages, sont installés sur des camions. Des sœurs de la Croix-Rouge guident les aveugles.

Cette troupe douloureuse semble résumer toute l'horreur de la guerre, tout ce que la chair humaine peut en-

durer de mutilations et de tortures. Un recueillement religieux l'accueille ; sur son passage les têtes se découvrent, les yeux se trempent de larmes ; une femme en deuil s'agenouille en sanglotant.

Au coin de la Liteïny, où la foule est plus dense et l'élément ouvrier plus nombreux, des applaudissements éclatent.

Hélas ! je crains fort que, parmi ces spectateurs qui viennent d'applaudir, plus d'un n'aille, ce soir, faire ovation à Lénine. Le peuple russe applaudit à tous les spectacles, quel qu'en soit le sens, pourvu qu'ils émeuvent sa sensibilité et son imagination.



Lundi, 30 avril 1917.

L'anarchie monte et s'étale, avec la force incoercible d'une marée d'équinoxe.

Dans l'armée, toute discipline a disparu. Les officiers sont partout insultés, bafoués, et, s'ils résistent, massacrés. On estime à plus de 1 200 000 le nombre des déserteurs qui parcourent la Russie, obstruant les gares, enlevant d'assaut les wagons, arrêtant les trains, paralysant ainsi tous les transports militaires et civils. C'est surtout dans les gares de jonction qu'ils sévissent. Un train arrive : ils obligent les voyageurs à descendre, s'installent à leurs places et contraignent le chef de gare à aiguiller le train dans la direction où il leur plaît d'aller. D'autres fois, c'est un train chargé de troupes, destinées au front. A une station, les soldats descendent, organisent un meeting, délibèrent pendant une heure, deux heures, puis, en fin de compte, exigent qu'on les ramène à leur point de départ.

Dans l'administration, le désordre n'est pas moindre. Les chefs ont perdu toute autorité sur leurs employés,

qui, d'ailleurs, passent la majeure partie de leur temps à palabrer dans des *soviets* ou à manifester dans la rue.

Naturellement, la crise alimentaire ne s'atténue pas, si même elle ne s'aggrave. Et pourtant, il y a dans les gares de Pétrograd quatre mille wagons chargés de farine. Mais les camionneurs refusent de travailler... Alors le *Soviet* publie un appel éloquent :

Camarades camionneurs!

N'imitez pas l'ignominie de l'ancien régime! Ne laissez pas vos frères mourir de faim! Déchargez les wagons!

Les camarades camionneurs répondent unanimement : « Nous ne déchargerons pas les wagons, parce qu'il ne nous plaît pas de les décharger. Nous sommes libres! »

Lorsque, un jour enfin, il plaît aux camarades camionneurs de décharger les wagons de farine, ce sont les boulangers qui refusent de travailler. Alors, le *Soviet* publie un appel éloquent :

Camarades boulangers!

N'imitez pas l'ignominie de l'ancien régime! Ne laissez pas vos frères mourir de faim! Faites du pain!

Les camarades boulangers répondent unanimement : « Nous ne ferons pas de pain, parce qu'il ne nous plaît pas d'en faire! Nous sommes libres! »

Dans les rues, beaucoup d'*izvochtchiks* refusent de tenir la droite, parce qu'ils sont libres. Mais, comme l'unanimité ne s'est pas réalisée entre eux, il en résulte de continuelles collisions.

La police, qui était la principale, sinon la seule armature de cet immense pays, n'existe plus nulle part ; car la « garde rouge », sorte de milice municipale, instituée dans quelques grandes villes, n'est qu'un ramassis de déclassés et d'apaches. Et, comme toutes les prisons ont été ouvertes, c'est miracle qu'on ne signale pas plus de violences contre les personnes et les propriétés.

Cependant, les troubles agraires se multiplient, surtout dans les régions de Koursk, de Voronèje, de Tambow et de Saratow.

Un des signes les plus curieux du détraquement général est l'attitude des *Soviets* et de leur clientèle, à l'égard des prisonniers de guerre.

A Schlusselbourg, les prisonniers allemands sont laissés en liberté dans la ville. A cinq verstes en arrière du front, un de mes officiers a vu des groupes de prisonniers autrichiens qui se promenaient en toute indépendance. Enfin, ce qui est mieux encore, à Kiew, un meeting régional des prisonniers allemands, austro-hongrois et turcs, a exigé et obtenu qu'on leur fit application de la « journée de huit heures ! »

***

Mardi, 1er mai 1917.

D'après le calendrier orthodoxe, c'est aujourd'hui le 18 avril ; mais le *Soviet* a décidé qu'on se référerait fictivement au style occidental pour se trouver en harmonie avec les prolétariats de tous les pays et affirmer la force internationale des classes ouvrières, en dépit de la guerre et des illusions de la bourgeoisie.

Une manifestation colossale est préparée, depuis quelques jours, sur le Champ-de-Mars. Le temps ne la favorise pas. Ciel blafard ; vent âpre et hargneux. La Néwa, qui avait commencé à dégeler, a ressoudé ses glaçons.

Dès le matin, par tous les ponts, par toutes les avenues, les cortèges affluent vers le centre, cortèges d'ouvriers, de soldats, de moujiks, de femmes, d'enfants, chacun précédé par de hautes bannières rouges qui luttent à grand'peine contre le vent.

L'ordre est parfait. Les longues files sinueuses s'avancent, s'arrêtent, reculent, manœuvrent, aussi docilement qu'une foule de figurants sur un théâtre. Le peuple russe

possède, à un degré rare, le sens de la mise en scène.

Vers onze heures, je me rends au Champ-de-Mars, avec mes secrétaires, Chambrun et Dulong.

L'immense place ressemble à un océan humain, où les mouvements de la multitude imitent les ondulations de la houle. Des milliers de drapeaux rouges s'agitent au-dessus de ces flots vivants.

Une douzaine d'orchestres militaires, répartis çà et là, jettent dans l'air les accents de *la Marseillaise*, qui alternent avec des motifs d'opéra et de ballet ; il n'y a pas de fête pour les Russes, sans musique.

Il n'y a pas de fête non plus, sans discours ; aussi, le *Soviet* a-t-il fait disposer, de distance en distance, des camions automobiles, ornés de draperies rouges et qui servent de tribunes. Les orateurs se succèdent indéfiniment, tous hommes du peuple, tous portant le veston de l'ouvrier, la capote du soldat, la touloupe du paysan, la soutane du pope, la lévite du juif. Ils parlent intarissablement, avec de grands gestes. Autour d'eux, une attention extrême ; nulle interruption ; chacun écoute, les yeux fixes, l'oreille tendue, cette parole naïve, grave, confuse, ardente, pleine d'illusions et de rêves, qui, depuis des siècles, germait dans l'âme silencieuse du peuple russe. La plupart des discours ont pour thème les réformes sociales et le partage des terres. On ne traite de la guerre qu'incidemment et comme d'un fléau qui va bientôt finir dans une réconciliation fraternelle de tous les peuples. Depuis une heure que je me promène à travers le Champ-de-Mars, j'ai compté environ trente-deux bannières portant les inscriptions : *A bas la guerre!... Vive l'Internationale!... Nous voulons la liberté, la terre et la paix!...*

En revenant à l'ambassade, je croise Albert Thomas, escorté de « camarades russes » ; sa figure rayonne d'enthousiasme révolutionnaire. Il me jette cette exclamation au passage :

— Que c'est beau !... Que c'est beau !...

C'est un beau spectacle, en effet ; mais j'en goûterais mieux la beauté, s'il n'y avait pas la guerre, si la France n'était pas envahie, si, depuis trente-deux mois, les Allemands n'étaient pas à Lille et à Saint-Quentin.

Jusqu'au soir, les cortèges continuent à se dérouler sur la place du Champ-de-Mars et les orateurs se suivent, sans trêve, aux tribunes drapées de rouge.

Cette journée me laisse une impression profonde ; elle marque la fin d'un ordre social et l'écroulement d'un monde. La révolution russe est formée d'éléments trop disparates, trop illogiques, trop inconscients, trop incultes, pour qu'on puisse déterminer, dès maintenant, sa signification historique et sa vertu de rayonnement général. Mais, si l'on considère le drame universel, où elle s'encadre, on est peut-être fondé à lui appliquer le mot que Joseph de Maistre prononçait, ici même, sur la Révolution française : « Ce n'est pas une révolution, c'est une époque. »

***

Mercredi, 2 mai 1917.

Un « concert-meeting » est organisé, ce soir, au théâtre Michel ; le produit de la location est destiné à secourir les anciens prisonniers politiques. Plusieurs des ministres y assistent ; Milioukow et Kérensky doivent parler. J'accompagne Albert Thomas dans la grande loge de face, qui fut la loge impériale.

Après un prélude symphonique de Tchaïkowsky, Milioukow prononce un discours, tout vibrant de patriotisme et d'énergie. Du cintre au parterre, on l'applaudit sympathiquement.

Il est remplacé, sur la scène, par la Kouznetzowa. Enveloppée dans sa beauté tragique, elle entonne, de sa voix voluptueuse et prenante, le grand air de la *Tosca*. On l'applaudit chaleureusement.

Avant même que le public ne se soit calmé, une figure hirsute, sinistre, farouche, se dresse hors d'une baignoire et s'écrie d'un ton furieux :

— Je veux parler contre la guerre, pour la paix !

Tumulte. De toute part, on clame :

— Qui es-tu?... D'où viens-tu?... Avant la révolution, que faisais-tu?

L'homme hésite à répondre. Puis, tout d'un coup, croisant les bras sur la poitrine et, comme s'il défiait la salle, il profère :

— Je viens de Sibérie ; j'étais au bagne !

— Ah?... Tu étais un condamné politique?

— Non, j'étais un forçat de droit commun ; mais j'avais ma conscience pour moi !

Cette réplique, digne de Dostoïewsky, provoque un délire d'enthousiasme :

— Hourra ! Hourra !... Parle ! Parle !...

Il saute hors de la baignoire. On le saisit, on l'enlève et, par-dessus les fauteuils d'orchestre, on le porte sur la scène.

Auprès de moi, Albert Thomas exulte. Le visage rayonnant, il me prend la main et me glisse à l'oreille :

— C'est d'une grandeur incomparable !... C'est d'une beauté magnifique !

Le forçat commence par lire des lettres, qu'il a reçues du front et qui assurent que les Allemands ne demandent qu'à fraterniser avec les camarades russes. Il développe son idée ; mais il s'exprime gauchement, il ne trouve pas ses mots. La salle, qui s'ennuie, devient houleuse.

A ce moment, arrive Kérensky. On l'acclame, on le supplie de parler tout de suite.

Le forçat, qu'on n'écoute plus, proteste. Quelques coups de sifflet lui font comprendre qu'il occupe abusivement la scène. Il lance un geste injurieux et disparaît dans les coulisses.

Mais, avant que Kérensky ne parle, un ténor vient chanter quelques mélodies populaires de Glazounow.

Comme il a une voix charmante et une diction très fine, le public, devenu sentimental, réclame trois romances de plus.

Voici maintenant Kérensky sur la scène ; il est plus pâle encore que d'habitude, il semble épuisé de fatigue. Il rétorque, en peu de mots, l'argumentation du forçat. Mais, comme si d'autres pensées lui traversaient la tête, il formule soudain cette étrange conclusion :

— Si l'on ne veut pas me croire et me suivre, je quitterai le pouvoir. Jamais je n'emploierai la force pour faire prévaloir mes opinions... Quand un pays veut se jeter dans l'abîme, aucune puissance humaine ne peut l'en empêcher et ceux qui détiennent le gouvernement n'ont alors qu'une chose à faire : se retirer.

Tandis qu'il descend de la scène avec un air découragé, je réfléchis à sa singulière théorie et j'ai envie de lui répondre : « Quand un pays veut se jeter dans l'abîme, le devoir de ses gouvernants est, non pas de se retirer, mais de se mettre en travers, au risque même de leur vie. »

Encore un morceau d'orchestre et c'est enfin Albert Thomas qui prend la parole. Dans une allocution courte et vigoureuse, il salue le prolétariat russe et vante le patriotisme des socialistes français ; il affirme la nécessité de la victoire, dans l'intérêt même de la société future, etc.

Les neuf dixièmes, au moins, du public, ne le comprennent pas. Mais sa voix est si sonore, son regard si enflammé, son geste si grandiloquent, qu'on l'applaudit de confiance et fougueusement.

Nous sortons, aux accents de *la Marseillaise*.

* * *

Jeudi, 3 mai 1917.

Sous la pression du *Soviet*, de Kérensky et malheureusement aussi d'Albert Thomas, Milioukow s'est résigné à notifier aux gouvernements alliés le manifeste publié



OULIANOW, DIT LÉNINE

(D'après les archives de l'Okhrana.)

le 9 avril pour exposer au peuple russe « les vues du gouvernement de la Russie libre sur les buts de la guerre », et qui se résume dans la formule fameuse : « Ni annexions ni indemnités. » Mais il y a joint une note explicative, qui, dans un style intentionnellement vague et diffus, corrige, autant que possible, les conclusions du manifeste.

Le *Soviet* a tenu séance toute la nuit, affirmant sa résolution de faire retirer cette note et de rendre désormais Milioukow « inoffensif. » C'est le conflit aigu avec le gouvernement.

Dès le matin, les rues s'animent. Partout, des groupes se forment, des tribunes s'improvisent. Vers deux heures, les manifestations s'aggravent. Devant Notre-Dame de Kazan, une collision se produit entre partisans et adversaires de Milioukow, ceux-ci l'emportent.

Bientôt, les régiments sortent des casernes ; ils parcourent la ville en vociférant : « A bas Milioukow !... A bas la guerre !... »

Le gouvernement siège en permanence au palais Marie, fermement décidé, cette fois, à ne plus s'incliner devant la tyrannie des extrémistes. Seul, Kérensky s'est abstenu d'assister à la délibération, s'estimant astreint à cette réserve par son titre de vice-président du *Soviet*.

Le soir, l'agitation redouble. Autour du palais Marie, il y a plus de 25 000 hommes en armes et une foule énorme d'ouvriers.

La situation du gouvernement est critique ; mais sa fermeté ne faiblit pas. Du haut du perron, d'où l'on découvre la place Marie et la place Saint-Isaac, Milioukow, le général Kornilow, Rodzianko haranguent courageusement la foule.

Soudain, le bruit se répand que les régiments de Tsarskoïé-Sélo, fidèles au gouvernement, marchent sur Pétrograd. Le *Soviet* semble y croire ; car il fait répandre en hâte l'ordre de cesser les manifestations. Que se passera-t-il demain?

J'ai réfléchi, tout le jour, à l'erreur déplorable que commet Albert Thomas en soutenant Kérensky contre Milioukow. Son obstination dans ce qu'on pourrait appeler « l'illusion révolutionnaire », me détermine, ce soir, à expédier à Ribot le télégramme suivant :

La gravité des événements qui s'accomplissent et le sentiment de ma responsabilité m'obligent à vous demander de me confirmer, par un ordre direct et exprès, que, selon les instructions de M. Albert Thomas, je dois m'abstenir de vous renseigner.

***

Vendredi, 4 mai 1917.

Ce matin, vers dix heures, Albert Thomas arrive, comme d'habitude, à l'ambassade ; je lui communique aussitôt mon télégramme d'hier soir.

Il éclate de colère. Marchant de long en large, il m'accable d'apostrophes et d'invectives...

Mais l'orage est trop violent pour durer.

Après un silence, il traverse deux fois le salon, les bras croisés, les sourcils contractés, remuant les lèvres comme s'il se parlait intérieurement. Puis, d'un ton plus calme, le visage détendu, il me demande :

— Somme toute, que reprochez-vous à ma politique?

— Je n'éprouve, dis-je, aucune gêne à vous répondre. Vous êtes un esprit de formation socialiste et révolutionnaire ; vous avez, de plus, une sensibilité très vive et l'imagination oratoire. Or, vous arrivez ici dans un milieu tout enflammé, très émouvant, très capiteux. Et vous êtes pris par l'ambiance.

— Vous ne voyez donc pas que je me tiens en bride continuellement.

— Oui ; mais il y a des minutes où vous vous échappez à vous-même. Ainsi, l'autre soir, au théâtre Michel...

Notre conversation se poursuit ainsi, confiante et libre, nous laissant d'ailleurs l'un et l'autre sur les mêmes positions.

Dans la journée tumultueuse d'hier, le gouvernement l'a indubitablement emporté sur le *Soviet*. On me confirme que la garnison de Tsarskoïé-Sélo avait menacé de marcher sur Pétrograd.

Au cours de l'après-midi, les manifestations recommencent.

Tandis que, vers 5 heures, je prends le thé chez Mme P..., sur la Moïka, nous entendons un grand tapage, venant de la Perspective Newsky, puis un crépitement de fusillade. On se bat devant Notre-Dame de Kazan.

Pour rentrer à l'ambassade, je croise des bandes léninistes, en armes, et qui hurlent : « Vive l'Internationale ! A bas Milioukow ! A bas la guerre ! »

Les collisions sanglantes continuent dans la soirée.

Mais, comme hier, le *Soviet* prend peur. Il craint de se voir dépassé et supplanté par Lénine. Il redoute également que les troupes de Tsarskoïé-Sélo ne se mettent en marche ; il fait donc afficher, d'urgence, un appel au calme et à l'ordre « pour sauver la révolution du bouleversement qui la menace ».

A minuit, la tranquillité est rétablie.

***

Samedi, 5 mai 1917.

La ville a repris sa physionomie habituelle.

Mais, à en juger par le ton arrogant des journaux extrémistes, la victoire du gouvernement est précaire ; les jours de Milioukow, de Goutchow, du prince Lvow, sont comptés.

***

Dimanche, 6 mai 1917.

Conversation avec le grand métallurgiste et financier Poutilow; nous échangeons des pronostics sombres sur les conséquences inévitables des événements actuels.

— Une révolution russe, dis-je, ne peut être que dissolutive et dévastatrice, puisque le premier effet d'une révolution est de libérer les instincts populaires; or, les instincts du peuple russe sont essentiellement anarchiques... Jamais je n'ai si bien compris le vœu qu'inspirait à Pouchkine l'aventure de Pougatchew : *Que Dieu nous préserve de revoir la révolution russe, sauvage et absurde!*

— Vous connaissez mes idées là-dessus. Je crois que la Russie vient d'entrer dans une période extrêmement longue de désordre, de misère et de ruine.

— Vous ne doutez pas cependant que la Russie ne finisse par se ressaisir et se relever?

Après un silence grave, il reprend, avec une étrange acuité du regard :

— Monsieur l'ambassadeur, je répondrai à votre question par un apologue persan... Il y avait une fois, dans les plaines du Khorassan, une grande sécheresse, dont le bétail souffrait cruellement. Un berger, voyant dépérir ses brebis, va trouver un sorcier fameux et lui dit : « Toi qui es si habile et si puissant, ne pourrais-tu faire repousser l'herbe de mes prairies? — Oh! rien de plus simple, répond l'autre. Cela ne te coûtera que deux tomans. » Aussitôt, marché conclu. Et le magicien procède immédiatement à ses incantations. Mais, ni le lendemain, ni les jours suivants, on ne voit paraître le moindre nuage au ciel; la terre se dessèche de plus en plus; les brebis continuent de maigrir et de mourir. Effrayé, le berger retourne bientôt chez le sorcier, qui lui

prodigue les paroles rassurantes et les conseils de patience. Néanmoins, la sécheresse persiste encore ; la terre devient tout à fait aride. Alors, le berger désespéré accourt de nouveau chez le sorcier et lui demande avec angoisse : « Tu es bien sûr de faire repousser l'herbe de mes prairies? — Absolument sûr ; j'ai même fait cent fois des choses beaucoup plus difficiles ! Je te garantis donc que tes prairies reverdiront... Mais je ne peux pas te garantir que, d'ici-là, toutes tes brebis ne seront pas mortes. »

CHAPITRE XIII

7-17 MAI 1917

Nous formulons, Albert Thomas et moi, nos thèses contradictoires sur le caractère de la révolution russe et nous les soumettons au gouvernement de la République. — Visite d'adieu au grand-duc Nicolas-Michaïlowitch : « Du gibier de potence... » — Ascendant de Kérensky sur les députés socialistes français ; virtuosité prestigieuse de son éloquence. — Lénine et les *moujiks* : prodromes d'une crise agraire. — Mes adieux à la société russe. Un dernier regard sur la statue de Pierre le Grand. — Je quitte Pétrograd, en même temps que les députés socialistes Cachin et Moutet. — La Finlande « aux mille lacs ». Entretien avec les députés socialistes sur les conséquences à tirer de la révolution russe : ils estiment que la paix devra être négociée d'après les principes de l'Internationale. — Passage de la Tornéa sur la glace : un convoi de blessés en détresse. — La complainte prophétique du *yourodiwi* dans *Boris Godounow* : « Pleure, ma chère Russie, pleure ! car tu vas mourir ! »

Lundi, 7 mai 1917.

A mon télégramme du 3 mai, Ribot répond en nous priant, Albert Thomas et moi, de lui exposer nos deux opinions.

— Rédigez votre thèse, me dit Albert Thomas ; je rédigerai ensuite la mienne et nous les enverrons telles quelles au gouvernement.

Voici ma thèse :

« 1° L'anarchie se propage dans toute la Russie et la paralyse pour longtemps. La querelle entre le gouvernement provisoire et le *Soviet* démontre, par sa durée même,

leur impuissance réciproque. Le dégoût de la guerre, l'abdication de tous les rêves nationaux, le souci exclusif des problèmes intérieurs se manifestent de plus en plus dans l'esprit public. Des villes comme Moscou, qui, hier encore, étaient des foyers de patriotisme, sont contaminées. La démocratie révolutionnaire paraît incapable de rétablir l'ordre dans le pays et de l'organiser pour la lutte.

« 2° Devons-nous ouvrir à la Russie un nouveau crédit de confiance et lui accorder de nouveaux délais? — Non ; car, dans les hypothèses les plus favorables, elle ne sera pas en état de remplir pleinement ses obligations d'alliée avant plusieurs mois ;

« 3° Tôt ou tard, la paralysie plus ou moins complète de l'effort russe nous contraindra de modifier les solutions que nous avons concertées pour les questions orientales. Le plus tôt sera le mieux : car toute prolongation de la guerre se traduit, à l'égard de la France, par des sacrifices effroyables, dont la Russie, depuis longtemps, n'assume plus la contre-partie ;

« 4° Nous devons donc, sans différer davantage, chercher très secrètement le moyen d'amener la Turquie à nous proposer la paix. Cette idée exclut nécessairement toute réponse à la dernière note du gouvernement provisoire, puisque cette réponse rénoverait, en quelque sorte, des accords qui, par la faute de la Russie, sont devenus irréalisables. »

Voici maintenant la thèse d'Albert Thomas :

« 1° Je reconnais que la situation est difficile et trouble, mais non désespérée, comme semble le croire M. Paléologue.

« 2° Je crois que la meilleure politique est de faire encore à la Russie nouvelle un crédit de confiance que nous n'avons pas ménagé à l'ancienne.

« 3° Le gouvernement aura à décider sur la politique orientale que lui propose M. Paléologue. Je me contente

de noter que le moment n'est peut-être pas bien choisi pour de grandes combinaisons diplomatiques nouvelles en Orient. Mais il me plaît, par contre, de constater qu'en conseillant de ne pas répondre à la dernière note du gouvernement provisoire, M. Paléologue, tend, lui aussi, à la révision des accords. Je ne suis pas opposé, pour ma part, à l'idée de chercher très secrètement le moyen d'amener la Turquie à nous proposer la paix. La seule différence entre M. Paléologue et moi, c'est que je crois encore à la possibilité de ramener la Russie à la guerre par la proclamation d'une politique démocratique ; M. Paléologue croit qu'il n'existe plus aucun moyen d'y parvenir.

« 4° Notre discussion courtoise mettra le gouvernement en état de juger plus complètement la situation. Je persiste à penser que la politique que je propose est à la fois la plus prudente et la plus conforme à la réalité des faits ; elle n'exclut pas d'ailleurs le projet turc ; mais elle tend à le réaliser d'accord avec la Russie nouvelle et non contre elle. »

***

Mardi, 8 mai 1917.

Visite d'adieu au grand-duc Nicolas-Michaïlowitch.

Le bel optimisme qu'il affectait à l'aube du régime nouveau est loin ! Il ne me cache pas son angoisse et sa tristesse. Cependant, il garde encore l'espoir d'une amélioration prochaine, qui serait alors suivie d'un ressaisissement général, d'un relèvement définitif.

Mais, tandis qu'il me reconduit à travers les salons jusqu'au vestibule, sa voix s'émeut :

— Quand nous nous reverrons, me dit-il, où en sera la Russie?... Nous reverrons-nous jamais?

— Vous êtes bien sombre, monseigneur.

— Je ne peux pourtant pas oublier tout à fait que je suis du gibier de potence.

***

Mercredi, 9 mai 1917.

J'ai déjà noté que les quatre délégués du socialisme français, Albert Thomas, Lafont, Cachin et Moutet, sont de formation universitaire et classique, ce qui les rend particulièrement sensibles à l'action oratoire, aux prestiges de la rhétorique et de la diction. De là vient l'étrange ascendant que Kérensky exerce sur eux.

Je reconnais d'ailleurs que le jeune tribun du *Soviet* est extraordinairement éloquent. Ses discours, même les plus improvisés, sont remarquables pour la richesse du verbe, le mouvement des idées, le rythme des phrases, l'ampleur des périodes, le lyrisme des métaphores, le cliquetis éblouissant des mots. Et quelle variété de ton ! Quelle souplesse d'attitude et d'expression ! Il est tour à tour hautain et familier, enjôleur et impétueux, autoritaire et caressant, cordial et sarcastique, persifleur et inspiré, lucide et ténébreux, trivial et dithyrambique. Il joue de toutes les cordes ; sa virtuosité dispose de toutes les forces et de tous les artifices.

La simple lecture de ses harangues ne donne aucune idée de son éloquence ; car sa personne physique est peut-être l'élément le plus efficace de l'emprise fascinante qu'il a sur les foules. Il faut donc aller l'entendre dans un de ces meetings populaires où il pérore chaque nuit, comme jadis Robespierre aux Jacobins. Rien de plus frappant que de le voir surgir à la tribune, avec son masque blême, fiévreux, hystérique, ravagé. Le regard est tantôt voilé, tantôt fuyant, presque insaisissable entre les paupières mi-closes, tantôt acéré, provocateur et fulgurant. Mêmes contrastes dans la voix qui est généralement caverneuse et rauque, avec des éclats subits d'une stridence et d'une sonorité superbes. Enfin, par instant, un souffle mysté-

rieux, un souffle de prophétisme ou d'apocalypse, transfigure l'orateur et rayonne autour de lui en effluves magnétiques. La contention ardente de son visage, l'hésitation ou l'emportement de sa parole, les soubresauts de sa pensée, la lenteur somnambulique de ses gestes, la fixité de ses prunelles, la crispation de sa bouche, le hérissement de ses cheveux lui donnent l'air d'un monomane ou d'un halluciné. De grands frissons parcourent alors l'auditoire. Toutes les interruptions cessent ; toutes les résistances tombent ; toutes les volontés individuelles se dissolvent : l'assemblée tout entière communie dans une sorte d'hypnose.

Mais, derrière cette grandiloquence théâtrale, derrière ces prouesses de tribune et d'estrade, qu'y a-t-il? — Rien, sinon de l'utopie, du cabotinage et de l'infatuation.

***

Jeudi, 10 mai 1917.

La comtesse Adam Zamoÿska, arrivée hier de Kiew, me raconte qu'elle n'ose plus retourner au château de sa famille, à Petchara, en Podolie, où elle s'est réfugiée depuis l'invasion de la Pologne ; car une effervescence dangereuse règne parmi les paysans.

— Jusqu'à ce jour, me dit-elle, ils étaient tous fidèlement attachés à ma mère, qui d'ailleurs les comblait de bienfaits. Depuis la révolution, tout est changé. Nous les voyons stationner devant le château ou dans le parc, en esquissant, avec de grands gestes, les projets de partage. L'un veut prendre le bois qui rejoint la rivière ; l'autre se réserve les jardins pour en faire des pâturages. Ils discutent ainsi, pendant des heures, sans même s'interrompre quand ma mère, une de mes sœurs ou moi, nous nous approchons d'eux.

Le même état d'esprit se révèle dans toutes les pro-

vinces ; l'active propagande que Lénine poursuit parmi les paysans commence donc à porter ses fruits.

Aux yeux des *moujiks*, la grande réforme de 1861, l'émancipation des serfs, est toujours apparue comme le préliminaire de l'expropriation générale qu'ils attendent obstinément depuis des siècles ; ils estiment en effet que le partage de toutes les terres, le *tcherny pérédel*, le « partage noir », ainsi qu'ils l'appellent, leur est dû en vertu d'un droit naturel, imprescriptible et primordial. Les apôtres de Lénine ont beau jeu à leur annoncer que l'heure de la suprême justice va enfin sonner.

***

Vendredi, 11 mai 1917.

Je déjeune à l'ambassade d'Italie avec Milioukow, Buchanan, le président du Conseil de Roumanie, Bratiano, qui vient d'arriver à Pétrograd pour conférer avec le gouvernement provisoire, le prince Scipion Borghèse, le comte Nani Mocénigo, etc.

Pour la première fois, Milioukow me semble atteint dans son courageux optimisme, dans sa volonté de confiance et de lutte. En parole, il affecte à peu près la même assurance que naguère ; mais le timbre sourd de sa voix et le ravage de sa figure ne révèlent que trop sa détresse intérieure. Nous en sommes tous frappés.

Après le déjeuner, Bratiano me dit avec angoisse :

— Avant peu, nous perdrons Milioukow... Puis ce sera le tour de Goutchkow, du prince Lvow, de Chingarew... Alors, la révolution russe sombrera dans l'anarchie... Et nous, les Roumains, nous serons perdus !

Une larme lui vient aux yeux ; mais, tout de suite, il relève la tête et reprend contenance.

Carlotti et le prince Borghèse ne se cachent pas non plus d'être inquiets. La paralysie de l'armée russe va

nécessairement libérer un grand nombre de divisions autrichiennes et allemandes. Ces divisions ne seront-elles pas transportées au Trentin ou sur l'Isonzo, pour recommencer, avec plus de puissance encore, la terrible offensive de mai dernier?

***

Samedi, 12 mai 1917.

Mon groupe d'amis russes est déjà bien dispersé. Les uns ont été s'installer à Moscou, avec l'espoir d'y trouver une atmosphère plus calme. Les autres sont partis pour leurs terres, dans la pensée que leur présence produira un bon effet moral sur les paysans. Quelques-uns enfin ont émigré à Stockholm.

J'ai pu néanmoins en réunir, ce soir, une douzaine encore pour un dernier dîner.

Les visages sont absorbés ; les conversations traînent ; il y a de la mélancolie dans l'air.

Avant de se retirer, tous mes convives m'expriment la même idée : « Votre départ marque pour nous la fin d'un ordre de choses. Aussi, nous garderons à votre ambassade un long souvenir. »

Les nouvelles de l'armée russe sont mauvaises. La fraternisation avec les soldats allemands se propage sur tout le front.

***

Dimanche, 13 mai 1917.

Après quelques visites d'adieu échelonnées au long du Quai Anglais, je passe devant le monument de Pierre le Grand, par Falconet. C'est la dernière fois sans doute que j'ai sous les yeux cette magnifique évocation du tsar conquérant et législateur, ce chef-d'œuvre de la statuaire équestre ; aussi, je fais arrêter ma voiture.

Depuis trois ans et demi que je réside sur les bords de la Néwa, je ne me suis jamais lassé d'admirer l'impérieuse effigie du glorieux autocrate, l'assurance altière de son visage, la despotique autorité de son geste, l'élan superbe de son cheval cabré, la vie merveilleuse qui anime à la fois l'homme et l'animal, la beauté plastique de l'ensemble, la grandeur du décor architectural qui sert de fond.

Mais aujourd'hui, une pensée me domine. Si Pierre-Alexéïéwitch ressuscitait un instant, de quelle atroce douleur ne serait-il pas déchiré, en voyant s'accomplir ou se préparer la ruine de son œuvre, la répudiation de son héritage, le reniement de ses rêves, la dissolution de son empire, la fin de la puissance russe !



Lundi, 14 mai 1917.

Le ministre de la Guerre, Goutchkow, donne sa démission, se déclarant impuissant à changer les conditions dans lesquelles s'exerce le pouvoir, « conditions qui menacent de conséquences fatales la liberté, la sûreté, l'existence même de la Russie. »

Le général Gourko et le général Broussilow demandent à être relevés de leurs commandements.

C'est la faillite définitive du libéralisme russe et le triomphe prochain du *Soviet*.



Mardi, 15 mai 1917.

Milioukow m'offre un déjeuner d'adieu, auquel il a invité le marquis Carlotti, Albert Thomas, Sazonow, Nératow, Tatistchew, etc.

La démission de Goutchkow et son cri d'alarme assombrissent tous les visages.

Le ton sur lequel Milioukow me remercie du concours que je lui ai prêté, me prouve qu'il se sent, lui aussi, condamné.

Depuis plusieurs semaines, le gouvernement provisoire pressait Sazonow d'aller prendre possession de son ambassade à Londres. Il se dérobait, n'étant que trop justement inquiet de ce qu'il laisserait derrière soi, de la politique qu'on lui dicterait de Pétrograd. Sur les instances de Milioukow, il s'est résigné enfin à se mettre en route.

Nous partirons ensemble demain matin.

L'amirauté britannique doit envoyer à Bergen un aviso rapide et deux contre-torpilleurs pour nous transporter en Écosse.

***

De Pétrograd à Biélo-Ostrow, mercredi, 16 mai 1917.

En arrivant ce matin à la gare de Finlande, je trouve Sazonow devant le wagon qui nous a été réservé. D'un ton grave, il m'annonce :

— Tout est changé ; je ne vous accompagne plus... Tenez, lisez !

Et il me tend une lettre qu'on vient de lui apporter, lettre datée de cette nuit même, et par laquelle le prince Lvow le prie de surseoir à son départ, Milioukow ayant donné sa démission.

— Je pars et vous restez, lui dis-je. N'est-ce pas symbolique?

— Oui, c'est la fin de toute une politique !... La présence de Milioukow était une dernière garantie de fidélité à notre tradition diplomatique. Maintenant, qu'irais-je faire à Londres !... Je crains que l'avenir ne prouve bientôt à M. Albert Thomas quelle faute il a commise en prenant

si ouvertement parti pour le *Soviet*, contre Milioukow !

L'affluence des amis qui sont venus me dire adieu met fin à notre dialogue.

Les deux députés socialistes français, Cachin et Moutet, et les deux délégués du socialisme anglais, O'Grady et Thorne, montent dans le train ; ils arrivent directement du palais de Tauride où ils ont passé toute la nuit à délibérer avec le *Soviet*.

Le train part à 7 heures 40.



Haparanda, jeudi, 17 mai 1917.

Toute la journée d'hier, le train a parcouru la Finlande « aux mille lacs ».

Aussitôt la frontière franchie, comme on se sentait loin de la Russie ! Partout, dans chaque ville et dans le moindre village, l'aspect des maisons aux vitres nettes, aux persiennes claires, aux carrelages luisants, aux clôtures correctes, trahissait la propreté, le soin, l'ordre, l'économie domestique, le sens du confort et du *home*. Sous le ciel grisâtre, la campagne était d'une fraîcheur et d'une variété charmantes, surtout vers le soir, entre Tavastehus et Tammerfors. Verdure jeune des bois, des cultures et des prés ; rivières vives et murmurantes ; lacs limpides, moirés de reflets sombres.

Ce matin, près d'Uleaborg, la nature est devenue sévère. Des plaques de neige marbrent çà et là une lande stérile, où des bouleaux maigres luttent avec peine contre le climat hostile. Les rivières, au cours torrentiel, charrient des glaçons énormes.

Cachin et Moutet viennent causer dans mon wagon. Moutet qui, depuis notre départ de Pétrograd, s'était montré taciturne et soucieux, me dit brusquement :

— Au fond, la révolution russe a raison. Ce n'est pas

tant une révolution politique qu'une révolution *internationale*. Les classes bourgeoises, capitalistes, impérialistes, ont déchaîné sur le monde une crise effroyable, qu'elles sont incapables de résoudre. La paix ne peut plus être réalisée que d'après les principes de l'Internationale. Ma conclusion est très nette : j'y ai encore réfléchi toute cette nuit : les socialistes français doivent se rendre à la conférence de Stockholm pour y provoquer une réunion plénière de l'Internationale et préparer les bases générales de la paix.

Cachin objecte :

— Mais si la social-démocratie allemande refuse l'invitation du *Soviet*, ce sera un désastre pour la révolution russe. Et la France sera entraînée dans ce désastre !

Moutet reprend :

— Nous avons fait au tsarisme un assez long crédit ; nous ne devons pas marchander notre confiance au nouveau régime. Or, le *Soviet* nous a affirmé que, si l'Entente révise loyalement ses buts de guerre, si l'armée russe a conscience de se battre désormais pour une paix sincèrement démocratique, il en résultera, dans toute la Russie, un magnifique sursaut national, qui nous garantit la victoire.

Je m'efforce de lui démontrer que cette affirmation du *Soviet* est sans valeur, parce que le *Soviet* n'est déjà plus maître des passions populaires qu'il a déchaînées :

— Voyez ce qui se passe à Cronstadt et à Schlusselbourg, c'est-à-dire à trente-cinq verstes de Pétrograd. A Cronstadt, la commune est maîtresse de la ville et des forts ; les deux tiers des officiers ont été massacrés ; cent vingt officiers sont encore sous les verroux et cent cinquante sont contraints, chaque matin, à balayer les rues. A Schlusselbourg, c'est aussi la commune qui règne, mais avec le concours des prisonniers de guerre allemands qui se sont organisés en syndicat et qui dictent la loi aux usines. Devant cette situation intolérable, le *Soviet* reste

impuissant ! J'admets, à la rigueur, que Kérensky réussisse à rétablir un peu de discipline dans les troupes et même à les galvaniser. Mais comment, par quels moyens, pourra-t-il réagir contre la désorganisation administrative, contre le mouvement agraire, contre la crise financière, contre la débâcle économique, contre la généralisation des grèves, contre les progrès du séparatisme?... En vérité, un Pierre le Grand n'y suffirait pas !

Moutet me demande :

— Considérez-vous donc que l'armée russe est dorénavant incapable d'aucun effort?

— Je crois que l'armée russe peut encore être reprise en mains et qu'elle pourra même engager bientôt quelques opérations secondaires. Mais toute action intense et persistante, toute offensive puissante et soutenue lui est désormais interdite par l'anarchie de l'intérieur. C'est pourquoi je n'attache aucune importance au sursaut national que vous a promis le *Soviet;* ce ne serait qu'un geste vain. Le pèlerinage à Stockholm n'aurait donc d'autre effet que de démoraliser les Alliés et de les diviser.

Vers midi et demi, le train s'arrête devant quelques baraques délabrées, dans un paysage désert et morne, sous une lumière fauve : c'est Tornéo.

Tandis qu'on procède aux formalités de police et de douane, Cachin nous dit, en montrant le drapeau rouge qui flotte sur la gare, — un drapeau décoloré, fané, déchiqueté :

— Nos amis de la révolution devraient bien s'offrir un drapeau moins défraîchi pour le hisser à la frontière.

Moutet réplique en riant :

— Ne parle pas du drapeau rouge ; tu vas faire de la peine à l'ambassadeur.

— De la peine, à moi? Pas du tout. Que la révolution russe adopte n'importe quel drapeau, même le drapeau

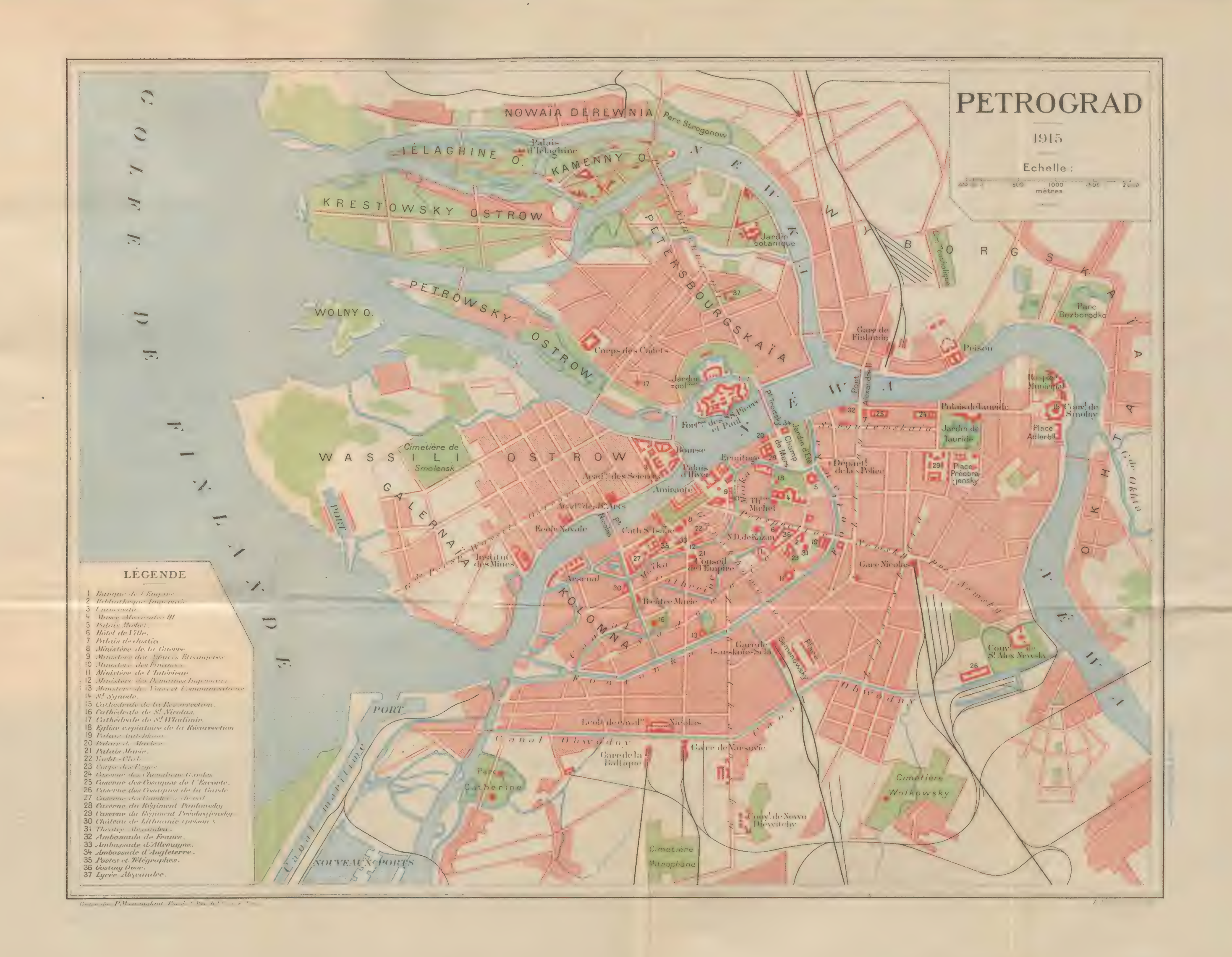
noir, pourvu que ce soit un emblème de force et d'ordre. Mais regardez ce haillon, jadis pourpre. C'est bien le symbole de la Russie nouvelle : un sale chiffon qui s'en va en loques !

La Tornéa, qui marque la frontière, est encore glacée. Je la franchis à pied, en suivant les traîneaux qui emportent mes bagages vers Haparanda.

Un lugubre cortège vient en sens inverse : c'est un convoi de grands blessés russes qui arrivent d'Allemagne, par la voie de Suède. Comme de juste, les moyens de transport, préparés pour les recevoir, sont insuffisants. Aussi, une centaine de civières sont-elles déposées à même sur la glace, où ces misérables débris humains grelottent sous une mince couverture. Quel retour dans la patrie !... Mais vont-ils même retrouver une patrie?

Et, jetant un dernier regard en arrière, je me répète la complainte prophétique par laquelle un pauvre *moujik* « innocent », un *yourodiwi*, termine une scène d'émeute dans *Boris Godounow* : « Pleure, ma sainte Russie, pleure ! car tu vas entrer dans les ténèbres. Pleure, ma chère Russie, pleure ! car tu vas mourir. »

FIN DU TOME TROISIÈME



PETROGRAD
1915
Echelle :
500
1000
1500
2000
mètres
GOLFE DE FINLANDE
NOWAÏA DEREWNIA
Parc Strogonow
Palais d'Iélaghine
IÉLAGHINE O.
KAMENNY O.
KRESTOWSKY OSTROW
NEWKA
PETERSBOURGSKAÏA
Jardin botanique
WYBORGSKAÏA
PETROWSKY OSTROW
WOLNY O.
Corps des Cadets
Jardin zool.
Fort. des SS. Pierre et Paul
Gare de Finlande
Prison
Parc Bezborodko
Hospice Municipal
Palais de Tauride
Jardin de Tauride
Couv. de Smolny
NEWA
WASSILI OSTROW
Cimetière de Smolensk
GALERNAÏA
Bourse
Palais d'Hiver
Acad. des Sciences
Amirauté
Ermitage
Champ de Mars
Jardin d'Été
Départ. de la Police
Th. Michel
Acad. des B. Arts
Ecole Navale
Cath. St Isaac
N.D. de Kazan
Conseil de l'Empire
Gare Nicolas
Institut des Mines
Arsenal
KOLOMNA
Théâtre Marie
Gare de Tsarskoïe-Selo
Couv. de St Alex. Newsky
OKHTA
PORT
Ecole de caval. Nicolas
Canal Obwodny
Gare de la Baltique
Gare de Varsovie
Parc Catherine
Canal maritime
NOUVEAUX PORTS
Cimetière Mitrophane
Couv. de Novo Diewitchy
Cimetière Wolkowsky
LÉGENDE
6 Hôtel de Ville.
8 Ministère de la Guerre
11 Ministère de l'Intérieur
14 St Synode.
15 Cathédrale de la Résurrection.
16 Cathédrale de St Nicolas.
17 Cathédrale de St Wladimir.
18 Eglise expiatoire de la Résurrection
21 Palais Marie.
25 Caserne des Cosaques de l'Escorte.
26 Caserne des Cosaques de la Garde
28 Caserne du Régiment Pavlowsky
29 Caserne du Régiment Préobrajensky
30 Château de Lithuanie (prison).
32 Ambassade de France.
33 Ambassade d'Allemagne.
34 Ambassade d'Angleterre.
35 Postes et Télégraphes.
36 Gostiny Dvor.
37 Lycée Alexandre.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

19 AOUT-18 SEPTEMBRE 1916

CHAPITRE II

19 SEPTEMBRE-26 OCTOBRE 1916

CHAPITRE III

27 OCTOBRE-22 NOVEMBRE 1916

CHAPITRE IV

23 NOVEMBRE-24 DÉCEMBRE 1916

CHAPITRE V

25 DÉCEMBRE 1916-8 JANVIER 1917

CHAPITRE VI

9-28 JANVIER 1917

CHAPITRE VII

29 JANVIER-21 FÉVRIER 1917

CHAPITRE VIII

22 FÉVRIER-11 MARS 1917

CHAPITRE IX

12-22 MARS 1917

CHAPITRE X

23 MARS-6 AVRIL 1917

CHAPITRE XI

7-21 AVRIL 1917

CHAPITRE XII

22 AVRIL-6 MAI 1917

CHAPITRE XIII

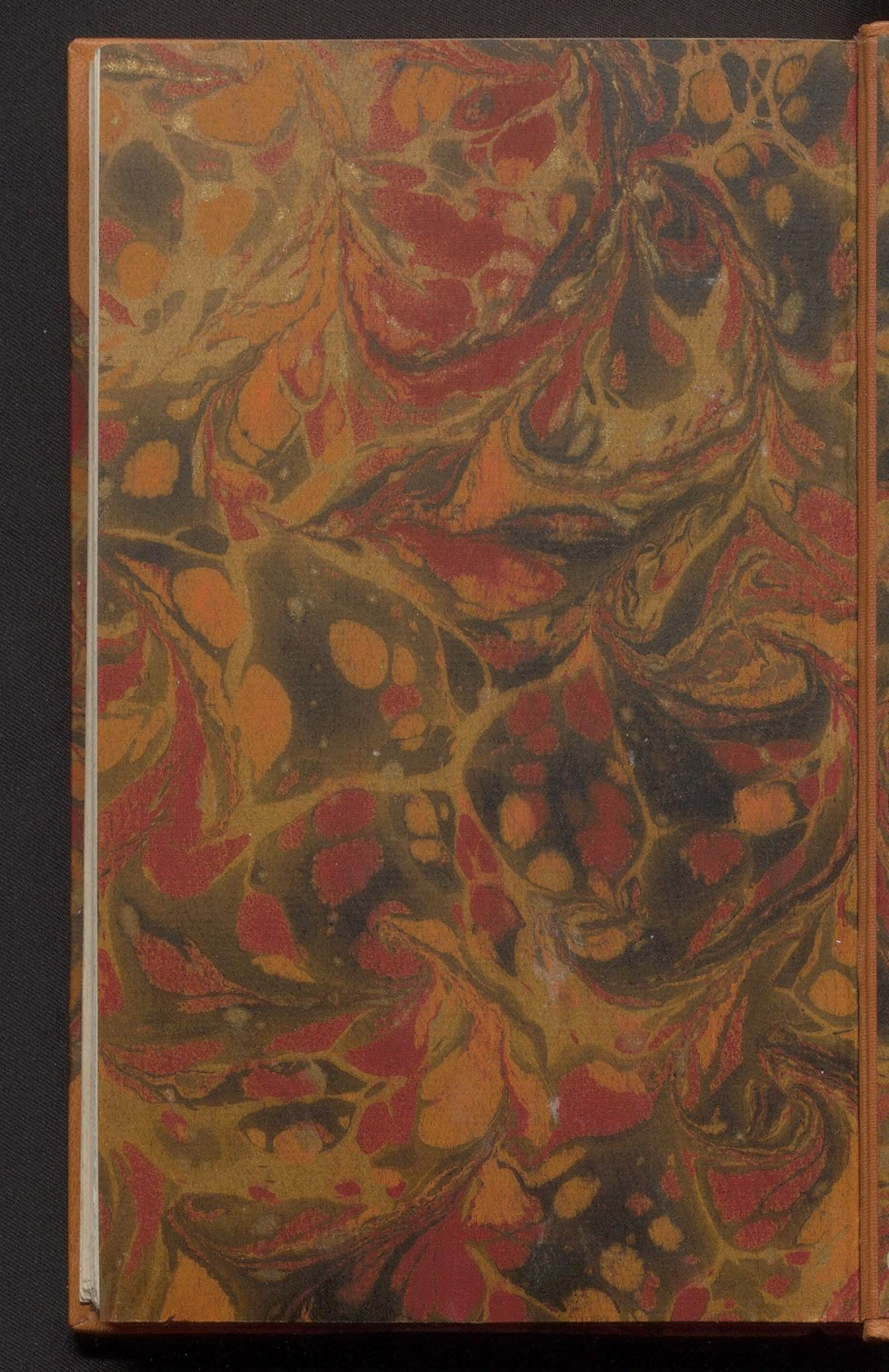
7-17 MAI 1917

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Cet ouvrage a été achevé d'imprimer

*par Plon-Nourrit et C^ie^*

à Paris, le 11 octobre 1922.




V. & K. JOKINEN
HELSINKI HELSINGFORS

